

Université de Montréal

Le mouvement de concentration dans l'industrie métallurgique
de la France d'entre-deux-guerres et les contemporains

Par

Simon Larose

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maître ès arts (M.A.)

en histoire

août 1998

Simon Larose, 1998



D

7

U54

1999

N. 007

Université de Montréal

Le mouvement de concertation dans l'industrie métallurgique
de la France d'entre-deux-guerres et les contemporains

L'Académie des sciences et belles-lettres
L'Institut d'histoire
Simon Laurin

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maîtrise en arts (M.A.)

en histoire

en 1999

Simon Laurin, 1999



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé:

Le mouvement de concentration dans l'industrie métallurgique
de la France d'entre-deux-guerres et les contemporains

présenté par:

Simon Larose

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:


directeur de recherche: M. Louis Michel



Mémoire accepté le: 02.12.1998

Sommaire:

L'attitude des contemporains face à la concentration sidérurgique dans l'entre-deux-guerres permet d'observer l'histoire économique de la France avant les « 30 glorieuses ». Cette histoire économique de la France au 19^e et 20^e siècle est appréciée de façon divergente. Deux thèses historiographiques s'opposent. La première, celle du retard français, un retard économique dû au comportement du patronat français, réfractaire au risque. Un malthusianisme économique pesait sur ce patronat frileux qui limitait la croissance des entreprises pour en préserver le contrôle familial. Le retard français découlait des mentalités du patronat. Les révisionnistes contestaient cette première thèse. Car durant les années vingt, les entreprises françaises prospérèrent, cette croissance reposant sur les exportations, le marché intérieur étant d'une taille insuffisante. Avec la crise des années trente, les marchés extérieurs, dont dépendent les métallurgistes français, se ferment et les progrès des années vingt sont effacés. L'explication du retard français est conjoncturelle et structurelle et ne repose pas sur la psychologie de son patronat. Le marché intérieur français ne permet pas la création d'entreprise d'une taille similaire à celle des concurrents.

Nous étudierons les conséquences de cette conjoncture économique sur les mentalités. Comment les problèmes structurels de l'économie française se reflètent dans les mentalités. Les idées véhiculées par ces deux thèses se repèrent-elles dans l'opinion de l'entre-deux-guerres? La concentration de l'industrie sidérurgique est-elle trop poussée ou trop timide? Donne-t-elle trop de pouvoir aux industriels? Ou bien est-ce un processus économique normal? Les ententes sont-elles acceptées comme moyen de concentration? ou doivent-elles être réprimées? Que pense-t-on de la rationalisation de la production, du taylorisme et du fordisme? Ces questions permettront de dégager ce qu'on pense de la

métallurgie française? Les positions des contemporains sur ces questions varieront selon leurs allégeances politiques, de gauche ou de droite, et leurs conceptions économiques, libérales ou néo-libérale. Neufs périodiques et journaux permettront d'étudier l'opinion sur l'industrie et la concentration de 1919 à 1929, et de 1929 à 1939: la *Revue des Deux Mondes*, la *Revue d'Économie Politique*, le *Journal des Économistes*, *The Economist*, *L'Économiste Européen*, la *Revue Hebdomadaire*, *Le Temps*, *Le Figaro*, et *L'Humanité*. Nous observerons donc l'opinion de journalistes, d'économistes et de politiciens sur ces questions.

L'opinion, telle que recensée dans ces sources, n'est pas tributaire de la conjoncture. Les thèmes de l'école du retard français ressortent dans les années vingt et trente, et le malthusianisme économique est mentionné durant ces deux décennies. La droite considère la concentration comme un phénomène positif, tandis que la gauche s'attaque surtout à la sidérurgie comme un symbole du capitalisme, durant les deux périodes. Les ententes devaient remédier aux pénuries à la fin des années vingt. Elles se sont transformées pour gérer la surproduction et la décroissance de la décennie suivante; cette idée malthusienne de gérer la décroissance est bien acceptée par une partie de l'opinion de droite, et attaquée par les autres, à gauche comme à droite.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	I
TABLE DES MATIÈRES.....	III
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
LISTE DES FIGURES.....	VII
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
1ER CHAPITRE: L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE 1919-1939: ÉVOLUTION ET CONCENTRATION.....	8
A.- <i>Introduction</i>	8
B.- <i>Les années 1920</i>	9
1) Une description de l'expansion de la production et des marchés	9
a) Analyse statistique de la croissance	9
b) Une croissance appuyée sur les exportations	13
i) Leur importance	13
ii) L'exemple des tubes	15
c) La position relative de la France: un rattrapage	16
2) Une modernisation accélérée par la reconstruction	18
a) Les effets de la guerre	18
i) Le retour de la Lorraine - Des usines dans quel état?	18
ii) L'ampleur des destructions	24
b) La modernisation	24
i) Reconstruction sur les mêmes sites ou redistribution (concentration spatiale).....	24
ii) Un outillage moderne (rationalisation de l'équipement) - Systématisation.....	25
iii) La poursuite de la taylorisation	25
(a) Dans l'industrie en général.....	25
(b) Dans la sidérurgie: un remède à la pénurie de main-d'œuvre.....	26
3) La concentration industrielle et financière: quelle tendance? Quelle ampleur?	29
a) La sidérurgie et la politique extérieure de la France.....	29
i) Le traité de Versailles. Les contradictions entre un projet politique et les intérêts conflictuels au sein de l'industrie	29
ii) L'occupation de la Ruhr: une occasion d'expansion?	31
b) Le vocabulaire de la concentration.....	33
i) La signification et les modalités du phénomène	33
ii) À propos des ententes: consolidation ou concentration?.....	35
c) L'organisation d'une branche: Le Comité des Forges et l'Union des Industries Métallurgiques et Minières 36	36
i) Les origines de ces organismes.....	36
ii) Organisation de la profession	37
iii) Les antagonismes au sein d'une industrie et d'un patronat.....	38
d) Les ententes nationales. Des précédents d'avant guerre au Comptoir sidérurgique de France	40
e) Les ententes internationales.....	42
f) Analyse de la concentration durant la période	43
i) La croissance interne	44
ii) Les fusions et prises de contrôle	47
iii) Le contrôle familial. Une limite à la concentration?	47
iv) Un processus beaucoup moins avancé qu'en Allemagne et aux États-Unis.....	48
v) Prises de participation et préfiguration de groupes plus étendus	50
C.- <i>Les années 1930</i>	52
1) La décroissance.....	52
a) Une dépression prolongée sans reprise de l'activité: un marché intérieur déprimé et des taux d'exportation en baisse	52
b) Un effort de réarmement insuffisant	55
c) En contraste avec la situation à l'étranger	56
2) L'arrêt de la modernisation?.....	57
a) La diminution des ressources des entreprises:	57
i) La chute des profits	57

ii) Une remontée timide	58
b) Le taylorisme et l'obsolescence: un rattrapage dans les entreprises de taille moyenne.....	59
(a) Des équipements désuets: le comité d'enquête sur la production du 25 août 1937.....	59
(b) Une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée: les résultats de la loi des quarante heures.....	62
c) Le malthusianisme: refus d'investir ou manque de moyens.....	63
i) Le patronat français au banc des accusés	63
(a) Est-il responsable d'une crise si prolongée?.....	63
(b) Mécanismes d'adaptation en temps de crise	64
ii) L'adaptation à la conjoncture dans la sidérurgie des années 1930: l'exemple de Pont-à-Mousson en 1938 66	
3) La concentration industrielle et financière: y a-t-il décroissance ou stagnation?.....	67
a) Au Comité des Forges et à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.....	67
b) Les ententes nationales.....	68
i) Le comptoir sidérurgique de France	68
ii) Les ententes de la fonte et de ferro-alliages.....	71
iii) Exemples étrangers.....	72
c) Les ententes internationales	73
d) Analyse de la concentration durant la période	74
i) La suite du mouvement.....	74
ii) La concentration financière.....	76
D.- Conclusion.....	77
2E CHAPITRE: QUELQUES POINTS DE VUE CONTEMPORAINS SUR L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE 1919-1939	98
A.- Introduction	98
B.- Description des sources.....	99
1) Analyse externe de la source	99
a) Historique des périodiques	99
b) Influence du patronat et des syndicats sur ces périodiques	101
2) Analyse interne de la source	103
a) Méthode suivie pour la recherche	103
i) Le questionnaire	103
ii) Modalités de la recherche.....	104
b) Les auteurs des articles: théoriciens, praticiens ou politiciens	105
c) Classement politique et idéologique des revues.....	106
i) Les écoles économiques.....	106
(a) Une classification	106
(b) Une orthodoxie libérale moins populaire	107
ii) Les tendances politiques:	108
d) Analyse quantitative de la source.....	109
C.- Certaines réactions des contemporains face à divers thèmes de l'histoire économique française de l'entre-deux-guerres.....	111
1) Les années vingt:	111
a) L'industrie dans la presse: réactions favorables de la droite et défavorables de la gauche.....	111
b) La concentration, les ententes et l'opinion.....	113
i) Cette question suscite-t-elle une réaction?.....	113
ii) Le thème du taylorisme, de la rationalisation et de l'organisation scientifique du travail.....	117
c) Le patronat et les contemporains	118
i) Qui ne parle pas du patronat?.....	118
ii) Une campagne de presse de la gauche: la légende noire de François de Wendel et la querelle de Briey	118
2) Les années trente.....	122
a) L'industrie dans la presse	122
b) La concentration, les ententes et l'opinion.....	125
i) Quels changements apporte la crise à l'idée qu'on se fait de la concentration.....	125
ii) Le débat sur la rationalisation, le taylorisme et l'organisation scientifique du travail	127
c) Le patronat et les contemporains	128
i) A droite peu de changements	128
ii) Constante des deux décennies, les attaques de la gauche contre de Wendel, la banque de France et les 200 familles	129
d) Le thème du malthusianisme français	130
D.- Conclusion.....	133
CONCLUSION GÉNÉRALE	136
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES DU MÉMOIRE:	138

1. SOURCES (1919-1939).....	138
OUVRAGES DE L'ÉPOQUE:.....	138
SOURCES PÉRIODIQUES:	138
A.- <i>Articles de la Revue d'Économie Politique:</i>	<i>138</i>
B.- <i>Articles de la Revue des deux mondes:</i>	<i>139</i>
C.- <i>Articles du Journal des Économistes:.....</i>	<i>140</i>
D.- <i>The Economist:</i>	<i>142</i>
E.- <i>Revue Hebdomadaire:</i>	<i>146</i>
F.- <i>L'Économiste Européen:</i>	<i>147</i>
LES QUOTIDIENS:.....	148
A.- <i>Le Temps:</i>	<i>148</i>
B.- <i>Le Figaro:.....</i>	<i>151</i>
C.- <i>L'Humanité:.....</i>	<i>152</i>
2. DICTIONNAIRES, ENCYCLOPÉDIES UTILES À LA DÉFINITION DU SUJET	157
3. ARTICLES OU BILANS HISTORIOGRAPHIQUES; ÉTAT DE LA QUESTION.....	157
4. OUVRAGES GÉNÉRAUX (SYNTHÈSES SUR L'ÈRE SPATIO-TEMPORELLE)	157
5. OUVRAGES SPÉCIALISÉS (MONOGRAPHIES EN RAPPORT AVEC LE SUJET).....	160
6. CHOIX D'ARTICLES OU DE CHAPITRES DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS	162
7. ARTICLES DANS DES REVUES SAVANTES.....	164

LISTE DES TABLEAUX

Tableaux généraux

I.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: fonte brute et ferro-alliages.....	79
II.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: l'acier brut (lingots et moulages).....	82
III.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés d'acier.....	85
IV.- Production métallurgique par pays: fonte et alliages de fer.....	88
V.- Production métallurgique par pays: l'acier brut.....	91
VI.- Le nombre d'ouvriers dans la sidérurgie, le nombre de hauts fourneaux, la productivité de la fonte et leur consommation de minerai de fer.....	94

Tableaux spécialisés

i.- Les principaux groupes en % de la production française en 1929.....	49
ii.- Les principaux groupes en % de la production française en 1937-38.....	75
iii.- Les thèmes abordés dans les revues et journaux: nombre d'articles par thèmes: Années 1920.....	110
iv.- Les thèmes abordés dans les revues et journaux: nombre d'articles par thèmes: Années 1930.....	110

LISTE DES FIGURES

1.1 Production sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et les ferro-alliages.....	81
1.2 Exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et les ferro-alliages.....	81
1.3 Solde du commerce extérieur sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et ferro-alliages.....	81
2.1 Production d'acier brut de 1900 à 1939.....	84
2.2 Exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: l'acier brut.....	84
2.3 Solde du commerce extérieur sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: l'acier brut.....	84
3.1 Production sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés d'acier.....	87
3.2 Exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés.....	87
3.3 Solde du commerce extérieur sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés.....	87
4.1 Tableau comparatif de la production sidérurgique mondiale: de fonte et d'alliages de fer.....	90
5.1 Tableau comparatif de la production sidérurgique par pays: l'acier brut.....	93
6.1 Nombre moyen d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique française de 1900 à 1939.....	96
6.2 Le nombre de hauts fourneaux en activité de 1900 à 1939.....	96
6.3 La productivité dans la sidérurgie française de l'entre-deux-guerres.....	97
6.4 Productivité des hauts fourneaux de l'industrie française de l'entre-deux-guerres.....	97

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'attitude des contemporains face à la concentration industrielle, la concentration sidérurgique dans l'entre-deux-guerres, permet d'observer l'histoire économique de la France avant les « 30 glorieuses ». L'histoire économique de la France aux 19^e et 20^e siècles est appréciée de façon divergente. L'historiographie de cette période est divisée entre deux thèses. La première, la thèse du retard français, a été reprise et amplifiée par les Américains confrontés à l'état lamentable de l'industrie française en 1945. Pour eux, la France était un pays attardé de manière structurelle à cause de l'esprit frileux de son patronat. Ils décrivent une France rentière, se contentant de peu: « Les choses allèrent plus lentement en France, pays de petits propriétaires fonciers; les techniques nouvelles de l'industrie ne s'y implantèrent que progressivement,... »¹ La faiblesse des investissements s'explique par l'aversion pour le risque des entrepreneurs. Le retard français est donc attribué au comportement des classes dirigeantes, des industriels. Ce phénomène est résumé par le terme de malthusianisme: « Déjà virulent dans les années 1880, il est le grand responsable du retard français. »² Ce malthusianisme français est une tendance à limiter la croissance de l'entreprise familiale pour mieux la contrôler, afin qu'elle reste sous le contrôle d'héritiers frileux! De plus, ces entreprises avaient une gestion inadaptée qui handicapait leur croissance. Ces explications font appel à des facteurs psychologiques (mentalités) et institutionnels.

Cette thèse est contestée par les révisionnistes. L'école révisionniste française s'est attachée à montrer que l'idée du retard français était un mythe. En effet, durant les années vingt, les entreprises françaises furent très prospères. Mais cette croissance repose sur les exportations. Avec la fermeture des marchés extérieurs durant la décennie suivante, les

¹ David S. Landes, *L'Europe technicienne ou le Prométhée libéré. Révolution technique et libre essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1975, p. 16.

progrès des années vingt furent effacés. Donc les entreprises françaises avaient pris part à une grande croissance dans les années 20, sur laquelle les tenants de l'école américaine n'insistaient guère. À cause de la «...contre-performance des années 1930-1950 et la crise de confiance qui en a été le résultat immédiat, il était pratiquement de règle, autrefois, de mettre en doute l'efficacité des grandes entreprises françaises et de présenter de manière critique leurs méthodes de gestion...»³. Mais la chute de la production des années trente est mondiale. Elle n'est pas limitée à une économie française peu efficace ou victime de son patronat. C'est la fermeture des marchés extérieurs et la chute de la demande qui ont surtout nui à l'économie française. Durant les années trente, les entreprises françaises furent enfermées dans un marché intérieur affaibli par l'exacerbation du protectionnisme dans les pays industrialisés: «...le capitalisme français a été soumis à des pressions plus ou moins fortes de la part de l'économie internationale: au protectionnisme assez modéré d'avant 1914 a succédé la quasi-fermeture des années 1930...»⁴

L'entre-deux-guerres fut une période contrastée en matière d'évolution économique. Cette période se scinde entre la croissance très forte des années vingt et la crise de la décennie suivante. L'industrie sidérurgique est l'industrie de base par excellence de cette époque et la production d'acier mesure bien la puissance industrielle, car elle est le produit de base de la plus grande partie des productions des industries de transformation de l'époque, telle la construction mécanique en général, et la nouvelle industrie de l'automobile.

² Alfred Sauvy, « Idées économiques et malthusianisme » in Alfred Sauvy et Anita Hirsch, *Histoire économique de la France entre les deux guerres. Volume II*, 2^e éd. rév., Paris, Économica, 1984, p.414.

³ Maurice Lévy-Leboyer, « La grande entreprise: un modèle français? » in Maurice Lévy-Leboyer et Jean-Claude Casanova, dir., *Entre l'Etat et le marché: L'économie française des années 1880 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1991. p. 365.

⁴ François Caron, « L'évolution de la concentration des entreprises en France au XX^e siècle » in François Caron, dir., *Entreprises et Entrepreneurs, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1983, p. 184.

Le secteur de l'acier est dominé par la grande entreprise. Aux exemples des géants allemands de l'acier, des Krupp et Thyssen, on peut opposer, mais sur une échelle moindre, leurs homologues français de De Wendel et Cie et du Groupe Schneider. La taille des capitaux requis pour cette production industrielle facilite l'observation des phénomènes économiques de concentration durant la période.

La situation des entreprises françaises dans les années 20 est prospère. La reconstruction et la restitution de l'Alsace-Lorraine donnent à la France des taux élevés de croissance: «Dans les années 1920, le taux de croissance de l'industrie française est le plus élevé d'Europe.»⁵ Les entreprises métallurgiques sont très prospères dans les années 20. Par exemple, la production d'acier augmente plus vite que le reste de la production industrielle: «Jacques Marseille constate que de 1921 à 1929 la production industrielle nationale a plus que doublé... celle de l'acier a été accrue dans le même temps de 258 %.»⁶ Cette croissance s'appuie sur les exportations, la faiblesse du marché intérieur poussant la sidérurgie vers les marchés extérieurs.

Durant ces années, la concentration dans l'industrie métallurgique s'accélère surtout entre 1928 et 1930. Mais cet effort de rationalisation fut annulé par la crise. En effet, les entreprises ayant modernisé leurs appareils productifs se livrèrent une concurrence encore plus forte dans un marché en régression. L'exemple de Schneider et Cie est frappant: «...le groupe Schneider devait revenir entre 1929 et 1934 du cinquième au seizième rang des entreprises (avec une capitalisation réduite d'un tiers à 330 millions).»⁷ Le protectionnisme ferme les marchés extérieurs tandis que le marché intérieur est en baisse. Pour illustrer l'effet de la crise sur les grandes entreprises sidérurgiques, observons les taux d'excédent brut d'exploitation (profit brut) de la branche. En 1929, ils sont à 10,8%, en 1931 à 3,3%, en

⁵ *Ibid.*, p. 188.

⁶ Patrick Gancarz, «La métallurgie française face à la crise des années trente (1928-1938)», *Le Mouvement Social*, no 154 (1991), p. 200.

1932 à -0,8%, 1935 à 1,7%, et 1936 à 5,4%, 1938 à 5,9%.⁸ En sidérurgie, le tournant date donc de 1936, mais on n'approchera pas des profits de 1929 durant les années 30.

Malgré la stabilité des taux de concentration, la position relative des entreprises métallurgiques change souvent durant l'entre-deux-guerres. Nous le verrons par la «Liste des cent plus grandes entreprises françaises»⁹ de 1912 et 1936, de l'ouvrage de J. Houssiaux. En 1912, Marine et Homécourt est la plus grande entreprise métallurgique avec 1,204 millions de francs d'actif brut (10^e position), Schneider et Cie suit avec 1,102 millions (12^e position). En 1936, Marine et Homécourt est en 16^e position avec 744 millions de francs d'actif brut, alors que Schneider et Cie est en 17^e avec 710 millions. Cependant De Wendel et Cie occupe la 4^e position avec 1,492 milliards de francs d'actif brut! La position de De Wendel s'explique en partie par le traité de Versailles. Le retour de l'Alsace-Lorraine a regroupé les usines De Wendel qui se trouvaient en France et celles des territoires annexés.

Les deux grandes thèses historiographiques expliquent deux facettes de l'histoire économique de la France d'entre-deux-guerres. Les entreprises métallurgiques utilisaient les dernières technologies et n'avaient rien à envier aux usines de la concurrence étrangère. Mais la taille du marché intérieur empêchait les entreprises françaises d'acquérir une taille similaire à celle des entreprises allemandes ou américaines. Le marché intérieur ne permettait pas de réaliser des économies d'échelle comparables à celles de la concurrence étrangère. Et là résident les racines de la thèse du retard français. Mais ce retard n'a pas de source psychologique. Seule une plus grande concentration aurait pu pallier les problèmes de l'industrie métallurgique (et de l'industrie française en général). Des industriels jaloux de leur indépendance ne voient dans les ententes que des outils temporaires pour régulariser les marchés et ne se sentent pas liés comme leurs homologues allemands. Mais c'est surtout

⁷ Lévy-Leboyer, *loc. cit.*, p. 371.

⁸ Gancarz, *loc. cit.*, p. 209.

la crise des années trente qui contrecarre les efforts de concentration de la fin des années vingt. Ce n'est qu'après la Deuxième guerre mondiale que l'État français interviendra pour pousser les entreprises vers une plus grande concentration.

Nous examinerons l'opinion des contemporains sur l'évolution, les caractéristiques de l'industrie, et sur le comportement des industriels. Nous étudierons ainsi l'effet de la conjoncture économique sur les mentalités. Mais un décalage entre le changement économique et la perception de ce changement est probable. Ernest Labrousse parlait de la vitesse de propagation des phénomènes historiques: « En antécédent le plus souvent sans doute, le phénomène économique; en retard, déjà, le changement « social »; et le mental gagne la course de la lenteur. »¹⁰ Il soutient même que les mentalités sont encore plus lentes à changer dans les sociétés contemporaines: « Une mentalité est en principe une résistance, que vient alourdir... le matraquage des media au service, sous mille formes, des classes dirigeantes. »¹¹ Les changements économiques et sociaux se répercuteront-ils rapidement dans la presse et l'opinion? La crise des années trente exacerbe-t-elle le pessimisme dans la presse française? Cette idée du retard français est-elle présente dans tout l'entre-deux-guerres ou prend-t-elle seulement racine dans les années trente? Y-a-t-il mention de l'idée d'un malthusianisme français ou d'une tentative des industriels de limiter volontairement la croissance?

Mais surtout quelle est l'opinion des contemporains face à la concentration industrielle et financière? Les mouvements de concentration sont-ils considérés comme trop poussés ou trop timides? Cette tendance est-elle considérée comme donnant un pouvoir excessif à certains industriels? Ou est-elle vue comme un processus d'adaptation économique normal et souhaitable?

⁹ Jacques Houssiaux, *Pouvoir des monopoles. Essai sur les structures industrielles du capitalisme contemporain*, Paris, Sirey, 1958, p. 306 et 308.

¹⁰ Christophe Charles, « Entretien avec Ernest Labrousse », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 32/33 (avril-juin 1980), p. 123.

Les ententes de production (tel que dans le modèle allemand par exemple), sont-elles considérées comme un moyen favorable d'atteindre le degré de concentration nécessaire? Ou voit-on les ententes de production comme une tendance que l'État doit réprimer? Comment compare-t-on l'industrie métallurgique française avec la concurrence étrangère? Les théories anglo-saxonnes de rationalisation de la production, tels le taylorisme et le fordisme, sont-elles populaires dans l'opinion? Comment juge-t-on leur application par les industriels? Pour ces observateurs, journalistes ou économistes, la métallurgie française exporte-t-elle suffisamment? Investit-elle suffisamment? Comment perçoit-on les stratégies de ces entreprises?

Les positions des contemporains sur ces questions varieront selon leurs allégeances politiques, de droite ou de gauche, que nous observerons à travers le contraste entre les journaux *Le Temps* et *L'Humanité*. Mais ces positions pourront varier aussi selon leurs conceptions économiques. Les ultra-libéraux n'analyseront pas ces phénomènes de la même façon que les néo-libéraux (à ne pas confondre avec les néo-libéraux des années 1980 qui veulent réduire l'intervention de l'État). Le terme de néo-libéralisme durant l'entre-deux-guerres implique une intervention plus grande de l'État. Ces divergences seront notées à travers les revues savantes. Les sources permettront aussi d'observer l'éventail des opinions du patronat, des politiciens et des universitaires sur ces phénomènes.

Nous commencerons par une étude de l'industrie durant les années vingt, puis les années trente. Pour chacune de ces périodes nous étudierons la production métallurgique, la concentration industrielle et la santé financière des entreprises du secteur. Nous observerons aussi les tentatives de modernisation, l'effet de la taylorisation et de la rationalisation des processus de production sur l'industrie durant ces deux périodes. Ensuite, nous observerons l'évolution de l'opinion des contemporains dans la presse sur

¹¹ *Ibidem.*

l'industrie sidérurgique, ce qui s'écrit à propos de l'industrie, la concentration industrielle et financière. La manière dont on voit les ententes de production, la rationalisation, la taylorisation et l'organisation scientifique du travail? Nous observerons aussi ce qui est écrit sur le patronat français. Et s'il est vu comme frileux ou dynamique? Et finalement y-a-t-il des traces dans la presse des accusations de malthusianisme de l'école historique traditionnelle, et ce dans les deux périodes?

1er chapitre: L'industrie sidérurgique 1919-1939: évolution et concentration

A.- Introduction

Pour permettre une meilleure appréciation des mouvements d'opinion face à la sidérurgie, nous décrirons la situation de l'industrie française pendant l'entre-deux-guerres. Nous analyserons la production, les facteurs qui affectent cette production, comme la rationalisation, et la concentration dans l'industrie. La description de la situation de certaines entreprises sidérurgiques françaises face à ces problèmes permettra de mieux illustrer la situation de l'industrie durant l'entre-deux-guerres.

Le premier problème que l'industrie sidérurgique française a du surmonter avec le retour de l'Alsace-Lorraine est celui du charbon. Et c'est le problème historique de l'industrie sidérurgique française, un manque de charbon à bon prix. D'où les efforts constants des sidérurgistes, par l'intégration verticale, les ententes ou même l'intervention politique visant l'occupation de la Ruhr, de s'assurer des approvisionnements de charbon malgré tout. Cela explique aussi l'insatisfaction constante des industriels au sujet du coke: « Jusqu'en 1922 inclus, les Allemands ont expédié en Lorraine, en France et en Luxembourg, un tonnage bien plus faible en pourcentage que leur production le leur permettait. »¹² Ce problème résolu, nous assisterons à un essor sans précédent de l'industrie sidérurgique française dans la deuxième partie des années vingt. Mais ces progrès seront annulés par une crise sans fin dans les années trente.

Pour montrer la composante historique de ce problème du charbon, comparons le niveau de production moyen par habitant de la France par rapport à l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne. En 1900, la France a un ratio de 0,17 par rapport à ces pays dans la production de charbon, en 1913, 0,23, en 1930, 0,36, en 1935, 0,34 et en 1939,

¹² Claude Prêcheur, *La Lorraine sidérurgique*, Paris, S.A.B.R.I., 1959, p.239.

0,33.¹³ Si nous comparons ces indices avec ceux de la production d'acier, nous avons une idée de l'insuffisance de la production charbonnière française. Ces indices de production d'acier sont de 0,36 en 1900, 0,48 en 1913, 1,02 en 1930, 0,97 en 1935 et 0,66 en 1939.¹⁴ Alors que la production d'acier est à son sommet en 1930 (1,02), l'indice du charbon n'est que de 0,36! Il faut donc garder ce problème du charbon à l'esprit lorsqu'on observe les comportements des industriels. Tout d'abord, nous ferons une étude chiffrée détaillée de la situation de l'industrie dans les années vingt.

B.- Les années 1920

1) *Une description de l'expansion de la production et des marchés*

a) Analyse statistique de la croissance

Les années vingt sont une décennie de records de production sidérurgique pour la France, comme le montrent des données recueillies dans *l'Annuaire statistique de la France*¹⁵ et dans les tableaux publiés par le Comité des Forges de France.¹⁶ Cette croissance n'est pas un phénomène isolé puisqu'elle continue l'évolution amorcée au début du siècle. Le retour de l'Alsace-Lorraine ne fait qu'accentuer la tendance. En 1913, la production française de fonte et de ferro-alliages était de 5,2 millions de tonnes, soit un bond de 91,9% par rapport aux 2,7 millions de tonnes de 1900. La guerre et l'occupation du nord de la France par les troupes du Reich ont fait chuter la production jusqu'à 0,6 millions de tonnes en 1915. Le niveau de 1919, 2,4 millions de tonnes, ne fait qu'égaliser celui de 1902 et reste en retrait de 53,7% par rapport au chiffre de 1913. La sidérurgie française se réduit alors aux usines du centre de la France, pendant qu'on s'attelle à reconstituer le potentiel industriel du nord et de l'est détruit par la guerre. Le niveau de production de 1913 ne sera

¹³ Lévy-Leboyer, *loc. cit.*, p. 381.

¹⁴ *Ibidem.*

¹⁵ *L'Annuaire statistique de la France. Résumé rétrospectif*, Paris, INSEE, vol. 72, nouv. série, no. 14 (1966), pp. 240-242 et 66-68.

dépassé qu'en 1922. La production de fonte et de ferro-alliages s'accroît assez pour rejoindre le niveau de 1913 en 1922 et passer à 10,3 millions de tonnes en 1929, soit une augmentation de 280% par rapport à 1900, de 98% par rapport à 1913 et de 329% par rapport à 1919.¹⁷

De 1900-1913 à la période de 1919-1929, la production annuelle moyenne de fonte et de ferro-alliages passe de 3,5 à 6,8 millions de tonnes, presque le double. L'année 1929 marque l'apogée de cette production pendant l'entre-deux-guerres, au terme d'une croissance quasi constante, qui n'est interrompue que par de légers reculs en 1921 (-0,5%) et en 1927 (-1,7%).¹⁸ La première de ces interruptions est due à la récession de la sidérurgie qui débute à l'automne 1920 et la seconde à la stabilisation du franc en 1926. Le taux de croissance annuel moyen pour la période de 1919 à 1929 atteint le chiffre considérable de 15,6% et dépasse nettement celui de 5,1% enregistré de 1900 à 1914.¹⁹

De la même manière, la production d'acier brut (lingots et moulages) passe de 1,6 millions de tonnes en 1900, à 4,7 millions de tonnes en 1913, avant de retomber à 2,2 millions de tonnes en 1919. Comme pour la fonte, la production de 1919 vient alors des usines du Centre puisque celles du Nord et de l'Est sont détruites ou endommagées. Le niveau atteint en 1913, 4,7 millions de tonnes n'est rejoint cette fois qu'en 1923 avec 5,2 millions de tonnes. Pour l'acier comme pour la fonte, la production française atteint son sommet de l'entre-deux-guerres en 1929 avec 9,7 millions de tonnes. Mais la croissance dans les années 1920 est plus forte pour le premier que pour la seconde. Cette tendance était déjà perceptible avant la Première Guerre mondiale, puisque, de 1900 à 1913, la production d'acier brut a triplé. La guerre entraîne, de 1913 à 1919, un recul de 54%. Mais,

¹⁶ *Tableaux statistiques sur les productions minières et sidérurgiques des principaux pays, 1864-1913*, Paris, Comité des forges de France, 1914, p. 108.

¹⁷ Voir tableau: I.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: fonte brute et ferro-alliages.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

entre 1919 et 1929, l'augmentation est de 350,7%, de 1913 à 1929, de 207,3%, et dépasse le quadruple de 1900 à 1929, avec 520,8%! Donc dans la période 1919-1929, reconstruction des dommages de la guerre et croissance vont de pair. Le seul recul de la croissance survient en 1927, avec 3,1% de baisse pour une production de 8,3 millions de tonnes. De 1900-1913 à 1919-1929, la production annuelle moyenne passe de 2,7 millions à 6,2 millions de tonnes soit une augmentation de 127% entre les deux périodes. Le taux de croissance annuel moyen de la production d'acier était de 8,8%, de 1900 à 1913, mais de 1919 à 1929, il est de 16,2%.²⁰

La production de produits finis et laminés d'acier suit la même tendance. De 1900 à 1913, une hausse de 85,8%. De 1913 à 1919, une baisse de 64,9%. Le niveau de production de 1913 n'est dépassé qu'en 1924 avec 4,3 millions de tonnes, mais de 1919 à 1929, la production augmente de 417,7%, un quintuplement. De 1900 à 1929, un seul recul en 1927 (-4,5%) comme pour l'acier. De 1900-1913 à 1919-1929, la production annuelle moyenne n'augmente cependant que de 54,9%.²¹

Parallèlement à l'augmentation de la production sidérurgique, le nombre moyen d'ouvriers dans l'industrie passe de 79900 en 1900, à 118000 en 1913, à 101000 en 1919, et à 152000 en 1929. Soit des variations de 47,7% de 1900 à 1913, et de 50,5% de 1919 à 1929. La production sidérurgique (fonte brute, ferro-alliages, acier, produits finis et laminés d'acier) par ouvrier double, de 1900 à 1913, de 78 à 155 tonnes et triple, de 1919 à 1929, de 58 à 175 tonnes (202%). L'apogée de la productivité du travail de la période est atteint en 1928 avec 338 tonnes par ouvrier! En comparant la production de fonte, le produit de base de la sidérurgie, par rapport au nombre d'ouvriers, les progrès de l'industrie sont plus faciles à observer. En effet, la fonte entre dans la production des ferro-alliages, acier,

²⁰ Voir tableau: II.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: l'acier brut (lingots et moulages).

²¹ Voir tableau: III.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés d'acier.

produits finis et laminés d'acier, elle détermine les possibilités de production en aval. Pour 1900-1913, la production de fonte par ouvrier passe de 34 à 44 tonnes (29,4%) et pour 1919-1929, de 24 à 68 tonnes (183%). Le sommet de la productivité du travail de la fonte est atteint en 1928 avec 133 tonnes de fonte (et ferro-alliages) par ouvrier.²²

Le nombre de hauts fourneaux variera de 121 en 1900, à 131 en 1913, à 69 en 1919, à 154 en 1929. Soit des variations de 8,26% entre 1900 et 1913, de -47,33% de 1913 à 1919, et de 3,2%, entre 1919 et 1929. Le nombre moyen de hauts fourneaux pour les périodes de 1900 à 1913 et de 1919 à 1929 passe de 117 à 124, une augmentation de 6%. La comparaison avec l'augmentation de la production montre les progrès de la productivité de l'équipement dans la sidérurgie des années 1920.²³ La production de fonte (et ferro-alliages) par hauts fourneaux double, entre 1900 et 1913, de 22,4 à 39,7 mille tonnes (77%), et entre 1919 et 1929, de 35 à 66,9 mille tonnes (91%). La croissance de la productivité des hauts fourneaux est donc beaucoup plus stable que celle de la productivité ouvrière, elle augmente constamment de 1900 à 1929.²⁴

Cette forte croissance découle du retour de l'Alsace-Lorraine et de la reconstruction. En effet, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France augmente son potentiel de production sidérurgique. En 1913, la Lorraine allemande (Moselle et Meurthe-et-Moselle) produit 91% de la production française de fonte.²⁵ En 1929, la même région compte pour 78% de la production française.²⁶ Pour l'acier et les produits finis, les proportions sont un peu plus faibles; en 1913, la Lorraine compte pour 68% de la production d'acier et 51% des produits finis. Pour 1929, ces proportions sont de 67% et 54% de la production française.²⁷

²² Voir tableau sur le VI.- Le nombre d'ouvriers dans la sidérurgie, le nombre de hauts fourneaux, la productivité de la fonte et leur consommation de minerai de fer.

²³ *Ibidem.*

²⁴ *Ibidem.*

²⁵ Prêcheur, *op. cit.*, p. 328.

²⁶ *Ibidem.*

²⁷ *Ibidem.*

Donc la Lorraine maintient une forte proportion dans l'acier et les produits finis, mais affiche un recul pour la fonte par rapport à la production totale de la France. Les destructions du nord de la France atténuent l'importance de l'apport de ces capacités de production. Mais la Lorraine reste le plus grand producteur sidérurgique de France durant cette période.

b) Une croissance appuyée sur les exportations

i) *Leur importance*

Dans les années vingt, la croissance de la sidérurgie française s'appuie sur les exportations. Redevenue française, la Lorraine garde ses anciens marchés en Allemagne. Avant 1919, les exportations françaises de produits sidérurgiques suivent une tendance à la baisse. Les exportations françaises de fonte et ferro-alliages chutent de 114,4 mille de tonnes en 1900 ou 4,2% de la production à 112,2 mille de tonnes en 1913 soit 2,2% de la production. Malgré l'augmentation de la production, les besoins du marché intérieur sont plus grands. L'importance des exportations est minime pour la fonte. Le solde du commerce extérieur pour la fonte française qui est négatif en 1900 avec 35,4 milles tonnes, restera positif de 1901 à 1938. Le solde augmente moins vite que la demande intérieure. En 1901, le solde est de 36,2 milles tonnes, et en 1913, de 57,6 mille tonnes. De 1901 à 1913, la hausse est de 56%. Pour l'acier nous n'avons malheureusement pas de données.

En 1919, les exportations de fonte et ferro-alliages sont de 130,3 milliers tonnes (5,4% de la production). En 1929, les exportations sont de 565,6 milliers de tonnes (5,5% de la production). Le sommet des exportations de fonte et ferro-alliages d'entre-deux-guerres est atteint en 1927 avec 836,7 milliers de tonnes ou 18,9% de la production, à cause de la crise de stabilisation du franc de 1927. La faiblesse du marché intérieur force les producteurs à exporter. De 1919 à 1929, les exportations augmentent de 334%, ce qui démontre l'importance des débouchés extérieurs pour la fonte et les ferro-alliages français.

Le retour de l'Alsace-Lorraine augmente la dépendance de la France envers les marchés étrangers et ce malgré les besoins de la reconstruction.²⁸ En 1919, le solde de la fonte est à 23,5 milliers de tonnes, en 1929, il est à 514,1 milliers de tonnes. La croissance du solde de 1919 à 1929 est donc de 2088%! En 1928, le solde atteint un sommet pour l'entre-deux-guerres, 579,5 milliers de tonnes de fonte. Il est clair que le retour de la Lorraine accroît la dépendance des producteurs de fonte et de ferro-alliages français envers les marchés extérieurs.²⁹

Pour l'acier, la tendance est beaucoup plus accentuée. De 1919 à 1929, les exportations d'acier brut (lingots et moulages) vont passer de 74,7 milliers de tonnes ou 3,5% de la production, à 2126 milliers de tonnes ou 21,9% de la production, soit une augmentation de 1919 à 1929 de 2746%! Un sommet de 2,95 millions de tonnes d'acier brut exporté est atteint en 1927 soit 35,3% de la production. Les exportations chutent dès 1928 de 12,1%, car l'Allemagne commence à remplacer les capacités de production perdues en Alsace-Lorraine.³⁰ Le solde du commerce extérieur de l'acier est négatif en 1919 et en 1920 de 456,4 et 69,4 milliers de tonnes d'acier brut. Mais en 1929, il est positif de 2,1 millions de tonnes, soit une augmentation de 1919 à 1929 de 553,57%! Le solde atteint un sommet en 1927 avec 2,9 millions de tonnes. De 1919 à 1929, le taux moyen de croissance annuelle des exportations est de 61,4%.³¹

La situation des exportations de produits finis et laminés n'est guère différente. Les exportations passent de 16,6 milliers de tonnes ou 1,3% de la production en 1919, à 831,4 milliers de tonnes en 1929 ou 12,7% de la production. C'est un taux de croissance de 4908%! Les exportations atteignent un sommet en 1927 avec 1,1 millions de tonnes ou

²⁸ Voir tableau: I.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et ferro-alliages.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Voir tableau: II.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: l'acier brut (lingots et moulages).

³¹ *Ibid.*

20,7% de la production. Le solde du commerce extérieur des produits finis et laminés ne sera positif qu'en 1923 avec 55,1 milliers de tonnes. Le solde du commerce extérieur de 1919 est de -539,9 milliers de tonnes et celui de 1929 est de +770,7 milliers de tonnes, soit un taux de croissance de 242,75%. Le solde atteint un sommet pour l'entre-deux-guerres en 1928 avec 989,9 milliers de tonnes.³² Nous voyons que les productions plus complexes comme l'acier ou les produits finis et laminés d'acier, dépendent des marchés extérieurs. C'est le résultat des faiblesses de l'industrie mécanique en aval qui ne peut absorber cette croissance.

ii) *L'exemple des tubes*

L'industrie du tube d'acier est un bon exemple de la dépendance de l'industrie métallurgique française envers les marchés extérieurs. La croissance du marché intérieur s'avère insuffisante pour financer les investissements productifs, il faut exporter pour moderniser: « Le patronat du tube d'acier s'affirme sur le marché mondial en exportant plus du tiers de sa production, voire 65% en 1925. »³³ Pour Pont-à-Mousson, c'est 50% de la production en 1921, et de 1925 à 1928.³⁴ La faiblesse du franc donne un coup de pouce aux producteurs français dans les années 1920. La «...situation monétaire... donne aux producteurs français une prime d'exportation jusqu'en 1926. »³⁵ Mais à partir de cette date, les ventes à l'industrie automobile nationale diminuent, et les exportations sont aussi affectées par la stabilisation du franc. Un autre client apparaît alors avec l'industrie pétrolière. Pour l'industrie du tube, c'est un débouché extraordinaire parce que plus stable. Les usines peuvent fonctionner en tout temps, au lieu d'être fermées à la fin de l'exécution d'un contrat public dans telle ou telle ville, par exemple. Ce marché est même à l'abri des

³² Voir tableau: III.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés d'acier.

³³ Catherine Omnès, « Contraintes du marché et stratégies patronales: l'industrie française du tube d'acier de 1880 à 1978 », *Le Mouvement social*, no. 110 (janvier-mars 1980), p. 91.

³⁴ Alain Baudant, « Une entreprise française face à l'exportation: Pont-à-Mousson, 1860-1940 », *Revue économique*, vol. 31, no. 4 (juillet 1980), p. 687.

crises: «...Cette diversification est capitale, car elle ouvre des débouchés très vastes et insensibles à la crise; elle permet aux usines spécialisées dans la fabrication de gros tubes sans soudure d'utiliser toute leur capacité de production pendant plusieurs années.... ».³⁶ En 1929, par exemple, la commande de 52000 tonnes de tubes de l'Irak Petroleum Company³⁷ pour l'oléoduc entre Kirkouk et la Méditerranée, place pour un certain temps l'industrie (le comptoir des tubes) à l'abri du ralentissement mondial qui s'annonce. Ces constatations visent aussi l'usine de tubes de Pont-à-Mousson, où de 1924 à 1928, les ventes à l'étranger augmentent de 13%.³⁸ Le plus gros marché de l'entreprise pendant l'entre-deux-guerres est constitué par les États-Unis: «...qui en 1925, 1926 et 1927 participent pour 45, 46 et 48% aux exportations totales. »³⁹ Ces résultats sont tributaires de la conjoncture monétaire, la dépréciation du franc et la chute de l'inflation aux États-Unis: « C'est ainsi que l'écart des prix entre les canalisations mussipontaines et les canalisations américaines est de 4 à 5\$ par tonne, 6 à 7% du prix franco, en février 1923. »⁴⁰ Mais les débouchés extérieurs demeurent fragiles parce que la concurrence européenne (allemande et anglaise) ou américaine sur les marchés d'exportation est très vive. Le choc de la dépression n'en fut que plus grand. De plus, la concurrence allemande et anglaise deviendra plus féroce à l'exportation.

c) La position relative de la France: un rattrapage

Avant la Première Guerre mondiale, la France est le quatrième producteur mondial de fonte, loin derrière les États-Unis. En effet, en 1900 et 1913, la production française de fonte et ferro-alliages représente 6,6% de la production mondiale.⁴¹ En 1900, les États-Unis sont les premiers producteurs mondiaux de fonte et de ferro-alliages avec 34% de la

³⁵ Omnès, *loc. cit.*, p. 91.

³⁶ *Ibid.*, p. 92.

³⁷ *Ibidem.*

³⁸ Baudant, *loc. cit.*, p. 687.

³⁹ *Ibid.*, p. 689.

⁴⁰ *Ibidem.*

⁴¹ Voir le tableau: IV.- Production métallurgique par pays: fonte et alliages de fer.

production mondiale, le Royaume-Uni est deuxième avec 22,1%, l'Allemagne troisième avec 18,3%, la France, quatrième avec 6,6%. En 1913, l'Allemagne prend de l'avance avec 21,3% de la production et dépasse le Royaume-Uni, 13,3%. Les États-Unis creusent leur avance avec 40,1% de la production, la France réduit l'écart avec la Grande-Bretagne, et est quatrième avec 6,6% de la production.

Pendant les années 1920, l'industrie française se signale par son dynamisme: « De 1924 à 1927, nous connaissons le taux de croissance de la production industrielle le plus élevé d'Europe (4,7%), que l'on peut attribuer à l'accroissement de la productivité industrielle et au transfert de population des secteurs à faible productivité, vers les secteurs à haute productivité.... »⁴² Cette tendance générale vaut également pour la sidérurgie. La France améliorera sa position relative dans la production de fonte durant les années 1920, c'est encore une fois le résultat du retour de l'Alsace-Lorraine. En 1922, la production de la France avec 5,3 millions de tonnes ou 9,7% de la production mondiale dépasse celle du Royaume-Uni à 5 millions de tonnes ou 9,2% de la production mondiale. Les États-Unis et l'Allemagne restent en tête avec respectivement 51,8% et 16,9% de la production mondiale. En 1929, les positions sont inchangées avec 45,9% pour les États-Unis, 14,2% pour l'Allemagne, 11% pour la France, et 8,2% pour le Royaume-Uni. La France a accru sa part de la production mondiale, alors même que celles de l'Allemagne et des États-Unis régressent.

Pour l'acier, la position relative de la France suit le même mouvement. En 1921, les États-Unis sont les premiers producteurs mondiaux d'acier avec 45,0% de la production mondiale, l'Allemagne suit avec 22,3%, puis l'Angleterre avec 8,4%, la France est au quatrième rang à 6,9%. En 1929, la France et l'Angleterre sont ex-aequo avec 8,1% de la production. La France ne peut dépasser que temporairement l'Angleterre dans la production

d'acier, durant les années 1920.⁴³ L'Allemagne régresse avec seulement 13,5% de la production mondiale d'acier, mais reste en 2^e position. Les États-Unis portent leur part de la production à 47,6%.

Dans les années 1920, par la reconstruction des régions dévastées du Nord et de l'Est, par le retour de l'Alsace-Lorraine et l'exportation sur le marché, tant allemand que mondial, la France passe du quatrième au troisième rang dans la production de fonte et conserve le quatrième dans la production d'acier. C'est ce qui explique la prospérité des entreprises sidérurgiques françaises dans les années 1920 et leur modernisation accélérée.

2) *Une modernisation accélérée par la reconstruction*

a) Les effets de la guerre

i) *Le retour de la Lorraine - Des usines dans quel état?*

Le retour de l'Alsace-Lorraine accroît le potentiel sidérurgique français. Henri Laufenburger parle même d'une augmentation de 75% des capacités de production.⁴⁴ L'industrie française acquiert des usines et des gisements nouveaux. Les entreprises françaises reçoivent des usines allemandes. Ainsi le 20 novembre 1918, en conformité avec l'article 74 du traité de Versailles,⁴⁵ les usines allemandes, mises sous séquestre, vont au Service industriel de Lorraine et au Service des mines.⁴⁶ Les comptoirs français prennent en charge la production: « La production de fonte passait au Comptoir Métallurgique de Longwy et celle d'acier au C.E.P.M. (Comptoir d'Exportation des Produits Métallurgiques). »⁴⁷ L'État français redistribuera ce butin de guerre. Il n'y aura pas d'appel

⁴² Brigitte Desaignes, « Le rang de la France a-t-il changé (1860-1970)? Évolution de la position internationale de la France », *Revue d'économie politique*, vol. 95, no. 5 (1985), p. 537.

⁴³ Voir le tableau: V.- Production métallurgique par pays: l'acier brut (lingots et moulages).

⁴⁴ Henri Laufenberger, «La métallurgie et la houille en Alsace et Lorraine», *Revue d'économie politique*, vol. 38, (1924), p. 1009.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 989.

⁴⁶ Prêcheur, *op. cit.*, p. 207.

⁴⁷ *Ibidem.*

d'offres publiques, les entreprises seront vendues à des regroupements d'entreprises françaises, œuvrant dans le domaine sidérurgique:

« Aussi l'État s'intéressa-t-il avant tout à ceux des amateurs qui lui paraissaient offrir les meilleures garanties de paiement, et c'est un peu hâtivement, sans que les formalités d'adjudication publique aient été observées, que les usines et mines allemandes ont été attribuées à cinq groupements représentant la plus grande partie des firmes sidérurgiques et métallurgiques françaises. Ces groupements sont connus sous les dénominations suivantes: 1. Nord et Lorraine (Bernard-Bessonneau); 2. Groupe Schneider-de Wendel; 3. Groupe de la Marine et d'Homécourt (Laurent); 4. Société lorraine minière et métallurgique (Dreux); 5. Union des consommateurs (U.C.P.M.I.). »⁴⁸

Les Petits-fils de François de Wendel reprennent leurs propriétés de 1913, le groupe de Hayange-Patural qui comprend:

«1. Groupe de Hayange-Patural: mines de fer, 10 hauts fourneaux, 1 aciérie Thomas, 1 aciérie Martin, laminoirs à demi-produits, rails, traverses, etc..., tôleries, étameries, moulins à scories, etc., etc. 2. Groupe de Moyeuve: mines de fer, 8 hauts fourneaux, 1 aciérie Thomas, laminoirs à demi-produits, fers marchands, fil-machine, etc., fours à coke. 3. Houillères à Petite-Rosselle (Moselle), à Hamm (Westphalie), participations diverses.»⁴⁹

Les autres entreprises sidérurgiques lorraines étaient propriétés allemandes. Les mines de fer et les 6 hauts fourneaux des établissements Uckange (*Gebrüder Stumm Neunkirchen* de Sarre, en 1913) vont au Groupement métallurgique Nord et Lorraine (Bernard-Bessonneau). Ce groupement comprend les Forges et aciéries du Nord et de l'Est et de la Basse-Loire, et des transformateurs, comme les Ateliers et chantiers de Bretagne, Câbleries et tréfileries d'Angers, etc. De plus, le Groupement participe à hauteur de 60% dans *Neunkirchen Eisenwerk* (cokeries, hauts fourneaux, aciéries...) et de 40% dans *Homburger Eisenwerk*.⁵⁰

Les entreprises peuvent payer une partie de leurs acquisitions avec les dommages de guerre (les réparations): « Le droit de payer une partie du prix de cession, déjà sûrement

⁴⁸ Laufenberger, *loc. cit.*, p. 991.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 1023.

⁵⁰ *Ibidem.*

sous-évalué, en titres de dommages de guerre, conféra davantage à l'opération le caractère d'un dédommagement en nature plutôt qu'une vente réelle. »⁵¹ Le prix total des usines et mines cédées par le gouvernement français fut de 536 millions de francs.⁵² Prêcheur cite les estimations de valeur de Bruno Raueker « Br. Rauecker estime à 8 milliards de francs la valeur des 3 plus gros établissements qui furent cédés pour 385 millions seulement. »⁵³ Donc Hagondage, Rombas et Knutange furent écoulés à rabais (4,8% de leur valeur en temps de paix).⁵⁴ De plus, les arrangements de paiement étaient intéressants, puisqu'une partie du prix était échelonnée jusqu'à 1940: « Selon Br. Rauecker, ces 3 usines furent liquidées en 1919 pour 480 millions de francs desquels l'État Français retenait 180 millions payables jusqu'en 1940 à 3% d'intérêts,... » au-dessus des 385 millions de francs, cité plus haut, «...le reste étant pour frais de procédures, honoraires, présents, etc. (Journal Officiel du 9 janvier 1928. Annexe 5.375.) »⁵⁵ Si on ajoute le facteur dévaluation du franc, il est certain que les sidérurgistes firent de bonnes affaires, mais ils ne réaliseront leurs bénéfices que dans la deuxième moitié des années vingt.

Le retard dans le paiement des réparations pour dommages de guerre aux usines mettra plusieurs entreprises en difficultés. Malgré la hausse de la production, l'ampleur des investissements et la faiblesse des débouchés rendent la période très difficile. Par exemple, la production de fonte de 1922 pour la France d'avant-guerre et la Moselle, est de «...5 228 577 tonnes de fonte, soit un déficit de 42,2% par rapport à la production de 1913... »⁵⁶ Pour l'acier, en 1922, on produit 36,3% de la production de 1913 pour la même région (France

⁵¹ Jean-Noël Jeanneney, *François de Wendel en République: l'argent et le pouvoir. 1914-1940*, Paris, Atelier de reproduction des thèses, Université de Lille, 1976, p. 981.

⁵² Prêcheur, *op. cit.*, p. 207; Prix des usines et mines lorraines (en millions de francs): Hagondage 150, Rombas 125, Knutange 110, Uckange 50, Audun-le-Tiche 38, Thionville 33, Rédange 18, et Ottange 12.

⁵³ *Ibid.*, p. 208.

⁵⁴ *Ibidem.*

⁵⁵ *Ibidem.*

⁵⁶ Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première guerre mondiale: 10 novembre 1918-10 janvier 1925: de l'exécution à la négociation*, Paris, Édition Pedone, 1977, p. 164.

d'avant-guerre et la Moselle).⁵⁷ De plus, 47% des hauts fourneaux français sont éteints,⁵⁸ ce qui explique les difficultés financières de la sidérurgie française en 1922 et 1923, et les défauts de paiement sur les usines acquises en Lorraine au gouvernement français: «...les sociétés françaises, nouvelles propriétaires des mines et usines ex-allemandes de Moselle, ne parviennent pas à payer à l'État français les sommes qu'elles lui doivent, et qu'elles auraient dû avoir fini de verser en octobre 1921; plus des deux tiers des sommes dues ne seraient pas encore versées en 1923. »⁵⁹ L'inflation allemande affecte la compétitivité des produits français sur les marchés allemands et internationaux. Les débouchés que devait assurer le traité de Versailles sont mis à mal par l'inflation allemande et la faiblesse de cette devise. De plus, le problème traditionnel de la sidérurgie française, le manque de coke, nuit à la production. Si on y ajoute les problèmes démographiques et la dépendance envers les marchés extérieurs pour fonctionner à pleine capacité (le taux d'exportation d'acier en 1922 et 1923 est de 18%), à court terme rien ne laissait présager l'essor de la deuxième moitié des années vingt.

Dans les années vingt, il y a un gagnant, les établissements De Wendel, et un perdant, le groupe Schneider. La Première Guerre mondiale a marqué l'apogée du groupe sidérurgique Schneider, et lui a permis de devenir le principal producteur, sinon le seul grand producteur, puisque le Nord du pays était occupé. Après la guerre, le groupe relance sa politique d'expansion à l'étranger (multinationale). Pour compenser les pertes subies en Russie, il acquiert les usines Skoda en Tchécoslovaquie, achète des parts dans l'ARBED (complexe sidérurgique du Luxembourg), dans la société des Terres-Rouges et dans les charbonnages de Winterslag en Belgique. Mais avec la chute des prix de l'acier, de graves difficultés surgissent dans le groupe. La Société Normande Métallurgique (acquise de

⁵⁷ *Ibidem.*

⁵⁸ *Ibidem*; mais dès 1924 le nombre des hauts fourneaux allumés dépasse celui de 1913. Voir le tableau: VI.- Le nombre d'ouvriers dans la sidérurgie, le nombre de hauts fourneaux, la productivité de la fonte et leur consommation de minerai de fer.

Thyssen par Schneider durant la guerre), aciérie installée à Caen, qui avait pris son essor durant la guerre, et dont Eugène Schneider est président du conseil, doit déposer son bilan en juin 1922.⁶⁰ Appel est fait à l'aide de l'État, mais le gouvernement refuse d'accorder son appui. François de Wendel, rival de Schneider, écrit le 20 juin 1922: «...je soupçonne que l'on cherche à régler certaines dettes vis-à-vis de l'État en profitant des bilans des aciéries lorraines, Knutage, Rombas, etc... pour présenter un bilan ultra-défavorable ».⁶¹ (Knutage appartient à l' ARBED, De Wendel et cie, et au groupe Schneider). Le reste du Groupe Schneider survivra à ce revers.

Les fortunes du gagnant sont tout autre. Le groupe De Wendel et Cie réalisera un redressement surprenant durant la période, surtout lorsqu'on connaît les déboires du groupe Schneider. Les établissements De Wendel étaient situés de part et d'autre de la frontière avant la Première Guerre mondiale, donc en territoire occupé durant la guerre. Ils ne profitent pas de la croissance des dépenses militaires, mais la remise en marche de l'entreprise sera rapide dans le contexte d'après-guerre. En effet, les prix sidérurgiques élevés gonflent les bénéfices de la maison et François de Wendel remarque que: «...Les bénéfices ne sont pas en rapport avec la production relativement faible des usines... [pour] la fin de l'exercice 1919-1920, il salue « le bénéfice le plus formidable que la maison ait jamais réalisé »⁶² À l'assemblée des commanditaires du 28 janvier 1921, les dividendes par part seront de 125000 francs.⁶³ La rentabilité à long terme n'est pas sacrifiée pour autant puisque François de Wendel remarque lui-même: «...tout a été possible sans appel de capitaux et tout en conservant les réserves nécessaires pour supporter la crise terrible de l'heure présente.... »⁶⁴ En effet, dès octobre 1920 se produit un renversement de la

⁵⁹ Bariéty, *op. cit.*, p. 165.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 151.

⁶¹ *Ibidem.*

⁶² Jeanneney, *op. cit.*, p. 150.

⁶³ *Ibid.*, p. 982

⁶⁴ *Ibidem.*

conjoncture et le prix de l'acier en barre tombe de 1500 à 350 francs par tonne, en avril 1921.⁶⁵ Mais l'entreprise n'en est pas trop touchée puisqu'elle produit à l'époque 19,2%⁶⁶ de l'acier de France contre 16,2%⁶⁷ avant la guerre (France et Lorraine annexée)! Cela montre à quel point la reconstruction de l'entreprise se fait à un rythme plus rapide que dans le reste de l'industrie. De plus, les établissements De Wendel recevront de bonnes indemnités du fait des dommages de guerre de part et d'autre de la frontière de l'ancienne Lorraine française. Les établissements De Wendel recevront 67 millions de francs pour Joeuf. François de Wendel juge le montant insuffisant: « Finalement 67 millions seront attribués en février 1923. Wendel affirme qu'il y a manque à gagner de 14 à 23 millions... »⁶⁸ De plus, l'entreprise a acquis des participations avec Schneider et l'ARBED dans «...la Société métallurgique de Knutage et les deux sociétés soeurs, minières et métallurgiques, des Terres rouges... »⁶⁹ Nous savons que les trois plus grosses entreprises métallurgiques, dont Knutage fait partie ont été acquises à 4,8% de leur valeur en temps de paix.⁷⁰ Le manque à gagner dont parle De Wendel ne fera pas trop souffrir son entreprise! Cette situation financière enviable se poursuit en 1922 alors même que le rival, le groupe Schneider, subit de sérieuses difficultés.

En 1928, certaines entreprises sidérurgiques retrouvent la santé financière. Ainsi, les bénéfices de Pont-à-Mousson sont le quadruple (9,89 millions de francs) de ceux de 1912 (1,95 millions). Les aciéries de Longwy augmentent leurs bénéfices à 28 millions, une bonne amélioration par rapport aux 19 millions en 1919. Les Petits fils François de Wendel réalisent un bénéfice record de 51 millions de francs.⁷¹ La situation des entreprises métallurgiques s'améliore donc à la fin des années vingt; les investissements réalisés dans

⁶⁵ *Ibid.*, p. 150.

⁶⁶ *Ibidem.*

⁶⁷ *Ibid.*, p. 982.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 981.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 149.

⁷⁰ Prêcheur, *op. cit.*, p. 208; Voir ci-haut, les estimations de Bruno Rauecker, citée par Claude Prêcheur.

une conjoncture difficile portent fruits. Mais l'euphorie ne sera que de courte durée; la crise des années trente effacera les bénéfiques dans la sidérurgie.

ii) *L'ampleur des destructions*

Le nord et l'est de la France sont dévastés, et l'ampleur des destructions dans l'industrie métallurgique est extraordinaire: « En 1919, la « zone d'inutilisation industrielle » couvre un territoire qui assurait en 1913, 74% de la production de houille, 81% de celle de fonte, 63% de la fabrication nationale d'acier; 55% des pièces de forges,... mais 25% seulement des entreprises de construction mécanique, situées en général loin de la frontière. »⁷² Avec les usines, ce sont aussi les villes et les maisons qui sont détruites, etc. Odette Hardy-Hémery parle de la disparition des 9/10 des équipements de l'industrie lourde dans le Valenciennois: «...La guerre a provoqué l'anéantissement de plus de 90% des immobilisations lourdes accumulées en un siècle et demi. »⁷³ À l'usine de tubes d'Aulnoye, seulement 3% du matériel et 1/3 des carcasses métalliques ont échappé aux destructions et aux pillages des services allemands de destruction économique.⁷⁴ Avec ces destructions, le terrain devient favorable à l'installation d'un équipement neuf et rationnel.

b) La modernisation

i) *Reconstruction sur les mêmes sites ou redistribution (concentration spatiale)*

La rationalisation des équipements est loin d'être totale. Elle n'est pas poussée à sa limite logique. En effet, la distribution des indemnités de reconstruction ne favorise pas la concentration géographique puisque l'usine reconstruite doit l'être dans un rayon de 50 km de l'ancienne. On n'a pas davantage concentré les usines. Par exemple, Denain-Anzin ne ferme pas d'usine: « Certes, la reconstruction de Denain-Anzain est considérée par les

⁷¹ *Ibid.*, p. 207.

⁷² Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française: XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1986, p. 121.

⁷³ Odette Hardy-Hémery, *De la croissance à la désindustrialisation. Un siècle dans le Valenciennois*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1984, p. 94.

⁷⁴ Omnès, *loc. cit.*, p. 85.

contemporains, non sans raison, comme un modèle; mais il aurait été possible de mieux rationaliser la sidérurgie régionale par une concentration capitaliste que la direction de Denain avait repoussée en 1919.»⁷⁵ Il n'y a pas eu d'effort de regroupement de la production au moment de la reconstruction des usines. On a plutôt rationalisé chacune des usines existantes, occasion ratée de concentration spatiale.

ii) *Un outillage moderne (rationalisation de l'équipement) -
Systématisation*

La mécanisation de la sidérurgie s'accélère après la Première Guerre mondiale, avec la reconstruction. Pendant la guerre le phénomène se manifeste dans les usines du centre du pays. Par exemple, lors de la reconstruction à Denain-Anzin, la firme mécanise au maximum: « Tout est électrifié: les ponts roulants, chargeuses-défourneuses, tracteurs à benne tournante des hauts fourneaux.»⁷⁶ À Auboué, le «...décrassage mécanique, des accumulateurs de minerai, les transporteurs de coke, de nouvelles soufflantes...»⁷⁷ et l'organisation du travail font baisser le temps de fabrication d'une tonne de fonte de 8h38 en 1923 à 3h18 en 1929.⁷⁸ Denain-Anzin se spécialise dans les tôles et abandonne la production de fer et des rails, et ce n'est qu'un des exemples de spécialisation. Les progrès de la production sidérurgique française des années 1920 découlent de cette mécanisation et réorganisation systématique.

iii) *La poursuite de la taylorisation*

(a) *Dans l'industrie en général*

Au début du 20^e siècle, l'industrie française se lance dans un effort de mécanisation et de rationalisation du travail sans précédent. C'est la raison pour laquelle la France a le taux de croissance de la productivité le plus élevé d'Europe (2,8% de 1924 à 1929).⁷⁹ La

⁷⁵ Hardy-Hémery, *op. cit.*, p. 101.

⁷⁶ *Ibidem.*

⁷⁷ Alain Dewerpe, *Le monde du travail en France 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 1989, p. 146.

⁷⁸ *Ibidem.*

⁷⁹ Noiriél, *op. cit.*, p. 128.

mécanisation, l'automatisation des tâches dans l'industrie se font de concert avec l'introduction de l'organisation scientifique du travail (OST) développée par Frederick Taylor aux États-Unis. Le taylorisme est une méthode d'étude et d'organisation des activités de l'usine en vue de diminuer les temps de fabrication, donc d'augmenter la productivité. Il se définit, «...par la séparation entre la préparation, le contrôle, et la mesure du travail, dans des bureaux spécialisés, et son exécution, la décomposition et l'uniformisation des systèmes de rémunération à la tâche et au rendement. »⁸⁰ Le travail ne repose plus sur le savoir-faire d'un contremaître d'expérience, mais sur l'intervention des ingénieurs qui découpent les étapes de la production, et en mesurent la durée. Des divisions s'instaurent non seulement entre le travail manuel (ouvriers) et intellectuel (ingénieurs, techniciens), mais aussi entre les tâches de direction. Elles visent «... à spécialiser les tâches de direction de l'atelier à seule fin d'éviter la polyvalence - les « fonctions multiples » - des agents affectés à la direction, répartition et contrôle de la production. »⁸¹ La standardisation touche la fabrication, les pièces, et aussi l'outillage; l'ouvrier n'utilise plus des outils spécialisés dont il est souvent seul à connaître le fonctionnement. Les outils standardisés sont entretenus par une nouvelle catégorie de travailleurs, spécialisés dans l'entretien. À cette production de masse standardisée, il faut ajouter l'avènement de l'ouvrier de masse appelé à faire les tâches simples et répétitives de la production en série. Cette réorganisation du travail commencée avant et durant la Première Guerre mondiale donne ses véritables résultats dans les années 1920, où les augmentations de productivité furent importantes.

(b) Dans la sidérurgie: un remède à la pénurie de main-d'œuvre

À la fin de la Première Guerre mondiale, la France est confrontée à une pénurie de main-d'œuvre: «...le conflit a privé le pays de plus de 3,3 millions de personnes actives soit

⁸⁰ Dewerpe, *op. cit.*, p. 183.

directement (ceux qui ont été tués au combat), soit indirectement (les mutilés, invalides, etc.). 10% de la main-d'œuvre industrielle manquent ainsi à l'appel en 1919... »⁸² De plus, la loi des 8 heures réduit la durée de la journée de travail. Un autre phénomène dû à l'annexion de l'Alsace-Lorraine accentue encore la pénurie de main-d'œuvre, soit le départ des ouvriers allemands: « En 1919,... [la] plus grande partie des ouvriers allemands quittèrent la Lorraine avec leurs chefs d'entreprise. Ils n'ont pu être remplacés qu'imparfaitement par des ouvriers français que disputait à la Moselle le district minier et sidérurgique de Briey. Les Italiens que la guerre avait éloignés sont peu à peu rentrés en Lorraine. Quelques rares effectifs de Polonais s'y sont ajoutés. »⁸³ Cette immigration, mentionnée dans cet article de l'époque, sera donc l'une des solutions au problème de main-d'œuvre avec la rationalisation du travail.

Ainsi, pour remédier à la pénurie, il faut faire appel à l'immigration: « En 10 ans, (1921-1931), plus d'un million d'ouvriers étrangers (2 millions de personnes avec les familles) sont introduits en France, soit les trois quarts des pertes directes de la guerre. »⁸⁴ Ces immigrants sont embauchés massivement par l'industrie sidérurgique, dans «...la métallurgie lourde, la proportion s'élève de 8,4% à 38,2%... »⁸⁵ d'ouvriers étrangers. Ainsi au Creusot, dans les années 20, les étrangers forment 20% des effectifs.⁸⁶ Le phénomène est plus accentué. Dans le Nord, aussi à Pont-à-Mousson: « En 1930, alors que l'activité artisanale du mouleur a cédé la place au « travail à la chaîne », plus de 50% des effectifs ouvriers sont étrangers. »⁸⁷ Mais avec l'expansion de l'industrie, cela reste insuffisant. L'industrie n'a pas d'autre choix pour s'affranchir de ces contraintes que d'appliquer le taylorisme et de mécaniser au maximum la production. Ainsi les artisans sont remplacés par

⁸¹ *Ibid.*, p. 143.

⁸² Noiriél, *op. cit.*, p. 125.

⁸³ Laufenberger, *loc. cit.*, p. 993.

⁸⁴ Noiriél, *op. cit.*, p. 133.

⁸⁵ *Ibidem.*

⁸⁶ *Ibid.*, p. 137.

des manœuvres étrangers et les travailleurs français difficiles à garder occupent les tâches spécialisées.

Cette rationalisation et mécanisation du travail entraîne des changements dans la composition de la main-d'œuvre des usines sidérurgiques. En effet le processus fait disparaître certains types d'emplois: «...la mécanisation de la charge des hauts fourneaux ou du laminage supprime un très grand nombre d'emplois de manœuvres.»⁸⁸ Des métiers spécialisés traditionnels de la sidérurgie disparaissent aussi, comme «...les forgerons, les doubleurs ou les chauffeurs...»⁸⁹ Ces postes étaient justement difficiles à combler à cause de la grande mobilité de la main-d'œuvre française qualifiée. On embauche plutôt désormais des machinistes « tayloriens », entraînés à manipuler un outillage standardisé pour des tâches simples. En Lorraine, leur nombre double en 20 ans.⁹⁰ Mais, on l'a déjà dit, l'usine taylorienne a aussi besoin d'un nouveau type de travailleurs spécialisés, les ouvriers d'entretien qui «...composent jusqu'au tiers des effectifs en 1930.»⁹¹ Un entretien systématique de l'équipement permet d'éliminer de coûteux arrêts de travail.

Pour les ouvriers, le taylorisme signifie une augmentation du contrôle patronal, puisque chacun de leurs gestes doit être conforme à la fiche de travail de la tâche concernée (méthode de fabrication, machine utilisée, nombre de pièces, temps alloué et rémunération). De plus, apparaissent les métiers de la surveillance taylorienne, tel le contrôleur de la qualité, le chef de la manutention qui fournit la matière et l'outillage, le chef d'entretien qui s'occupe de l'équipement. La prime de rendement complète le dispositif. L'ouvrier est complètement encadré et il n'a plus à faire appel à un savoir-faire et à un métier traditionnel.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 134.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 130.

⁸⁹ *Ibidem.*

⁹⁰ *Ibid.*, p. 131.

⁹¹ *Ibidem.*

3) **La concentration industrielle et financière: quelle tendance? Quelle ampleur?**

a) La sidérurgie et la politique extérieure de la France

i) *Le traité de Versailles. Les contradictions entre un projet politique et les intérêts conflictuels au sein de l'industrie*

Le traité de Versailles transfère la propriété des usines sidérurgiques allemandes de Lorraine aux entreprises françaises (art. 74). C'est une rupture de la communauté sidérurgique entre la Ruhr, la Sarre et la Lorraine annexée d'avant la guerre: « Bref, les diverses clauses du traité de Versailles concernant le statut territorial de la Lorraine désannexée, du Luxembourg et de la Sarre, ont pour effet de démanteler l'ancien « Sud-Ouest » sidérurgique allemand.... »⁹² Mais les dispositions les plus importantes pour la santé économique de la sidérurgie lorraine sont « LES CLAUSES DE CINQ ANS ».⁹³ Elles concernent le commerce entre l'Alsace-Lorraine, la Sarre, détachée de l'Allemagne et placée sous administration de la S.D.N. pour 15 ans, et l'Allemagne, la circulation des produits métallurgiques entre la Sarre et l'Allemagne et les livraisons obligatoires de charbon et de coke allemand à la France. Les produits manufacturés et les matières premières, exportés de France en Allemagne ne sont soumis à aucun tarif, jusqu'au 10 janvier 1925. Par contre, les quantités exportées par l'Alsace-Lorraine en Allemagne doivent être fixées par le gouvernement français et ne peuvent dépasser les niveaux d'avant-guerre. Les produits sarrois obtiennent l'accès en franchise au marché allemand pour 5 ans, les produits métallurgiques et le charbon devant conserver ce statut, après le 10 janvier 1925 (art. 68 et 268 du traité).

Il s'agit là de mesures de transition pour permettre aux entreprises de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre de trouver graduellement de nouveaux débouchés pour leurs produits. Mais il faut surtout garantir aux produits sidérurgiques français les débouchés que possédait l'Alsace-Lorraine annexée avant la guerre. C'est pourquoi en analysant le traité

⁹² Bariéty, *op. cit.*, p. 136.

de Versailles, Jacques Bariéty affirme: « Notre thèse est donc qu'il y a dans le traité de Versailles un projet sidérurgique français;... ».⁹⁴ Les partisans du traité veulent donner à la sidérurgie française une puissance capable de rivaliser avec celle de l'Allemagne. Mais ce n'est pas un projet des maîtres de forges, c'est un projet politique imposé malgré les divisions de l'industrie française. En effet, les producteurs de charbon, du fer et de l'acier ont des intérêts opposés: «...l'intérêt des houillères est de vendre le charbon et le coke le plus cher possible, l'intérêt de la sidérurgie est de se procurer du coke au plus bas prix possible, d'où qu'il vienne. »⁹⁵ Au sein du Comité des forges lui-même, les diverses régions sidérurgiques vivent des situations différentes. Le Nord a son propre charbon, le Centre importe du charbon anglais, et la Lorraine a besoins des débouchés et du charbon allemand. De plus, si le Centre et le Nord ont déjà des débouchés dans la construction mécanique française, ce n'est pas le cas des maîtres de forges lorrains qui sont donc isolés. Aucun de ces groupes ne peut s'imposer comme la Ruhr s'impose à l'intérieur des cartels allemands. Aussi, pour Jacques Bariéty, « Les ambitions sidérurgiques qui s'exprimaient dans le traité de Versailles sont le fait du pouvoir politique français et non la conséquence d'une politique délibérée de la sidérurgie française, qui n'existe pas. S'il y a eu une influence de recommandation du Comité des forges sur le traité de Versailles,... »,⁹⁶ elle a joué pour «...des clauses assurant à la production sidérurgique sarroise et mosellane ses anciens débouchés en Allemagne... »⁹⁷

Ainsi, durant la guerre, une commission d'étude du Comité des Forges (formée le 19 août 1915 et dont le rapport fut approuvé le 14 février 1917) s'était penchée sur le problème du retour de l'Alsace-Lorraine et avait proposé l'annexion de territoires au-delà de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre pour régler les problèmes d'approvisionnement en charbon.

⁹³ *Ibid.*, p. 137.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 140.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 141.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 142.

L'imposition de paiements en charbon à l'Allemagne n'était envisagée que s'il n'y avait pas d'autres annexions que celles de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre. Mais cette commission avait révélé les divisions entre l'Est et le Centre. En effet, Eugène Schneider, industriel du centre, était réticent devant des livraisons de charbon «...parce qu'il craignait que la Lorraine surtout bénéficie de tels avantages... »⁹⁸ mais il avait fini par accepter. Jean-Noël Jeanneney ajoute à la thèse de Jacques Bariéty qu'à l'époque de la négociation du traité de Versailles, la campagne du député Barthe contre François de Wendel (député de droite modérée) et président du Comité des Forges a eu pour effet de neutraliser tout projet politique du Comité des Forges: « La reprise sur un ton plus violent que pendant la guerre des accusations antérieures sur Briey a rendu les Wendel tout à fait indésirables aux yeux des politiques, dans les coulisses de la conférence. »⁹⁹ Le Comité des Forges n'a donc pas joué de rôle dans la préparation du traité; son influence s'est exercée avant les négociations.

Le traité de Versailles a accru la taille et la capacité de production de l'industrie française grâce à la mainmise sur les installations de Lorraine. Il a garanti les approvisionnements et les débouchés de ces dernières. Il a permis d'augmenter la taille de l'industrie sidérurgique française. Mais il a accentué aussi les divergences entre les régions sidérurgiques françaises.

ii) *L'occupation de la Ruhr: une occasion d'expansion?*

Devant le refus des Allemands de payer les réparations imposées par le traité de Versailles, le président du Conseil, Poincaré décide d'envahir les régions minières de la Ruhr le 11 janvier 1923. Que signifie cette décision pour la sidérurgie française? L'occupation de la Ruhr fait encore apparaître des divisions dans le patronat sidérurgique. François de Wendel (qui a cependant très peu d'influence à l'époque) croit que l'Allemagne ne paiera pas et qu'il faut donc annexer. Par contre, comme les autres

⁹⁷ *Ibidem.*

⁹⁸ Jeanneney, *op. cit.*, p. 47.

membres du patronat sidérurgique, il ne veut pas lier les livraisons de charbon à ses usines à un traité politique qui risque d'être violé. Pourtant il franchit le pas et se range derrière Poincaré en faveur de l'annexion de la Rhénanie dont il juge les réserves de charbon suffisantes. Les responsables politiques, Poincaré et Millerand, eux, veulent annexer la Ruhr. En effet, ils pensent que l'occupation de la Rhénanie susciterait l'opposition de la Grande-Bretagne qui y verrait une annexion. De plus, les politiciens ne peuvent pas compter sur l'appui d'un Comité des Forges divisé, surtout au début de l'occupation lorsque les pénuries de coke obligent la fermeture de hauts fourneaux. Par contre, les réticences cessent une fois la résistance allemande brisée, et lorsque le charbon revient, l'occupation fait l'unanimité:

« ...Au début de l'occupation, les industries françaises, à commencer par Schneider, ont poussé les hauts cris et considéré comme une folie l'initiative de Poincaré. Ce n'est qu'à partir de mai-juin, quand l'opération est apparue comme une réussite, qu'elles ont eu des réactions différentes et ont essayé de profiter du succès de l'occupation... Il est... certain que les industriels français ont essayé de profiter de l'affaire de la Ruhr pour s'y installer, mais sans jouer aucun rôle dans la décision politique.»¹⁰⁰

Une fois que les livraisons de charbon reprennent et que le travail recommence dans les hauts fourneaux, le patronat sidérurgique peut essayer de s'installer dans la Ruhr sans risque pour ses affaires.

Après avoir infligé beaucoup de dégâts à la sidérurgie française, la conjoncture et les événements politiques lui ont apporté des bénéfices. Mais, ce n'est qu'à partir de 1924 que le retour d'une conjoncture favorable lui a permis de profiter à plein d'une capacité de production accrue par le retour de la Lorraine et du « libre » accès au marché allemand tout autant que de la modernisation qui a accompagné la reconstruction. De 1919 à 1923, en revanche, ce surcroît de puissance a posé de nombreux problèmes et entretenu les divisions

⁹⁹ *Ibid.*, p. 155.

¹⁰⁰ Georges Lefranc, *Les organisations patronales en France*, Paris, Payot, 1976, p. 76.

au sein de l'industrie (d'autant plus qu'il renforçait le pôle lorrain face aux régions du Nord et du Centre). Cela dit, il convient de regarder l'évolution des structures de l'industrie.

b) Le vocabulaire de la concentration

i) *La signification et les modalités du phénomène*

Afin d'étudier le problème de la concentration, il faut en définir les termes.

Le terme de concentration recoupe un ensemble de concepts très divers, comme les fusions, les acquisitions, l'intégration horizontale ou verticale, les cartels, les ententes, et le pouvoir de monopole. Henri Rieben propose une définition très générale de la concentration économique qui englobe tous ces phénomènes: «...l'économiste entend exclusivement par concentration la tendance à l'agrandissement des dimensions moyennes des entreprises. On peut dès lors, parler de tendance à la concentration dans un pays lorsque la moyenne production s'y développe au détriment de la petite ou que la grande y prend le pas sur la moyenne. »¹⁰¹ Cette tendance capitaliste à l'accroissement de la taille des entreprises découle des avantages concurrentiels émanant du passage à une dimension supérieure. Ces avantages sont les économies d'échelle sur les prix d'achat des matières premières en grande quantité et les rabais sur le transport de ces matières pour la même raison. Les moyens financiers et techniques d'une grande entreprise lui permettent d'accélérer le progrès technique par la recherche interne ou l'achat de brevets, de poursuivre une rationalisation maximale de la production par la division du travail et le machinisme, de donner à l'organisation de vente les moyens d'une meilleure connaissance des marchés et de la conjoncture, et de rationaliser de la distribution (rabais de quantités sur les transports, moins de gaspillage en vrac).¹⁰²

Au-delà de ces généralités, la notion de concentration économique désigne le degré de contrôle économique qu'une ou plusieurs entreprises possèdent dans une industrie. Ce

¹⁰¹ Henri Rieben, *Des ententes de maître de forges au plan Schuman*, 2^e éd., Lausanne, Ambilly-Annemasse, Presses de Savoie, (1954) 1970, p. 68.

contrôle permet d'accélérer la croissance d'une entreprise en rendant les décisions d'investissement moins aléatoires. Les décisions relatives à la production future sont déterminées par un moins grand nombre de concurrents (de taille variable). La diminution du nombre d'entreprises concurrentes peut permettre à chacune une augmentation de la production, et des économies d'échelle maximisant les profits (c'est l'oligopole). La diminution du nombre de concurrents et de la concurrence en général permet aussi le maintien de prix élevés, augmentant les profits.

Les entreprises capitalistes tendent à la concentration puisque celle-ci mène à une hausse des bénéfices: «Le processus est lié à la recherche de la rentabilité maximale, c'est-à-dire de la rentabilité appréciée du strict point de vue des dirigeants de l'entreprise.»¹⁰³ La concentration peut se manifester sous plusieurs formes. C'est tout d'abord la croissance interne; par ses propres moyens, l'entreprise augmente ses capacités de production, ses ventes et sa part d'une industrie grâce à ses avantages compétitifs (techniques, financiers...). En second lieu, les ententes de deux entreprises ou plus qui s'accordent pour fixer les prix ou le volume de la production d'un bien. Ces ententes se traduisent souvent par la création d'un ou de comptoirs de vente d'un produit ou par l'imposition de quotas de production. Troisième voie, la fusion ou la prise de contrôle. L'entreprise augmente sa taille et son pouvoir, assure sa croissance en absorbant une autre. En quatrième lieu, la prise de participation bénéficie à l'entreprise de façon indirecte. L'acquisition d'une partie du capital procure des dividendes ou une participation à la gestion d'une entreprise qui reste indépendante.

La concentration économique suit deux axes. L'intégration est soit horizontale soit verticale. Dans le premier cas, lorsqu'elle procède par prise de participation d'actions d'une entreprise dans une autre, par prise de contrôle d'une entreprise concurrente ou fusion avec

¹⁰² *Ibidem.*

elle. Elle prend même la forme d'une entente ou d'un cartel, par exemple, lorsque les producteurs de fer et d'acier créent un comptoir de vente. L'intégration verticale suit l'axe de la production en allant des ressources de base jusqu'à la distribution de produits finis sur les marchés. Par des ententes (cartels), des prises de participation, ou de contrôle, une entreprise tente de s'allier avec des firmes œuvrant en amont ou en aval de son activité ou de les annexer. L'achat d'une mine de fer ou de charbon par un producteur d'acier est un exemple classique d'intégration verticale. L'intégration ne freine pas la concentration, elle y est liée, l'une ne va pas sans l'autre: « En premier lieu, l'intégration suppose un degré de concentration suffisant. Pour que la première soit en effet possible, il faut un noyau de grandes entreprises. C'est à l'échelon de celle-ci que s'imposent les soucis d'approvisionnement et de débouchés. Sitôt introduite, l'intégration renforce à son tour le mouvement de concentration en adaptant les dimensions de l'entreprise nouvelle aux nécessités des incorporations recherchées. »¹⁰⁴

ii) *À propos des ententes: consolidation ou concentration?*

Dans l'éventail des modes de concentration, il y a les ententes sous forme de comptoirs de vente, de cartels et de trusts. Forme d'entente beaucoup plus rigide que le comptoir, le cartel s'est surtout développé en Allemagne. Il n'est pas utilisé en France où il se heurte à l'absence de firme dominante au sein de la sidérurgie. La taille égale des entreprises dans l'industrie empêche l'une d'entre elles d'imposer sa volonté aux autres. Les trusts (holding de la majorité des entreprises d'un secteur), qui caractérisent le paysage des entreprises américaines à la fin du 19^e siècle, sont interdits par la législation française. Par contre le comptoir de vente est toléré: c'est une entente entre producteurs d'un même type de bien pour confier la distribution de leur production à un vendeur unique. Ce type

¹⁰³ Yves Bernard et Jean Colli, dir., «Concentration», *Dictionnaire économique et financier*, 5^e éd., Paris, Seuil, 1989, p. 405.

¹⁰⁴ Rieben, *op. cit.*, p. 72.

d'entente est toléré par la jurisprudence française. À partir du comptoir de vente peut se développer le contrôle de la production des membres, la fixation des prix de vente, l'achat en gros de matières premières pour les membres. Selon un auteur de l'époque, le comptoir «...répartit les commandes entre les usines tant au point de vue des débouchés, pour éviter la dépense des transports inutiles, qu'au point de vue du quantum. C'est actuellement, en France, la forme la plus parfaite de l'association industrielle et commerciale.»¹⁰⁵ Le comptoir est une entente libre et assez lâche entre producteurs et il est rare qu'il regroupe tous les producteurs à cause de cette liberté, les adhérents pouvant le quitter en tout temps. C'est pour cette raison que le comptoir est mal adapté à la rationalisation au niveau de l'industrie, puisque tous les producteurs désirent maintenir la part de la production assurée par leurs usines quand vient le moment de fixer les quotas. Par contre, le comptoir permet la stabilisation des prix, avantage non négligeable dans la sidérurgie où l'outil productif est peu flexible. Le producteur individuel peut mieux planifier la rationalisation de son usine. Le comptoir a donc l'avantage de stabiliser la situation en réduisant la concurrence entre producteurs. Mais il n'augmente la concentration que dans la mesure où par les liens personnels entre les patrons membres du conseil d'administration de l'organisme, il prépare le terrain pour des fusions ou des acquisitions.

c) L'organisation d'une branche: Le Comité des Forges et l'Union des Industries Métallurgiques et Minières

i) *Les origines de ces organismes*

Le Comité des forges apparaît dans la deuxième moitié du 19^e siècle. Une première association de sidérurgistes se forme pour s'opposer, mais en vain, au libre-échangisme de Napoléon III, au traité de 1860 et à l'invasion des produits de la sidérurgie britannique. Le Comité des forges est alors fondé officiellement le 15 février 1864, avec pour premier président, Eugène Schneider. Son programme porte sur l'étude des questions sidérurgiques,

¹⁰⁵ J. Carlioz, *Fonction commerciale des entreprises sidérurgiques*, Paris, J.B. Ballière & fils, 1924, p. 331-

l'établissement de rapports entre l'industrie et le gouvernement, la publication des prix sidérurgiques mondiaux, la création de classements de produits et de prix et des statistiques trimestrielles sur le sujet.

Un bon tiers de siècle plus tard, l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.) tient sa première réunion le 10 décembre 1900. Elle regroupe dix syndicats de producteurs:

«...le Comité des Forges, le Comité des Houillères, la Chambre syndicale des Métaux, le Syndicat général des fondeurs en fer, la chambre syndicale des Mécaniciens, chaudronniers et Fondeurs de Paris, la Chambre syndicale des Constructeurs de Matériel de Chemins de fer et de Tramways, la Chambre syndicale des constructeurs de Matériel de Chemin de fer et de Tramways, la Chambre syndicale des Entrepreneurs de Construction Métallurgique, le Syndicat professionnel des Industries Électriques, le Syndicat professionnel des Usines d'Électricité ».¹⁰⁶

Ce conglomérat d'intérêts communs comprend des sidérurgistes, des transformateurs et des producteurs d'énergie. Mais le Comité des Forges est le membre le plus puissant du groupe. L'U.I.M.M. poursuit les mêmes objectifs de représentation et d'étude que le Comité des Forges. Les deux organismes siègent dans le même édifice de la rue de Madrid.

ii) *Organisation de la profession*

Le Comité des Forges n'est ni un cartel ni un comptoir. Avec l'arrivée de Robert Pinot au secrétariat général en 1904, il devient un groupe de pression très efficace sur les questions connexes à l'industrie (surtout les questions sociales, seules à faire consensus dans le patronat de l'époque). Son efficacité découle du regroupement des plus grandes entreprises de France et des hauts niveaux de cotisations versées. Il mène une action discrète dans les coulisses du pouvoir. Henri Rieben cite à ce sujet M. Brelet: «À la différence de la plupart des groupements patronaux qui, pour donner plus de poids à leurs vœux ou à leurs demandes, ont recours à la presse ou à des manifestations plus ou moins grandioses, telle que discours, conférences,... le Comité des Forges, lui, semble préférer que

le silence le plus complet règne sur ses démarches. Et si l'on s'en étonne devant un membre du Comité, celui-ci ne manque pas de dire: «Ce n'est pas l'habitude de la maison d'entretenir le public de nos désirs et de nos demandes; mais soyez assuré que la commission et le ministre compétents sont parfaitement informés du point de vue du Comité des Forges. »¹⁰⁷ Robert Pinot a joué à cet égard un rôle d'autant plus important qu'il est aussi secrétaire de l'U.I.M.M.. Le 20 juin 1918, un autre personnage de premier plan devient président du Comité des Forges, François de Wendel. Député depuis 1914, gérant de la Société de Wendel et président d'un important groupe de pression, il concentre sur sa personne les attaques contre le patronat et le Comité des Forges. Pourtant c'est surtout son accession au conseil de régence de la Banque de France qui lui confère un pouvoir dans l'arène politique au milieu des années 1920.

L'U.I.M.M. et le Comité des Forges ne sont pas seulement des groupes de pression patronaux. Ils forment une caisse de grève en 1906, la Caisse centrale métallurgique, qui regroupe la construction métallurgique et électrique, le matériel de chemins de fer, le Comité des Forges, la construction métallique, la fonderie et la métallurgie ardennaise.¹⁰⁸ Cette caisse prend en charge les frais encourus durant les grèves et les dommages civils résultant des procès intentés par les ouvriers. Les entreprises demeurent cependant responsables des dommages découlant des défauts de livraison. Il faut aussi mentionner la contribution exceptionnelle du Comité des Forges à l'effort de guerre; il s'est occupé de la répartition des matières premières entre les producteurs restant en activité, se substituant ainsi au gouvernement dont le personnel était insuffisant pour planifier l'opération.

iii) *Les antagonismes au sein d'une industrie et d'un patronat*

Ces institutions suggèrent l'existence d'un patronat monolithique. Mais c'est une illusion ou un malentendu. L'appellation même de syndicat peut conduire à attribuer aux

¹⁰⁶ Lefranc, *op. cit.*, p. 39.

¹⁰⁷ Rieben, *op. cit.*, p. 120.

organismes patronaux la discipline et l'unité d'action qu'auront les organisations ouvrières dans la France des années trente. En réalité, les intérêts des patrons des diverses industries, comme à l'intérieur de l'industrie sidérurgique elle-même, divergent beaucoup trop pour aboutir à une réelle unité. Ces industriels se concurrencent, ils ne peuvent s'entendre que sur ce qui profite directement à leurs entreprises, sans trop avantager leurs concurrents. Dans la sidérurgie, aucun membre n'a une primauté suffisante pour imposer une discipline commune:

« Si les Français n'aiment pas leurs industriels, les industriels ne s'aiment pas toujours beaucoup entre eux. À Nancy, on n'aime pas les Wendel, ces Mosellans. Les rapports entre Pont-à-Mousson et Longwy, entre Joeuf et Pont-à-Mousson, entre Joeuf et Longwy, ne sont pas ceux que l'on croit... les barons du fer tiennent à ce qu'aucun d'entre eux ne devienne roi ». Cette remarque de Serge Bonnet est amplement confirmée par de multiples notations acides que l'on retrouve sous la plume des maîtres de forges.... »¹⁰⁹

Les deux patrons les plus influents de la profession, Eugène Schneider et François de Wendel ne s'entendent pas. Ce n'est pas une querelle personnelle. Les sidérurgistes du Centre et de la Lorraine poursuivent simplement des intérêts opposés. Le retour en force de la Société de Wendel dans l'immédiat après-guerre dérange le Groupe Schneider, habitué à une primauté sans partage durant la guerre. Il n'y a pas de troisième partie, de médiateur entre les deux. De plus, le Groupe Schneider jouit de participations à Joeuf où les Wendel dominent: « L'atmosphère du Conseil d'administration des Assemblées de Joeuf s'en ressent »¹¹⁰

En ce qui à trait à l'U.I.M.M., il est difficile d'espérer qu'un quelconque consensus se dégage sur la politique industrielle entre des charbonnages recherchant un prix maximum, des sidérurgistes visant un prix minimum pour leurs matières premières (fer et coke), et une

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 47.

¹⁰⁹ Jean-Marie Moine, *Les barons du fer: les maîtres de forges en Lorraine du milieu du XIX^e siècle aux années trente. Histoire sociale d'un patronat sidérurgique*, Nancy, Metz, Presses universitaires de Nancy, Éd. Serpenoise, 1989, p. 156.

¹¹⁰ Jeanneney, *op. cit.*, p. 62.

construction mécanique désirant aussi payer son acier le moins cher possible. Résultat de ces intérêts inconciliables, le Comité des Houillères quitte l'U.I.M.M. en 1920. Le même type de division apparaît entre l'industrie de la construction mécanique qui veut son acier au moindre coût et le Comité des Forges.

S'ajoutent à tous ces facteurs de division des différences sociales à l'intérieur du groupe des maîtres de forges. Certains tels les de Wendel (depuis Jean-Martin, 1665-1737), ou les barons d'Huart (Jean François Henri, 1712-1781)¹¹¹ gèrent encore une industrie dans laquelle des administrateurs professionnels sortent du rang et commencent à faire leur marque dans les entreprises de taille moyenne. Même si les administrateurs issus des vieilles familles sont souvent aussi des ingénieurs des mines, on note une division nette entre les « grands » et les autres: « Les archives de Pont-à-Mousson montrent l'irritation qu'un homme comme Cavallier ressent devant la prépondérance qu'il estime reconnue, rue de Madrid aux « nobles aciéries » comme il dit ironiquement, aux dépens des autres et notamment des pauvres marchands de tuyaux tel lui-même. »¹¹²

d) Les ententes nationales. Des précédents d'avant guerre au Comptoir sidérurgique de France

À défaut de constituer un bloc uni, la profession a su depuis longtemps élaborer diverses ententes. Certes le Comité des Forges ne pouvant pas selon la loi française s'occuper d'activités commerciales, les comptoirs ont fourni un autre type d'organisation pour la régulation des marchés. Le plus vieux comptoir de vente est le Comptoir de Longwy, fondé en 1876. Il regroupait la « Société métallurgique de Gorcy et Mont-Saint-Martin (Labbé), le baron d'Adelswärd pour son usine du Prieuré, la Société de la Providence Pourcelle de Rehon et la Société Gustave Raty et Cie. »¹¹³ Mais des membres y adhéraient et s'en retiraient au gré de leur appréciation des liens entre la conjoncture et les

¹¹¹ La famille de Wendel contrôle les entreprises sidérurgiques, De Wendel et Cie et les Petits fils de François de Wendel. La famille des barons d'Huart contrôle Senelle-Maubenge.

¹¹² *Ibid.*, p. 183.

intérêts de leurs usines. Par exemple, le Comptoir de Nancy (fonte d'affinage), fondé en 1879, se révèle inefficace dès 1910 à la suite des querelles entre membres. Cette indiscipline ne favorisait guère la stabilisation des marchés, but avoué des comptoirs sidérurgiques français.

Après les succès mitigés d'avant-guerre, les ententes dans le domaine de la vente apparaissent tout aussi instables dans l'entre-deux-guerres. Réactivé en 1919, le Comptoir de Longwy disparaît en 1921, victime de la crise de la sidérurgie et de la baisse des prix. Le Comptoir sidérurgique de France est créé en 1919 pour la vente d'acier, mais dès 1922, les dissensions internes le rendent inefficace jusqu'en 1926. C'est la création de l'entente internationale de l'acier qui oblige le marché intérieur français à s'organiser le 17 décembre 1926. Le Comptoir doit représenter les principales branches de la sidérurgie française dans les ententes internationales. À la veille de la crise en 1929, il ne compte plus que quatre secteurs: les rails, le fil-machine, les poutrelles et les demi-produits. Ces ententes permettent la stabilisation des prix à la fin des années vingt: « C'est ainsi qu'au cours des années 1928, 1929, 1930, les comptoirs métallurgiques qui existaient alors, réussirent à maintenir les prix inchangés sur de longues périodes. Durant le même temps, au contraire, les produits dont la vente était libre, telles les barres marchandes, subissaient d'incessantes variations. »¹¹⁴ Le succès du Comptoir sidérurgique découle de l'absence de fixation des prix. Il établit des quotas de vente limitant ainsi indirectement la production totale; il ne limite que les parts de marché de chacun dans la production totale et il n'intervient pas dans l'industrie pour réorganiser ou rationaliser la production. La responsabilité de la rationalisation reste l'affaire de chaque entreprise. À côté de ce quasi-succès du Comptoir sidérurgique (pour l'acier), le Comptoir de la fonte, formé en 1925, est dissous le 31

¹¹³ Moine, *op. cit.*, p. 193.

¹¹⁴ André, Piettre, *L'évolution des ententes industrielles en France depuis la crise*, Paris, Recueil Sirey, 1936, p. 20.

décembre 1930. Il avait quand même réussi à stabiliser les cours de la fonte durant cette période.

Ces ententes à la française sont loin d'avoir la force et l'efficacité des cartels allemands, des *Konzern* qui constituent «...un groupement de sociétés industrielles formant dans le cadre d'accords financiers une entité nouvelle, soumis à une haute direction générale mais conservant une relative autonomie.»¹¹⁵ Par exemple, le Verienigte Stahlwerke AG, d'Essen, créé le 1^{er} avril 1926, regroupe les sociétés Rhein-Elbe-Union, Phoenix, Thyssen et Rheinstahl. Il représente 40% de la production allemande d'acier.¹¹⁶ Ses membres rationalisent agressivement les usines, concentrent la production dans les usines les plus efficaces et ferment les autres, une impossibilité dans le cadre du comptoir français. Ainsi, la production de rails d'acier se concentre à hauteur de 90% chez August Thyssen Hütte à Hamborn.¹¹⁷ En 1929, le cartel se divise en 4 régions géographiques, celle du Rhin s'occupe des exportations tandis que les autres vendent au marché national.

e) Les ententes internationales

En plus des facteurs internes, la participation des entreprises françaises à des ententes dépend de diverses initiatives internationales. Après la mise sur pied de l'Entente des fabricants de rails de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Belgique et du Luxembourg, le 12 mars 1926, une entente plus large est négociée entre les producteurs d'acier. Le 30 septembre 1926, l'Entente internationale de l'acier regroupe les producteurs d'acier de France, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg et de la Sarre. Le 4 février 1927, elle accueille en plus l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Cette entente régleme la production, des quotas trimestriels (coefficients) étant fixés pour chaque pays. Les organismes nationaux redistribuent la production entre leurs membres. On ne détermine pas directement le volume de la production mais plutôt la part qui revient à

¹¹⁵ Rieben, *op. cit.*, p. 81.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 82.

chaque pays dans un marché en expansion. Des compensations financières sont versées à ceux qui produisent en deçà de leurs quotas par les pays surproducteurs. L'entente permet surtout aux producteurs français d'avoir accès aux marchés étrangers et un accès garanti au marché allemand. En effet, le cartel international de l'acier donne à la France un quota de 31,89%¹¹⁸ de la production du cartel et une part de 3,75%¹¹⁹ du marché intérieur de l'Allemagne. Cette garantie d'accès aux marchés extérieurs est primordiale pour la sidérurgie française et surtout lorraine.

En juin 1926, le cartel continental des tubes divise les marchés d'exportation entre les producteurs européens de tubes.¹²⁰ Cette entente visait à contrer la concurrence des usines américaines. Elle a même réussi à imposer aux États-Unis des quotas d'importations de tubes européens, les marchés intérieurs européens étant réservés aux producteurs locaux. L'entente fixe un prix minimum à l'exportation. C'est l'instrument qui permet à l'industrie française du tube de conquérir le marché américain au milieu des années vingt.

f) Analyse de la concentration durant la période

Depuis la première moitié du XIX^e siècle, la concentration des entreprises est un des traits caractéristiques de l'histoire de la sidérurgie en France (comme dans les autres pays). Selon les recherches de Bertrand Gille, citées par François Caron,¹²¹ si en 1895, les six premières firmes assuraient 19% de la production totale de fer et d'acier, cette part atteignait 55% vers 1870.¹²² À la veille de la Première Guerre mondiale, l'industrie reste dominée par le groupe de sociétés qui avaient conquis le premier rang pendant le Second Empire: « En 1912, dans la sidérurgie, les quatorze premières entreprises contrôlent 81% du capital, les dix premières 70% et la plus importante de ces firmes la société des forges de

¹¹⁷ *Ibidem.*

¹¹⁸ Jacques Bariety, « Le rôle d'Émile Mayrisch entre les Sidérurgies allemandes et françaises après la Première Guerre mondiale ». *Relations internationales*, no 1, (mai 1974), p. 134.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 133.

¹²⁰ Omnès, *loc. cit.*, p. 92.

¹²¹ François Caron, *Histoire économique de la France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Armand Colin, 1981, p. 150.

la Marine et Homécourt ne contrôle que 10,8% de celui-ci. Ce niveau de concentration, comme l'a remarqué B. Gille, est assez semblable à celui réalisé sous le Second Empire. »¹²³

À première vue, la croissance des années 1920 ne change guère cet héritage, ne bouleverse nullement la structure mise en place avant-guerre. En effet, comme le dit M. Lévy-Leboyer, on compte toujours à cette époque «...une dizaine de sociétés pour réaliser 70 à 80% de la production dans la sidérurgie...». ¹²⁴ Mais avant de conclure à l'immobilisme, il faut regarder la situation de plus près.

i) *La croissance interne*

Par rapport à la majorité des branches de l'industrie française, la sidérurgie constitue toujours un des domaines par excellence de la grande industrie, un des secteurs où s'affirme la puissance des grandes entreprises. Les caractéristiques de la production ont imposé la prédominance de la grande usine. Dès 1906, la sidérurgie était, avec le secteur minier, l'une des rares activités où une forte majorité de la main-d'œuvre se rassemblait dans des établissements employant plus de 500 personnes (80 et 86%).¹²⁵ Les 43 usines de cette taille employaient 66200 ouvriers, soit une moyenne de 1540 par établissement.¹²⁶

Un quart de siècle plus tard, au terme de la phase de croissance des années 1920, les chiffres disponibles ne permettent malheureusement pas une mesure aussi précise à l'échelle globale. Mais le sens de l'évolution ne fait pas de doute. Les grandes usines ont accentué leur prédominance (en 1926, la population active employée dans la métallurgie se rassemble à 83% dans des établissements de plus de 500 personnes)¹²⁷ pendant que s'accroît leur taille moyenne. Les effectifs de la main-d'œuvre employée par l'industrie sidérurgique

¹²² Un autre calcul attribue aux sept plus grandes entreprises 37,5% du produit total en 1897 et 53% aux huit premières en 1860; *Ibidem*.

¹²³ Caron, « L'évolution de la concentration des entreprises en France au XX^e siècle »..., p. 187.

¹²⁴ Lévy-Leboyer, « La grande entreprise: un modèle français? »..., p. 378.

¹²⁵ Caron, *loc. cit.*, p. 185.

¹²⁶ 80% de 82700. Voir le tableau sur le nombre d'usines dans Caron, *Histoire économique...*, p. 149.

ont presque doublé pour atteindre 152000 ouvriers en 1929 (et 161000 en 1931).¹²⁸ Le nombre des usines n'a sûrement pas augmenté dans les mêmes proportions. Autre donnée, la métallurgie (où la sidérurgie tient une place prépondérante) compte en 1931 49 des 395 établissements français de plus de 1000 salariés (et dont l'effectif moyen est de 2486 personnes). C'est 18,4% de l'ensemble, alors qu'en 1929, la branche emploie moins de 4% de la population active de l'industrie française (230000 actifs dans la métallurgie sur 6310000 dans l'ensemble de l'industrie).¹²⁹

L'évolution du capital investi s'inscrit dans la même direction tel que confirmé par l'échantillon de grandes entreprises constitué et examiné par M. Lévy-Leboyer et qui comprend les cent premières des sociétés industrielles cotées en bourse à différentes dates. La part des entreprises de métallurgie y est considérable et à peu près constante. Il y en a 25 en 1912, 29 en 1919, 25 en 1929. Même si leur part de la capitalisation boursière (des « cent plus grandes ») diminue avec le temps, passant de 26,7% en 1912 à 20,6% en 1929,¹³⁰ ces proportions illustrent bien la place de choix tenue par la sidérurgie dans le grand capitalisme industriel. De plus, comme pour l'ensemble de l'échantillon, la capitalisation boursière des entreprises sidérurgiques augmente de façon prononcée. Elle était de 1320 millions de francs en 1912, et de 3200 millions en 1919. Elle passe à 13800 millions en 1929. Certes la dépréciation du franc exagère le mouvement. Mais pour les 25 entreprises considérées, un calcul en francs constants dégage de 1912 à 1929, un accroissement de capitalisation moyenne entre 65 et 98%.¹³¹ Ce gain provient entièrement des années 1920. En Grande-Bretagne, les 5 entreprises métallurgiques membres en 1929 des 50 premières sociétés industrielles cotées en bourse, atteignent une capitalisation

¹²⁷ J.-J. Carré, P. Dubois, et E. Malinvaud, *La croissance française. Un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, 2^e éd., Paris, Seuil, 1977, p. 221.

¹²⁸ Voir le tableau: VI.- Le nombre d'ouvriers dans la sidérurgie, le nombre de hauts fourneaux, la productivité de la fonte et leur consommation de minerai de fer.

¹²⁹ Carré, Dubois et Malinvaud, *op. cit.*, p. 122.

¹³⁰ Lévy-Leboyer, *loc. cit.*, p. 370.

moyenne de 1357 millions de francs. Mais, si comme en France, on prenait en compte les 25 premières firmes de l'industrie, il est probable que cette moyenne ne serait guère différente du chiffre français de 552 millions.¹³²

Conséquence directe de l'expansion de la production qui a suivi la reconstruction et le retour de l'Alsace-Lorraine, les entreprises de la sidérurgie française ont bénéficié d'une importante croissance interne. Mais ce mouvement a été général et n'a pas permis de remodeler les structures de l'industrie au profit d'un nombre plus restreint de firmes dominantes. Les opérations d'intégration verticale n'ont pas non plus engendré une forte différenciation et les acquisitions de mines et de cokeries avaient commencé bien avant la guerre (en 1907, les Aciéries de Longwy ont échangé avec Roechling 50% de la Société des Mines de Valleroy contre le quart de la mine Carl-Alexander).¹³³ De même, dans le cas de De Wendel et Cie, le travail d'arrimage des sources de minerai en amont a commencé bien avant la guerre: « Doté d'un patrimoine minier de première importance dans le Bassin Lorrain, patrimoine qu'ils surent conserver malgré les deux guerres,... leur nationalité allemande entre 1870 et 1914 leur permit d'obtenir Hamm (1 million de tonnes en 1929), en Westphalie, qu'ils gardèrent après 1914. »¹³⁴

Un fort mouvement d'acquisition se concrétise durant la période tel l'achat de la Société lorraine industrielle par les Hauts Fourneaux de la Saulnes, Raty et Cie en 1922, ou l'acquisition par les Aciéries Pompey en 1927, de la Société anonyme des Aciéries de Dieulouard,¹³⁵ et les prises de contrôle des Forges et tréfileries du Creil, des Forges et aciéries de Basse-Indre, de Decauville (wagons métalliques) par De Wendel et Cie.¹³⁶ Les entreprises multiplient aussi les participations; après la guerre, les entreprises sidérurgiques

¹³¹ Le franc de 1929 représentant entre 1/5^e et 1/6^e de la valeur du franc de 1912.

¹³² Lévy-Leboyer, *loc. cit.*, p. 370.

¹³³ Moine, *op. cit.*, p. 167.

¹³⁴ Prêcheur, *op. cit.*, p. 223.

¹³⁵ Moine, *op. cit.*, p. 163.

¹³⁶ Prêcheur, *op. cit.*, p. 225.

françaises poursuivent leur stratégie d'acquérir des participations dans des entreprises en amont ou en aval, telles les prises de participation par De Wendel et Cie dans les Charbonnages de Beeringen en Belgique.

ii) *Les fusions et prises de contrôle*

Il reste donc à examiner l'ampleur et la portée des fusions et des prises de contrôle. Ces dernières font depuis longtemps partie de l'histoire de la sidérurgie française. Par exemple, la Marine-Homécourt, la plus importante entreprise sidérurgique de 1912,¹³⁷ était « issue du rachat en 1905 de l'usine d'Homécourt en Lorraine par la Société de la Marine et des chemins de fer ».¹³⁸ Les années 1920 ajoutent un certain nombre d'opérations de ce type, les Hauts Fourneaux de la Saulnes, Raty et cie font l'acquisition, en 1922, de la Société lorraine industrielle; en 1927, les Aciérie Pompey achètent à la famille Gouvy, la Société anonyme de Aciéries de Dieulouard.¹³⁹ La concentration horizontale a donc joué son rôle dans la sidérurgie française des années 1920 et elle a contribué à remanier la « carte » des entreprises, sans la bouleverser.

iii) *Le contrôle familial. Une limite à la concentration?*

Ce mode d'évolution attire l'attention sur la question de la propriété des entreprises sidérurgiques. Pendant longtemps, nombre d'entre elles sont demeurées des entreprises familiales. Mais les besoins en capitaux nécessités par la reconstruction, la modernisation et l'expansion des années 1920 les ont poussées à élargir le cercle des actionnaires et à adopter d'autres formes juridiques. De plus en plus, les entreprises de sidérurgie se convertissent en sociétés anonymes. Après Micheville en 1896, Pompey en 1897, la liste s'allonge après 1920.¹⁴⁰ Elle englobe notamment la société Pont-à-Mousson inscrite en

¹³⁷ L'entreprise a le dixième rang pour l'actif brut parmi les 100 plus grandes sociétés françaises en 1912 (1204 milliers de francs, soit 10% des actifs en sidérurgie); Houssiaux, *Pouvoir des monopoles...*, p.306.

¹³⁸ Caron, *Histoire économique de la France, XIX^e-XX^e...*, p. 150.

¹³⁹ Moine, *op. cit.*, p. 163.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 123.

bourse en 1925, qui était société anonyme depuis 1886.¹⁴¹ Cependant les familles et les dynasties de maîtres des forges s'efforcent de conserver le contrôle des affaires qu'elles ont fondées ou développées. Des arrangements juridiques complexes, l'usage de sociétés de holding, etc... leur garantissent une place privilégiée parmi les actionnaires.

Ainsi, à Pont-à-Mousson, Camille Cavallier crée une société de holding, la Société financière lorraine dont les titres ne peuvent être cédés et échangés qu'entre les familles majoritaires (Cavallier, Rogé, Plassiart et Longlet). De plus, il y assure la prépondérance de sa propre famille.¹⁴² De son côté, la plus grosse entreprise du secteur, la société de Wendel, reste fidèle à la formule ancienne de la commandite simple (avec responsabilité limitée des commanditaires et responsabilité personnelle et illimitée des commandités). Elle permet une meilleure protection du capital familial tout en lui assurant le contrôle de la société.¹⁴³ En 1926, le holding contrôlant toutes les entreprises de la famille de Wendel, la Société des Petits-fils de François de Wendel, appartient encore en totalité aux 69 descendants de François de Wendel (1778-1825). Selon les statuts, les parts de l'entreprise « ne peuvent être cédées qu'à des personnes préalablement acceptées par la gérance et par l'assemblée générale. »¹⁴⁴ Les actionnaires peuvent s'opposer au transfert d'actions en dehors de la descendance directe de François de Wendel. Les gérants de l'entreprise doivent aussi en faire partie.¹⁴⁵ En somme, plusieurs familles s'efforcent de préserver et d'accroître leur propriété, leur pouvoir et leur puissance dans l'industrie. Cela ne bloque pas pour autant une évolution nécessaire et n'est sans doute pas le seul obstacle à une rationalisation de grande envergure des structures de l'industrie.

iv) *Un processus beaucoup moins avancé qu'en Allemagne et aux États-Unis*

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 124

¹⁴² *Ibid.*, p. 126.

¹⁴³ *Ibidem.*

¹⁴⁴ *Ibidem.*

¹⁴⁵ *Ibidem.*

La production record de 1929 se répartit entre les principales firmes de la manière suivante (en pourcentage):¹⁴⁶

i.- Les principaux groupes en % de la production française en 1929:			
1 De Wendel et Cie	16,8	9 Senelle-Maubenge	4,3
2 Aciéries Marmiche	8,0	10 Aciéries de Pompey	4,2
3 Aciéries Rombas	6,6	11 Hauts-fourneaux de la Chiers	4,1
4 Knutange	6,3	12 Châtillon-Commentry	3,9
5 UCPMI	5,65	13 Aciérie Normande	3,8
6 Aciéries du Nord et de l'Est	5,4	14 Providence	?
7 Aciéries de Longwy	5,3		
8 Denain-Anzin	5,1	Total	79,5

Par rapport à 1906, De Wendel a remplacé Marine-Homécourt au premier rang; l'entreprise se détache nettement du lot en produisant deux fois plus que la suivante, les Aciéries Marmiche (16,8 contre 8%). Mais pour le reste, aucun changement essentiel n'est intervenu. Il faut toujours additionner l'apport d'une dizaine de firmes (treize, précisément) pour atteindre 79,5% de la production totale. Du troisième au dixième rang, les parts sont comprises entre 6,6 et 4,2% pour un total de 42,9%.

Durant les années précédant la Première Guerre mondiale, une telle structure n'avait rien d'archaïque en Europe. Le contrôle familial n'était nullement une exclusivité française, comme le constate A. Chandler: « In Germany, as in Britain, the founders and their families continued to play a more significant role in the industry than they did in the United States... »¹⁴⁷ En 1904, la première entreprise allemande, Krupp, n'assure même pas un dixième de la production du pays (9,3%).¹⁴⁸ En 1912, les deux principaux producteurs, Krupp et Deutsch-Luxemburg comptent pour 18,5% du produit total. Dans ce dernier, la part des treize premières firmes va de 4 à 9%. Il est vrai que la production allemande

¹⁴⁶ Voir tableau: i.- Les principaux groupes en % de la production française en 1929; Éric Bussière, « Stratégies industrielles et structures de management dans la sidérurgie française: le cas Marine-Homécourt dans l'entre-deux-guerres », *Revue historique*, vol. 280, no 1 (1988), p. 39.

¹⁴⁷ Alfred Dupont jr Chandler, et Hikina Takashi, *Scale and scope: the dynamics of industrial capitalism*, Cambridge et Londres, Cambridge et Londres, Belknap Press of Harvard University Press, 1990, p.436.

d'acier dans les années 1910-1913 représente quatre fois celle de la France.¹⁴⁹ Cette disproportion de la taille de l'industrie sidérurgique des deux pays n'empêche pas une certaine similitude des structures. A. Chandler mentionne pour l'industrie allemande un «...relatively low level of concentration ».¹⁵⁰

L'évolution en France et en Allemagne diverge dans les années 1920. Alors qu'en France perdure la domination d'une dizaine de firmes de taille moyenne, l'Allemagne connaît une réorganisation majeure des structures de sa sidérurgie. Le point culminant est la formation en 1926 de la Verinigte Stahlwerke A.G. (VSA).¹⁵¹ Les apports des compagnies fondatrices (et notamment des huit principales) consolidèrent 144 usines de toutes sortes, dont 20 aciéries.¹⁵² Le nouveau groupe domine alors complètement l'industrie sidérurgique allemande avec un plus petit konzern créé par F. Flick après 1925 et cinq autres grosses firmes (Krupp, Hoesch, Mannesmann, GHH et Klöckner). Cette configuration ressemble grandement à celle qui règne aux États-Unis depuis la création de U.S. Steel. Comme le dit A. Chandler, en Allemagne comme aux États-Unis « There were one giant and several strong independents, although the independents in the United States were more numerous and less vertically integrated than those in Germany. »¹⁵³

v) *Prises de participation et préfiguration de groupes plus étendues*

À défaut de se livrer à une rationalisation aussi systématique, les entreprises françaises ont quand même fait un bout de chemin vers la formation de groupes plus considérables. En effet, le jeu des prises de participation a favorisé le tissage entre des sociétés jalouses de leur indépendance de liens plus solides et plus durables que les ententes évoquées ci-dessus. Parmi les acquéreurs de participations chez des concurrents, citons

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 432.

¹⁴⁹ La production de la firme Krupp équivaut à plus de 50% du produit de toute l'industrie française.

¹⁵⁰ Chandler et Takashi, *op. cit.*, p. 492.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 552

¹⁵² En 1933, leur nombre avait été réduit à 65. *Ibid.*, p.553 et 555.

Marine-Micheville et Pont-à-Mousson qui détiennent ensemble 70% du capital des Aciéries de Rombas (société lorraine fondée en 1920).¹⁵⁴ Mais l'opération vise aussi des entreprises situées en amont ou en aval. Dans le premier cas, on peut citer les acquisitions de De Wendel et Cie dans les charbonnages de Beerigen en Belgique. Dans la seconde direction, l'objectif vise la création de marchés captifs pour la production de métal. Marine-Homécourt prend, après la guerre, des participations chez les transformateurs d'acier: Établissements métallurgiques de la Gironde, Tubes de Vincey (avec CGE), Teste et Cie. Ces prises de participation le plus souvent minoritaires étaient liées à des contrats d'approvisionnement à long terme en demi-produits avec Homécourt.¹⁵⁵

À plus grande échelle, c'est en multipliant les prises de participation à l'étranger (plutôt que des investissements directs) que Schneider est devenue un groupe et une multinationale. L'entreprise agit à travers l'Union européenne industrielle et financière dont elle possède 52,3% des actions de catégorie A, le solde étant partagé entre la Banque de l'Union parisienne et le groupe Empain, à raison de 38,4 et 12,8%.¹⁵⁶ À son tour, l'Union européenne possède en 1929, 47,5% des Établissements Skoda en Tchécoslovaquie (aciéries, armements, mines de charbon, etc.)¹⁵⁷ et la Société des Mines et des Forges, Berg und Hütten W.G. (mines de charbon, de manganèse, tréfileries et aciéries en Slovaquie, tuyaux en Pologne, et d'autres participations en Autriche et en Tchécoslovaquie).¹⁵⁸ Certains voient dans ce mode de développement la marque d'un manque de capitaux. En réalité, Schneider, deuxième groupe sidérurgique de France, ne souffre pas tant d'une pénurie de capitaux que d'une taille relative qui le pénalise par rapport aux concurrents d'autres pays dans la poursuite de ses ambitions.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 558-559.

¹⁵⁴ Bussière, *loc. cit.*, p. 32.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 41.

¹⁵⁶ Claude Beaud, « Une multinationale au lendemain de la Première guerre mondiale: Schneider et l'Union européenne industrielle et financière », *Histoire, Économie, Société*, vol. 2, no. 4 (1983), p. 644.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 642.

Au total, les grandes entreprises de la sidérurgie française restent aussi nombreuses en 1929 qu'en 1906. Elles n'ont pas pu ou pas voulu se regrouper pour donner naissance à des firmes de stature comparable à celles apparues dans des pays concurrents. Malgré tout, elles ont nettement accru leur taille, leur puissance et leurs appuis. Elles ont su profiter de la conjoncture favorable des années 1920 et elles y ont tiré leur épingle du jeu.

C.- Les années 1930

1) La décroissance

- a) Une dépression prolongée sans reprise de l'activité: un marché intérieur déprimé et des taux d'exportation en baisse

Dans les années 30, l'industrie française est coincée dans la spirale des dévaluations compétitives et du protectionnisme de ses concurrents allemands, britanniques et américains. L'État français aura recours à ces méthodes, mais d'une manière défensive. Ce ne sera jamais suffisant, car la sidérurgie française ne peut survivre dans son marché intérieur restreint. Nous observerons les résultats de cette conjoncture sur l'industrie.

La production de fonte chute à partir de 1930 et ne retrouvera pas le niveau atteint en 1929 alors que la maximum de 1937 se chiffre à 7,9 millions de tonnes ou 76,3% de la production de 1929.¹⁵⁹ Par contre, à ces niveaux peu élevés de production, les exportations restent au-dessus de 5% en 1930 et 1931, et en 1938 et 1939.¹⁶⁰ De 1933 à 1936, la part de la production exportée baisse sous les 3% à cause du protectionnisme mondial, catastrophique en soi pour l'industrie française de la fonte qui exportait de 5,4 à 19,5% de sa production dans les années vingt.¹⁶¹

L'acier suit la même tendance de façon moins radicale dans les années trente; la production chute à partir de 1930 et ne se rétablit qu'à un maximum de 7,95 millions de

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 643.

¹⁵⁹ Voir tableau: I.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et ferro-alliages.

¹⁶⁰ *Ibidem.*

¹⁶¹ *Ibidem.*

tonnes en 1939 ou 81,8% de la production de 1929.¹⁶² Les taux d'exportations se maintiennent au-dessus de 20% durant la chute de la production de 1932 à 1934. De 1935 à 1939, les exportations chutent de 15% à 11,4% de la production d'acier. Le marché intérieur compense la réduction des exportations.¹⁶³

Le marché des produits finis suit aussi cette tendance globale, la production chute aussi dès 1930 et ne se rétablit qu'à un maximum de 4,7 millions de tonnes en 1937 ou 76,1% de la production de 1929.¹⁶⁴ De même, les exportations se maintiennent au-dessus de 15% jusqu'en 1934, et ne retourneront au-dessus à 9,2% et 9,3% qu'en 1937 et 1938.¹⁶⁵

Pour la fonte et les produits finis et laminés, la crise de cette décennie supprime le quart des gains de production des années vingt, et pour l'acier, la situation est tout juste meilleure, la suppression n'est que d'un cinquième. La fermeture des marchés extérieurs pour une industrie sidérurgique française très exportatrice dans les années vingt est une catastrophe. L'amputation de production annule les rendements d'échelle qui finançaient les investissements productifs de l'industrie.

Phénomène tout à fait extraordinaire, le nombre d'ouvriers de l'industrie sidérurgique est plus élevé dans les années trente que dans les années vingt. Malgré la chute de la production, le nombre d'ouvriers ne descend qu'à 125000 en 1934, soit 77,6% du sommet de 1931 et 1937 et 82,2% du sommet des années vingt.¹⁶⁶ Puisque la production maximale de fonte et d'acier baisse respectivement de 25% et de 20% par rapport au maximum des années vingt, alors même que l'emploi atteint un sommet en 1937, la productivité a sûrement chuté. Ainsi, en 1930, la production sidérurgique par ouvrier (fonte + acier + produits finis et laminés d'acier sur le nombre d'ouvriers) s'élève à 166 tonnes par ouvrier;

¹⁶² Voir tableau: II.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: l'acier brut (lingots et moulages).

¹⁶³ *Ibidem.*

¹⁶⁴ Voir tableau: III.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés d'acier.

¹⁶⁵ *Ibidem.*

en 1938, elle n'est plus que de 118 tonnes par ouvrier soit une diminution de 34,9% par rapport au chiffre record de 1928. Cette chute de la productivité du travail explique le retard de la production, mais surtout le retard de l'investissement. Les coûts salariaux éliminent les bénéfices disponibles au réinvestissement dans l'équipement. Mais la productivité des hauts fourneaux continue à augmenter dans les années trente. En effet, les employeurs compensent la pénurie de main-d'œuvre qualifiée par l'équipement. La politique des quarante heures annule une partie des gains de productivité des hauts fourneaux dans la période. Ainsi de 1929 à 1938, la production de fonte par ouvrier passe de 66 à 44 tonnes, une chute de 50%. De plus, la production par haut fourneau de 189,6 tonnes de produits sidérurgiques, en 1938, correspond à une augmentation de 10% par rapport à la productivité en 1929.¹⁶⁷ C'est l'effet probable des ententes en période de crise, on distribue la décroissance. Il n'y a pas de concentration de la production en faveur des plus grandes entreprises à cause de la fermeture des plus petites. Cette production parcellaire est peu efficace quant à l'utilisation du travail, mais les entrepreneurs continuent la rationalisation de l'équipement des années vingt.

L'exemple du groupe de Wendel donne une idée des effets de la chute de la production pour une entreprise. En 1930, l'entreprise produit «...1,5 millions de tonnes d'acier dont la moitié est exportée, en particulier vers l'Allemagne. Ils emploient, à nouveau, 40000 ouvriers et cadres environ.»¹⁶⁸ Mais en 1932, la crise frappe durement. « En 1932, les prix et l'activité s'effondrent. Le groupe ne fabrique plus que 900000 tonnes d'acier et n'a plus que 25000 salariés.»¹⁶⁹ L'exemple mussipontain montre que la situation est aussi difficile dans les tuyaux puisque «...les ventes chutent de 10648 tonnes en 1933 à

¹⁶⁶ Voir tableau sur le VI.- Le nombre d'ouvriers dans la sidérurgie, le nombre de hauts fourneaux, la productivité de la fonte et leur consommation de minerai de fer.

¹⁶⁷ *Ibidem.*

¹⁶⁸ Jean Baumier, *La fin des maîtres de forges*, Plon, 1981, p. 239.

¹⁶⁹ *Ibidem.*

6900 tonnes en 1938. »¹⁷⁰ Par conséquent, cette crise réduit la production des entreprises quels que soient leur taille ou leur secteur d'activités.

b) Un effort de réarmement insuffisant

Le problème des années trente réside dans la non-compensation de la faiblesse de la consommation par un protectionnisme défensif, par des dépenses d'infrastructure et par le réarmement du gouvernement. La faible reprise des années 1938 et 1939 résulte d'autres facteurs: « La reprise n'est pas liée à une relance de la consommation, mais apparaît surtout tributaire du réarmement, et, secondairement, de la sous-évaluation du franc et de la reprise d'industries de luxe comme l'automobile. »¹⁷¹ Comment expliquer une production aussi faible, malgré le réarmement. Cet effort de réarmement ne peut compenser la chute des exportations de la deuxième moitié des années 30. Quelle était l'importance de cet effort de réarmement pour l'industrie? Michel Margairaz cite «...Alfred Sauvy estime à environ un quart la part de l'armement dans l'ensemble de l'industrie. Dans le secteur « civil », ce sont les industries exportatrices (surtout textiles, métallurgie, travail des métaux), l'industrie automobile et le bâtiment qui progressent plus. »¹⁷² Mais Sauvy constate aussi que les exportations restent importantes pour la métallurgie. Étant donné les niveaux de production de 1938 et 1939, il faut en conclure que l'effort de réarmement est nettement insuffisant pour compenser la chute des exportations et la faible demande intérieure pour les produits sidérurgiques à l'époque. Le problème est l'endettement de l'État français qui détourne les ressources qui auraient pu être consacrées au réarmement: « En 1938, plus du tiers des dépenses de l'État vont au réarmement. Et Robert Frank remarque que c'est l'équivalent de 1913, à cette différence près, qu'en 1938, le service de la dette en absorbe 39% contre 27%

¹⁷⁰ Baudant, *loc. cit.*, p. 687.

¹⁷¹ Michel, Margairaz, *L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion, 1932-1952. T.1 et 2*, Paris, Imprimerie nationale, Comité pour l'histoire économique et financière. Ministère des Finances, 1991, p. 482.

¹⁷² *Ibidem.*

en 1913. »¹⁷³ Le part relative du réarmement par rapport au revenu national augmente aussi: « Dans le revenu national, le poids des dépenses militaires passe de 4,9% en 1934 à 8,6% en 1938. »¹⁷⁴ Il faut aussi noter que les dépenses d'armement de l'Allemagne à la même époque représentent «...17,2% du P.N.B. en 1938), mais il est du même ordre que la Grande-Bretagne. »¹⁷⁵ L'industrie sidérurgique britannique à la même époque, contrairement à l'industrie française, fait face à une demande intérieure très forte. Le problème de l'industrie sidérurgique française trouvait sa solution dans une forte reprise, nécessaire pour rétablir les profits et l'investissement dans l'industrie, ce qui n'est jamais arrivé.

c) En contraste avec la situation à l'étranger

La situation de l'industrie sidérurgique française est d'autant plus difficile, dans les années trente, que l'industrie sidérurgique des pays concurrents se relève très tôt de la crise. En effet, la production de fonte de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne dépasse les niveaux atteints en 1929 pour ces pays dès 1936 et continuera de croître.¹⁷⁶ Par contre, les États-Unis ne rétabliront que partiellement leur niveau de production de 1929, avec 37758 milliers de tonnes en 1937 (87,2% de la production de fonte de 1929).¹⁷⁷ Pour ce qui est de l'acier, l'Allemagne et la Grande-Bretagne dépassent leurs niveaux de production maximale (1927 pour l'Allemagne et 1929 pour la Grande-Bretagne) dès 1935, et leur production continue de croître jusqu'en 1939.¹⁷⁸ Ainsi dans les années trente la Grande-Bretagne reprend à la France le troisième rang mondial pour la production d'acier (en 1933). Pour la fonte la France conserve le troisième rang.¹⁷⁹ Par contre, les États-Unis ne dépasseront pas la production de 1929 avec un maximum de 51,4 millions de tonnes en

¹⁷³ André Gueslin, *L'État, l'économie et la société française, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1992, p. 134.

¹⁷⁴ *Ibidem*.

¹⁷⁵ *Ibidem*.

¹⁷⁶ Voir le tableau: IV.- Production métallurgique par pays: fonte et alliages de fer.

¹⁷⁷ *Ibidem*.

¹⁷⁸ Voir le tableau: V.- Production métallurgique par pays: l'acier brut (lingots et moulages).

¹⁷⁹ *Ibidem*.

1937 ou 89,61% de la production d'acier de 1929.¹⁸⁰ La France perd donc les positions acquises dans les années vingt et surtout ne bénéficie pas d'une reprise comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

2) *L'arrêt de la modernisation?*

a) La diminution des ressources des entreprises:

i) *La chute des profits*

Autant les années vingt ont été fastes pour les entreprises sidérurgiques, autant les années trente seront difficiles. Confrontée à une chute de la demande intérieure et à des dévaluations de combat, «...d'après Jean-Charles Asselain, dans la dévaluation de la livre britannique de septembre 1931 et dans la dévaluation du dollar d'avril 1933...»¹⁸¹, l'économie se contracte. En effet, c'est une crise aux causes intérieures et extérieures, une crise de sous-production et de sous-consommation prolongée de l'économie française qui aura des effets pervers sur l'investissement dans l'industrie et les progrès relatifs des années vingt seront malmenés.

Nous observerons l'effet de la crise par l'évolution des bilans des sociétés sidérurgiques. Gancarz note que les plus grandes sociétés de la sidérurgie ont vu leurs «...taux de l'excédent brut d'exploitation exprimé en pourcentage de l'actif net des amortissements...»¹⁸² chuter dès 1930: « Ce dernier est en effet passé, en moyenne, de 11,8% en 1929 à 6,1% en 1930 et à -0,5% en 1931 pour les sept sociétés dont l'actif net dépassait 265 millions de francs en 1932, et de 11,8% en 1929 à 5,7% en 1930 et à -1,7% en 1931 pour les six qui, parmi ces sept sociétés, relevaient de la sidérurgie. »¹⁸³. Gancarz conclut que les entreprises sidérurgiques subissent le ralentissement avant la dévaluation de la livre: « Mais la dévaluation de la livre britannique de septembre 1931, dans laquelle

¹⁸⁰ *Ibidem.*

¹⁸¹ Gancarz, « La métallurgie française face à la crise... », p. 197.

¹⁸² *Ibidem.*

¹⁸³ *Ibidem.*

certain auteurs voient la cause originelle de la crise française..., n'a eu lieu précisément qu'un an après le début de la chute du taux de l'excédent brut d'exploitation des grosses sociétés anonymes de la sidérurgie... le fait que la chute du taux de profit des grosses sociétés de la sidérurgie française lui ait été nettement antérieure renforce l'hypothèse d'une crise endogène. »¹⁸⁴ Ainsi la crise a une origine intérieure et sera amplifiée, dans les grandes sociétés sidérurgiques, par les dévaluations britannique et américaine, le « ...déclin des investissements a suivi avec un an de décalage celui du profit. Le rythme d'utilisation du capital fixe productif a sensiblement décru pour l'ensemble des sociétés.»¹⁸⁵ Les grandes sociétés sidérurgiques françaises vont manquer de ressources, ce qui aura des conséquences graves pour le reste de la période. Les taux d'excédent brut d'exploitation «...des vingt-sept sociétés sidérurgiques a été, en moyenne, encore plus faible: 1,5% en 1933, 1,6% en 1934 et 1,7% en 1935. »¹⁸⁶ Le capital productif sera moins renouvelé dans la période.

ii) *Une remontée timide*

De 1936 à 1938, les taux d'excédent brut d'exploitation remontent à «.. 2,4% en 1935 à 4,5% en 1936, à 5,8% en 1937 et à 6% en 1938. »¹⁸⁷ Par contre, il n'y aura pas de redressement de l'investissement. Ainsi le ratio des investissements par rapport aux immobilisations brutes chute le plus dans les grandes entreprises sidérurgiques: « La chute a été particulièrement brutale pour les douze sociétés sidérurgiques dont l'actif net excédait 265 millions de francs en 1932,... [il passe] ...de 64% en 1935 à 55% en 1936, 50% en 1937 et 42% en 1938. »¹⁸⁸ Il y a découplage entre les profits et l'investissement. Le renouvellement de l'outillage se fait trop lentement «...pour éviter l'aggravation de la

¹⁸⁴ *Ibidem.*

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 204.

¹⁸⁶ *Ibidem.*

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 206.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 207.

vétusté de l'appareil productif. »¹⁸⁹ Ce problème s'aggraverait dans la grande sidérurgie où l'investissement nécessaire est plus important que dans la construction mécanique.

Un exemple de cette situation se retrouve chez De Wendel et Cie: « 1935 et 1936 sont des années noires qui semblent avoir affecté les affaires des Wendel au moins autant et peut-être davantage que la sidérurgie nationale... »¹⁹⁰ Il y a reprise par l'exportation en 1937 à cause de la dévaluation: « C'est l'effet heureux et paradoxal de cette dévaluation que Wendel avait si âprement combattue. »¹⁹¹ Mais le retour de la crise en 1938 arrête la modernisation, cette crise « la troisième depuis dix ans, la plus sévère depuis les jours sombres de 1932 - arrête net le redressement commencé, empêche la relance de la modernisation... »¹⁹² Comme pour toute la sidérurgie française, les capitaux vont manquer et les avantages compétitifs acquis dans les années vingt vont disparaître.

b) Le taylorisme et l'obsolescence: un rattrapage dans les entreprises de taille moyenne

(a) Des équipements désuets: le comité d'enquête sur la production du 25 août 1937

Le Comité d'enquête sur la production est créé par décret le 25 août 1937. Ce comité avait été initialement proposé par la C.G.T. qui demandait une enquête sur le respect des conventions collectives et la reprise économique. Cette enquête est organisée par branche; le patronat et les syndicats présenteront des thèses opposées aux divers comités de branche. Le patronat sidérurgique soutient que les problèmes de production sont dus à une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Ils demandent l'abolition des 40 heures: «...dans la plupart des comités, les représentants patronaux demandent la suppression pure et simple (c'est le cas des mines, de la sidérurgie, des industries métallurgiques, des métaux non ferreux, des

¹⁸⁹ *Ibidem.*

¹⁹⁰ Jeanneney, *op. cit.*, p. 815.

¹⁹¹ *Ibidem.*

¹⁹² *Ibidem.*

industries mécaniques... »¹⁹³ De plus, ils demandent l' «...extension des dérogations prévues dans le décret d'application du 27 octobre 1936. »¹⁹⁴ C'est-à-dire qu'on ne compte plus les heures supplémentaires de façon hebdomadaire, et ces heures sont payées au taux normal. En fait, les patrons veulent conserver la flexibilité du travail dans une industrie cyclique. Les syndicats objecteront qu'il leur faut du temps pour former des chômeurs, mais qu'ils le feront.

Mais les principales conclusions de cette enquête provoquent des effets pervers sur l'historiographie des années trente. Est-ce le patronat qui refuse d'investir? En effet dans le rapport, l'outillage est cité comme cause de la production insuffisante par Francis Hekking, un ingénieur des manufactures de l'État (c'est un proche collaborateur de Jean Coutrot): « De même, dans les aciers spéciaux, particulièrement importants dans les approvisionnements des industries d'armement... Francis Hekking affirme que la chute de la production - 142000 tonnes en 1936, contre 154000 en 1935 et 200000 en 1929 - ne provient pas de la difficulté à trouver du personnel, mais « le problème est essentiellement un problème d'outillage ».¹⁹⁵ Il note que « Des enquêtes faites par les services de la guerre et de la marine ont montré que dans de nombreux cas, l'industrie métallurgique freine la production de l'industrie mécanique ». »¹⁹⁶ Dans son rapport sur la sidérurgie, il soutient que les installations existantes peuvent produire plus, il dit même qu' «...une part considérable des capacités de production sont alors mises au sommeil: à côté des 105 hauts fourneaux en activité, il en existe quatre-vingt-quinze qui ne fonctionnent pas. Et, parmi eux, un grand nombre aurait besoin d'une remise en état, ou de modernisation. » De plus, il mentionne des retards dans les livraisons du Comptoir sidérurgique de France. À l'époque, Georges Soulès, chargé de mission à l'économie nationale, tient le Comptoir pour

¹⁹³ Margairaz, *op. cit.*, p. 401.

¹⁹⁴ *Ibidem.*

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 408.

¹⁹⁶ *Ibidem.*

responsable des problèmes d'approvisionnement de l'industrie mécanique et du freinage de la reprise: « Ces retards ont pesé lourdement dans le freinage des industries mécaniques au cours de l'hiver 1936-1937. Il ajoute que, pour les aciers spéciaux, « le problème est (...) essentiellement un problème d'outillage », notamment pour les fours électriques. »¹⁹⁷ Mais l'enquête conclura que l'outillage est lié aux problèmes financiers des entreprises. Les seuls remèdes pour les rapporteurs sont une amélioration de la conjoncture, l'aide directe de l'État aux entreprises n'étant pas encore envisagée. Pour contrer la conjoncture, le rapport a des «...orientations anti-malthusiennes et productivistes, comprenant l'organisation rationnelle, la normalisation et la recherche scientifique. »¹⁹⁸

Une autre cause des difficultés sidérurgiques soulevée par l'enquête réside dans la rareté du combustible; durant les années 1930-1935, une crise frappe les cokeries du Nord-Pas-de-Calais. Les cours du coke allemand étant plus bas, les entreprises sidérurgiques s'approvisionnent de millions de tonnes de coke à l'étranger: «...quatre millions en 1937, contre 2,3 en 1936 et 1,9 en 1935 - et, parmi elles, l'« importance prépondérante » de la provenance allemande. »¹⁹⁹ Les deux tiers des importations de coke viennent d'Allemagne en 1935 et 1936.²⁰⁰ En échange du coke allemand, il faut donner du minerai de fer lorrain et en 1937, le résultat des négociations avec les Allemands donne 3,1 millions de tonnes de coke métallurgique.²⁰¹ Le véritable problème réside dans la non participation de la France au Cartel international des cokes et les dissidents comme les États-Unis, la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. ne peuvent remplir les besoins français car les coûts de leur coke et de son transport étant trop élevés.

Cette enquête se fait au milieu d'un débat politique. Pour ne pas être accusé d'entraver la reprise, le patronat soutient que les investissements sont suffisants: «...Dans

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 411.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 415.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 423.

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 424.

l'industrie métallurgique, Louis Ferrasson, président de l'Assemblée des présidents de Chambre de Commerce, transmet un rapport aux quatrième et cinquième comités techniques (métallurgie; mécanique), dans lequel il présente l'équipement du moment comme « suffisant », « moderne ». »²⁰² Parce que les syndicats tiennent le patronat pour responsable du chômage, ils réclament des investissements: « Maurice Thorez déclare à Lille, le 3 octobre 1937: « Il faut améliorer l'outillage, il faut investir les capitaux nécessaires. Il faut cesser de les faire passer de l'autre côté des frontières ». »²⁰³ Il accuse le patronat « Dès la fin juillet,...devant le Comité central réuni à huis clos: « le grand patronat se refuse aux améliorations, aux perfectionnements nécessaires de la technique, aux investissements rendus nécessaires par les nouvelles méthodes de production ». »²⁰⁴ La conjoncture économique et financière ne favorisait pas l'investissement, mais qu'en est-il du marché du travail?

(b) Une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée: les résultats de la loi des quarante heures

Il est vrai que certains secteurs de la métallurgie font face à une pénurie de main-d'œuvre. La sidérurgie nécessite peu de ces spécialistes, mais les transformateurs en ont un très grand besoin. Francis Hekking évoque une pénurie de travailleurs «...pour le moulage d'acier, le forgeage ou l'usinage, la quasi-impossibilité de recruter des spécialistes nouveaux, voire la perte des anciens, en particulier dans la France de l'Est.... »²⁰⁵ Or ces types de produits sont nécessaires à la production d'armement. Le vrai problème pour la sidérurgie est l'application soudaine de la loi des quarante heures et le manque de flexibilité dans son application. La sidérurgie, à cause de ses rigidités et lenteurs techniques (le temps de construction d'un haut fourneau se mesure en années) ne peut s'adapter rapidement aux

²⁰¹ *Ibidem.*

²⁰² *Ibid.*, p. 415.

²⁰³ *Ibid.*, p. 414.

²⁰⁴ *Ibidem.*

changements de la conjoncture, et encore moins rapidement à une loi du parlement: «...la plupart des branches n'ont pas directement souffert des quarante heures, mais... l'élasticité de la production s'est révélée insuffisante dans trois secteurs clés: les mines, la métallurgie et le travail des métaux. »²⁰⁶ Les problèmes de main-d'œuvre découlent d'un facteur lourd, comme le vieillissement de la main-d'œuvre et son insuffisance. Mais le problème principal de l'industrie des années trente est une insuffisance des investissements en sidérurgie.

c) Le malthusianisme: refus d'investir ou manque de moyens

i) *Le patronat français au banc des accusés*

(a) Est-il responsable d'une crise si prolongée?

Le patronat français, en général, et les maîtres de forges, en particulier, ont-ils été malthusiens? C'est le grand problème de l'historiographie française. Comment expliquer une dépression qui n'en finit pas? Un investissement qui ne se relève pas? Plusieurs y verront un malthusianisme patronal. Définissons le malthusianisme économique. Jean-Charles Asselain résume le concept ainsi: « Le terme de « malthusianisme économique » n'est sans doute pas très heureux, mais il est couramment employé pour désigner l'ensemble des mesures qui visent à rétablir l'équilibre des marchés à travers une restriction de l'offre (y compris par réduction de la production). »²⁰⁷ Les ententes de producteurs qui divisaient les marchés dans les années vingt deviendront restrictives dans les années trente. Ce sont des ententes qui réservent le marché intérieur, les marchés extérieurs se fermant aux produits français. Les producteurs se battent sur un marché dont la demande baisse; la solution envisagée sera de limiter la production. Les maîtres de forges ont-ils volontairement limité la croissance de leurs installations dans les années vingt et réduit la production pour augmenter les prix dans les années trente? Les maîtres de forges français

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 405.

²⁰⁶ Gancarz, *loc. cit.*, p. 206.

²⁰⁷ Jean-Charles Asselain, *Histoire économique de la France du 18^e siècle à nos jours. T.2 De 1919 à la fin des années 70*, Paris, Seuil, 1984, p. 39.

sont confrontés aux conditions économiques particulières de la France, c'est-à-dire une production de charbon insuffisante et à prix élevé, une pénurie de main-d'œuvre, un marché stagnant, «...la faible natalité française laissant stagner la consommation...»²⁰⁸, un «...ralentissement de l'attribution de nouvelles concessions minières et d'une fiscalité détournant les capitaux vers les emprunts étrangers...».²⁰⁹ Tous ces facteurs présents durant l'expansion des années vingt vont atténuer l'ampleur de toute reprise dans les années trente. Il est vrai que l'indépendance des métallurgistes français freine la création de méga-groupes pour concurrencer les konzern allemands et les trust américains. Comme le fait remarquer Jean-Marie Moine, les thèses malthusiennes trop psychologiques sont exagérées, mais on ne peut dédouaner les métallurgistes de toute responsabilité: «...Un esprit d'indépendance jaloux et les sempiternelles divisions qui en découlaient, les préventions et les hésitations devant la concentration, l'incontestable attachement au protectionnisme, une conception très traditionnelle des rapports sociaux et de l'exercice de l'autorité, inclinent à conclure sur une réalité ni noire, ni éclatante, mais parfois plutôt grise, en demi-teinte.»²¹⁰ De plus, la faiblesse des investissements métallurgiques mentionnée plus haut fait écrire à Patrick Gancarz: « Le blocage de l'investissement et le vieillissement de l'appareil productif traduisent incontestablement un pessimisme certain au sein des milieux patronaux de cette époque.»²¹¹ La thèse du malthusianisme conserve au moins une justification dans la psychologie du patronat des années trente et les problèmes lourds de l'économie française dominant comme facteurs explicatifs. L'industrie métallurgique a les problèmes du reste de l'industrie française, des conditions économiques ne permettant pas l'apparition d'entreprises de taille similaire à celle qu'on retrouve en Allemagne et aux États-Unis.

(b) Mécanismes d'adaptation en temps de crise

²⁰⁸ Moine, *op. cit.*, p. 381.

²⁰⁹ *Ibidem.*

²¹⁰ *Ibid.*, p. 383

²¹¹ Gancarz, *loc. cit.*, p. 207.

Les comportements malthusiens existent tout de même; le symptôme de la crise économique est la surproduction. L'offre est plus élevée que la demande, ce qui entraîne des baisses de prix ruineuses pour les producteurs. Au lieu de s'attaquer aux causes de la baisse de la consommation, on conclut qu'il faut réduire l'offre: « De là à désigner la surproduction comme la cause de la crise, il n'y a qu'un pas; et l'on proposera alors, comme remède à la crise, d' « ajuster la production à la consommation », à la limite par une destruction des capacités de production qui tend par avance à exclure toute possibilité de reprise véritable. »²¹² L'un des effets de cette doctrine de crise, en France, est «...une évolution générale vers une attitude de plus en plus compréhensive - de la part de l'opinion et des pouvoirs publics - à l'égard des ententes professionnelles. »²¹³ Les ententes des années trente viseront à réduire la production pour augmenter les prix et non pas à diviser un marché en expansion comme dans les années vingt. André Piettre croit même que dans les ententes entre producteurs français des années trente, la réduction de la production prend le pas sur la rationalisation: «...À la volonté d'accroître les rendements et de rationaliser les entreprises, elle a fait succéder celle de réduire la production, jusqu'à détruire parfois les moyens mêmes de production qui s'avéraient en excédent. »²¹⁴ De plus, les ententes ne servent plus à diviser les marchés d'exportation, mais à garantir le marché national aux producteurs locaux: «...de nombreuses ententes intérieures, orientées non plus vers des fins progressives, mais vers des buts restrictifs. »²¹⁵ La pression en faveur des ententes découle du fait que le capital productif de la sidérurgie manque de flexibilité; le chômage technique est aussi coûteux que la production à perte. La pression à la baisse sur les prix est si forte dans les années trente que les industriels doivent fermer définitivement des hauts fourneaux. De 1930 à 1932, le nombre de hauts fourneaux passe de 137 à 81. Le

²¹² Asselain, *op. cit.*, p. 39.

²¹³ *Ibid.*, p. 40.

²¹⁴ Piettre, *op. cit.*, p. 8.

²¹⁵ *Ibidem.*

nombre de hauts fourneaux mis à feu stagne ensuite à 86 en 1934, 81 en 1935, et 84 en 1936. Une reprise passagère de l'activité en 1937, avec 104, n'inverse pas la tendance puisqu'en 1938, le nombre de hauts fourneaux allumés redescend à 86.²¹⁶ Cette disparition des capacités de production peut être qualifiée avec raison de malthusienne. La position en amont de l'industrie sidérurgique dans la chaîne de production freinera la reprise dès 1936: «Georges Soulès, chargé de mission à l'Économie nationale à ce moment, relate avoir effectué une enquête à ce sujet, et avoir conclu à la responsabilité majeure du Comptoir sidérurgique. Ces retards ont pesé lourdement dans le freinage des industries mécaniques au cours de l'hiver 1936-1937.... »²¹⁷

ii) *L'adaptation à la conjoncture dans la sidérurgie des années 1930: l'exemple de Pont-à-Mousson en 1938*

L'exemple de Pont-à-Mousson permet d'observer l'effet des contraintes dépressionnaires sur l'industrie. L'entreprise doit se retirer du marché américain après la mise en vigueur du tarif douanier de 25%, le 18 juin 1930.²¹⁸ Ce marché représentait «...jusqu'à 25% de ses ventes totales... »²¹⁹ dans les années vingt. De plus, la stabilisation et l'appréciation du franc, après 1931, ne favorisent pas les débouchés extérieurs. La chute des ventes de tubes qui avait été retardée par les dépenses d'infrastructure au début de la décennie sera brutale: « À partir de 1934, le marché de l'eau subit les effets de la crise économique, les ventes chutant de 10648 tonnes en 1933 à 6900 tonnes en 1938. »²²⁰ En réponse à la conjoncture, l'entreprise prend des participations à l'étranger, dans la fonderie brésilienne Ferro-Brasileiro, le 2 juillet 1937, et participe «...à la constitution d'une société productrice d'amiante-ciment Monolit ».²²¹ Ce ne sont que des participations, la production nationale reste plus importante. Créer des capacités de production à l'étranger, c'est nuire

²¹⁶ Voir le tableau: VI.- Le nombre d'ouvriers dans la sidérurgie, le nombre de hauts fourneaux, la productivité de la fonte et leur consommation de minerai de fer.

²¹⁷ Margairaz, *op. cit.*, p. 411.

²¹⁸ Baudant, *loc. cit.*, p. 696.

²¹⁹ *Ibidem.*

aux exportations des usines françaises. L'autre réponse de l'entreprise est de retarder l'investissement. En effet, dans les années vingt, la concurrence européenne adopte la centrifugation. Mais Pont-à-Mousson retarde cet investissement ou essaie d'autres technologies jugées moins onéreuses à court terme; résultat: « Incapable de livrer des tuyaux centrifugés, Pont-à-Mousson est handicapé jusqu'en 1934 au moins à l'exportation. »²²² Cette hésitation à investir dans l'expansion de la production n'exclut pas une rationalisation du travail, compte tenu que de 1930 à 1939, la productivité moyenne des trois fonderies de Pont-à-Mousson (Pont-à-Mousson, Foug, Saint-Étienne) passe de 31h36 à 16h40 la tonne.²²³ À partir de cet exemple, on peut conclure à une attitude malthusienne du patronat sidérurgique face à la production, et une adoption rapide des progrès quant à la rationalisation du travail.

3) La concentration industrielle et financière: y a-t-il décroissance ou stagnation?

a) Au Comité des Forges et à l'Union des Industries Métallurgiques et Minières

La crise frappera durement les organisations patronales. Elles devront réformer leur organisation et leur système de cotisation pour survivre. Ainsi, à l'Union des industries métallurgiques et minières, les revenus de cotisations baissent de 30% à cause des difficultés des entreprises.²²⁴ En 1933, le système des cotisations est modifié, elles seront dorénavant calculées en fonction de la masse salariale de l'entreprise. De plus, des coupures sont effectuées dans l'organisation de l'U.I.M.M.: « L'effectif du personnel supérieur est réduit de 20%; celui des secrétaires de 30%. »²²⁵ Il faut ajouter que l'arrivée au

²²⁰ *Ibid.*, p. 687.

²²¹ *Ibid.*, p. 699.

²²² Alain Baudant, *Pont-à-Mousson (1919-1939). Stratégies industrielles d'une dynastie lorraine*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980, p. 187.

²²³ *Ibid.*, p. 516.

²²⁴ Lefranc, *op. cit.*, p. 85.

²²⁵ *Ibidem.*

pouvoir du Front populaire coupe les entrées du Comité des Forges, de l'U.I.M.M. et du patronat en général au gouvernement.

b) Les ententes nationales

i) *Le comptoir sidérurgique de France*

La crise met tous les comptoirs régis par le comptoir sidérurgique de France en difficulté. Les producteurs rompent les rangs et essaient de sauver leurs entreprises eux-mêmes, face à la chute des cours des produits sidérurgiques: « En vain, les Comptoirs essayaient-ils de limiter par paliers cette chute des cours: dès 1931, ils se trouvaient en fait, par des dissidences sans cesse plus nombreuses, réduits à l'impuissance. L'organisation de l'industrie métallurgique, patiemment reconstituée après-guerre, semblait définitivement compromise.... »²²⁶ De plus, la chute est prolongée, l'équilibre entre l'offre et la demande ne revient pas. Les stocks accumulés sont trop importants et le manque de flexibilité du capital productif sidérurgique empêche les entreprises de réduire la production. Il est moins coûteux de vendre à perte que d'arrêter la production. Ainsi, ne pouvant maintenir la discipline parmi ses membres, le Comptoir des demi-produits arrête ses activités le 1^{er} novembre 1931.

Finalement, en 1932, les comptoirs sont réformés. De nouvelles règles plus contraignantes en améliorent l'efficacité. Ainsi, la durée de l'entente entre les membres passe d'un trimestre, la durée maximale pour laquelle les producteurs s'entendaient dans les années vingt, à trois ans. Autre innovation pour la France, les membres s'engagent à ne pas vendre de nouveaux produits: «...une clause d'interdiction des fabrications nouvelles, comme il en existe fréquemment dans les cartels allemands (Gruppenschutzklausel). »²²⁷ Ils ne peuvent diversifier leur production pour contourner les quotas du comptoir. Cette clause

²²⁶ Piettre, *op. cit.*, pp. 20-21.

²²⁷ *Ibid.*, p. 22.

est aussi valable pour trois ans (31 décembre 1934).²²⁸ Par contre, il n'est pas interdit de moderniser l'outillage; Piettre voit dans cette liberté la preuve que le comptoir ne fait que «...lutter non pas contre le suréquipement, mais seulement contre la surproduction. »²²⁹ La clause qui empêche les productions nouvelles supprime aussi une diversification qui pourrait être salutaire. Ainsi elle met un frein à l'installation de nouveaux équipements adaptés à un produit différent. Le Comptoir est un exemple de malthusianisme économique puisqu'il veut réduire la production et empêcher l'installation de nouveaux outillages en vue de diversifier la production.

Pour régler les dissensions rapidement, les différends entre le comptoir et un producteur sont entendus par trois arbitres nommés par les parties. Ils rendent les décisions sur la fixation des quotas de production. Mais le Comptoir s'occupe aussi de la vente. Pour éviter toutes pressions sur les prix par des vendeurs indépendants, une ristourne de 20 francs est donnée aux vendeurs membres du comptoir. Ainsi, tous les vendeurs paient leur acier 720 francs au comptoir, mais les membres reçoivent une ristourne de 20 f.²³⁰ Ainsi, on ne peut être accusé de pratiquer des prix discriminatoires. Les facilités de paiements sont plus restrictives pour les vendeurs de fer qui ne font pas partie du cartel: «...les marchands de fer ont la faculté de régler leurs factures à trente jours de fin de mois d'expédition, alors que les outsiders doivent payer à quinze jours de la date d'expédition. »²³¹ De plus les membres sont pénalisés en cas de production excédant leur quota: « Les adhérents qui ne respectent pas leurs engagements peuvent subir des pénalités allant jusqu'à 100 francs par tonne. »²³²

²²⁸ *Ibidem.*

²²⁹ *Ibid.*, p. 23.

²³⁰ *Ibid.*, p. 24.

²³¹ Henri Laufenburger, « Les industries métallurgiques et mécaniques en 1933 », *Revue d'Économie Politique*, vol. 48, (1934), p. 747.

²³² *Ibidem.*

Les diverses composantes du Comptoir sidérurgique de France sont pour la plupart reconstituées en 1932: le comptoir des demi-produits, le 1^{er} mars 1932; le Comptoir des poutrelles, le Comptoir des feuillards, «...rétabli le 1^{er} mai 1932, rompu le 1^{er} novembre 1932; définitivement reconstitué le 3 avril 1933; »²³³; le Comptoir des aciers marchands, le 23 juillet 1931, le Comptoir des tôles fortes, le Comptoir des tôles minces, le 1^{er} avril 1932. Toutes ces ententes sont valides jusqu'au 31 décembre 1934.²³⁴ De plus, des ententes de sous-produits, liées aux comptoirs précédents, sont aussi recréées: « D'autres ententes, en relation avec les précédents comptoirs, ont été reconstituées en 1932, telles que: l'Union des tréfileurs d'acier, l'Entente des clouteries, celle des traverses métalliques, celle des tôles galvanisées, reconstituée avec la collaboration du Comptoir des tôles fines.... »²³⁵ Le seul nouveau comptoir de cette décennie est le Comptoir des larges-plats du 15 juillet 1932.²³⁶ Les pressions de la crise ne permettent cependant pas de réunir tous les producteurs. En effet, les négociations sur la création de comptoirs pour le fer-blanc et les profilés spéciaux n'aboutiront pas. Toutes ces ententes se terminent le 31 décembre 1934.

Le renouvellement des ententes était loin d'être assuré en 1935. Il n'y avait pas d'amélioration de la conjoncture. Les dissensions étaient grandes à cause de la faiblesse des carnets de commandes, et la procédure arbitrale était très sollicitée: on note un «...nombre croissant des litiges déférés aux arbitres, qui eurent à rendre plus de 180 décisions,... »²³⁷ Le comptoir sera renouvelé pour 5 ans, le 23 novembre 1935. Les arbitres reçoivent plus de pouvoirs, ils ne s'occupent plus seulement des litiges, ils fixent les quotas de production et de vente en consultation avec les producteurs. Les arbitres sont nécessaires à cause de la complexité des règles du comptoir; cette complexité en assure le succès, car toutes les

²³³ Piettre, *op. cit.*, p. 23.

²³⁴ *Ibidem.*

²³⁵ *Ibidem.*

²³⁶ *Ibidem.*

²³⁷ *Ibid.*, p. 25.

situations doivent être prévues dans les ententes afin qu'aucun différend n'entraîne la démission d'adhérents.

Cette fragilité du comptoir explique pourquoi il ne parvient pas à obtenir d'augmentation significative des prix; il ne fait qu'en arrêter la chute. C'est déjà une victoire sur la conjoncture! Ainsi le prix de la billette d'acier Thomas qui chute de 587,5 francs la tonne en 1930, à 372 francs la tonne en 1932, se stabilise à 430 francs la tonne en 1934 et 1935. De même le prix des poutrelles se stabilise à 550 francs, de 1932 à 1935, alors qu'il était de 680 francs, en 1930.²³⁸ Le prix de 1935 correspond à 81% du prix de 1930; l'entente limite l'ampleur de la chute.

Par contre, le comptoir sidérurgique devra composer avec des hausses de coûts de production et le réarmement dans la deuxième moitié de la décennie. En 1936 et 1937, les salaires composent la plus grande partie de la hausse des coûts: « Le Comité des Forges évalue à environ 70 p. 100 la hausse des salaires dans la métallurgie française entre juin 1936 et avril 1937. »²³⁹ De plus, le prix du charbon a augmenté de 50% durant la période.²⁴⁰ Laufenberger calcule que si « ...les salaires constituent la moitié du prix de revient, une hausse de 75% a relevé le prix de revient de 36 p. 100 environ. Ajoutons une augmentation de 50% pour le charbon, et nous arriverons à une nouvelle majoration de son fait de 18%. En tout, la hausse du prix de revient semble et doit être de 50 p. 100 au moins, comme dans la mécanique. »²⁴¹ Les prix de l'acier et des tôles ont augmenté «...entre 50 et 60%. »²⁴² Toute la hausse est donc répercutée dans les prix à cause de la pénurie d'acier sur le marché international.

ii) Les ententes de la fonte et de ferro-alliages

²³⁸ *Ibid.*, Annexe.

²³⁹ Henri Laufenberger, « La métallurgie, les constructions mécaniques et électriques en 1936 », *Revue d'Économie Politique*, vol. 51, (1937), p. 840.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 841.

²⁴¹ *Ibidem.*

²⁴² *Ibidem.*

Les comptoirs de la fonte disparaissent avec la crise. Le Comptoir des Fontes de moulage, inactif depuis 1925, disparaît le 31 décembre 1930. Des ententes des fontes phosphoreuses et des fontes hématites sont créées en 1934, mais elles ne fonctionnent plus dès 1935. Cette absence d'entente permet d'observer la chute des prix des produits qui ne sont pas soumis au régime des ententes. Ainsi, les prix de la fonte phosphoreuse de moulage passent de 458,33 francs la tonne, en 1930, à 210,62, en 1932, à 201,25 en 1934, et 260, en 1935.²⁴³ Le prix de 1935 de la fonte correspond à 57% du prix de 1930, en fort contraste avec la faible baisse du prix des billettes d'acier dont le comptoir fonctionne durant la même période (430 en 1935 et 587,5 en 1930, la billette garde 73% de sa valeur).²⁴⁴ De plus, le prix de la billette est le même en 1934 et 1935.²⁴⁵

Les comptoirs n'offrent pas la seule solution à la crise envisagée par le patronat français. Ainsi, les fabricants de tubes Escaut et Meuse, et Louvroil et Recquignies vont s'entendre sur la production et les investissements; cette entente permet de rationaliser et d'«...arrêter ce que les sociétés appellent leur « course aux armements ». Les deux membres décident un développement concerté de leurs moyens techniques et un maximum de production à atteindre.»²⁴⁶ Cette forme d'entraide permet d'atténuer la concurrence, mais elle n'est pas aussi efficace que l'entente formelle.

iii) Exemples étrangers

À la même époque, la crise force la Vereinigte Stahlwerke AG à décentraliser son organisation. Ainsi, en 1933, le konzern est divisé en quatre groupes géographiques: Hüttengruppe West, avec siège social à Hanborn, pour la région du Rhin, Giesserei Gruppe pour la Ruhr, à Mülheim-Ruhr, le Gruppe Siegerland, avec un siège social à Siegen, où sont

²⁴³ Piettre, *op. cit.*, Annexe.

²⁴⁴ *Ibidem.*

²⁴⁵ *Ibidem.*

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 90.

situés les aciéries et laminoirs du groupe, et le Gruppe Drahterzeugnisse, à Hamm.²⁴⁷ La Stahlwerke continue à s'occuper des activités de recherche, financées en commun.

c) Les ententes internationales

L'Entente internationale de l'acier éclate à la fin de 1931. Afin de contrer la crise de leurs marchés intérieurs, la Belgique et le Luxembourg augmentent leurs exportations en vendant à bas prix. Ils profitent de leurs bas prix de revient et de bonnes conditions de crédit. Ces ventes d'acier à l'exportation se font aux dépens de la France et de l'Allemagne: « De même pour les exportations: celles de la France ne représentent en 1932 que 62% de celles de 1913; celles de l'Allemagne : 39%; celles de la Belgique et du Luxembourg: 77%. »²⁴⁸ L'Entente de l'acier est reformée en 1933, mais en changeant d'orientation; au lieu de réglementer la production, on ne s'occupe que des exportations. L'entente compte huit comptoirs: les demi-produits, les poutrelles, les aciers marchands, les tôles fortes, les tôles moyennes, les larges-plats, les feuillards et les poutrelles à larges ailes. Fait à noter, la Grande-Bretagne se joindra à l'Entente au printemps 1935. Pour négocier son adhésion, elle emploiera des tactiques peu libre-échangistes; avant les négociations, elle haussa ses tarifs douaniers. Elle exigeait pendant les négociations des baisses des importations du continent, en échange de quoi, elle s'engageait à abaisser ses tarifs. Cette entente permettra une hausse des cours, mais la concurrence internationale en réduit l'amplitude. En plus des États-Unis et du Japon, de nouveaux joueurs écoulent leurs produits sur les marchés internationaux: «...par l'accroissement continu des moyens de production en Russie et dans les Dominions britanniques. »²⁴⁹ Ainsi, le prix de la billette d'acier qui était descendu jusqu'à 1,19 livres sterling la tonne de 1016 kg à l'exportation, passe à 2,70 de 1933 à 1935, soit 65% du prix de 1930 de 4,14.²⁵⁰

²⁴⁷ Rieben, *op. cit.*, p. 83.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 150.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 152.

²⁵⁰ *Ibid.*, Annexe.

L'Entente Internationale des Fabricants de rails (I.R.M.A.: France, Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique, Luxembourg), fondée en 1921, survit bien aux années trente, de même que le Cartel du fil-machine, renouvelé pour 5 ans, le 1^{er} janvier 1932. Par contre, le Cartel des tubes est dissous en 1934. Il est confronté aux mêmes difficultés que l'Entente internationale de l'acier en 1929. En 1934, «...par suite de sa politique de réarmement et de travaux publics...»,²⁵¹ la demande intérieure est très forte et l'Allemagne refuse que cette demande entraîne un accroissement de ses importations à cause des quotas de production imposés à ses producteurs nationaux. La rupture du cartel a entraîné une chute des prix difficile pour les producteurs français qui sont « bien groupés d'ailleurs en une entente intérieure, d'autant plus solide que ses adhérents sont très peu nombreux. »²⁵² Dans la deuxième partie de la décennie, toutes ces ententes internationales sont reconduites. L'entente internationale de l'acier est «...renouvelée en juin 1938 jusqu'à la fin de l'année 1940. »²⁵³ L'entente a même été révisée pour refléter «...l'annexion des districts sudètes par l'Allemagne. »²⁵⁴

d) Analyse de la concentration durant la période

i) *La suite du mouvement*

Une récupération partielle du nombre d'ouvriers de l'industrie sidérurgique se produit durant les années trente. De 153000 ouvriers, en 1930, on passe à 161000 ouvriers en 1931. La crise fait chuter leur nombre jusqu'à 125000 en 1934, mais la tendance à la hausse revient, 138000 ouvriers sont employés dans l'industrie sidérurgique en 1937. La récession de 1938 stabilise leur nombre à 138000. Nous avons vu que cette hausse n'était pas un signe de santé financière, mais le résultat de facteurs externes. Observons plutôt l'évolution du rang des entreprises.

²⁵¹ *Ibid.*, p. 153.

²⁵² *Ibid.*, p. 153.

²⁵³ Henri Laufenburger, « La métallurgie, les constructions mécaniques et électriques en 1938 », *Revue d'Économie Politique*, vol. 52, (1939), p. 1215.

La tendance à l'augmentation de la taille des entreprises sidérurgiques constatée dans la première partie continue. L'industrie métallurgique demeure le secteur dénombrant le plus d'employés par établissement. C'est une indication de la concentration des ressources productives, caractéristique de cette industrie. Ainsi, en 1926, le nombre moyen de salariés par établissement de 25 salariés et plus est de 1027 (en deuxième position vient l'industrie minière avec 953 salariés par établissement).²⁵⁵ En 1931, le nombre d'employés par établissement sidérurgique atteint 1360, puis baisse à 1141 en 1936.²⁵⁶

ii.- Les principaux groupes en % de la production française en 1937-38:				
1	De Wendel et Cie	17,5	9 Providence	5,39
2	Aciéries Marmiche	9,68	10 Hauts-fourneaux de la Chiers	5,34
3	Aciéries Rombas	8,43	11 Senelle-Maubenge	4,62
4	Aciéries du Nord et de l'Est	8,37	12 Aciérie Normande	4,49
5	Aciéries de Longwy	6,42	13 Aciéries de Pompey	3,25
6	Knutange	6,23	14 UCPMI	1,7
7	Denain-Anzin	5,89		
8	Châtillon-Commentry	5,73	Total	93,1

Par rapport au tableau analysé en première partie,²⁵⁷ nous constatons qu'à la fin des années 1930, De Wendel, Marmiche et Rombas occupent toujours les mêmes rangs, seule leur position par rapport au groupe s'est améliorée. En effet, en 1929, ces trois compagnies fournissent 31,4% de la production sidérurgique française,²⁵⁸ alors qu'en 1937-38, ces entreprises en fournissent 35,61%. De plus, il faut noter que ce groupe d'entreprises accapare 93,1% de la production en 1938 contre seulement 79,5% en 1929.²⁵⁹ Malgré la baisse de la production, les mêmes entreprises prennent une plus grande part d'un marché restreint.

²⁵⁴ *Ibidem.*

²⁵⁵ L. Cahen, « La concentration des établissements en France de 1896 à 1936 », *Études et conjonctures*, (septembre 1954), p. 877.

²⁵⁶ *Ibidem.*

²⁵⁷ Bussière, *loc. cit.*, p. 39; Voir le tableau reproduit dans la première partie sur les années 1920: i.- Les principaux groupes en % de la production française en 1929.

²⁵⁸ *Ibidem*; Voir le tableau: ii.- Les principaux groupes en % de la production française en 1937-38.

²⁵⁹ *Ibidem.*

Remarquons qu'en deçà des trois premières places, le rang des entreprises varie de 1929 à 1938. Il est frappant de voir que la production de l'Union des consommateurs de produits métallurgiques et industriels (UCPMI) la fait glisser du 5^e rang en 1929 au dernier rang en 1938. Ce groupe appartient à des compagnies de construction mécanique (Fives-Lille, Société alsacienne de Mulhouse) et à des compagnies automobiles (Ariès, Berliet, Peugeot, Renault).²⁶⁰ La récession de 1938 sur le marché intérieur se répercute sur ces consommateurs de métaux. La faiblesse de ces résultats s'explique aussi par d'autres approvisionnements externes à moindre coût, étant donnée la baisse des prix et de la demande des années 1930.

Il faut noter qu'on assiste à une légère baisse du nombre des fusions dans l'industrie sidérurgique des années 1930. Alors qu'il y a eu 8 fusions avant 1919, on en dénombre 15 de 1919 à 1929, 12 de 1930 à 1939 et 11 de 1945 à 1955 (dans l'ordre: 17,4, 32,6, 26,1 et 23,9% des fusions totales).²⁶¹ Après le sommet des années vingt, le nombre de fusions baisse dans les années trente.

ii) *La concentration financière*

Sachant que les fusions restent un phénomène de grande entreprise, 6 des 12 fusions des années trente sont le fait d'entreprises absorbantes ayant plus de 10000 millions de francs d'actifs (dans les années vingt, 8 entreprises absorbantes sur 15 fusions).²⁶² Un exemple de fusion de grandes entreprises sidérurgiques des années trente est la fusion entre la Société métallurgique de Montbard-Aulnoye et la Société Louvroil Recquignies qui forment Louvroil-Montbard-Aulnoye en 1937.²⁶³

L'observation de la capitalisation boursière du secteur, dénote une certaine stabilité en pourcentage de l'ensemble des industries; en 1929 et 1937, la métallurgie représente

²⁶⁰ Henri Laufenberger, «La métallurgie et la houille en Alsace et Lorraine», *Revue d'Économie Politique*, vol. 38, (1924), p. 1009.

²⁶¹ Houssiaux, *Pouvoir des monopoles...*, p.344-345.

²⁶² *Ibidem*.

20,6 et 20% de la capitalisation.²⁶⁴ La crise entraîne des conséquences financières néfastes pour l'industrie. Les bénéfices des 22 entreprises du secteur des mines et de l'acier inscrites à la Bourse de Paris sont de 465 millions de francs en 1929, 471 en 1930, 122 en 1932, 89 en 1933 et 154 en 1935.²⁶⁵ Même si la reprise du milieu des années trente est observable, les profits de 1935 n'atteignent que 33% de leur sommet de 1930.²⁶⁶ La concentration industrielle a ralenti faute de moyens.

D.- Conclusion

L'industrie sidérurgique française perd dans les années trente sa position relative acquise dans les années vingt. Les ententes conçues dans la prospérité des années vingt vont au mieux atténuer l'impact de la dépression et permettre aux industriels de gérer la décroissance. Dans la prospérité des années vingt, certaines tendances de l'économie française se dessinent. Ainsi, les grandes entreprises métallurgiques françaises, aussi nombreuses qu'au début du siècle, perdent de leur importance par rapport aux concurrents étrangers en refusant de se regrouper et de créer des firmes de taille comparable à celle apparue dans ces pays. Malgré tout, elles ont nettement accru leur taille, leur puissance et leurs appuis et ont su profiter de la conjoncture favorable des années 1920. Cette conjoncture ne s'est manifestée que dans la deuxième partie de la décennie et ces progrès sont le résultat d'une croissance effrénée en fin de décennie, lorsque les capacités productives de l'Alsace-Lorraine parviennent à maturité. La crise arrive au moment où les entreprises atteignent finalement leur pleine capacité de production, après une décennie de reconstruction et de modernisation.

Le choc des années 30 provoque une chute brutale des profits et l'espoir d'une forte reprise, nécessaire pour rétablir les profits et l'investissement dans l'industrie s'est

²⁶³ *Ibid.*, p. 375.

²⁶⁴ Lévy-Leboyer, « La grande entreprise: un modèle français? »..., p.370.

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 195.

²⁶⁶ *Ibidem.*

s'évanouit rapidement. La France perd les positions acquises dans les années vingt et ne bénéficie nullement d'une reprise comme en Allemagne et en Grande-Bretagne. Les avantages compétitifs, acquis dans les années vingt, disparaissent en raison de l'absence d'infusion de nouveaux investissements et au pessimisme généralisé du patronat. Toutefois, il y a blocage au niveau du capital, mais pas au niveau de la main-d'œuvre, car la rationalisation du travail ouvrier se poursuit. Par conséquent, il existe une attitude, dite malthusienne, du patronat sidérurgique face à la production, et une adoption rapide des progrès quant à la rationalisation du travail. L'industrie rationalise là où elle a les moyens.

La thèse du malthusianisme conserve au moins une justification dans la psychologie du patronat des années trente. Mais les problèmes structurels de l'économie française dominant comme facteurs explicatifs. L'industrie métallurgique subit les mêmes problèmes que l'ensemble de l'industrie française, des conditions économiques qui limitent la création d'entreprises de grande taille similaire à celle qu'on retrouve en Allemagne et aux États-Unis.

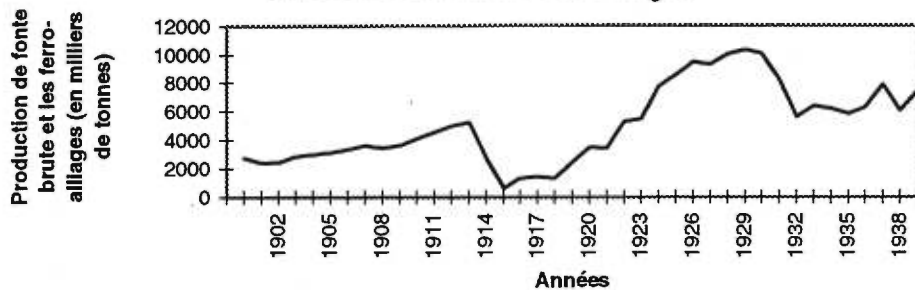
I.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et ferro-alliages. (en milliers de tonnes)						
Années	Production	Taux de croissance annuel	Importations	Exportations	Solde	% de la production exportée
1900	2714		149,76	114,37	-35,38	4,21%
1901	2389	-11,97%	61,09	97,32	36,24	4,07%
1902	2405	0,67%	38,52	213,71	175,20	8,89%
1903	2841	18,13%	26,82	195,35	168,53	6,88%
1904	2974	4,68%	26,46	190,83	164,37	6,42%
1905	3077	3,46%	24,94	219,70	194,76	7,14%
1906	3314	7,70%	45,53	147,03	101,50	4,44%
1907	3590	8,33%	36,11	256,52	220,42	7,15%
1908	3401	-5,26%	55,87	178,87	123,00	5,26%
1909	3574	5,09%	30,88	153,93	123,05	4,31%
1910	4038	12,98%	44,61	115,60	71,00	2,86%
1911	4470	10,70%	57,09	116,03	58,94	2,60%
1912	4939	10,49%	68,46	229,27	160,81	4,64%
1913	5207	5,43%	54,58	112,17	57,60	2,15%
1914	2736	-47,46%				
1915	584	-78,65%				
1916	1311	124,49%				
1917	1408	7,40%				
1918	1293	-8,17%				
1919	2412	86,54%	106,80	130,30	23,50	5,40%
1920	3434	42,37%	119,30	290,10	170,80	8,45%
1921	3417	-0,50%	41,00	666,80	625,80	19,51%
1922	5229	53,03%	60,70	725,50	664,80	13,87%
1923	5432	3,88%	68,20	605,80	537,60	11,15%
1924	7693	41,62%	53,40	776,50	723,10	10,09%
1925	8494	10,41%	49,40	710,20	660,80	8,36%
1926	9432	11,04%	46,60	703,50	656,90	7,46%
1927	9273	-1,69%	65,30	836,70	771,40	9,02%
1928	9981	7,64%	56,20	635,70	579,50	6,37%
1929	10300	3,20%	51,50	565,60	514,10	5,49%
1930	10035	-2,57%	172,70	530,60	357,90	5,29%
1931	8199	-18,30%	88,30	425,40	337,10	5,19%
1932	5537	-32,47%	66,80	198,20	131,40	3,58%
1933	6324	14,21%	91,80	174,10	82,30	2,75%
1934	6115	-3,30%	66,40	164,30	97,90	2,69%
1935	5789	-5,33%	59,50	150,70	91,20	2,60%
1936	6230	7,62%	68,80	156,90	88,10	2,52%
1937	7855	26,08%	42,60	434,00	391,40	5,53%
1938	6012	-23,46%	33,40	541,70	508,30	9,01%
1939	7376	22,69%				

I.- Production et exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et ferro-alliages.						
Production moyenne par périodes:						
Périodes	Production	Taux de croissance	Importations	Exportations	Solde	% de la production
	moyenne	entre les périodes	moyennes	moyennes	moyen	moyenne exportée
1900-1913	3495,21		51,48	167,19	115,71	4,78%
1919-1929	6827,00	95,32%	65,31	604,25	538,94	8,85%
1930-1939	6947,20	1,76%	69,03	277,59	208,56	4,00%
1919-1939	6884,24	96,96%	67,08	448,70	381,61	6,52%

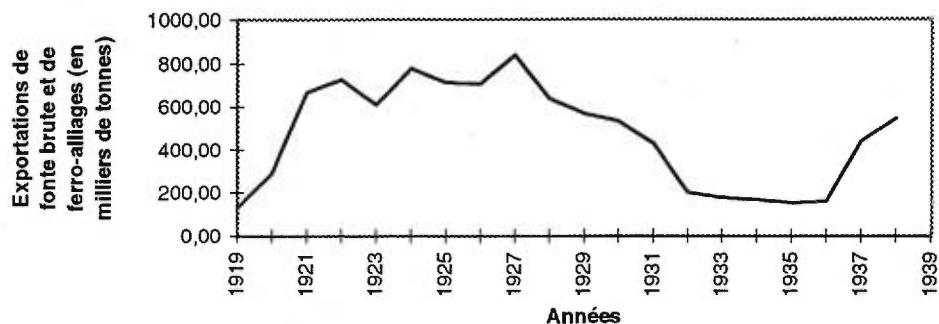
Tiré de "I.- Activité de la sidérurgie. Années 1824 à 1913", "II.- Ouvriers de l'industrie sidérurgique. Hauts fourneaux. Production et commerce extérieur de la fonte. Année 1919 à 1965" et de "X.- Production de fonte et de ferro-alliages. Années 1870 à 1965", *L'Annuaire statistique de la France. Résumé rétrospectif*, INSEE, (Paris), vol. 72, nouv. série, no 14 (1966), pp. 240, 241 et 66*; et de "Importations et exportations totales de fonte", *Tableaux statistiques sur les productions minières et sidérurgiques des principaux pays, 1864-1913*. Paris, Comité des forges de France, 1914. p. 108.

N.B.: les données de 1914 à 1918, et 1939, sont tirées du tableau X (sources officielles de divers pays), tandis que les autres données viennent des tableaux I et II, dont la source est le Bureau de la documentation minière et la Chambre Syndicale de la sidérurgie française.

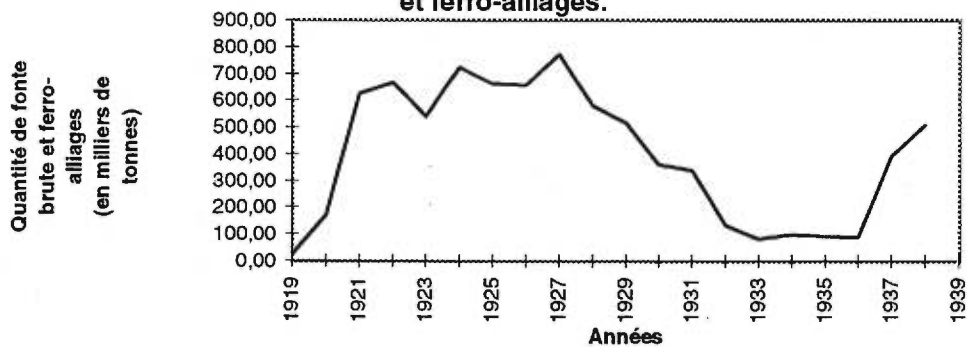
1.1 Production sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et les ferro-alliages



1.2 Exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et les ferro-alliages



1.3 Solde du commerce extérieur sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: la fonte brute et ferro-alliages.

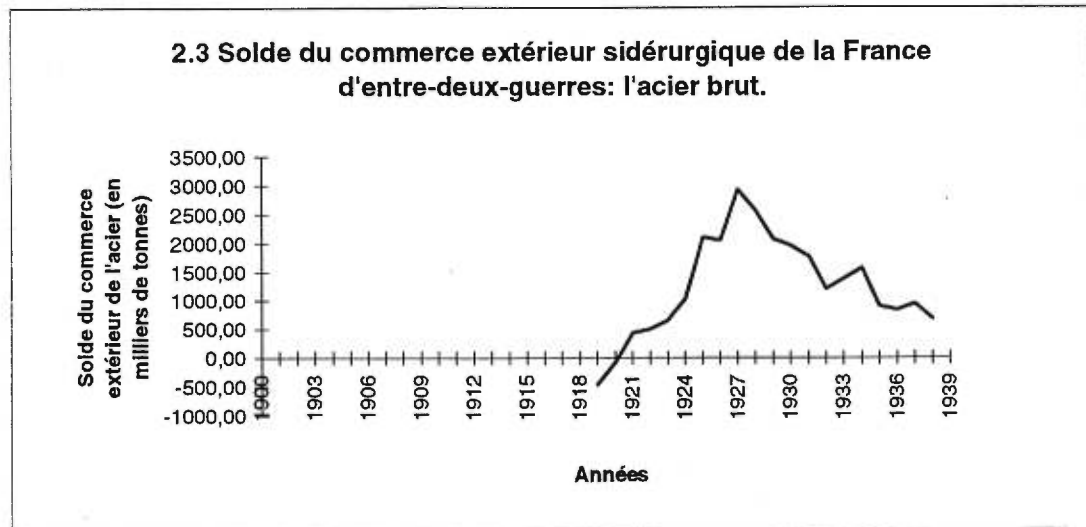
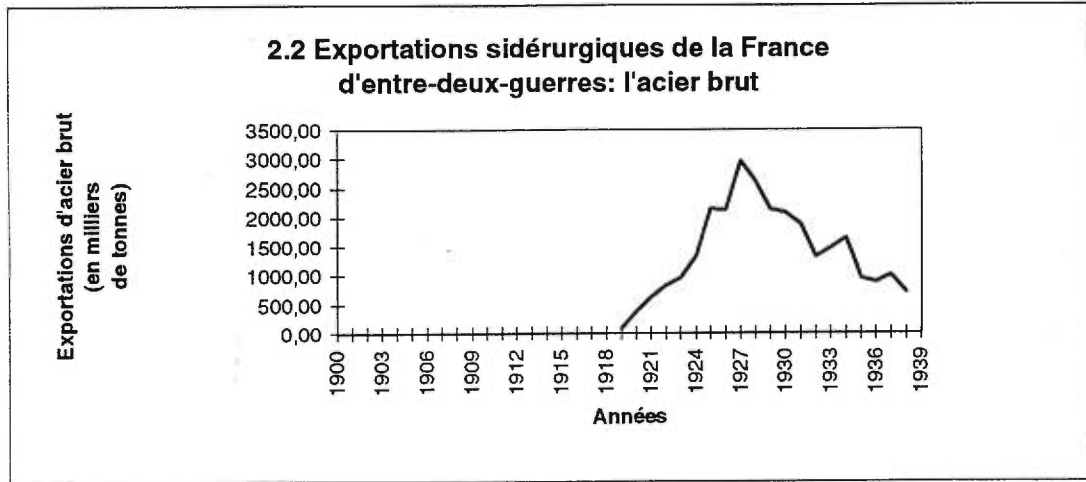
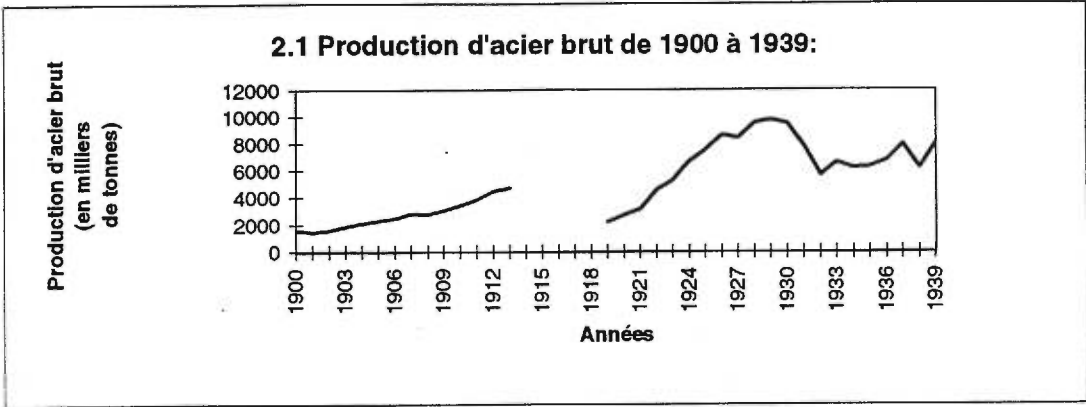


II.- Production et exportation sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: l'acier brut (lingots et moulages) (en milliers de tonnes)						
Années	Production	Taux de croissance annuel	Importations	Exportations	Solde	% de la production exportée
1900	1565					
1901	1425	-8,95%				
1902	1568	10,04%				
1903	1840	17,35%				
1904	2096	13,91%				
1905	2255	7,59%				
1906	2451	8,69%				
1907	2767	12,89%				
1908	2723	-1,59%				
1909	3039	11,60%				
1910	3413	12,31%				
1911	3837	12,42%				
1912	4429	15,43%				
1913	4687	5,83%				
1914						
1915						
1916						
1917						
1918						
1919	2156		531,10	74,70	-456,40	3,46%
1920	2706	25,51%	439,30	369,90	-69,40	13,67%
1921	3099	14,52%	177,50	611,80	434,30	19,74%
1922	4538	46,43%	310,50	815,20	504,70	17,96%
1923	5222	15,07%	270,90	932,70	661,80	17,86%
1924	6670	27,73%	292,50	1320,20	1027,70	19,79%
1925	7464	11,90%	35,60	2138,90	2103,30	28,66%
1926	8617	15,45%	60,60	2114,50	2053,90	24,54%
1927	8349	-3,11%	18,40	2950,30	2931,90	35,34%
1928	9479	13,53%	21,40	2594,00	2572,60	27,37%
1929	9716	2,50%	55,90	2126,00	2070,10	21,88%
1930	9444	-2,80%	103,40	2067,40	1964,00	21,89%
1931	7816	-17,24%	94,60	1867,40	1772,80	23,89%
1932	5638	-27,87%	94,80	1304,10	1209,30	23,13%
1933	6577	16,65%	61,70	1449,30	1387,60	22,04%
1934	6155	-6,42%	52,30	1625,30	1573,00	26,41%
1935	6255	1,62%	31,40	940,10	908,70	15,03%
1936	6686	6,89%	34,50	873,00	838,50	13,06%
1937	7893	18,05%	33,00	987,40	954,40	12,51%
1938	6137	-22,25%	13,90	697,50	683,60	11,37%
1939	7950	29,54%				

II.- Production et exportation sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: l'acier brut (lingots et moulages)						
Production moyenne par périodes:						
Périodes	Production	Taux de croissance	Importations	Exportations	Solde	% de la production
	moyenne	entre les périodes	moyennes	moyennes	moyen	moyenne exportée
1900-1913	2721,07					
1919-1929	6183,27	127,24%	201,25	1458,93	1257,68	23,59%
1930-1939	7055,10	14,10%	51,96	1181,15	1129,19	16,74%
1919-1939	6598,43	142,49%	130,16	1326,65	1196,50	20,11%

Tiré de "I.- Activité de la sidérurgie. Années 1824 à 1913" et "IV.- Production et commerce extérieur de l'acier. Année 1919 à 1965" et de "XI.- Production d'acier brut. Années 1870 à 1965."
L'Annuaire statistique de la France. Résumé rétrospectif, INSEE, (Paris), vol. 72, nouv. série, no 14 (1966), pp. 240, 242 et 68*.

N.B.: les données de 1939, sont tirées du tableau XI (sources officielles de divers pays), tandis que les autres données viennent des tableaux I et IV, dont la source est le Bureau de la documentation minière et la Chambre Syndicale de la sidérurgie française.

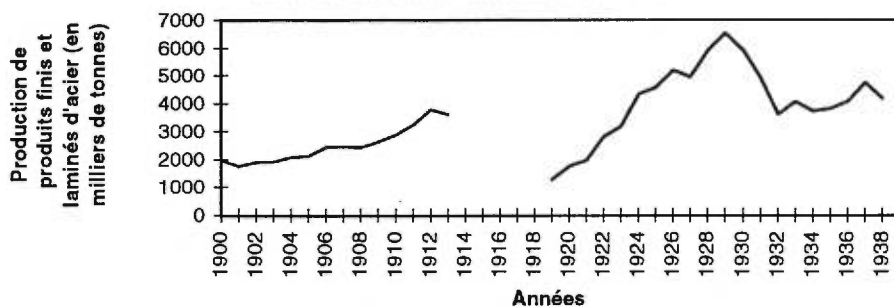


III.- Production et exportation sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés d'acier (en milliers de tonnes)						
Années	Production	Taux de croissance annuel	Importations	Exportations	Solde	% de la production exportée
1900	1935					
1901	1743	-9,92%				
1902	1885	8,15%				
1903	1896	0,58%				
1904	2069	9,12%				
1905	2112	2,08%				
1906	2432	15,15%				
1907	2440	0,33%				
1908	2412	-1,15%				
1909	2598	7,71%				
1910	2850	9,70%				
1911	3220	12,98%				
1912	3775	17,24%				
1913	3592	-4,85%				
1914						
1915						
1916						
1917						
1918						
1919	1261		552,50	16,60	-535,90	1,32%
1920	1741	38,07%	403,90	83,50	-320,40	4,80%
1921	1945	11,72%	197,40	180,40	-17,00	9,28%
1922	2791	43,50%	334,80	256,10	-78,70	9,18%
1923	3168	13,51%	312,20	367,30	55,10	11,59%
1924	4329	36,65%	289,10	441,90	152,80	10,21%
1925	4547	5,04%	58,50	589,10	530,60	12,96%
1926	5183	13,99%	48,30	772,80	724,50	14,91%
1927	4947	-4,55%	36,00	1024,40	988,40	20,71%
1928	5888	19,02%	27,40	1017,30	989,90	17,28%
1929	6528	10,87%	60,70	831,40	770,70	12,74%
1930	5901	-9,60%	103,80	793,40	689,60	13,45%
1931	4884	-17,23%	80,10	747,20	667,10	15,30%
1932	3595	-26,39%	42,30	524,50	482,20	14,59%
1933	4047	12,57%	46,30	606,20	559,90	14,98%
1934	3710	-8,33%	36,60	764,40	727,80	20,60%
1935	3799	2,40%	38,00	168,50	130,50	4,44%
1936	4057	6,79%	32,10	293,40	261,30	7,23%
1937	4737	16,76%	48,20	435,90	387,70	9,20%
1938	4155	-12,29%	13,80	387,40	373,60	9,32%
1939						

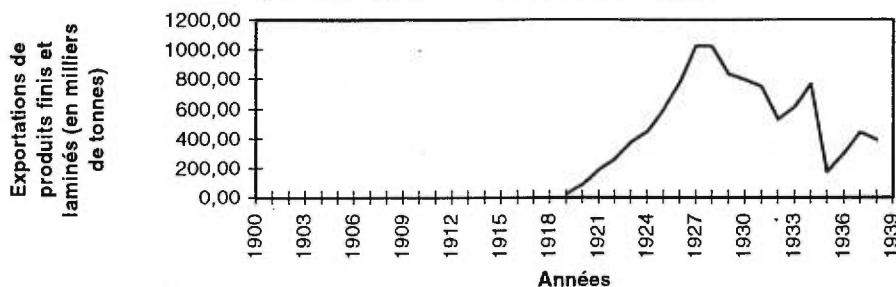
III.- Production et exportation sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés d'acier						
Production moyenne par périodes:						
Périodes	Production	Taux de croissance	Importations	Exportations	Solde	% de la production
	moyenne	entre les périodes	moyennes	moyennes	moyen	moyenne exportée
1900-1913	2497,07					
1919-1929	3848,00	54,10%	210,98	507,35	296,36	13,18%
1930-1939	3888,50	1,05%	44,12	472,09	427,97	12,14%
1919-1939	3867,29	54,87%	131,52	490,56	359,03	12,68%

Tiré de "I.- Activité de la sidérurgie. Années 1824 à 1913" et "IV.- Production et commerce extérieur de l'acier. Année 1919 à 1965".
L'Annuaire statistique de la France. Résumé rétrospectif, INSEE, (Paris), vol. 72, nouv. série, no 14 (1966), p. 240, 242.

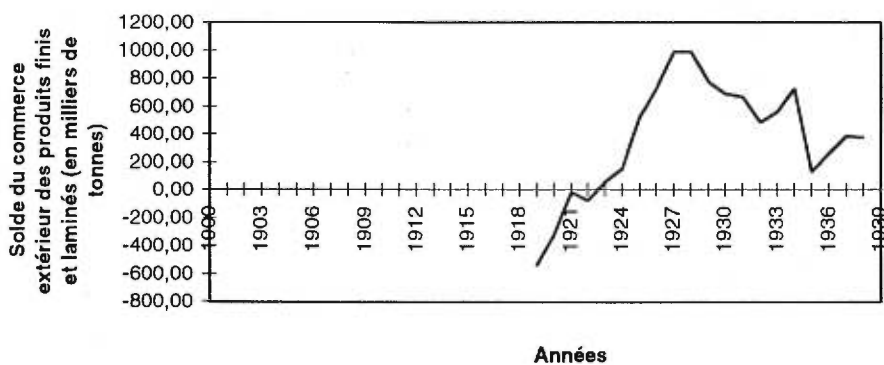
3.1 Production sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés d'acier.



3.2 Exportations sidérurgiques de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés.



3.3 Solde du commerce extérieur sidérurgique de la France d'entre-deux-guerres: les produits finis et laminés.



IV.- Production métallurgique par pays: fonte et alliages de fer.
(en milliers de tonnes)

Années	% de la production mondiale		% de la production mondiale		% de la production mondiale		% de la production mondiale		% de la production mondiale		Royaume-Uni	% de la production mondiale	Monde
	Allemagne	Belgique	États-Unis	France	Luxembourg	Royaume-Uni	% de la production mondiale	% de la production mondiale	% de la production mondiale				
1900	7550	18,34%	1019	2,48%	14010	34,04%	2714	6,59%	971	2,36%	9103	22,12%	41160
1901	6964	16,87%	764	1,85%	16130	39,07%	2389	5,79%	916	2,22%	8055	19,51%	41282
1902	7450	16,61%	1069	2,38%	18110	40,38%	2405	5,36%	1080	2,41%	8818	19,66%	44847
1903	8800	18,72%	1216	2,59%	18290	38,90%	2941	6,04%	1218	2,59%	9078	19,31%	47019
1904	8860	19,23%	1288	2,80%	16720	36,29%	2974	6,46%	1198	2,60%	8833	19,17%	46067
1905	9507	17,60%	1311	2,43%	23360	43,23%	3077	5,69%	1368	2,53%	9762	18,07%	54032
1906	10833	18,28%	1376	2,32%	25710	43,38%	3314	5,59%	1460	2,46%	10346	17,46%	59268
1907	11390	18,68%	1407	2,31%	26200	42,98%	3590	5,89%	1485	2,44%	10276	16,86%	60965
1908	10505	21,51%	1270	2,60%	16190	33,14%	3401	6,96%	1300	2,66%	9202	18,84%	48846
1909	11092	18,13%	1616	2,64%	26210	42,84%	3574	5,84%	1553	2,54%	9685	15,83%	61175
1910	13111	19,81%	1852	2,80%	27740	41,91%	4038	6,10%	1683	2,54%	10172	15,37%	66187
1911	13845	21,61%	2046	3,19%	24030	37,51%	4470	6,98%	1729	2,70%	9679	15,11%	64057
1912	15221	20,73%	2345	3,19%	30205	41,15%	4939	6,73%	2396	3,26%	8891	12,11%	73411
1913	16764	21,35%	2485	3,17%	31462	40,08%	5207	6,63%	2548	3,25%	10424	13,28%	78507
1914	12581	20,08%	1454	2,32%	23706	37,84%	2736	4,37%	1827	2,92%	9067	14,47%	62653
1915	10155	15,42%	68	0,10%	30395	46,15%	584	0,89%	1590	2,41%	8863	13,46%	65864
1916	11342	14,31%	128	0,16%	40065	50,54%	1311	1,65%	1951	2,46%	9062	11,43%	79278
1917	11622		8		39293		1408		1549		9487		
1918	9208				39679		1293		1267		9253		
1919	5654		251		30612		2447		617		7536		
1920	6388		1116		36282		3344		693		8164		
1921	7472		872		16295		3447		970		2658		
1922	9195	16,93%	1613	2,97%	28114	51,78%	5277	9,72%	1679	3,09%	4981	9,17%	54300
1923	4941	7,26%	2148	3,15%	38959	57,21%	5468	8,03%	1407	2,07%	7560	11,10%	68100
1924	7833	11,69%	2844	4,24%	31549	47,09%	7693	11,48%	2157	3,22%	7424	11,08%	67000
1925	10089	13,42%	2543	3,38%	37389	49,72%	8505	11,31%	2363	3,14%	6362	8,46%	75200
1926	9636	12,47%	3368	4,36%	39665	51,34%	9430	12,20%	2559	3,31%	2498	3,23%	77300
1927	13089	15,91%	3709	4,51%	36795	44,70%	9299	11,30%	2732	3,32%	7410	9,00%	82290
1928	11804	13,83%	3857	4,52%	38769	45,42%	9981	11,69%	2770	3,25%	6716	7,87%	85350
1929	13401	14,22%	4041	4,29%	43298	45,94%	10362	10,99%	2906	3,08%	7711	8,18%	94250

1930	9695	13,00%	3365	4,51%	32261	43,25%	10072	13,50%	2474	3,32%	6292	8,43%	74600
1931	6061	12,12%	3198	6,40%	18715	37,43%	8206	16,41%	2053	4,11%	3833	7,67%	50000
1932	3932	11,99%	2749	8,38%	8921	27,20%	5537	16,88%	1960	5,98%	3631	11,07%	32800
1933	5247	12,58%	2710	6,50%	13590	32,59%	6359	15,25%	1888	4,53%	4202	10,08%	41700
1934	8717	16,80%	2953	5,69%	16398	31,60%	6142	11,83%	2000	3,85%	6065	11,69%	51900
1935	12846	21,09%	3030	4,98%	21715	35,66%	5790	9,51%	1872	3,07%	6527	10,72%	60900
1936	15302	20,03%	3161	4,14%	31571	41,32%	6230	8,15%	1987	2,60%	7845	10,27%	76400
1937	15960	17,99%	3804	4,29%	37758	42,57%	7914	8,92%	2512	2,83%	8629	9,73%	88700
1938	18045	26,97%	2426	3,63%	19474	29,11%	6056	9,05%	1551	2,32%	6870	10,27%	66900
1939	17478	20,61%	3059	3,61%	32321	38,11%	7376	8,70%	1838	2,17%	8108	9,56%	84800

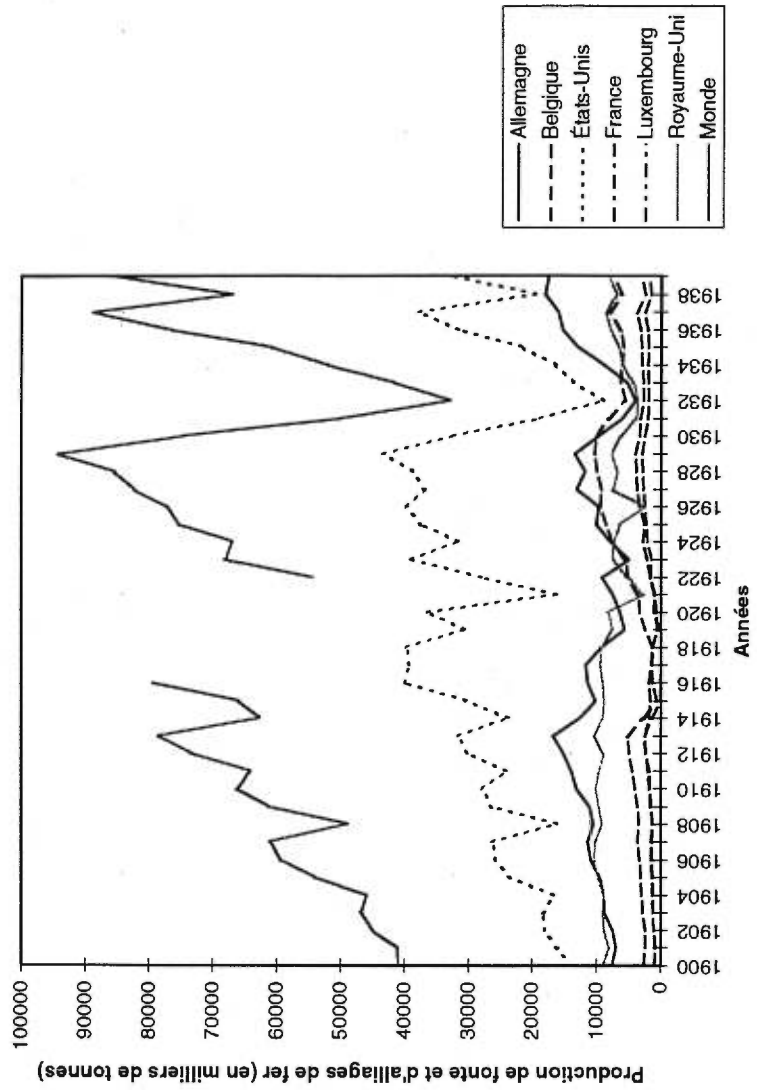
Production moyenne par périodes:

Périodes													
1900-1913	10849,43	19,30%	1504,57	2,68%	22454,79	39,95%	3495,21	6,22%	1493,21	2,66%	9451,71	16,82%	56201,64
1919-1929	9045,64	16,48%	2396,55	4,37%	34339,73	62,56%	6841,18	12,46%	1895,73	3,45%	6274,55	11,43%	54890,00
1930-1939	11328,30	18,02%	3045,50	4,84%	23272,40	37,02%	6968,20	11,08%	2013,50	3,20%	6200,20	9,86%	62870,00
1919-1939	10132,62	17,26%	2705,57	4,61%	29069,57	49,53%	6901,67	11,76%	1951,81	3,33%	6239,14	10,63%	58690,00

Tirée de "X.- Production de fonte et de ferro-alliages. Années 1870 à 1965."
L'Annuaire statistique de la France. Résumé rétrospectif, INSEE, (Paris),
vol. 72, nouv. série, no 14 (1966), pp. 66*-67*.

N.B.: Les chiffres de production du tableau X (source: Publications officielles des divers pays; Annuaire statistique de la Société des Nations et de l'Organisation des Nations Unies) pour 1919 à 1939 diffèrent légèrement de ceux qui apparaissent dans le tableau II, utilisé pour le tableau de production de fonte de la France (source: Chambre syndicale de la sidérurgie française).

4.1 Tableau comparatif de la production sidérurgique mondiale: de fonte et d'alliages de fer.



V.- Production métallurgique par pays: l'acier brut.
(en milliers de tonnes)

Années	Allemagne	% de la production mondiale	Belgique	% de la production mondiale	États-Unis	% de la production mondiale	France	% de la production mondiale	Luxembourg	% de la production mondiale	Royaume-Uni	% de la production mondiale	Monde
1900			655		10300		1565						
1901							1425						
1902							1568						
1903							1840						
1904							2096						
1905			1227		20340		2255						
1906							2451						
1907							2767						
1908							2723						
1909							3039						
1910			1945		26520		3413						
1911							3837						
1912							4429						
1913			2467	3,22%	31802	41,51%	4687	6,12%					76620
1914													
1915													
1916													
1917													
1918													
1919	6877		334		35226		2156		369				
1920	8363	11,66%	1253	1,75%	42807	59,68%	2706	3,77%	585	0,82%			71725
1921	9943	22,26%	764	1,71%	20100	45,01%	3099	6,94%	754	1,69%	3763	8,43%	44661
1922	11209	16,38%	1565	2,29%	36173	52,86%	4538	6,63%	1394	2,04%	5975	8,73%	68430
1923	6208	7,88%	2297	2,92%	45663	57,99%	5222	6,63%	1201	1,53%	8618	10,94%	78740
1924	9703	12,33%	2875	3,65%	38538	48,98%	6670	8,48%	1887	2,40%	8333	10,59%	78680
1925	12051	13,30%	2548	2,81%	46120	50,89%	7464	8,24%	2086	2,30%	7504	8,28%	90620
1926	12226	13,08%	3339	3,57%	49066	52,49%	8617	9,22%	2244	2,40%	3654	3,91%	93470
1927	16311	16,02%	3706	3,64%	45654	44,83%	8349	8,20%	2471	2,43%	9243	9,08%	101830
1928	14517	13,20%	3905	3,55%	52371	47,61%	9479	8,62%	2567	2,33%	8656	7,87%	110000
1929	16245	13,48%	4110	3,41%	57339	47,58%	9716	8,06%	2702	2,24%	9791	8,13%	120500

1930	11536	12,18%	3354	3,54%	41352	43,67%	9444	9,97%	2270	2,40%	7443	7,86%	94700
1931	8291	12,05%	3105	4,51%	26363	38,32%	7816	11,36%	2035	2,96%	5286	7,68%	68800
1932	5771	11,38%	2790	5,50%	13901	27,42%	5638	11,12%	1956	3,86%	5346	10,54%	50700
1933	7617	11,17%	2731	4,00%	23605	34,61%	6577	9,64%	1845	2,71%	7137	10,46%	68200
1934	11923	14,46%	2944	3,57%	26474	32,11%	6155	7,47%	1932	2,34%	8992	10,91%	82450
1935	16447	16,51%	3023	3,04%	34640	34,78%	6255	6,28%	1837	1,84%	10017	10,06%	99600
1936	19208	15,48%	3168	2,55%	48534	39,11%	6686	5,39%	1981	1,60%	11974	9,65%	124100
1937	19849	14,67%	3863	2,86%	51380	37,97%	7893	5,83%	2510	1,86%	13192	9,75%	135300
1938	22656	20,65%	2279	2,08%	28805	26,26%	6137	5,59%	1437	1,31%	10565	9,63%	109700
1939	23733	17,57%	3104	2,30%	47899	35,45%	7950	5,88%	1758	1,30%	13434	9,94%	135100

Production moyenne par périodes:

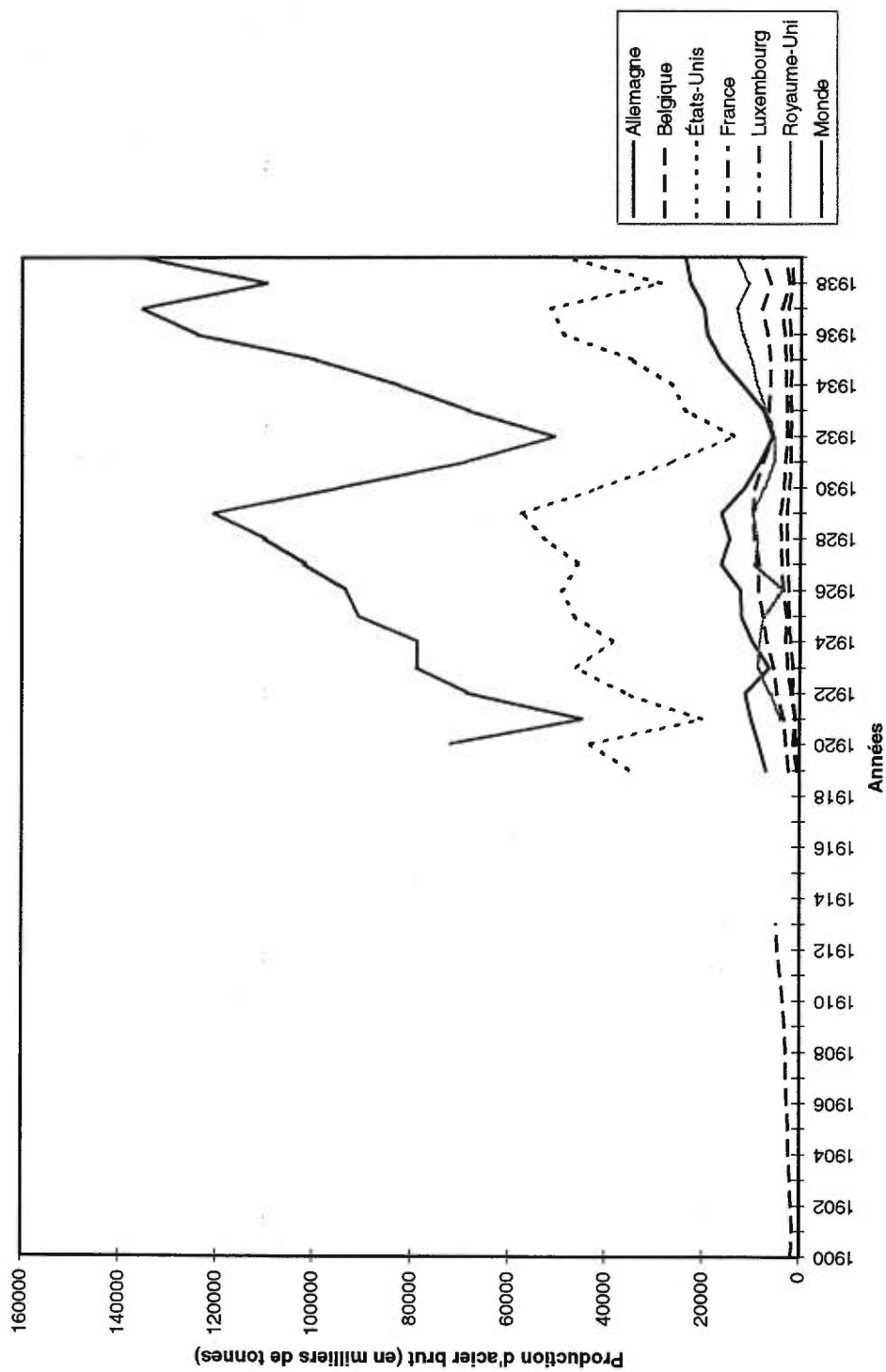
Périodes													
1900-1913			449,57	8,21%	6354,43	116,11%	2721,07	49,72%					5472,86
1919-1929	11241,18	14,40%	2426,91	3,11%	42641,55	54,63%	6183,27	7,92%	1660,00	2,13%	5957,91	7,63%	78059,64
1930-1939	14703,10	15,18%	3036,10	3,13%	34295,30	35,41%	7055,10	7,28%	1772,40	1,83%	9338,60	9,64%	96865,00
1919-1939	12889,71	14,81%	2717,00	3,12%	38667,14	44,44%	6598,43	7,58%	1713,52	1,97%	7567,76	8,70%	87014,57

Tirée de "I.- Activité de la sidérurgie. Années 1824 à 1913" et de "XI.- Production d'acier brut. Années 1870 à 1965."

L'Annuaire statistique de la France. Résumé rétrospectif, INSEE, (Paris), vol. 72, nouv. série, no 14 (1966), pp. 240 et 68*-69*.

N.B.: Les données du tableau XI (sources officielles de divers pays) ont été complétées à l'aide du tableau I pour la France de 1900 à 1913 (Bureau de la documentation minière et Chambre Syndicale de la sidérurgie française).

5.1 Tableau comparatif de la production sidérurgique par pays: l'acier brut.



VI.- Le nombre d'ouvriers dans la sidérurgie, le nombre de hauts fourneaux, la productivité de la fonte et la consommation de minerai de fer.
(ouvriers: en milliers; production de fonte brut: en milliers de tonnes; hauts fourneaux: nombre; production de fonte brut par haut fourneaux: en milliers de tonnes; consommation en milliers de tonnes)

Années	Ouvriers de l'industrie sidérurgique: nombre moyen	Production de fonte brut	Productivité: Production fonte brut par ouvrier (tonnes)	Nombre de hauts fourneaux en activité:	Productivité: Production de fonte brut par haut fourneau	Consommation de minerai de fer par les hauts fourneaux: Quantité
1900	79,9	2714	34	121	22,43	
1901	72,6	2389	33	107	22,33	
1902	68,8	2405	35	102	23,58	
1903	69,6	2841	41	112	25,37	
1904	68,8	2974	43	110	27,04	
1905	78,2	3077	39	116	26,53	
1906	82,7	3314	40	122	27,16	
1907	89,7	3590	40	122	29,43	
1908	89,5	3401	38	114	29,83	
1909	92,1	3574	39	111	32,20	
1910	98,9	4038	41	117	34,51	
1911	101,5	4470	44	120	37,25	
1912	111,9	4939	44	129	38,29	
1913	118	5207	44	131	39,75	
1914		2736				
1915		584				
1916		1311				
1917		1408				
1918		1293				
1919	101	2412	24	69	34,96	
1920	100	3434	34	93	36,92	
1921	93	3417	37	73	46,81	
1922	81	5229	65	116	45,08	
1923	99	5432	55	127	42,77	
1924	121	7693	64	133	57,84	
1925	94	8494	90	148	57,39	
1926	103	9432	92	155	60,85	
1927	84	9273	110	143	64,85	
1928	75	9981	133	155	64,39	
1929	152	10300	68	154	66,88	28853
1930	153	10035	66	137	73,25	
1931	161	8199	51	90	91,10	
1932	139	5537	40	81	68,36	
1933	130	6324	49	91	69,49	
1934	125	6115	49	86	71,10	
1935	130	5789	45	81	71,47	
1936	141	6230	44	84	74,17	17728
1937	161	7855	49	104	75,53	21922
1938	138	6012	44	86	69,91	16813
1939		7376				

VI.- Le nombre d'ouvriers dans la sidérurgie, le nombre de hauts fourneaux, la productivité de la fonte et la consommation de minerai de fer.

Nombres moyens par périodes:

Périodes	Nombre moyen	Production totale moyenne	Production moyenne par ouvrier	Nombre moyen	Production moyenne par haut fourneau	Quantité moyenne
1900-1913	87,30	3495,21	39,66	116,71	29,69	
1919-1929	100,27	6827,00	70,10	124,18	52,61	2623,00
1930-1939	142,00	6947,20	48,33	93,33	73,82	6273,67
1919-1939	119,05	6884,24	60,31	110,30	62,16	4265,80

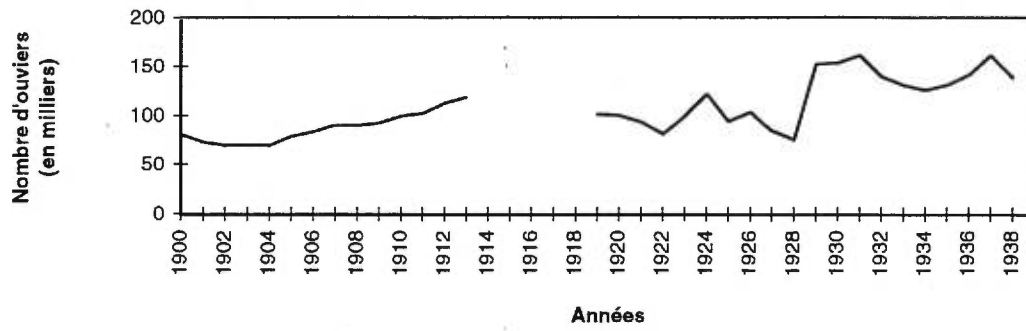
Tiré de "I.- Activité de la sidérurgie. Années 1824 à 1913", "II.- Ouvriers de l'industrie sidérurgique.

Hauts fourneaux. Production et commerce extérieur de la fonte. Année 1919 à 1965".

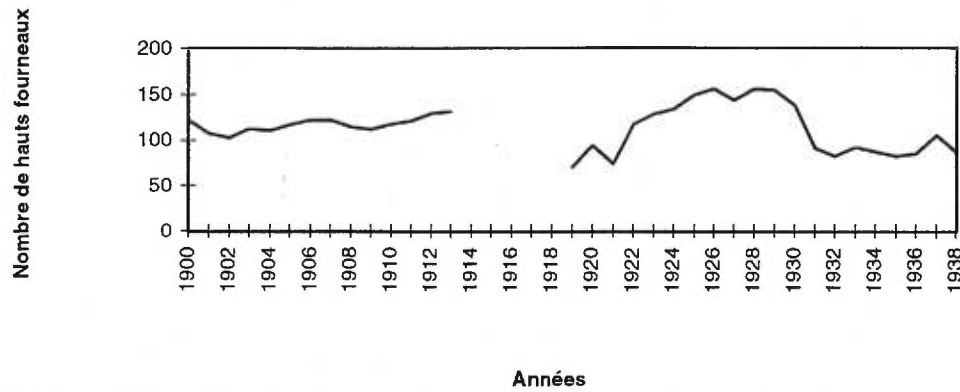
L'Annuaire statistique de la France. Résumé rétrospectif, INSEE, (Paris),
vol. 72, nouv. série, no 14 (1966), pp. 240-241.

N.B.: entre 1900 à 1913, il existe encore des hauts fourneaux qui ne fonctionnent pas au coke: 1900: 10; 1911: 11; 1902: 9; 1903: 8; 1904: 6; 1905: 6; 1906: 5; 1907: 3; 1908: 4; 1909: 5; 1910: 4; 1911: 2; 1912: 2; 1913: 2.

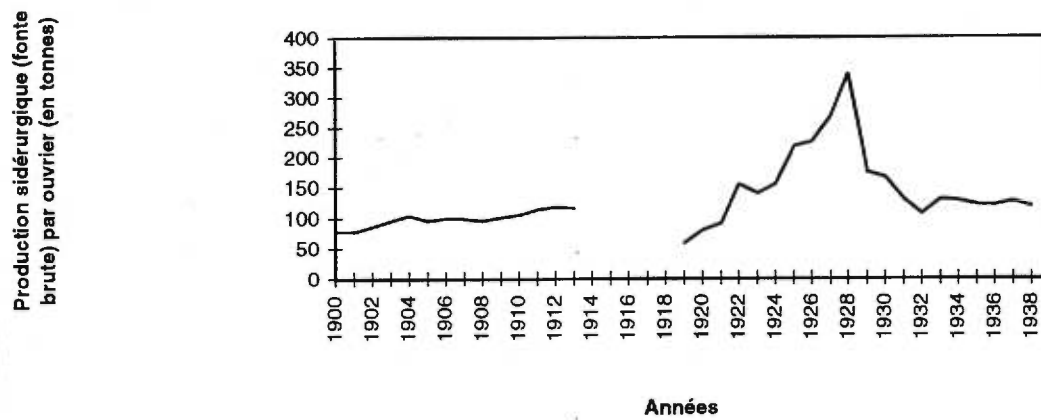
6.1 Nombre moyen d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique française de 1900 à 1939.



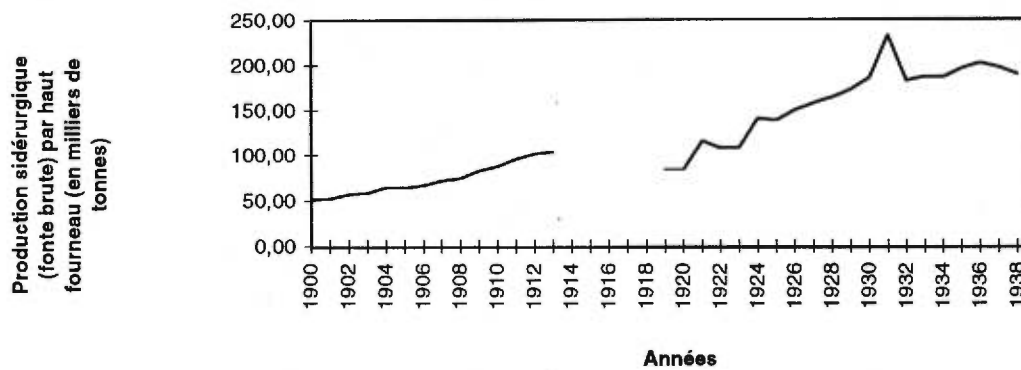
6.2 Le nombre de hauts fourneaux en activité de 1900 à 1939.



6.3 La productivité dans la sidérurgie française de l'entre-deux-guerres:



6.4 Productivité des hauts fourneaux de l'industrie française de l'entre-deux-guerres:



2e chapitre: Quelques points de vue contemporains sur l'industrie métallurgique 1919-1939

A.- Introduction

Nous allons maintenant étudier dans les revues et la presse d'entre-deux-guerres l'opinion des contemporains sur l'industrie sidérurgique. Comment perçoit-on la concentration industrielle, la rationalisation de l'industrie et du travail (taylorisation)? Nous pourrions observer la pensée des économistes, politiciens ou journalistes de gauche et de droite à propos de l'industrie la plus concentrée en France.

Nous tenterons de vérifier la pertinence de l'assertion de Marc Bloch qui accuse la bourgeoisie d'aveuglement volontaire. Cet historien critique le journal *Le Temps*²⁶⁷ parce qu'il ne s'intéresse pas aux problèmes de son époque. Il accuse la bourgeoisie d'ignorance volontaire, de refus de s'informer! Il cite en exemple le journal *Le Temps* qui contient moins d'informations que le *Times*:

«La curiosité manquait à ceux-là mêmes qui auraient été en position de la satisfaire. Comparez ces deux journaux quasi homonymes: *The Times* et *Le Temps*. Les intérêts, dont ils suivent, l'un et l'autre, les ordres, sont de nature semblable; leurs publics, des deux côtés, aussi éloignés des masses populaires; leur impartialité, également suspecte. Qui lit le premier, cependant en saura toujours, sur le monde, tel qu'il est, infiniment plus que les abonnés du second...»²⁶⁸

Ce repli sur soi de la bourgeoisie risque de transparaître à la lecture des sources de droite. D'où l'importance du journal *L'Humanité*²⁶⁹ pour connaître l'autre extrême; l'analyse des omissions peut s'y révéler intéressante et faire ressortir ce que l'orientation idéologique balaie sous le tapis par manque d'intérêt.

²⁶⁷ *Le Temps*, (Paris), quotidien, no 1- (25 avril 1861 - 30 juin 1942).

²⁶⁸ Marc Bloch, *L'étrange défaite: témoignage écrit en 1940; suivi de Écrits clandestins, 1942-1944*, Paris, Colin, 1957, p. 188.

²⁶⁹ *L'Humanité*, (Paris), quotidien, v. 1-36 (1904-1939).

Ces positions extrêmes sont absentes de la majorité des sources parce que dans les revues universitaires,²⁷⁰ les querelles sont plus feutrées. Les autres revues utilisées²⁷¹ visent un public investisseur à la recherche d'une information économique fiable. L'information économique des secondes est spécialisée et à des fins boursières; les articles y sont courts. D'autre part, les revues de la première catégorie contiennent des études plus longues sur des sujets plus généraux comme l'évolution du capitalisme, la rationalisation et le fordisme.²⁷²

Nous allons dans un premier temps analyser de l'extérieur ces sources, en décrivant leur histoire, leurs liens socio-économiques avec le patronat ou les syndicats, leurs lecteurs et leurs journalistes. Ensuite nous passerons à l'analyse interne de la source. Nous décrirons notre méthode de recherche et les auteurs des articles trouvés. Nous essaierons aussi de faire un classement idéologique de ces périodiques, puis nous terminerons ce tour d'horizon par une analyse quantitative des articles selon les auteurs, les titres et les thèmes abordés. Finalement, nous étudierons l'opinion dans les années vingt, puis les années trente, sur l'industrie, la concentration, les ententes, la rationalisation, le taylorisme et l'organisation scientifique du travail, le patronat et le thème du malthusianisme.

B.- Description des sources

1) *Analyse externe de la source*

a) Historique des périodiques

²⁷⁰ Ces revues universitaires sont la *Revue d'Économie Politique*, (Paris), bimensuel, (1887-), et *Journal des économistes*, (Paris), 5 nos par année, (1841 - janvier-février 1940); la *Revue des Deux Mondes*, (Paris), bimensuel, no 1- (1850-1971) n'est pas un périodique universitaire mais elle partage beaucoup des caractéristiques de ces revues.

²⁷¹ Ces revues qui visent un public investisseur plus large sont *The Economist*, (Londres), hebdomadaire, (1843-), la *Revue Hebdomadaire*, (Paris), mensuel, et *L'Économiste européen*, (Paris), hebdomadaire, v.1- (1892-).

²⁷² Edouard Giscard d'Estaing, «Le Néocapitalisme», *Revue des Deux Mondes*, vol. 48, (1^{er} août 1928), pp. 673-688; cette article en est un bon exemple.

La première de ces revues de par son rayonnement, la *Revue des Deux Mondes*, revue bimensuelle, fondée en 1829, avait 48000 abonnés après la Première Guerre mondiale.²⁷³ René Doumic en fut le directeur de 1880 à 1937 et sera remplacé par André Chaumeix en 1938. Fondée en 1887, la *Revue d'Économie Politique* est aussi un bimensuel similaire à la *Revue des Deux Mondes*, avec des sujets un peu plus spécialisés. Le *Journal des économistes*, encore plus spécialisé, fut fondé en décembre 1841.²⁷⁴

Dans un deuxième groupe plus général, il y a la *Revue Hebdomadaire*. Fondée en 1891, elle a pour directeur Fernand Laudet jusqu'en 1923; rédacteur en chef depuis décembre 1920, François Legris en devient le directeur. Jean d'Elbée en est le rédacteur en chef jusqu'en 1934. Ensuite Legris assumera les deux responsabilités. Sur la page couverture de 1919 est inscrite la mission d'information générale de la revue: « La *Revue Hebdomadaire* traite de toutes les actualités littéraires, historiques, artistiques, sociales et scientifiques. - Romans et Nouvelles. »²⁷⁵

La revue *The Economist*, hebdomadaire fondée au 18^e siècle est le plus vieux périodique économique et le modèle pour les revues économiques générales destinées à un public investisseur. *L'Économiste européen* est un hebdomadaire du vendredi, et jusqu'en 1920, il est dirigé par son rédacteur en chef et fondateur, Edmond Théry. En 1920, son fils, René Théry, en devient le rédacteur en chef, tandis qu'Edmond Théry, reste le directeur.

L'Humanité, journal communiste, fut fondée en 1904 par Jean Jaurès. Durant la période de 1920 à 1933, le tirage quotidien de *L'Humanité* oscille entre 150000 et 175000.²⁷⁶ Ensuite, il augmente: «...de 56 millions en 1933, le tirage annuel passe à 73

²⁷³ Gabriel de Broglie, *Histoire politique de la Revue des Deux Mondes de 1829 à 1979*, Paris, Librairie académique Perrin, 1979, p. 338.

²⁷⁴ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou, *Histoire générale de la presse française, T. III, 1871-1940*, Paris, PUF, 1969-1976, p. 171.

²⁷⁵ Sur la 1^{re} page de la *Revue Hebdomadaire* en 1919.

²⁷⁶ Jean Fréville, « Les journaux communistes » in Febvre, Lucien, dir., *L'Encyclopédie française. Tome XVIII: La civilisation écrite*, Paris, Société de gestion de l'Encyclopédie française, Larousse, 1939, vol. 17, p. 18.38-4.

millions en 1934, à 79 millions en 1935, à 120 millions en 1936, à 155 millions en 1937: en 4 ans, il a donc triplé,... ».²⁷⁷ En 1937, les ventes quotidiennes sont à 426000 exemplaires en moyenne.²⁷⁸ Le journal est devenu un géant de la presse française: « *L'Humanité* est devenue le plus grand journal d'opinion française, l'un des plus importants journaux du matin. »²⁷⁹ La suspension de sa publication par le gouvernement Daladier, le 25 octobre 1939, dénote l'importance du quotidien communiste à l'époque.

Le journal *Le Temps* fut fondé une première fois en 1829 par Jacques Coste. Mais cette première tentative prend fin en 1842. Auguste Nefftzer le fera renaître en 1842 comme quotidien du soir. Il cesse de paraître en 1942. *Le Figaro*,²⁸⁰ hebdomadaire parisien fondé en 1826, devient journal quotidien en 1866. En mars 1939, il a un tirage quotidien moyen de 80604, contre 68556 pour *Le Temps*.²⁸¹ *L'Humanité* possède une avance écrasante sur ses concurrents sur le plan de la diffusion.

b) Influence du patronat et des syndicats sur ces périodiques

Toutes les revues présentées plus haut sont de droite. La *Revue des Deux Mondes* est la plus centriste: « La *Revue des Deux Mondes* est avant tout préoccupée de cohésion sociale et nationale. Elle est toujours libérale, mais elle devient modérée, catholique et patriote. »²⁸² *Le Temps* et *Le Figaro* sont des quotidiens de droite. *L'Humanité*, comme journal du parti communiste va toujours prendre des positions contrastées par rapport aux autres; la montée de la gauche dans les années trente explique son extraordinaire succès durant la période.

Afin de contrecarrer cette montée de la gauche, les organisations patronales encouragent l'ancrage à droite des périodiques et journaux par leur lobbying ou par des

²⁷⁷ *Ibidem.*

²⁷⁸ *Ibidem.*

²⁷⁹ *Ibidem.*

²⁸⁰ *Le Figaro*, (Paris), quotidien, no 1- (2 avril 1854 -); cette date correspond au début de la série et non à la première fondation du journal.

²⁸¹ Bellanger, Godechot, *op. cit.*, p. 511.

moyens plus directs: « Parmi les fédérations patronales les plus actives de la période les deux grands comités de l'industrie lourde jouèrent un rôle déterminant. Ils comptèrent parmi les plus généreux soutiens des campagnes de propagande anti-marxistes avec les groupements des assurances, des chemins de fer et du pétrole. »²⁸³ Mais l'influence de l'industrie métallurgique reflète ses moyens: « Cible favorite des attaques de la gauche, les « marchands de canons » et les milieux de la métallurgie et du charbon exercèrent sur la presse une influence non négligeable. Briand le regrette le 23 septembre 1930 à Genève à la tribune de la S.D.N.: « Trop d'articles de journaux sont écrits avec des plumes qui sont du même acier que les gros canons. » »²⁸⁴ De plus, François de Wendel pilote le consortium qui va racheter le journal *Le Temps*, le 3 mai 1929 pour 25 millions de francs, dont 17 comptant.²⁸⁵ De Wendel ne peut toutefois avoir une influence directe car il partage les participations au capital du journal avec, entre autres, la Compagnie de Suez, la maison Rothschild, le Comité des assurances et la Confédération générale du patronat français.²⁸⁶ Le Comité des Forges n'a rien à voir dans cette transaction, seuls des particuliers détiennent des parts. Ils se nomment François de Wendel et ses frères (propriétaires de De Wendel et Cie), Peyerimhoff (sans le Comité des houillères) et Lambert Ribot (sans l'Union des industries métallurgiques et minières), Théodore Laurent (Marine-Homécourt) et Pralon (Denain-Anzin).²⁸⁷ Ainsi le journal ne risque pas de prendre position contre la grande industrie, la métallurgie, la houille et la grande finance et peut réduire l'importance relative du nombre de lignes consacrées à une nouvelle qui indispose ses propriétaires. Georges Boris s'élève contre ce type de manœuvres:

²⁸² Broglie, *op. cit.*, p. 15.

²⁸³ Bellanger, Godechot, *op. cit.*, p. 494.

²⁸⁴ *Ibidem.*

²⁸⁵ Jeanneney, *François de Wendel en république...*, p.669.

²⁸⁶ *Ibid.*, p.672.

²⁸⁷ *Ibidem.*

« En 1936, dans une brochure publiée par les *Cahiers du Socialiste*, George Boris se plaignait que *Le Temps* du 12 février 1932 ait relaté en huit lignes, un discours de Paul Faure à la Chambre des députés sur « les marchands de canons », discours qui avait occupé cinq colonnes du Journal Officiel et joué un grand rôle dans la campagne législative de 1932; toute mention du Creusot et de Schneider avait disparu du compte-rendu [G. Boris, *Le problème de la Presse*, Paris, Nouveau Prométhée, 1936.] ».²⁸⁸

D'ailleurs, Émile Mireaux, le codirecteur du journal *Le Temps* à partir de 1932, a été rédacteur de l'éditorial économique de 1928 à 1931, après avoir tenu le rôle de rédacteur en chef de 1922 à 1924 à la *Société d'études et d'informations économiques*.²⁸⁹ Et cette société était une «...émanation du Comité des Forges... ».²⁹⁰

2) *Analyse interne de la source*

a) Méthode suivie pour la recherche

i) *Le questionnaire*

Le choix des articles de périodiques et de journaux que nous avons utilisés obéissait à trois critères de tri de cette masse documentaire. Ce sont (1) des articles de périodiques, publiés de 1919 à 1939, (2) qui traitent de l'industrie métallurgique française au sens large, (3) et qui s'intéressent au marché intérieur comme à la position extérieure de l'industrie. Ces articles de fond analysent divers aspects de l'industrie, tels l'investissement, la production, les exportations, la main-d'œuvre, la rationalisation du travail (taylorisme et fordisme) et la concentration. En évoquant l'industrie métallurgique au sens large, nous pouvons inclure des articles plus globaux qui traitent de sujets en termes généraux comme la concentration ou la taylorisation ou des articles qui reflètent des querelles plus politiques qu'économiques ou industrielles. D'autre part, nous avons éliminé les articles trop courts et anecdotiques sans utilité à ce travail et nous n'avons retenu que les articles les plus importants. La comparaison des sources périodiques traitant d'un même sujet permet

²⁸⁸ Lefranc, *Les organisations patronales...*, p. 97.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 403.

d'observer les variations idéologiques et politiques dans l'attitude des auteurs face à un problème économique ou industriel de l'époque. Nous pouvons ainsi aborder tout l'éventail des mentalités des contemporains.

ii) *Modalités de la recherche*

Ces recherches se sont déroulées en deux étapes. Dans un premier temps, les trois revues savantes²⁹¹ et les périodiques économiques ou généraux²⁹² ont été dépouillés selon les critères énoncés ci-dessus. Les revues savantes, issues du monde universitaire, permettent de décrire l'attitude de ce milieu face à l'industrie et ainsi d'identifier les liens entre ce milieu et la conjoncture. Les revues plus générales permettent d'observer l'opinion des journalistes économiques et des généralistes.

Dans un deuxième temps, les quotidiens²⁹³ se prêtent à la cueillette des témoignages des débats politiques pris sur le vif. Nous avons utilisé la thèse de J.-N. Jeanneney pour repérer des articles du *Temps* et de *L'Humanité* de l'époque et nous avons cherché aux mêmes dates des articles sur l'industrie dans *Le Figaro*. Les articles cités dans le livre de Jeanneney portaient sur François de Wendel et les traces de sa vie publique de politicien et maître de forge. Ce sont surtout les attaques de *L'Humanité* tout au long des années vingt et trente (entre autres sur la querelle de Briey).²⁹⁴ Nous avons aussi élargi notre dépouillement autour des dates des articles et des événements cités par l'auteur pour nous assurer d'une bonne base d'articles de journaux.

Rien n'étant parfait, certaines sources demeuraient incomplètes, mais ce sont des lacunes mineures dans la *Revue Hebdomadaire*²⁹⁵ et *The Economist*.²⁹⁶ Pour le

²⁹⁰ Bellanger, Godechot, *op. cit.*, p. 494.

²⁹¹ *Le Journal des économistes; la Revue des Deux Mondes; la Revue d'Économie Politique.*

²⁹² *L'Économiste européen; la Revue Hebdomadaire; The Economist.*

²⁹³ *Le Figaro; L'Humanité; Le Temps.*

²⁹⁴ Jeanneney, *op. cit.*, p. 96.

²⁹⁵ C'est la source pour laquelle il nous manque le plus de numéros. Les numéros manquants sont: août à octobre, le 20 et 27 mars, 30 avril, et 18 décembre 1920, toute l'année 1921, sauf le 24 décembre, toute l'année 1922 sauf le 22 avril, toute l'année 1923, sauf le 7 avril, le 4 février, le 13 octobre, le 1er décembre et

dépouillement des journaux, nous avons d'abord scruté *L'Humanité* aux dates citées dans le livre de Jeanneney,²⁹⁷ puis dans *Le Temps* aux mêmes dates, et enfin dans *Le Figaro* de la même façon.

b) Les auteurs des articles: théoriciens, praticiens ou politiciens

Durant cette période, l'auteur le plus prolifique sur l'industrie métallurgique en France est Henri Laufenberger (14 articles),²⁹⁸ lequel écrit une série d'articles d'informations économiques sur l'industrie sidérurgique. Ce sont des articles très complets qui contiennent des chiffres de production, des prix métallurgiques et quelques valeurs inscrites en bourse. Mais il s'agit d'une information générale; il n'y a pas, par exemple, d'information sur le nombre d'actions émises. Il est un spécialiste du secteur, comme en témoignent des ouvrages qu'il a écrits sur l'industrie sidérurgique et la Lorraine.²⁹⁹ Il est professeur à la Faculté de droit de Strasbourg, ce qui illustre l'orientation universitaire de la

le 15 décembre, toute l'année 1924, sauf le mois de mai, les années 1925 et 1926, toute l'année 1927, sauf le 30 avril. Ces numéros manquent aussi: le 26 janvier 1929, le 30 août et le 25 octobre 1930, le 7 mars, 7 avril, 2 mai, 26 septembre et 5 décembre 1931, le 7 mai et 18 juin 1932, le 20 et 27 juin 1936, le 24 décembre 1937, le 19 et 26 février, le 5, 12 et 19 mars, le 2, 16 et 30 avril, le 7 et 14 mai, le 11 juin, le 23 juillet, le 27 août, le 24 septembre, le 29 octobre, le 10 décembre, le 24 décembre, le 31 décembre 1938, le 29 janvier, le 18 et 25 février, le 4 et 11 mars, le 6 mai, le 20 et 27 mai, le 17 juin. Il n'est plus publié à partir du mois d'août.

²⁹⁶ Pour cette revue il nous manque l'année 1934 et avril à septembre 1938.

²⁹⁷ Nous avons dépouillé dans *L'Humanité*: janvier à septembre 1919, novembre 1920, avril 1921, janvier à mai, juillet-août et décembre 1923, janvier et juin 1928, les années 1929, octobre et novembre 1933, juillet et août 1935, janvier à mai 1936, octobre 1937 et avril à mai 1939.

²⁹⁸ Henri Laufenberger, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1926», *Revue d'Économie Politique*, vol. 41, (1927), pp. 600-610; *idem*, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1927», vol. 42, (1928), pp. 807-821; *idem*, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1928», vol. 43, (1929), pp. 615-633; *idem*, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1929», vol. 44, (1930), pp. 681-702; *idem*, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1930», vol. 45, (1931), pp. 728-749; *idem*, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1931», vol. 46, (1932), pp. 816-840; *idem*, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1932», vol. 47, (1933), pp. 867-889; *idem*, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1933», vol. 48, (1934), pp. 733-757; *idem*, «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1934», vol. 49, (1935), pp. 852-877; *idem*, «La métallurgie, les constructions mécaniques et électriques en 1935», vol. 50, (1936), pp. 889 - 918; *idem*, «La métallurgie, les constructions mécaniques et électriques en 1936», vol. 51, (1937), pp. 825-856; *idem*, «La production industrielle en 1938», vol. 52, (1939), pp. 1182 - 1231.

²⁹⁹ *Idem*, *La nouvelle structure économique du Reich, groupes, cartels et politique des prix*, Paris, P. Hartmann, 1938, 105 p. (Centre d'étude de politique étrangère. Sect. d'information. publique. no. 12); *idem*, *Cours d'économie alsacienne*, Paris, Recueil Sirey, 1930-1932, 2 vol. (Travaux de la faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg II).

Revue d'Économie Politique. La même remarque vaut pour les huit articles de Pierre Jéramec, dont le dernier est une collaboration avec Henri Laufenburger.³⁰⁰

Henri de Peyerimhoff (Comité des houillères) a écrit un article dans la *Revue des Deux Mondes* sur l'organisation économique et nous obtenons directement son avis favorable aux ententes de producteurs permettant la rationalisation de la production.³⁰¹ Même Eugène Schneider y écrit sur les relations entre patrons et syndicats!³⁰²

Des députés, tels Raymond Barthe (*L'Humanité*), ou Fernand Engrand, député du Calvados, écrivent aussi dans les journaux, et tous deux à propos de l'affaire de Briey.³⁰³ Comme organe du Parti communiste, *L'Humanité* publie des articles des membres du Bureau politique de ce parti, tels Marcel Cachin et Jacques Duclos,³⁰⁴ ou encore du député Paul-Vaillant Couturier.³⁰⁵

c) Classement politique et idéologique des revues

i) Les écoles économiques

(a) Une classification

Nous distinguons trois écoles économiques dans les revues universitaires et économiques générales. La plus ancienne, c'est-à-dire celle de l'orthodoxie libérale d'Adam Smith: « Il en découle le fameux « laissez-faire, laissez passer »... »³⁰⁶ Le rôle de l'État est limité à garantir l'ordre intérieur et extérieur, la propriété privée, il consiste aussi

³⁰⁰ Pierre Jéramec, « La production industrielle en 1930 », *Revue d'Économie Politique*, vol. 45, (1931), pp. 691-709; *idem*, «La production industrielle en 1931», vol. 46, (1932), pp. 769-803; ...; *idem*, «La production industrielle en 1936», vol. 51, (1937), pp. 761-781; Pierre Jéramec et Henri Laufenburger, «La production industrielle en 1937», vol. 52, (1938), pp. 717-782.

³⁰¹ Henri de Peyerimhoff, «Les formules modernes d'organisation économique», *Revue des Deux Mondes*, vol. 99, (15 mars 1929), pp. 439 - 458.

³⁰² Eugène Schneider, «Les relations entre patrons et ouvriers», *Revue des Deux Mondes*, vol. 100, (15 novembre 1930), pp. 372-388.

³⁰³ Nous verrons plus loin ses accusations de complot durant la guerre pour protéger les usines lorraines des bombardements.

³⁰⁴ Jacques Duclos, «Vive le Front Populaire! Tous les coups à la réaction», *L'Humanité*, vol. 33, no. 13615 (vendredi 27 mars 1936), p. 1-2.

³⁰⁵ « Le parti communiste et *L'Humanité* en deuil. La mort subite de Paul Vaillant-Couturier répand la consternation générale », *L'Humanité*, 12 octobre 1937, p. 1.

³⁰⁶ Gueslin, *L'État, l'économie et la société française...*, p. 33.

à s'occuper de certains ouvrages d'intérêt public qu'il n'est pas dans l'intérêt d'un citoyen de faire lui-même. De cette idée découle l'évolution des théories économiques, où s'arrête l'intérêt collectif qui pousserait l'État à intervenir?

Ainsi l'orthodoxie libérale va graduellement s'adoucir aux 19^e et 20^e siècles avec les libéraux modérés (la deuxième école) pour aboutir au néo-libéralisme (la troisième école). À ne pas confondre avec les néo-libéraux des années 1980 qui tentent de retourner vers l'orthodoxie en réduisant l'intervention de l'État. Les néo-libéraux des années vingt et trente désirent une intervention de l'État pour remédier aux carences du capitalisme. C'est la naissance des idées articulées par Keynes.

(b) Une orthodoxie libérale moins populaire

Les articles écrits par les juristes et économistes dans les revues épousent l'orthodoxie libérale, même dans les années trente. Par exemple, Germain-Martin, directeur du *Journal des économistes* et professeur de droit (Paris), reste anti-inflationniste³⁰⁷ dans les années trente. Mais des articles néo-libéraux paraissent dans ces revues: «Après des excès de l'inflation, après ceux d'une expansion financière et industrielle trop rapide, le fait que l'on marche vers des formes plus collectives, vers des revenus et des profits moins dispersés, plus surveillés, vers un sens plus profond de la solidarité humaine, est un signe de progrès et non de déchéance.»³⁰⁸ La crise met en question l'orthodoxie, mais l'auteur reste anti-inflationniste. La *Revue des Deux Mondes* est déjà acquise au néo-libéralisme dans les années vingt.³⁰⁹ Notons toutefois que dans les années vingt *The Economist* soutient déjà les idées néo-libérales d'organisation et de rationalisation: «...we are inclined to agree

³⁰⁷ Germain-Martin, «Société d'économie politique: L'industrie et l'inflation», *Journal des économistes*, vol. 85, no. 3 (mars 1926), pp. 380-400.

³⁰⁸ Jean Dessiriers, «Secteurs «abrités» et «non abrités» dans le déséquilibre actuel de l'économie française», *Revue d'Économie Politique*, vol. 49, (1935), p. 1331.

³⁰⁹ Peyerimhoff, *loc. cit.*; Antoine Tarlé, «L'organisation professionnelle patronale en France», vol. 95, *Revue des Deux Mondes*, (1^{er} mars 1925), pp. 177 - 196.

with the critics that, taking the iron and steel industry as a whole, it is in serious need of internal reorganisation. »³¹⁰ L'auteur appelle même à la coopération entre les producteurs.³¹¹

À cause de la crise, les idées néo-libérales deviennent plus populaires. Autour du groupe X-crise, des polytechniciens et économistes développent les idées du néo-libéralisme. L'un des grands animateurs de ce groupe est Jean Coutrot, un spécialiste de l'organisation scientifique du travail (O.S.T.). C'est une des caractéristiques de ce néo-libéralisme des années trente que de miser sur la taylorisation (ou l'O.S.T.) afin de sortir de la crise tout en évitant la déflation.³¹²

ii) *Les tendances politiques:*

Nous ne pensons pas avoir besoin de nous étendre longtemps sur les allégeances de *L'Humanité*, l'organe du Parti communiste. Mais les autres revues et journaux n'ont pas des positions idéologiques figées durant l'entre-deux-guerres. Les revues savantes, revues de droite, vont évoluer. Nous avons mentionné précédemment que la *Revue des Deux Mondes* est plus modérée, puisqu'elle embrasse le néo-libéralisme avant les autres revues plus orthodoxes.

La lutte contre la gauche dans les années trente fait glisser *Le Temps* plus à droite. *Le Temps* était le plus sérieux des quotidiens modérés: « Le sérieux de ses informations, la valeur de ses commentaires, souvent autorisés, lui assuraient en France et en Europe une influence considérable dans les milieux politiques et économiques, même lorsqu'on les devinait orientés par quelques groupes de pression... »³¹³ Durant les années trente, il devient très hostile à la gauche, telle l'industrie dont il est si proche, depuis le rachat de la majorité de ses parts en 1929. Déjà en 1919, il est reproché au *Temps* dans *L'Humanité* de suivre la position du gouvernement sur la semaine des huit heures: « L'adhésion du journal des

³¹⁰ « Leading Articles. The Plight of the Iron and Steel Industry - I », *The Economist*, vol. 101, no. 4295 (19 décembre 1925), pp. 1031-1032.

³¹¹ *Ibidem*.

³¹² Margairaz, *L'État, les finances...*, p. 323.

fauteurs de guerre, à cette œuvre de sagesse, ne pouvait durer. La critique est venue hier, en près de deux lourdes colonnes où l'on raille, non sans rage, l'incompétence de l'État à légiférer en la matière.... »³¹⁴

Certains prennent des positions encore plus radicales. Ainsi, la *Revue Hebdomadaire* bascule dans l'extrême droite dans les années trente: « François Legris avait, dès octobre 1934, mis sa *Revue Hebdomadaire* au service de la cause fasciste... »³¹⁵

De même, le journal *Le Figaro* effectue aussi un virage à droite de façon radicale. Acheté par Jacques Coty en 1922, c'est un journal de droite, mais son propriétaire admire le fascisme italien: «...il fit mener par son journal des campagnes contre les impôts, contre les complots occultes de la haute finance et du communisme international. »³¹⁶ Ces prises de position font fuir la clientèle traditionnelle du journal et le tirage quotidien passe de 50000 exemplaires en 1928 à 10000 en juin 1932.³¹⁷ Coty perd le journal lorsqu'il fait faillite en 1933. Avec la nomination de Lucien Romier comme directeur, *Le Figaro* redevient un journal de droite modérée.

d) Analyse quantitative de la source

Nous ne ferons pas de comptage des titres des articles car ces titres sont souvent trompeurs et ne transmettent pas la bonne information par rapport aux thématiques. Nous ferons plutôt une petite analyse des thématiques abordées et évaluerons leur importance relative.

³¹³ Bellanger, Godechot, *op. cit.*, p. 558.

³¹⁴ A. Luquet, «*Le Temps et les 8 heures*», *L'Humanité*, vol. 16, no. 5483 (mercredi 23 avril 1919), p. 1.

³¹⁵ Bellanger, Godechot, *op. cit.*, p. 506.

³¹⁶ *Ibid.*, p. 540.

³¹⁷ *Ibidem.*

iii.- Les thèmes abordés dans les revues et journaux: nombre d'articles par thèmes: Années 1920

Années	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	Total
Thèmes abordés:												
A- L'industrie sidérurgique	12	1		1	1		1	1			1	18
B- La rationalisation	2		1					1		1	4	9
C- La Concentration	1	1	1	1	1	3	3	12	12	3	3	41
D- Le patronat	41	2			8	2	1	1			1	56
E- Le malthusianisme	1											1
F- Les philosophies économiques	2				3		1	2	2	2	16	28
G- Information financ. et indust.	14	5	2	2	10	8	8	13	12	10	26	110
Total	73	9	4	4	23	13	14	30	26	16	51	

La masse d'articles sur le patronat en 1919 découle de nos recherches dans *Le Temps* et *L'Humanité* de cette même année. De même le nombre important d'articles sur la sidérurgie en 1919 découle du retour de l'Alsace-Lorraine et des implications de ce retour pour la sidérurgie française. Il y a une augmentation du nombre d'articles sur la concentration en 1926 et 1927, correspondant à une période de croissance sidérurgique, puis à un ralentissement en 1927; le retour des articles sur la concentration est probablement tributaire des crises. Sur les 263 articles répertoriés, 56 portent sur le patronat (21%) et 41 sur la concentration (16%). Passons aux années trente pour comparer ces tendances.

iv.- Les thèmes abordés dans les revues et journaux: nombre d'articles par thèmes: Années 1930

Années	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	Total
Thèmes abordés:											
A- L'industrie sidérurgique	2	2	4	1			11	2		1	23
B- La rationalisation	6						4	8	2		20
C- La Concentration	5	2	1	1		7	5	2	2	1	26
D- Le patronat	2					2	19	6			29
E- Le malthusianisme					1		1				2
F- Les philosophies économiques	6	1		4	2	2	2				17
G- Information financ. et indust.	32	5	7	5	1	11	9	4	5	2	81
Total	53	10	12	11	4	22	51	22	9	4	

Dans les années trente, 26 des 198 articles portent sur la concentration (13%) et 29 articles sur le patronat (15%). La rationalisation réduit leur place avec 20 articles contre 9 articles dans la période précédente. La crise des années trente popularise la rationalisation envisagée comme une solution pour sortir de la crise. De plus, deux articles portent sur le malthusianisme économique contre un dans les années vingt. Nous ne pouvons rien conclure quant à son lien avec la crise.

C.- Certaines réactions des contemporains face à divers thèmes de l'histoire économique française de l'entre-deux-guerres

1) Les années vingt:

a) L'industrie dans la presse: réactions favorables de la droite et défavorables de la gauche

Au sortir de la guerre, l'économie française doit reconstruire l'Alsace-Lorraine et absorber ses capacités de production. Nous observons, de prime abord, un contraste entre l'analyse de la *Revue des Deux Mondes* et celle de *The Economist*. En effet, la revue anglaise traite dans une série d'articles sur l'industrie métallurgique anglaise de la concurrence française.³¹⁸ Bien que le potentiel industriel français soit grandement amélioré, on se demande si la France sera un concurrent aussi fort que l'Allemagne: « The reversion of the Lorraine gives France a golden opportunity. But what will be the result? Are we likely ever to experience from France anything like the competition we got from Germany? We venture to say decidedly not! »³¹⁹ L'auteur s'explique en ajoutant que, le marché français ne pouvant absorber la production lorraine, la France devrait être une grande exportatrice. Mais l'auteur doute que la France puisse devenir un concurrent puissant, l'Allemagne et la France ayant des aptitudes industrielles et commerciales différentes.³²⁰ Il

³¹⁸ « Leading Articles. British Iron and Steel: III- French Competition », *The Economist*, vol. 89, no. 3975 (1^{er} novembre 1919), pp. 804-805.

³¹⁹ *Ibid.*, p. 804.

³²⁰ *Ibid.*, p. 805.

soutient que la France ne serait pas prête à faire du dumping sur les marchés extérieurs. Et les exportateurs anglais ne peuvent être battus que par les subventions à l'exportation.³²¹ L'auteur ajoute que la France est un pays agricole et que sa main-d'œuvre est peu adaptée au travail des métaux: « French labour, wonderfully efficient in food production and some of the artistic trades, is not at all well adapted to heavy, hot forge and furnace work ».³²² Les voies de communications du pays ne peuvent supporter un effort d'exportation: « France, even with Lorraine, is not likely to be a very serious rival... The world is hungering for steel, and Britain has the very best export facilities. »³²³ Les Anglais n'ont peur que des Allemands et des Américains. La guerre aurait tué la concurrence allemande,³²⁴ et l'augmentation des coûts de main-d'œuvre désavantage l'industrie américaine. De plus, l'auteur ne peut s'empêcher de remarquer que l'acier anglais est de meilleure qualité.³²⁵

D'autres, plus optimistes, pensent que la France peut devenir le plus grand producteur d'Europe.³²⁶ Des positions comparables à celles de la revue anglaise se retrouvent dans un article de 1925; Louis de Launay y propose un remède aux difficultés de l'industrie française dans la première partie de la décennie, soit de limiter la production par un accord avec l'Allemagne³²⁷ et de fournir en échange le minerai de fer lorrain pour le coke allemand. L'arrangement est mis en œuvre pour faire fonctionner les usines lorraines durant l'entre-deux-guerres. La même idée d'échange de coke contre le minerai est reprise dans

³²¹ *Ibidem.*

³²² *Ibidem.*

³²³ *Ibidem.*

³²⁴ « Leading Articles. British Iron and Steel: II- German Competition », *The Economist*, vol. 89, no. 3974 (25 octobre 1919), p. 759.

³²⁵ « Leading Articles. Future of British Iron and Steel Trades: I- American Competition », *The Economist*, vol. 89, no. 3973 (18 octobre 1919), p. 609.

³²⁶ « Métallurgie: Le développement de l'industrie métallurgique française, gage de l'emprunt », *L'Économiste européen*, vol. 57, no. 1462 (12 mars 1920), p. 169.

³²⁷ Louis de Launay, « L'avenir de notre industrie sidérurgique », *Revue des Deux Mondes*, vol. 95, (15 janvier 1925), p. 407.

L'Humanité comme solution de rechange à l'occupation de la Ruhr en 1923.³²⁸ Il faut noter que l'article de Launay véhicule une idée similaire à celle de la revue anglaise, c'est-à-dire que la France produit en qualité et non en quantité: « Sans abandonner la supériorité ancienne de la qualité, elle doit désormais y joindre la quantité. »³²⁹ Mais la reprise est proche, la France aura retrouvé son niveau de production de 1913 en 1925.³³⁰

L'article de Marcel Fourier cité ci-dessus contient tout le vocabulaire du combat de la gauche contre le patronat sidérurgique. En évoquant l'occupation prochaine de la Ruhr, il l'accuse de vouloir conquérir l'Europe: « Le Comité des forges et des houillères, pour ne parler que d'eux, rêvent d'établir leur hégémonie sur l'Europe entière ».³³¹ Selon cette optique, le patronat sidérurgique est responsable du traité de Versailles: « L'impérialisme français de l'acier est une conséquence logique du traité de Versailles qui fait virtuellement de la France la première puissance métallurgique de l'Europe. »³³² Encore une fois, le Comité des Forges est accusé d'être l'architecte du traité de Versailles. Il est vrai que dans un rapport du Groupe Siegfried, publié durant la guerre, le Comité proposait des annexions ou, à défaut, des livraisons obligatoires pour alimenter les usines de l'Alsace-Lorraine.³³³ En fait, les membres du Comité des Forges sont trop divisés et donc le Comité n'a pas l'influence politique nécessaire pour peser sur la politique d'occupation de la Ruhr de Poincaré.³³⁴

b) La concentration, les ententes et l'opinion

i) Cette question suscite-t-elle une réaction?

³²⁸ Marcel Fourier, «À la veille du mauvais coup. Le patriotisme du Comité des Forges: «La Ruhr et du coke», *L'Humanité*, vol. 18, no. 6865 (mardi 9 janvier 1923), p. 1-2.

³²⁹ Launay, *loc. cit.*, p. 407.

³³⁰ Charles Rist, «La France économique en 1925», *Revue d'Économie Politique*, vol. 40, (1926), pp. 177 - 184.

³³¹ Fourier, *loc. cit.*, p. 1.

³³² *Ibidem.*

³³³ Jeanneney, *op. cit.*, p. 47.

³³⁴ *Ibid.*, p. 210.

Le Temps, le *Figaro* et la *Revue Hebdomadaire* ne parlent pas de la concentration comme telle dans les années 1920. Cependant la masse de documents trouvés dans les autres périodiques et journaux ne nous laisse pas sans ressources. Antoine Tarlé fait une description fort favorable des organisations patronales en 1925, en vantant les actions sociales du Comité des Forges comme la création de caisses des accidentés du travail ou une association de logement à bon marché.³³⁵ De plus, il parle du rôle de l'organisation professionnelle pour aider l'action du gouvernement. Cet article exprime une vision corporatiste de la société:

« M. Eugène Duthoit, qui a établi sur la base solide des enseignements pontificaux, la doctrine de l'organisation professionnelle, montre comment cette association tend à se constituer en un tout organique au sein de la société, dans l'intérêt du bien privé et du bien commun. Mais ce tout ne saurait être indépendant à l'égard d'intérêts supérieurs à ceux de l'association, tels que les intérêts moraux de l'individu, de la famille et de la société. »³³⁶

L'auteur pourrait difficilement être plus à l'opposé de l'opinion de *L'Humanité*.

Cet article n'est pas exceptionnel pour la période. L'article de 1920 de Pierre Cauboue est beaucoup plus représentatif de ce qui se publie dans les revues savantes. C'est une étude économique des fusions de 1914 à 1920 en France dans les divers secteurs de l'activité économique. Il juge le phénomène lent: « Il est indéniable que la concentration des capitaux dans les entreprises par voie d'absorption s'opère, mais cette concentration s'effectue lentement. »³³⁷

Favoriser la concentration n'est pas synonyme de favoriser les ententes. Dans sa chronique législative, Édouard Villey dénonce la loi sur les délits de coalition visant à encourager les ententes de producteurs. Il rejette cette loi qui limite la concurrence: « Nous tenons que, pour tous, le prix syndical est inadmissible, parce qu'il détruit la libre

³³⁵ Tarlé, *loc. cit.*, p. 186.

³³⁶ *Ibid.*, p. 196.

concurrence, en dehors de laquelle il n'y a que le monopole, d'une part, et de l'autre, la taxation, qui en est le correctif nécessaire, mais bien insuffisant! »³³⁸ Finalement, il juge que la nouvelle loi n'est pas plus efficace que l'ancienne pour réprimer les délits de coalition. Yves-Guyot est du même avis, mais il pense que le gouvernement veut faire adopter cette loi pour satisfaire l'opinion.³³⁹ Toutefois, Villey ne s'oppose pas aux ententes internationales; il emploie le terme de « conquête économique ».³⁴⁰

La création du cartel européen de l'acier fournit d'autres occasions aux périodiques économiques de se prononcer sur la question. Le *Journal des économistes*, suite à la création du cartel de l'acier pur allemand, juge que le dumping, soit des prix extérieurs plus bas que ceux pratiqués sur le marché intérieur, est un contresens.³⁴¹ Yves-Guyot, citant *The Economist* abonde dans le même sens : ces ententes ne visent qu'à restreindre la production et donc ne peuvent avoir d'effets bénéfiques.³⁴² En réduisant la concurrence, elles rendent les producteurs moins efficaces et leurs coûts de production sont plus élevés. De même, Yves-Guyot en dit: «...en dépit des dénégations répétées de toutes les formes, le but du cartel, c'est la cherté. Ensuite le cartel ne peut agir qu'en resserrant sa réglementation et en intervenant de plus en plus étroitement dans la fixation des prix. »³⁴³

À l'opposé, René Théry dans *L'Économiste européen* écrit un article appuyant l'accord international de l'acier; l'entente y est jugée favorable à la modernisation des

³³⁷ Pierre Cauboue, «La concentration des entreprises en France de 1914 à 1919», *Revue d'Économie Politique*, vol. 34, (1920), p. 488.

³³⁸ Édouard Villey, «Chronique législative: Février 1924: Débats parlementaires: Projet de loi concernant les articles 419 et 420 du Code Pénal et les ententes commerciales ou industrielles», *Revue d'Économie Politique*, vol. 38, (1924), p. 398.

³³⁹ Yves-Guyot, «Chronique: III- Le délit de coalition et d'accaparement», *L'Économiste européen*, vol. 85, no. 4 (décembre 1926), p. 534.

³⁴⁰ Villey, *op. cit.*, 397.

³⁴¹ «Chronique: V- La reconstitution des cartels», *L'Économiste européen*, vol. 83, no. 3 (novembre 1924), p. 401.

³⁴² «La ligue du libre-échange: XI- Le cartel international du fer et de l'acier», *L'Économiste européen*, vol. 85, no. 1 (octobre 1926), pp. 237-239.

³⁴³ Yves-Guyot, «La ligue du libre-échange: V- Le cartel de l'acier et son échec», *L'Économiste européen*, vol. 86, no. 3 (décembre 1927), p. 350.

équipements et à la poursuite des marchés extérieurs à cause de la stabilité des prix qu'elle crée.³⁴⁴

En 1929, le *Journal des économistes* revient encore une fois à la charge. L'article commente une étude anonyme du *Monde nouveau* qui qualifie les ententes de regroupements frileux plutôt que progressistes:

« Or, même les esprits les mieux prévenus en faveur de ces ententes ont dû constater que certaines n'ont été que des manifestations de la peur. Au lieu de grouper méthodiquement des forces assainies, elles n'ont que coalisé des impuissances. En fait, elles ont empêché purement et simplement la sélection de s'effectuer, par l'élimination des forces mal outillées. De ce chef, ces ententes se sont opposées à la rationalisation et au progrès »³⁴⁵

De plus, les ententes internationales encouragent souvent le maintien des barrières tarifaires afin de ne pas menacer l'équilibre existant dans l'organisation.³⁴⁶ Il conclut en proposant un étalon de mesure de la justesse d'une entente, soit le bien du consommateur.³⁴⁷ Le *Journal des économistes* est clairement le périodique le moins favorable aux ententes des années 1920.

En 1929, la *Revue des Deux Mondes* publie un plaidoyer encore une fois favorable aux ententes. Particularité, il est écrit par le chef du Comité des houillères, Peyerimhoff qui dissocie les ententes professionnelles des monopoles: « Réunissant enfin, sous telle forme appropriée, la collectivité des producteurs d'une industrie, il ne saurait être sans mauvaise foi jugé comme un monopole privé. C'est bien une fraction de la nation au travail. À ce titre, il peut invoquer et la bienveillance et la confiance de l'opinion publique, sauf à les point décevoir par des maladresses ou des abus ».³⁴⁸ Cette organisation procure la paix sociale en assurant aussi bien la stabilité des prix que celle des salaires. C'est une sorte de

³⁴⁴ René Théry, « Questions du Jour: L'accord international de l'acier », *L'Économiste européen*, vol. 70, no. 1806 (15 octobre 1926), p. 244.

³⁴⁵ « Ligue du libre-échange Notes et informations: IV- L'avenir des coalitions industrielles », *L'Économiste européen*, vol. 88, no. 2 (octobre 1929), p. 175.

³⁴⁶ *Ibidem.*

³⁴⁷ *Ibidem.*

³⁴⁸ Peyerimhoff, *loc. cit.*, p. 445.

syndicalisation de la société à tous les niveaux. Il fait aussi ce constat visionnaire pour l'État français: « L'État de 1850 était une machine juridique et une machine militaire. L'État de 1930 est, avant tout, une machine économique. »³⁴⁹ Finalement, il cite l'exemple italien de la loi organique pour un parlement exclusivement économique.³⁵⁰ Le fascisme italien n'inspire pas seulement Tarlé.

Nous avons donc des articles inspirés du modèle fasciste dans la *Revue des Deux Mondes* quand il est question d'ententes. Les autres revues plus orthodoxes sont franchement hostiles aux ententes mais en faveur de la concentration découlant de la libre concurrence et des fusions. Dans la *Revue d'Économie Politique*, la tendance demeure favorable aux ententes internationales seulement. Le journal du Parti communiste est silencieux sur cette question et il ne fait que rapporter la fin des comptoirs sidérurgiques de guerre en 1923 à cause de la forte croissance.³⁵¹ Les ententes ne font réagir qu'à droite!

ii) *Le thème du taylorisme, de la rationalisation et de l'organisation scientifique du travail*

Durant les années 1920, *Le Temps*, *L'Économiste européen* et *L'Humanité* ne traitent pas spécifiquement de rationalisation. On aborde le sujet par le biais d'un article plus général, tel un résumé des événements dans l'industrie. Nous voulons connaître les attitudes face à la rationalisation. Louis de Launay signe un article sur la rationalisation du travail dès 1919. Il y discute du secteur de l'agriculture, des mines et de la métallurgie qui manquent de main-d'œuvre.³⁵² Pour pallier à ce manque de main-d'œuvre, le taylorisme permet d'utiliser au maximum celle en place. Un des outils de la méthode taylorienne, le chronométrage des tâches éradique les inefficacités et augmente la productivité. Paul

³⁴⁹ *Ibid.*, p. 452.

³⁵⁰ *Ibid.*, p. 454.

³⁵¹ A. Ker, «La crise capitaliste. Les comptoirs métallurgiques disparaissent», *L'Humanité*, vol. 18, no. 6857 (mercredi 3 janvier 1923), pp. 1-2.

³⁵² Louis de Launay, «Problèmes économiques d'après guerre: Le problème de la main-d'oeuvre», *Revue des Deux Mondes*, vol. 89, (1^{er} janvier 1919), p. 150.

Weiler propose d'étendre la méthode taylorienne de l'usine à l'organisation des États.³⁵³ Mais ce n'est pas le remède universel aux problèmes de production et de compétitivité, puisque l'Allemagne applique déjà les méthodes rationnelles et la standardisation.³⁵⁴

D'autre part, *L'Économiste européen*, au sujet de la rationalisation, continue à défendre la libre concurrence. La rationalisation effectuée dans un contexte de concurrence est bonne, tandis que toute rationalisation organisée par le gouvernement ou une entente, ne peut que se faire au détriment des consommateurs.³⁵⁵ C'est probablement une réponse aux idées du livre d'André Fourgeaud qui qualifie la rationalisation d'extension du syndicalisme à l'économie.³⁵⁶

c) Le patronat et les contemporains

i) *Qui ne parle pas du patronat?*

Durant les années 1920, il n'y a aucun article sur le patronat dans la *Revue des Deux Mondes* et dans *L'Économiste européen*. Mais un article de René Hoffherr explore les rapports entre l'entrepreneur et le capitaliste, et, fait marquant, appelle à la création d'un « corps de chefs d'entreprises soustraits à la nécessité de provenir des milieux capitalistes, mais soumis au contrôle du capitalisme et auxquels la législation imposera l'observation d'un esprit de responsabilité dans la conduite des entreprises. »³⁵⁷ C'est la naissance des administrateurs professionnels et des vérificateurs indépendants.

ii) *Une campagne de presse de la gauche: la légende noire de François de Wendel et la querelle de Briey*

³⁵³ Paul-Louis Weiller, « Enquête. Le retour à l'industrie », *Revue Hebdomadaire*, vol. 28, no. 30 (samedi 26 juillet 1919), p. 463.

³⁵⁴ « Oversea Correspondence: Germany. Rationalising Industry », *The Economist*, vol. 92, no. 4061 (25 juin 1921), p. 1370.

³⁵⁵ « Ligue du libre-échange Notes et informations: I- Rationalisation et liberté », *Journal des économistes*, vol. 88, no. 4 (décembre 1929), p. 453.

³⁵⁶ « Notice bibliographique: La rationalisation. États-Unis. Allemagne », *Journal des économistes*, vol. 88, no. 1 (juillet 1929), p. 86.

³⁵⁷ René Hoffherr, « Un nouvel aspect du conflit social. Les rapports de l'entrepreneur et du capitaliste », *Revue des Deux Mondes*, vol. 39, (1925), p. 875.

Tout l'espace est occupé par la légende noire créée par la gauche sur le Comité des Forges et François de Wendel. Ce député, maître de forge, sera une cible de choix de la gauche tout au long de sa carrière. Quelle est l'origine de ces attaques? Selon Jeanneney, en plus des querelles et oppositions d'intérêts à l'intérieur même du Comité des Forges, il y aurait une autre explication. Jules Niclausses, président du syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France, représente les utilisateurs d'acier, qui ont évidemment des intérêts tout à fait opposés à ceux des sidérurgistes. Les utilisateurs veulent toujours le prix le plus bas! En 1915, il quitte avec son syndicat l'Union des industries métallurgiques et minières à cause d'un problème de tarif douanier et il aurait informé le député socialiste Édouard Barthe. Deux types d'accusations en découleront.³⁵⁸ Le Comité des Forges est accusé de malthusianisme, en supprimant la concurrence et la production au détriment de l'intérêt public.³⁵⁹ La deuxième accusation soutient que des industriels auraient négocié la non-destruction de leurs installations avec les Allemands durant la guerre et auraient fait pression sur l'armée française pour qu'elle ne bombarde pas les usines ennemies.³⁶⁰ On connaît même les installations échangées: «..on précise même que l'échange serait Dombasle et ses usines de soude contre Briey. Marché fructueux pour les industriels considérés, marché de dupe pour la France, étant donné le déséquilibre des enjeux. »³⁶¹ En fait, le bassin minier de Briey (mines de fer) n'est pas bombardé parce qu'il est hors de portée des canons, et que l'aviation ne peut à l'époque bombarder efficacement. Dans une étude de l'Agence Havas, l'impossibilité technique de bombarder les mines de Briey est décrite: « Pourquoi les Allemands ont-ils pu utiliser partiellement les 13 puits français? Parce que l'orifice d'un puits offre une surface de 4 à 5 mètres seulement de côté et qu'un tel objectif est quasi impossible à atteindre, ainsi que nos mines de Béthune l'ont prouvé

³⁵⁸ Jeanneney, *op. cit.*, p. 95.

³⁵⁹ *Ibidem.*

³⁶⁰ *Ibid.*, p. 96.

aux Allemands eux-mêmes. »³⁶² Ce rapport exprime le point de vue de la droite et de l'industrie. La polémique est lancée.

De plus, Briey n'était pas un objectif militaire, puisque dans une guerre courte, l'armée comptait sur les usines du centre de la France. Les généraux Malleterre et Verreaux, commandants du secteur de Briey, mis au rancart, disent que Briey a été abandonné délibérément.³⁶³ Les accusations les plus fortes viendront en 1919 de Barthe.³⁶⁴ De ces rumeurs sans fondements naît toute une imagerie de la presse d'entre-deux-guerres: « Puisqu'il était donc possible et puisque aisé d'arrêter deux ans plus tôt l'holocauste, il serait incompréhensible qu'on ne l'eût pas fait sans qu'ait agi la main cachée de l'égoïsme apatride. Et l'action supposée du Comité des Forges et de Wendel rejoint ainsi celle qui fut attribuée ailleurs, pour éclairer d'autres grands événements, à la franc-maçonnerie, aux juifs ou aux jésuites. »³⁶⁵

Ces attaques commenceront par la querelle de Briey. Pour ne citer que quelques titres de *L'Humanité*, dans son premier article, É. Barthe soutient non seulement que le Comité des Forges fournissait des matières premières à l'Allemagne, mais aussi, et c'est l'accusation la plus grave, le Comité aurait prolongé la guerre:³⁶⁶ « J'affirme également que, par suite de la solidarité internationale de la métallurgie, l'ordre donné à nos chefs de ne pas bombarder le bassin de Briey a prolongé la guerre et l'effusion de sang humain. »³⁶⁷ Aux articles de Cachin vont s'ajouter ceux de ses collaborateurs de *L'Humanité* durant une

³⁶¹ *Ibidem.*

³⁶² Agence Havas, « Le bassin de Briey », *Le Figaro*, vol. 65, no. 66 (vendredi 7 mars 1919), p. 1.

³⁶³ Jeanneney, *op. cit.*, p. 94.

³⁶⁴ Barthe, Édouard, « Le Comité des Forges contre la France », *L'Humanité*, vol. 16, no. 5389 (samedi 18 janvier 1919), p. 1; *idem*, « Autour d'une interpellation. Sur les pratiques du Comité des Forges, le bassin de Briey et la guerre », vol. 16, no. 5395 (vendredi 24 janvier 1919), p. 1; *idem*, « Le Comité des Forges contre la Nation. Comment le pays a été rançonné », vol. 16, no. 5431 (samedi 1er mars 1919), p. 1.

³⁶⁵ Jeanneney, *op. cit.*, p. 139-140.

³⁶⁶ Anatole France, « Une lettre d'Anatole France. « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels » », *L'Humanité*, vol. 18, no. 6688 (mardi 18 juillet 1922), p. 1.

³⁶⁷ *L'Humanité*, 18 janvier 1919, p. 1.

période de 6 mois³⁶⁸ autour des interventions en chambre et de la commission d'enquête sur la métallurgie mise sur pied le 15 mars 1919.³⁶⁹ Dans *Le Temps* des articles seront publiés sur le sujet jusqu'au 19 septembre pour enquêter sur Briey.³⁷⁰ Les articles du quotidien de droite n'attaquent pas de Wendel, évidemment. De même, *Le Figaro* juge scandaleux de douter ainsi de l'intégrité des généraux français:

«...la Chambre avait insinué qu'il n'était pas absolument impossible que notre état-major se fût entendu avec le Comité des Forges pour trahir la nation. Voilà ce qu'on a tranquillement voulu suggérer à l'opinion publique, et ce que de sourdes influences, la crainte de leurs propres responsabilités, le souvenir lointain du sabre et du goupillon avaient conseillé à des représentants du peuple français! Voilà de quelles suspensions, au lendemain de la victoire, on entourait des chefs victorieux et qui avaient sauvé la patrie! L'Allemagne traite mieux ses généraux vaincus... »³⁷¹

À partir de 1923, l'occupation de la Ruhr soulève la polémique dans *L'Humanité*.³⁷²

Cette occupation était un projet politique et le Comité des Forges était divisé à cet égard. Le groupe Schneider y voyait même un moyen de se débarrasser de son concurrent du nord.³⁷³

Le Comité des Forges n'a donc pu se mêler de cette action. Les attaques contre le Comité des Forges au sujet de la Ruhr parurent dans *L'Humanité* du 12 janvier au 19 décembre 1923.³⁷⁴

³⁶⁸ Ces articles paraîtront dans *L'Humanité*, du 18 janvier au 27 juillet 1919.

³⁶⁹ « L'Alsace et la Lorraine libérées. La liquidation des établissements métallurgiques séquestrés », *Le Temps*, vol. 59, no. 21253 (mardi 16 septembre 1919), p. 1.

³⁷⁰ Ces articles paraissent dans *Le Temps*, du 26 janvier au 19 septembre 1919.

³⁷¹ Alfred Capus, « Le scandale parlementaire de Briey », *Le Figaro*, vol. 65, no. 47 (dimanche 16 février 1919), p. 1.

³⁷² « Au nom du droit des peuples et des requins de la métallurgie. La Ruhr est occupée », *L'Humanité*, vol. 18, no. 6868 (vendredi 12 janvier 1923), p. 1-2.

³⁷³ Jeanneney, *op. cit.*, p. 146.

³⁷⁴ Amédée Dunois, « L'impérialisme français se prépare à frapper l'Allemagne désarmée. Que décidera aujourd'hui la commission des réparations? », *L'Humanité*, vol. 18, no. 6865 (mardi 9 janvier 1923), p. 1; Marcel Fourrier, « À la veille du mauvais coup. Le patriotisme du Comité des Forges: «La Ruhr et du coke» », vol. 18, no. 6865 (mardi 9 janvier 1923), p. 1-2; « Au nom du droit des peuples et des requins de la métallurgie. La Ruhr est occupée », vol. 18, no. 6868 (vendredi 12 janvier 1923), p. 1-2; « Le pseudo-complot. Le Comité des Forges contre les communistes », vol. 18, no. 6871 (mercredi 17 janvier 1923), p. 2; Victor Delagarde, « Dans les usines de la métallurgie. «L'Usine» part en guerre contre l'offensive des salaires », vol. 18, no. 6874 (samedi 20 janvier 1923), p. 4; A. D., « Le Comité des Forges prétend qu'il n'est pour rien dans le coup de la Ruhr », vol. 18, no. 6885 (mercredi 31 janvier 1923), p. 3; Paul Froelich, (député du Reichstag) « 60% ou 40% », vol. 18, no. 6889 (dimanche 4 février 1923), p. 1; Jacques Sadoul, « La politique des hauts fourneaux », vol. 18, no. 7085 (mardi 22 mai 1923), p. 1; *idem*, « Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (1) » vol. 20, no. 7177 (mercredi 22 août 1923), p. 2; *idem*, « Feuilleton. La France, puissance

À gauche, si on parle du patronat, c'est pour le dénoncer. Quant au *Temps*, il rapporte les propos tenus en chambre, agrémentés des opinions de droite du journaliste. Il n'y a pas d'articles proprement économiques dans *Le Temps* ou *Le Figaro* sur la Ruhr et la métallurgie. Pour eux, ce n'est qu'un problème de politique d'occupation, une politique de Poincaré.³⁷⁵ C'est une omission de la presse de droite.

2) Les années trente

a) L'industrie dans la presse

La crise des années trente a grandement indisposé les entreprises sidérurgiques françaises. Voyons ce qui ne change pas. D'abord, un article sur le protectionnisme le définit comme une création de temps de crise. Mais ici, il s'agit d'un protectionnisme continental européen³⁷⁶ et international. C'est un libre-échange plus organisé. On s'enlise dans les positions des années vingt.

Treize ans plus tard revient encore le thème de la réduction des heures de travail.³⁷⁷ Cette fois, l'auteur suggère un curieuse contrainte, il veut taxer l'amortissement de l'outillage pour limiter son renouvellement: «...On réfléchirait à deux fois avant de transformer radicalement un outillage qui, à défaut d'autres avantages aléatoires et problématiques, assure un salaire régulier à la main-d'œuvre et ne compromet pas la paix sociale,... ». ³⁷⁸ Il désire protéger la paix sociale des changements trop radicaux de la technologie. Ces idées malthusiennes ressemblent aux objectifs des ententes en temps de

métallurgique. (suite) (2)» vol. 20, no. 7175 (jeudi 23 août 1923), p. 2; *idem*, «Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (suite) (3)» vol. 20, no. 7176 (vendredi 24 août 1923), p. 2; *idem*, «Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (suite) (4)» vol. 20, no. 7177 (samedi 25 août 1923), p. 2; *idem*, «Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (suite et fin) (5)» vol. 20, no. 7178 (dimanche 26 août 1923), p. 2; R. Lauzon, «Notes économiques. La M.I.C.U.M. fourrier nécessaire du Comité des Forges», vol. 20, no. 7279 (dimanche 2 décembre 1923), p. 5; «M. François-Poncet et le Comité des Forges», vol. 20, no. 7296 (mercredi 19 décembre 1923), p. 1-2.

³⁷⁵ « Bulletin du jour. M. Poincaré devant les Chambre », *Le Temps*, vol. 63, no. 22430 (samedi 13 janvier 1923), p. 1.

³⁷⁶ Lucien Brocard,, «Nouveaux fondements du protectionnisme industriel», *Revue d'Économie politique*, vol. 47, (1933), pp. 380 - 402.

³⁷⁷ A. Luquet, «*Le Temps* et les 8 heures», *L'Humanité*, vol. 16, no. 5483 (mercredi 23 avril 1919), p. 1.

crise: gérer la décroissance. Par contre, l'auteur comprend que l'implantation d'un tel système devrait être internationale. Selon A. Sauvy, l'auteur changera d'avis: «...et passant à l'autre extrême, croira résolu le problème de la production ».³⁷⁹

René Théry, dans *L'Économiste européen*, reste optimiste en 1930; il écrit un article triomphant sur les progrès industriels du Nord.³⁸⁰ Mais la crise guette. *L'Humanité* reprend les dénonciations en visant l'industrie sidérurgique sur son propre terrain, l'Alsace. P. Mars rapporte que le minerai lorrain est expédié en Allemagne pour armer l'Allemagne: « Un document irréfutable sur la grande trahison du fer: la fiche d'expédition du train quotidien de minerai de M. Schneider, possesseur de la mine Droitaumont (Meurthe-et-Moselle) envoi pour l'armement d'Hitler. »³⁸¹ L'auteur dans le dernier article de cette série demande même au gouvernement de cesser les exportations de fer par décret, et ainsi d'arrêter les exportations de De Wendel. Il accuse aussi Théodore Laurent (Marine Homécourt) et Schneider du même délit.³⁸² Pendant la crise, les mines trouvent des débouchés en Allemagne, tandis que les fourneaux tournent au ralenti. Ces exportations vers l'Allemagne découlent de l'interdépendance, déjà notée dans les années vingt, entre la France et l'Allemagne, entre le minerai de fer lorrain et le coke de la Ruhr.³⁸³ C'est un cas où *L'Humanité* se contredit d'une décennie à l'autre. En 1923, contre l'occupation de la Ruhr, jugée militariste, elle privilégie les échanges de minerai et de coke.³⁸⁴ Et ici, parce que le

³⁷⁸ Jacques Duboin, « Une crise. Le problème de la réduction des heures de travail », *Revue Hebdomadaire*, vol. 41, no. 12 (samedi 19 mars 1932), pp. 336-356.

³⁷⁹ Sauvy, « Idées économiques et malthusianisme... », p. 403.

³⁸⁰ René Théry, « Questions du Jour: Vingt-cinq années d'évolution économique en France », *L'Économiste européen*, vol. 77, no. 1987 (4 avril 1930), pp. 211 et 227.

³⁸¹ P. Mars, « La grande trahison du fer. I.- Nuits de Lorraine », *L'Humanité*, vol. 33, no. 13638 (dimanche 19 avril 1936), p. 1.

³⁸² *Idem*, « La grande trahison du fer. VI.- Accusé, le Comité des Forges avoue », *L'Humanité*, vol. 33, no. 13643 (vendredi 24 avril 1936), p. 1 et 7; C'est le dernier de cette série d'articles.

³⁸³ Launay, « L'avenir de notre industrie sidérurgique »,... p. 407; Fourier, « À la veille du mauvais coup », p. 1-2.

³⁸⁴ Fourier, *loc. cit.*, p. 1-2.

régime allemand est menaçant, elle prône l'inverse.³⁸⁵ Ces interventions de *L'Humanité* découlent d'une logique politique, plutôt qu'économique. *Le Figaro* reprend: «...si les usines sarroises, par leur position géographique, sont naturellement amenées à chercher en France le minerai qui leur fait défaut, les usines métallurgiques de l'Est sont obligées de chercher la part la plus importante de leurs combustibles en Allemagne. »³⁸⁶ Seule la guerre peut vraiment arrêter les échanges entre la Lorraine et la Ruhr.

Le Temps demeure lui aussi sur ses positions. Il décrit le problème des 40 heures : un pays ne peut l'adopter seul sans risquer d'affaiblir sa compétitivité.³⁸⁷ L'auteur propose un effort concerté entre pays. La même année, L. Romier défend la politique de déflation contre les dévaluations, politique soutenue par l'industrie.³⁸⁸ Signalons que l'idée d'une industrie française, plus artisanale qu'industrielle, devant privilégier la qualité plutôt que la quantité,³⁸⁹ l'invention plutôt que la production, déjà vue dans les années vingt, revient dans un article de L. Romier. Cette solution est envisagée non pas pour régler les problèmes traditionnels de la France, mais pour enrayer le mal de la production de masse, c'est à dire, la surproduction: «...dans un monde écrasé par la production de masse, nous n'avons qu'une chance décisive: le don inventif, le goût de la nouveauté, alliée à la qualité. »³⁹⁰ Voilà la solution de rechange à la loi des 40 heures que L. Romier propose.³⁹¹ En 1930, *Le Figaro*, traduisant un article de Winston Churchill sur sa visite des usines de la Bethlehem Steel, aux États-Unis, propose la solution inverse pour l'Angleterre. Il faut embrasser le

³⁸⁵ Mars, «La grande trahison du fer. I.- Nuits de Lorraine...», p. 1

³⁸⁶ C.-P. Hobbé, « Une enquête du Figaro. Est-il possible d'appliquer la loi de quarante heures? Dans la métallurgie de l'Est, oui... Si l'on réduit la production de 20% ou si l'on embauche 18.000 ouvriers étrangers », *Le Figaro*, vol. 111, no. 309 (mercredi 4 novembre 1936), p. 3.

³⁸⁷ M. T., « Concurrence internationale », *Le Temps*, vol. 76, no. 27334 (lundi 7 juillet 1936), p. 6.

³⁸⁸ Lucien Romier, « Conséquences... L'industrie », *Le Figaro*, vol. 111, no. 277 (samedi 3 octobre 1936), p. 1.

³⁸⁹ « Leading Articles. British Iron and Steel: III- French Competition », *The Economist*, vol. 89, no. 3975 (1er novembre 1919), pp. 804-805; Louis de Launay, « L'avenir de notre industrie sidérurgique », *Revue des Deux Mondes*, vol. 95, (15 janvier 1925), p. 407.

³⁹⁰ Lucien Romier, « Portée d'un projet », *Le Figaro*, vol. 110, no. 42 (lundi 11 février 1935), p. 1.

³⁹¹ *Idem*, « La durée du travail », *Le Figaro*, vol. 110, no. 32 (vendredi 1er février 1935), p. 1;

machinisme et la concentration afin d'améliorer le sort des travailleurs, comme aux États-Unis.³⁹²

b) La concentration, les ententes et l'opinion

i) *Quels changements apporte la crise à l'idée qu'on se fait de la concentration*

Louis de Launay publie dans *Revue des Deux Mondes* un article qui semble plus à droite que ceux des années 1920. En effet, il insiste sur le lien entre les cartels et l'inflation. C'est un article contre les cartels.³⁹³ Dans la *Revue d'Économie Politique*, Roger Conte³⁹⁴ publie une étude économique et juridique des ententes internationales. Il est neutre, ce qui ne surprend pas dans la revue puisque Villey dans les années 1920 s'opposait aux ententes intérieures, approuvait les ententes extérieures!³⁹⁵ Dans un article à saveur financière, J. Dessiriers compare les entreprises dites abritées : les services publics, et les compagnies cartellisées, la construction mécanique et les métaux, les houillères du nord et du centre de la France.³⁹⁶ Il voit dans l'organisation de l'activité économique un progrès: « ...le fait que l'on marche vers des formes plus collectives, vers des profits et des revenus moins dispersés, plus surveillés, vers un sens plus profond de la solidarité humaine, est un signe de progrès et non de déchéance. »³⁹⁷ Finalement, J. Denuc, dans un tour d'horizon sur la structure des entreprises, juge la concentration et l'intervention de l'État comme deux

³⁹² Winston Churchill, « Impressions d'Amérique. L'industrie et la vie sociale », *Le Figaro*, vol. 105, no. 34 (lundi 3 février 1930), pp. 1-2.

³⁹³ Louis de Launay, « Cartels internationaux et vie chère », *Revue des Deux Mondes*, vol. 100, (1^{er} mars 1930), pp. 200 - 210.

³⁹⁴ Roger Conte, « Les ententes industrielles internationales (à suivre) », *Revue d'Économie Politique*, vol. 44, (1930), pp. 1129-1158.

³⁹⁵ Villey, *op. cit.*, p. 397.

³⁹⁶ Jean Dessiriers, « Secteurs « abrités » et « non abrités » dans le déséquilibre actuel de l'économie française », *Revue d'Économie Politique*, vol. 49, (1935), pp. 1330-1358.

³⁹⁷ *Ibid.*, p. 1331.

phénomènes irréversibles³⁹⁸. Par contre, il croit les cartels trop fragiles face aux revirements de la conjoncture.

Ces articles réagissent au projet de loi sur les ententes obligatoires (Projet de loi Marchandea).³⁹⁹ L. Romier est très favorable à ce projet, il y voit le moyen d'ajuster la production à la demande, de discipliner la production.⁴⁰⁰ Pour lui, une surproduction structurelle (qui découle de la production de masse), alliée au protectionnisme, fausse la concurrence et demande la création d'ententes de producteurs pour régler le problème.⁴⁰¹ Le *Journal des économistes* s'oppose aux ententes de toutes sortes, en remarquant que la rigidité de ces ententes tend à cristalliser les tarifs douaniers de peur de nuire à l'équilibre précairement négocié,⁴⁰² et que ce n'est pas la solution au problème du protectionnisme, tel que décrite par L. Romier.⁴⁰³ On défend le rôle de l'initiative privée dans la résolution des crises,⁴⁰⁴ et l'idée que seules les forces du marché organisent bien la production.⁴⁰⁵ Une discussion entre René Auscher, partisan des ententes, et Max Sorel montre que la revue refuse les ententes: « Nous croyons que la liberté d'action des consommateurs est le meilleur facteur d'équilibre et d'enrichissement. »⁴⁰⁶ P. Lhoste-Lachance parle du «...sophisme... de vouloir substituer à la concurrence classique une direction rationnelle de

³⁹⁸ J. Denuc, «Vingt-cinq ans d'évolution dans la structure des entreprises», *Revue d'Économie Politique*, vol. 53, (1939), pp. 220-270.

³⁹⁹ Lucien Romier, « La révolution économique », *Le Figaro*, vol. 110, no. 12 (samedi 12 janvier 1935), p. 1.

⁴⁰⁰ *Idem*, « Portée d'un projet... », p. 1.

⁴⁰¹ *Idem*, « La durée... », p.1.

⁴⁰² Sam Meyer, «Ligue du libre-échange Notes et informations: III- Cartels et libre-échange», *Journal des économistes*, vol. 89, no. 1 (avril 1930), p. 56.

⁴⁰³ Romier, *loc. cit.*, p. 1.

⁴⁰⁴ Pierre Lhoste-Lachaume, «Le libre-échange: L'organisation professionnelle et les ententes obligatoires», *Journal des économistes*, vol. 95, no. 2 (mars-avril 1936), p. 169.

⁴⁰⁵ *Ibidem*.

⁴⁰⁶ «Le libre-échange: Controverse à propos des accords professionnels. Lettre de René Auscher et réponse de Max Sorel et Daudé-Bancel», *Journal des économistes*, vol. 95, no. 3 (mai-juin 1936), pp. 322

l'économie ».⁴⁰⁷ Pour lui, le problème, provient du manque de concurrence et non d'une concurrence exagérée. C'est l'orthodoxie libérale.

ii) *Le débat sur la rationalisation, le taylorisme et l'organisation scientifique du travail*

Dans *Le Temps*, des articles apparaissent sur l'organisation du travail, fait inhabituel par rapport aux années 1920. Le journaliste est enthousiasmé par le système des primes aux dirigeants qui réduisent le nombre d'employés par occupation. Il en conclut que l'organisation scientifique du travail résout les «...conséquences d'une crise économique qui menace d'envahir le monde entier.»⁴⁰⁸ R. Millienne se plaint de l'absence de mécanisation de l'industrie française et de la réticence des employeurs et des travailleurs face au machinisme.⁴⁰⁹ Finalement, il y a un article qui ne traite que du chronométrage: « Le chronométrage, la mesure du temps, est un des moyens de travail les plus importants de l'organisation - il n'est qu'un de ces moyens, mais un des principaux... »⁴¹⁰ Ensuite, il décrit la procédure de chronométrage enseignée au Comité National de l'Organisation Française.⁴¹¹

En ce qui a trait au *Journal des économistes*, le compte rendu d'une séance de la Société d'économie politique aborde le thème de la rationalisation et du redressement économique. Cet article porte sur la rationalisation du travail, réalisée à un moindre coût dans un délai inférieur. C'est l'organisation scientifique du travail. Il y développe une position différente de la position traditionnelle de la revue soit que les ententes ne

⁴⁰⁷ Pierre Lhoste-Lachance, «Le «bon» et le mauvais «libéralisme»», *Journal des économistes*, vol. 97, no. 2 (mars-avril 1938), p. 187.

⁴⁰⁸ « Études et enquêtes. L'Union des industries métallurgiques et minières à Toulouse», *Le Temps*, vol. 70, 25016 (lundi 17 février 1930), p. 4.

⁴⁰⁹ René Millienne, « La vie économique. Le règne de la machine», *Le Temps*, vol. 70, no. 25169 (lundi 21 juillet 1930), p. 4.

⁴¹⁰ « Notes industrielles et commerciales. Organisation. Le chronométrage des temps de fabrication», *Le Temps*, vol. 70, no. 25295 (lundi 24 novembre 1930), p. 2.

⁴¹¹ *Ibidem.*

fonctionnent que dans un climat de transparence,⁴¹² alors qu'habituellement, les chroniqueurs disent qu'elles ne peuvent jamais fonctionner. La formation des manœuvres au chômage retient aussi l'attention car les industries métallurgiques manquent de spécialistes.⁴¹³ La revue britannique fait les mêmes remarques en 1930.⁴¹⁴

c) Le patronat et les contemporains

i) À droite peu de changements

À droite, plusieurs articles sur les organisations patronales essaient de contrer la montée de la gauche et des syndicats; les patrons doivent s'organiser. Eugène Schneider publie dans la *Revue des Deux Mondes* en 1930, un article sur les relations syndicales-patronales. Il décrit les fonctions du délégué de l'entreprise qui reçoit les doléances des employés.⁴¹⁵ O. Pichot aborde le même sujet à la même époque.⁴¹⁶

Dans le *Journal des Économistes*, M. Carsow publie un article sur l'attitude du patronat. Il soutient que le patronat doit s'organiser pour contrer l'essor syndical; à l'organisation ouvrière s'opposera l'organisation patronale.⁴¹⁷ Dans une série d'articles en 1937 dans la *Revue Hebdomadaire*, on interroge des patrons et universitaires sur les solutions à la crise. Les mêmes types d'organisations patronales, d'ententes ou de conceptions corporatistes de la société reviennent. Mais il faut noter que Jean Coutrot y explique ses thèses anti-crisis; comme Keynes, il craint la déflation, plus que tout. De plus, il veut moderniser l'administration des entreprises françaises par un corps d'administrateurs

⁴¹² Robert Lelong, «Société d'économie politique: La rationalisation et le redressement économique», *Journal des économistes*, vol. 96, no. 3 (mai-juin 1937), p. 335.

⁴¹³ Dr. Adolphe Javal, «Société d'économie politique: «Considérations sur le chômage»», *Journal des économistes*, vol. 97, no. 3 (mai-juin 1938), p. 321.

⁴¹⁴ «Leading Articles. Rationalisation and Unemployment», *The Economist*, vol. 111, no. 4542 (13 septembre 1930), p. 474.

⁴¹⁵ Eugène Schneider, *loc. cit.*, pp. 372-388.

⁴¹⁶ Eugène Pichot, «Revue de l'académie des sciences morales et politiques: Un exemple d'organisation des relations entre patrons et ouvriers; les délégués de corporation aux établissements Schneider», *Journal des économistes*, vol. 89, no. 4 (décembre 1930), pp. 476-477.

⁴¹⁷ Michel Carsow, «Marxisme et patronat», *Journal des économistes*, vol. 96, no. 4 (juillet-octobre 1937), p. 415.

et de vérificateurs professionnels («...analogues aux « chartered accountants » anglosaxons »⁴¹⁸). Ces réformes visent une transparence boursière afin de faciliter l'investissement.

Les mêmes tendances agitent le patronat, les journalistes et les universitaires de nos sources. La nouveauté est l'originalité de la pensée de Coutrot par rapport aux autres économistes, journalistes et patrons.

ii) *Constante des deux décennies, les attaques de la gauche contre de Wendel, la banque de France et les 200 familles*

Le thème des 200 familles apparaît dans les années trente et il s'apparente aux termes populistes employés depuis le 19^e siècle contre les grands capitalistes: « D'où vient cette fureur, de droite comme de gauche à accabler ainsi les représentants d'un capital qu'on suppose oppresseur et corrupteur? Elle participe à l'évidence de ce populisme multiforme qui entend depuis le XIX^e siècle protéger les « petits » contre les « gros » et qui oppose la robuste santé morale de la masse à la perversité des élites de l'argent et des honneurs. »⁴¹⁹ Ces idées étaient originellement attachées aux attaques d'une droite antisémite contre les grandes banques: «...le thème inépuisable de la banque juive reine de l'Europe, celui de la famille Rothschild faisant et défaisant les gouvernements, deviennent lieux communs après 1840... »⁴²⁰ Mais d'où viennent ces 200 familles? Créée en 1806 par Napoléon, la Banque de France était une banque privée et avait le monopole de l'émission de la monnaie. Les 200 principaux actionnaires (sur 400000) élisent 15 régents.⁴²¹ À travers ces 200 familles, c'est le patronat français qui est attaqué. En effet, aux moments de ces attaques, en plus des banquiers, François de Wendel (De Wendel et Cie) et René Duchemin (Confédération

⁴¹⁸ Emmanuel Beau de Loménie et Jean Hardy, « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de MM. Gignoux, Lucius et Coutrot », *Revue Hedomadaire*, vol. 46, no. 2 (samedi 9 janvier 1937), p. 246.

⁴¹⁹ Jean-Pierre Rioux, « Les deux cents familles », *L'histoire*, no. 84 (décembre 1985), pp. 21-22.

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 22.

⁴²¹ *Ibid.*, p. 23.

générale de la production française), sont régents de la Banque de France.⁴²² Sous cette forme, les attaques contre les grands reprennent à gauche.

Les attaques de *L'Humanité* contre le patronat, le Comité des Forges, et les 200 familles sont dans la continuité de nos observations des années vingt. Les thèmes et le vocabulaire utilisés contre le patronat sidérurgique sont identiques (sauf pour les 200 familles). Deux grandes séries d'articles se relaient pour dénoncer les capitalistes : la première série émane d'Augustin Hamon qui présente les 200 familles qui contrôlent la France. Ses cibles sont évidemment François de Wendel, Eugène Schneider et les autres patrons de la sidérurgie.⁴²³ Il y dénonce les « grands riches »⁴²⁴ qui contrôlent la France en toute légalité puisque c'est dans la nature du système capitaliste.⁴²⁵ La solution prônée est la destruction du système pour abolir le pouvoir de ces hommes.⁴²⁶ J. Duclos signe aussi un article qui dénonce la faillite de la politique de déflation du gouvernement Laval. Il soutient que cette politique de déflation a été dictée par le régent de la Banque de France, maître de forges, François de Wendel.⁴²⁷ Dans un deuxième temps, une nouvelle série d'articles, au cours de la même année 1936, dénonce la sidérurgie en y attaquant le Comité des Forges, de Wendel, Schneider et les autres marchands de canons.⁴²⁸

d) Le thème du malthusianisme français

Comme les 200 familles sont une vieille accusation de la gauche prenant racine au 19^e siècle, de même, le malthusianisme est une vieille expression française pour désigner des

⁴²² *Ibidem.*

⁴²³ Augustin Hamon, «Et voici les 200 familles... La féodalité financière maîtresse de la France», *L'Humanité*, vol. 33, no. 13547 (dimanche 19 janvier 1936), p. 1 et 2; *idem*, «Et voici les 200 familles... XVI.- Les Demachy et les de Wendel», vol. 33, no. 13604 (lundi 16 mars 1936), p. 1 et 4.

⁴²⁴ *Idem*, « Et voici les 200 familles... La féodalité financière... », p. 1.

⁴²⁵ *Ibid.*, p. 2.

⁴²⁶ *Ibidem.*

⁴²⁷ Jacques Duclos, «Où va le franc», *L'Humanité*, vol. 33, no. 13589 (dimanche 1er mars 1936), p. 2.

⁴²⁸ P. Mars, «La grande trahison du fer. I.- Nuits de Lorraine», *L'Humanité*, vol. 33, no. 13638 (dimanche 19 avril 1936), p. 1 et 4; *idem*, «La grande trahison du fer. III.- Jusqu'aux stocks!» vol. 33, no. 13640 (mardi 21 avril 1936), p. 1 et 4; *idem*, «La grande trahison du fer. IV.- Où l'on découvre «la main de l'Allemagne»», vol. 33, no. no. 13641 (mercredi 22 avril 1936), p. 1 et 2; *idem*, «La grande trahison du fer. V.- Plus de 20 trains

pratiques patronales restrictives, telles les ententes de production. Cette doctrine propose d'agir sur les symptômes pour sortir de crises profondes ou passagères: « Conservateurs et socialistes cherchent à combattre la crise en agissant sur des symptômes: rareté pour faire remonter les prix, sous-productivité pour accroître l'emploi, protection et fermeture des professions, autant de remèdes locaux qui accentuent, à l'échelle nationale, le mal qu'ils entendent combattre. »⁴²⁹ C'est un des thèmes de l'historiographie du retard français. Et dans ce thème nous remontons aux racines de cette thèse historique.

Nous avons répertorié quelques articles mentionnant ce terme dans les années 1920 et 1930. Cette expression n'est pas réservée aux années trente et aux ententes de production qui gèrent la décroissance. *L'Humanité* accuse Loucheur de malthusianisme parce qu'il garde les usines de guerre fermées, évitant de concurrencer les usines privées.⁴³⁰ Le ministre de la Reconstitution industrielle Loucheur se défend d'être malthusien.⁴³¹ Dans ce même discours, il lance «...l'hymne de la Production...»⁴³² pour bien se démarquer de ces accusations.⁴³³ E.L. Camille parle aussi de «...pratiques malthusiennes de la métallurgie avant la guerre.»⁴³⁴

Durant les années trente, les appels aux restrictions de la production, par la limitation de l'investissement au moyen d'ententes (avec la loi Marchandeaup, par exemple) ou de taxes à l'investissement,⁴³⁵ suscitent de vives réactions. G. Dovime s'insurge contre l'idée de limiter l'investissement, la production:

par jour», vol. 33, no. 13642 (jeudi 23 avril 1936), p. 1 et 4; *idem*, «La grande trahison du fer. VI.- Accusé, le Comité des Forges avoue», vol. 33, no. 13643 (vendredi 24 avril 1936), p. 1 et 7.

⁴²⁹ Sauvy, « Idées économiques et malthusianisme... », p.413.

⁴³⁰ B. Mayeras, «Loucheur le malthusien», *L'Humanité*, vol. 16, no. 5430 (vendredi 28 février 1919), p. 1.

⁴³¹ Auguste Avril, « La Chambre. L'interpellation sur le Comité des forges. Discours de M. Loucheur », *Le Figaro*, vol. 65, no. 46 (samedi 15 février 1919), p. 2.

⁴³² *Ibidem*.

⁴³³ *Ibidem*.

⁴³⁴ E.L. Camille, «À la commission d'enquête. Les défaillances du grand état-major», *L'Humanité*, vol. 16, no. 5463 (mercredi 2 avril 1919), p. 1.

⁴³⁵ Duboin, *loc. cit.*, 336-356.

« Il faut donc se le tenir pour dit: toute analyse de la crise française qui en fera retomber la responsabilité sur le seul excès de la production ou le seul abus du machinisme, sera faussée dans ces prémisses. Tout remède qui visera, à l'heure actuelle, à restreindre la cadence de notre production nationale sera non salubre, mais mortelle. La vraie médication doit être recherchée exactement aux antipodes de cette méthode renouvelée du plus fâcheux malthusianisme. »⁴³⁶

De même, l'idée de la gauche de partager un temps de travail considéré fixe par la loi des 40 heures est un autre de ces malthusianismes. Commentant cette loi, la droite va se défendre de l'accusation de malthusianisme. En 1936, C.-J. Gignoux, président de la Confédération générale du patronat français, écrivant à Léon Blum, s'insurge contre «...une campagne violente où ils se trouvent accusés de freiner volontairement l'effort de redressement... ».⁴³⁷ L'auteur repousse ces accusations, en remarquant que les grèves et le climat d'instabilité sociale, alimentés par les accusations de la gauche, nuisent à la reprise.⁴³⁸ De plus, le Comité des Forges se défend lui-même contre les accusations de malthusianisme. Il ajoute que son opposition à la loi des quarante heures vise justement à ne pas diminuer la production: « Le ministre de l'Économie nationale estime intolérable que la sidérurgie demande dérogations et délais pour l'application de la semaine de 40 heures. Reproche en contradiction flagrante avec celui de pratiquer une politique de malthusianisme économique, puisque la sidérurgie, à l'appui de sa demande, fait valoir la réduction de production que rendrait inévitable l'impossibilité d'augmenter les effectifs. »⁴³⁹ À gauche comme à droite le terme est employé, ce qui n'empêche pas des manifestations de pratiques malthusiennes d'apparaître à travers les écrits de l'époque. L'idée de malthusianisme transcende les opinions. La terminologie et la portée de cette accusation sont la même à gauche comme à droite dans les années vingt et trente.

⁴³⁶ George Dovimes, « Fin du producteur français », *Revue Hebdomadaire*, vol. 43, no. 27 (samedi 7 juillet 1934), p.39-40.

⁴³⁷ « Une lettre de M. C.-J. Gignoux au président du conseil », *Le Temps*, vol. 76, no. 27463 (samedi 14 novembre 1936), p. 8.

⁴³⁸ *Ibidem*.

D.- Conclusion

Nous retenons de ce survol de la presse d'entre-deux-guerres, une remarquable stabilité des termes. Les notions de surproduction, de restriction de l'offre et de malthusianisme sont déjà abordées en 1919. Ces termes sont ancrés dans les mentalités françaises de l'époque. Nous n'avons pas affaire à une application d'un vocabulaire des années trente aux années vingt. Ce sont des concepts qui transcendent les deux décennies, à gauche comme à droite, et dans un climat de crise, ce vocabulaire et ces concepts vont s'épanouir. Par contre, le corporatisme commence à laisser des traces au milieu des années 20, mais c'est dans le climat des années trente qu'il va le plus se répandre.

L'école historique du retard français prend racine dans l'opinion des années vingt et trente. L'interprétation psychologique de problèmes économiques structurels est déjà observable dans *The Economist*, avec l'idée d'une France artistique, de petits producteurs. Cette même idée revient avec les ententes de production en vue de favoriser l'ordre social, et d'arrêter la concurrence effrénée. Au problème de la taille des entreprises est greffée une opinion qui faisait de ce problème économique, une particularité française à préserver. Les accusations de la gauche permettront de fixer la thèse du retard dans les esprits.

Cette analyse des sources démontre la constance des positions économiques orthodoxes du *Journal des économistes*. La *Revue d'Économie Politique* n'évolue pas tant qu'elle s'ouvre à des points de vues diversifiés. La *Revue des Deux Mondes* jouit de la même force mais elle semble toujours plus modérée, soucieuse de s'ouvrir la revue à un plus large éventail d'opinions. Un diagnostic neutre sur un mouvement de concentration inévitable n'est posé que dans ces revues savantes. La *Revue Hebdomadaire* a aussi le

⁴³⁹ « Une lettre du président du Comité des forges au président du conseil », *Le Temps*, vol. 76, 27464 (dimanche 15 novembre 1936), p. 6.

mérite dans les années trente de s'ouvrir à une large bande d'opinions économiques dans une série d'articles de 1937.⁴⁴⁰

L'accusation de M. Bloch contre la droite et contre le journal *Le Temps* se vérifie-t-elle, du moins par rapport à l'industrie? Comment quantifier l'intérêt d'un lectorat ou d'un journal pour les problèmes de son époque? Il est vrai que *Le Temps* comme les autres journaux français est moins volumineux que ses équivalents anglo-saxon. Quant à une myopie de la droite, elle ne peut se vérifier en n'observant qu'un seul journal, à faible tirage. La variété des points de vues dans la *Revue d'Économie Politique* et la *Revue des Deux Mondes* ou même dans la *Revue Hebdomadaire* contredit cette affirmation et montre que la droite s'informait des problèmes de son temps.

Par ses prises de positions radicales, *L'Humanité* a su se faire une place dans la presse française de l'entre-deux-guerres. Les formules à l'emporte-pièce y sont toujours accrocheuses, à côté de journaux de droite plus arides; la rigueur journalistique n'empêchait pas le journal de publier une attaque fracassante contre le patronat. Les preuves n'ont pas besoin d'être lourdes pour alimenter la polémique. Mais, les accusations dans les faits sont sans fondements, surtout, celles où on accuse l'industrie lorraine d'armer l'Allemagne nazie. À cause d'un commerce que les interdépendances économiques structurelles (coke

⁴⁴⁰ Emmanuel Beau de Loménie, et Jean Hardy, « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de MM. Gignoux, Lucius et Coutrot », *Revue Hebdomadaire*, vol. 46, no. 2 (samedi 9 janvier 1937), p. 246; *idem*, « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de M. Jean Raty - Dans la région lilloise », vol. 46, no. 5 (samedi 30 janvier 1937), pp. 606-617; *idem*, « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de M. Meneault », vol. 46, no. 7 (samedi 13 février 1937), pp. 215-234; *idem*, « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de MM. Fabre et Jacques Thénard », vol. 46, no. 11 (samedi 13 mars 1937), pp. 223-236; *idem*, « Nos chefs

contre minéral de fer) rendent obligatoire, des accusations politiques sont lancées contre le Comité des Forges.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous avons observé un certain décalage entre l'opinion et la réalité économique. En temps de croissance, les auteurs des revues s'entendent pour dénoncer la surproduction, mais les ententes aptes à gérer cette production ne réalisent leur potentiel qu'en temps de crise. Et, en temps de crise, les avis deviennent plus partagés quant aux solutions à adopter pour relancer la production. Ces ententes et ces opinions sont tributaires d'un patronat sidérurgique fracturé entre le Nord et le Centre. Ces dissensions patronales ont justement engendré les attaques contre le Comité des Forges et François de Wendel. Le patronat sidérurgique français est une cible facile pour la gauche comme la droite à cause de son manque de cohésion.

Les diagnostics des économistes de l'époque cernaient bien les problèmes économiques de la France, mais les solutions à y apporter n'étaient pas envisageables, soit une réduction du nombre de joueurs et la croissance. Les faiblesses du marché intérieur, la dépendance face à l'exportation et le manque de charbon sont des conditions structurelles sans solutions immédiates dans les années vingt et trente. Les idées économiques et politiques suivront ces problèmes structurels pour justifier les positions des uns et des autres. La conjoncture a, somme toute, eu peu d'effet sur les idées économiques véhiculées dans notre source. Le malthusianisme, la concentration et la rationalisation sont beaucoup plus sensibles aux opinions politiques qu'à la conjoncture. Lorsque les effets de la conjoncture se répercutent sur l'opinion des contemporains face à l'industrie ou à la concentration, ces effets passent à travers le prisme de la fracture gauche/droite. Il est vrai qu'avec les années trente, la droite cherche des solutions aux problèmes du capitalisme. Elle ne se détache jamais de façon marquée des solutions et des idées déjà développées dans les années vingt. Aux ententes remèdes à la pénurie, succèdent les ententes remèdes à la surproduction. Finalement, décrier la concentration relève d'une idée de gauche dans

l'entre-deux-guerres. Les périodiques et la presse de droite n'y voient aucune raison de s'en offenser. Les divergences à droite ne s'observent qu'à travers l'implantation de cette concentration, par les acquisitions, les fusions ou les ententes. Mais lorsque *L'Humanité* attaque l'industrie, elle attaque, en bloc, le patronat, et un modèle d'organisation économique. Ses attaques ne visent donc pas tellement l'industrie sidérurgique que l'industrie capitaliste.

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES DU MÉMOIRE:

I. SOURCES (1919-1939)

OUVRAGES DE L'ÉPOQUE:

- Carlioz, J. *Fonction commerciale des entreprises sidérurgiques*. Paris, J.B. Ballière & fils, 1924. 455 p. (Encyclopédie minière et métallurgique)
- Fréville, Jean, « Les journaux communistes » in Febvre, Lucien, dir. *L'Encyclopédie française. Tome XVIII: La civilisation écrite*. Paris, Société de gestion de l'Encyclopédie française, Larousse, 1939, vol. 17, p. 18.38-4.
- Piette, André. *L'évolution des ententes industrielles en France depuis la crise*. Paris, Recueil Sirey, 1936. 243 p. (Études économiques; t. II)
- Pinot, Robert. *Les oeuvres sociales des industries métallurgiques*. Paris, Ammand Colin, 1924. 271 p.

SOURCES PÉRIODIQUES:

A.- Articles de la *Revue d'Économie Politique*:

- Cauboue, Pierre. «La concentration des entreprises en France de 1914 à 1919». vol. 34, (1920), pp. 479 - 488.
- Laufenberger, Henri. «La métallurgie et la houille en Alsace et Lorraine». vol. 38, (1924), pp. 986 - 1024.
- Lucius, Marc. «Le Bas-Rhin économique et le port de Strasbourg». vol. 38, (1924), pp. 933 - 985.
- Peissi, Charles. «La métallurgie en 1923». vol. 38, (1924), pp. 320 -329.
- Villey, Édouard. «Chronique législative: Février 1924: Débats parlementaires: Projet de loi concernant les articles 419 et 420 du Code Pénal et les ententes commerciales ou industrielles». vol. 38, (1924), pp. 395 - 403.
- Wittich, Werner. «Caractères généraux de l'économie alsacienne et lorraine avant et depuis la guerre (Introduction)». vol. 38, (1924), pp. 920 - 932.
- Hoffherr, René. «Un nouvel aspect du conflit social. Les rapports de l'entrepreneur et du capitaliste». vol. 39, (1925), pp. 862 - 875.
- Peissi, Charles. «Les industries métallurgiques en 1924». vol. 39, (1925), pp. 456 - 463.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1925». vol. 40, (1926), pp. 557 - 568.
- Rist, Charles. «La France économique en 1925». vol. 40, (1926), pp. 177 - 184.
- Vergeot, Jean. «Les émissions en 1925». vol. 40, (1926), pp. 356-382.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1926». vol. 41, (1927), pp. 600-610.
- Vergeot, Jean. «Les émissions en 1926». vol. 41, (1927), pp. 412-435.
- Dessiriers, Jean. «La production industrielle en 1927». vol. 42, (1928), pp. 775-790.
- Dessiriers, Jean. «La bourse des valeurs en 1927», vol. 42, (1928), pp. 542 - 589.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1927». vol. 42, (1928), pp. 807-821.
- Dessiriers, Jean. «La production industrielle en 1928». vol. 43, (1929), pp. 591-601.
- Dessiriers, Jean. «Oscillations boursières, oscillations économiques». vol. 43, (1929), pp. 1467-1491.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1928». vol. 43, (1929), pp. 615-633.
- Vergeot, Jean. «Les émissions en 1928». vol. 43, (1929), pp. 526-540.

- Conte, Roger. «Les ententes industrielles internationales (à suivre)». vol. 44, (1930), pp. 1129-1158.
- Dessiriers, Jean. «La production industrielle en 1929». vol. 44, (1930), pp. 653-670.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1929». vol. 44, (1930), pp. 681-702.
- Jéramec, Pierre. «La production industrielle en 1930». vol. 45, (1931), pp. 691-709.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1930». vol. 45, (1931), pp. 728-749.
- Rist, Charles. «La France économique en 1930». vol. 45, (1931), pp. 465-474.
- Jéramec, Pierre. «La production industrielle en 1931». vol. 46, (1932), pp. 769-803.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1931». vol. 46, (1932), pp. 816-840.
- Brocard, Lucien. «Nouveaux fondements du protectionnisme industriel». vol. 47, (1933), pp. 380 - 402.
- Jéramec, Pierre. «La production industrielle en 1932». vol. 47, (1933), pp. 835-852.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1932». vol. 47, (1933), pp. 867-889.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1933». vol. 48, (1934), pp. 733-757.
- Jéramec, Pierre. «La production industrielle en 1933». vol. 48, (1934), pp. 698-712.
- Dessiriers, Jean. «Secteurs «abrités» et «non abrités» dans le déséquilibre actuel de l'économie française». vol. 49, (1935), pp. 1330 - 1358.
- Jéramec, Pierre. «La production industrielle en 1934». vol. 49, (1935), pp. 801-833.
- Laufenberger, Henri. «Les industries métallurgiques et mécaniques en 1934». vol. 49, (1935), pp. 852-877.
- Jéramec, Pierre. «La production industrielle en 1935». vol. 50, (1936), pp. 817-838.
- Laufenberger, Henri. «La métallurgie, les constructions mécaniques et électriques en 1935». vol. 50, (1936), pp. 889 - 918.
- Jéramec, Pierre. «La production industrielle en 1936». vol. 51, (1937), pp. 761-781.
- Laufenberger, Henri. «La métallurgie, les constructions mécaniques et électriques en 1936». vol. 51, (1937), pp. 825-856.
- Jéramec, Pierre et Laufenberger, Henri. «La production industrielle en 1937». vol. 52, (1938), pp. 717-782.
- Laufenberger, Henri. «La production industrielle en 1938». vol. 52, (1939), pp. 1182 - 1231.
- Denuc, J. «Vingt-cinq ans d'évolution dans la structure des entreprises». vol. 53, (1939), pp. 220-270.
- Rist, Charles et Pirou, Gaëtan. «Vingt-cinq ans d'évolution dans la structure économique française». vol. 53, (1939), pp. I - XXIV.

B.- Articles de la *Revue des deux mondes*:

- Launay, Louis de. «Problèmes économiques d'après guerre: Le problème de la main-d'oeuvre». vol. 89, (1^{er} janvier 1919), pp. 145 - 177.
- Launay, Louis de. «La valeur minière et industrielle de l'Alsace-Lorraine». vol. 89, (15 juillet 1919), pp. 390 - 412.
- Launay, Louis de. «La reconstitution minière de la France». vol. 90, (15 septembre 1920), pp. 335-369.
- Launay, Louis de. «L'avenir de notre industrie sidérurgique». vol. 95, (15 janvier 1925), pp. 382 - 408.
- Tarlé, Antoine. «L'organisation professionnelle patronale en France». vol. 95, (1^{er} mars 1925), pp. 177 - 196.
- Giscard d'Estaing, Édouard. «Le néo-capitalisme». vol. 98, (1^{er} août 1928), pp. 673-688.
- Peyerimhoff, Henri de. «Les formules modernes d'organisation économique». vol. 99, (15 mars 1929), pp. 439 - 458.
- Launay, Louis de. «Cartels internationaux et vie chère». vol. 100, (1^{er} mars 1930), pp. 200 - 210.
- Schneider, Eugène. «Les relations entre patrons et ouvriers». vol. 100, (15 novembre 1930), pp. 372-388.

- Romier, Lucien. «La disgrâce du capitalisme: II- L'impossible équilibre». vol. 103, (1^{er} mars 1933), pp. 110 - 124.
- Maroger, Jean. «Réflexions sur la crise». vol. 104, (1^{er} février 1934), pp. 664 - 683.
- Buisson, Albert. «Questions économiques:» Sur la route du libéralisme». vol. 105, (1^{er} février 1935), pp. 659 - 671.
- Espe, Paul. «Les répercussions des nouvelles lois sociales». vol. 106, (15 août 1936), pp. 745 - 760.

C.- Articles du *Journal des Économistes*:

- Mondet, N. «Prévisions pour 1923». vol. 82, no. 1 (janvier 1923), pp. 22-33
- X. «Les quatre-vingts ans de M. Yves-Guyot». vol. 82, no. 3 (novembre 1923), pp. 257-275.
- «Chronique: II- La situation actuelle de l'industrie allemande». vol. 82, no. 4 (décembre 1923), pp. 488-489.
- «La ligue du libre-échange: I- Prévisions actuelles pour 1924». vol. 83, no. 1 (janvier 1924), pp. 98-100.
- «Chronique: V- La reconstitution des cartels». vol. 83, no. 3 (novembre 1924), pp. 400-401.
- Cassoute, Paul. «Les accords commerciaux». vol. 84, no. 1 (janvier 1925), pp. 22-28.
- Mondet, N. «Prévisions pour 1925». vol. 84, no. 1 (janvier 1925), pp. 39-46.
- «Chronique du libre-échange: I- Les grands fournisseurs et les grands clients de la France». vol. 84, no. 2 (février 1925), pp. 221-223.
- «La ligue du libre-échange: IV- La production sidérurgique française». vol. 84, no. 2 (février 1925), p. 225.
- Femand-Jacq. «La réforme de la législation sur la propriété industrielle et commerciale». vol. 84, no. 2 (février 1925), pp. 232-244.
- «Nécrologie: Félix Alcan». vol. 84, no. 3 (mars 1925), p. 369.
- «Nécrologie: Edmond Théry». vol. 84, no. 2 (mai 1925), pp. 217-218.
- «La situation en Alsace en 1925». vol. 85, no. 3 (mars 1926), pp. 60-63.
- Germain-Martin. «Société d'économie politique: L'industrie et l'inflation». vol. 85, no. 3 (mars 1926), pp. 380-400.
- Lémonon, Ernest. «La Sarre et la Rhénanie». vol. 85, no. 2 (mai 1926), pp. 181-192.
- «La ligue du libre-échange: XI- Le cartel international du fer et de l'acier». vol. 85, no. 1 (octobre 1926), pp. 237-239.
- «La ligue du libre-échange: IX- Les ententes internationales». vol. 85, no. 3 (novembre 1926), p. 376.
- «La ligue du libre-échange: V- La direction de la production par les pouvoirs publics». vol. 85, no. 4 (décembre 1926), pp. 502-503.
- Yves-Guyot. «Chronique: III- Le délit de coalition et d'accaparement». vol. 85, no. 4 (décembre 1926), pp. 532-534.
- Yves-Guyot. «Chronique: V- Trusts, cartels, organisation scientifique du travail». vol. 85, no. 4 (décembre 1926), pp. 535-536.
- Lémonon, Ernest. «Les gains économiques de la Belgique et du Luxembourg d'après le traité de Versailles». vol. 86, no. 1 (janvier 1927), pp. 34-44.
- Yves-Guyot. «Ligue du libre-échange: III- Le cartel de l'acier et la Grande-Bretagne». vol. 86, no. 1 (janvier 1927), p. 88.
- Yves-Guyot. «Chronique: III- Chômage». vol. 86, no. 2 (février 1927), pp. 263-264.
- Yves-Guyot. «La ligue du libre-échange. IV- Métaux». vol. 86, no. 2 (février 1927), pp. 225-226
- Yves-Guyot. «La conférence internationale des cartels». vol. 86, no. 3 (mars 1927), pp. 273-299.
- Yves-Guyot. «Chronique: VI- Une expérience de «concern»». vol. 86, no. 3 (mars 1927), p. 406.
- Hantos, Elemir. «Conférence économique internationale». vol. 86, no. 1 (avril 1927), pp. 21-42.
- Yves-Guyot. «Chronique: XII- Hommes d'élites». vol. 86, no. 1 (avril 1927), pp. 140-142.

- Yves-Guyot. «Ligue du libre-échange: Conférence économique internationale: II- Les cartels, IV- La thèse française, V- Abondance et restrictions. XIII- Les tarifs douaniers français». vol. 86, no. 2 (mai 1927), pp. 145-159.
- E.R. «Société d'économie politique: La concentration industrielle en Allemagne». vol. 86, no. 1 (octobre 1927) pp. 95-112.
- Yves-Guyot. «Chronique: XIII- L'enseignement secondaire gratuit». vol. 86, no. 1 (octobre 1927), pp. 124-125.
- Yves-Guyot. «La ligue du libre-échange: V- Le cartel de l'acier et son échec». vol. 86, no. 3 (décembre 1927), p. 350.
- «Chronique: XIV- Cooperation in industry». vol. 87, no. 1 (janvier 1928), p. 127.
- «Ligue du libre-échange: III- Production et importation du fer et de l'acier (1913-1927)». vol. 87, no. 1 (janvier 1928), p. 84.
- «Ligue du libre-échange: IV- Difficultés du cartel de l'acier». vol. 87, no. 1 (janvier 1928), pp. 84-85.
- Pupin, André. «Rapport entre nos importations de matières premières et nos exportations de produits fabriqués». vol. 87, no. 1 (janvier 1928), pp. 69-71.
- «Les obsèques de M. Yves-Guyot et discours». vol. 87, no. 2 (février 1928), pp. 321-349.
- Fiaux, Louis. «Yves-Guyot (1843-1928)». vol. 87, no. 2 (février 1928), pp. 291-319.
- «Ligue du libre-échange: VI- Dangers de la politique protectionniste». vol. 87, no. 2 (octobre 1928), pp. 328-329.
- Léopold, Chatin-Ollier. «L'Europe et le protectionnisme». vol. 87, no. 2 (octobre 1928), pp. 177-185.
- Sorel, Dr. Robert. «Ligue du libre-échange: III- Le libre-échange remède à la vie chère». vol. 88, no. 2 (février 1929), pp. 177-178.
- Sorel, Max. «Ligue du libre-échange: I- Pour la libre et loyale concurrence». vol. 88, no. 2 (février 1929), pp. 174-175.
- «Les travaux des chambres de commerce française: Les sociétés anonymes à participation ouvrière». vol. 88, no. 2 (mai 1929), p. 219.
- Siegfried, André. «Société d'économie politique: L'esprit et la méthode de la production aux États-Unis». vol. 88, no. 2 (mai 1929), pp. 232-247.
- Bonnet, Joseph. «Politique commerciale et malaise économique international». vol. 88, no. 3 (juin 1929), pp. 265-274.
- «Chronique: V- Tarifs douaniers et arrangements commerciaux». vol. 88, no. 1 (juillet 1929), pp. 105-107.
- «Notice bibliographique: La rationalisation. États-Unis. Allemagne». vol. 88, no. 1 (juillet 1929), p. 85-86.
- E.R. «Société des Nations: III- La question du charbon». vol. 88, no. 1 (juillet 1929), pp. 44-58.
- «Ligue du libre-échange Notes et informations: III- MM. Ford et Filène». vol. 88, no. 2 (octobre 1929), pp. 174-175.
- «Ligue du libre-échange Notes et informations: IV- L'avenir des coalitions industrielles». vol. 88, no. 2 (octobre 1929), p. 175.
- Chatin-Ollier, Léopold. «L'attitude des États-Unis et la politique économique de l'Europe». vol. 88, no. 2 (octobre 1929), pp. 119-128.
- Nouvion, Georges de. «Industries d'État et industrie privée». vol. 88, no. 3 (novembre 1929), pp. 329-339.
- «Ligue du libre-échange Notes et informations: I- Rationalisation et liberté». vol. 88, no. 4 (décembre 1929), p. 453.
- Levraut, R. «Ligue du libre-échange Bulletin: Salaires et libre-échange». vol. 89, no. 1 (janvier 1930), pp. 93-95.
- Pierson, G. «Ligue du libre-échange Bulletin: I- Les «malheurs» du libre-échange». vol. 89, no. 1 (janvier 1930), pp. 91-93.
- Goblet, Y.M. «Société d'économie politique: La crise du libéralisme en Grande-Bretagne». vol. 89, no. 2 (février 1930), pp. 217-233.
- Pierre, R.J. «Les résultats de la guerre mondiale». vol. 89, no. 2 (février 1930), pp. 160-175.

- Lambert, Henri. «La crise du libéralisme et le problème social». vol. 89, no. 3 (mars 1930), pp. 270-277.
- Meyer, Sam. «Ligue du libre-échange Notes et informations: III- Cartels et libre-échange». vol. 89, no. 1 (avril 1930), p. 56.
- Hacault, R. «Société d'économie politique: Les caractéristiques de la présente crise économique». vol. 89, no. 2 (octobre 1930), pp. 214-239.
- Pichot, Olivier. «Revue de l'académie des sciences morales et politiques: Un exemple d'organisation des relations entre patrons et ouvriers; les délégués de corporation aux établissements Schneider». vol. 89, no. 4 (décembre 1930), pp. 476-477.
- Brouilhet, Charles. «Société d'économie politique: L'Alsace économique et la France». vol. 90, no. 2 (février 1931), pp. 219-239.
- Carsow, Michel. «Chronique: I- Les échanges commerciaux de la France en 1935». vol. 95, no. 2 (mars-avril 1936), pp. 233-235.
- Laurat, Lucien. «Le libre-échange: La pénible ascension». vol. 95, no. 2 (mars-avril 1936), pp. 172-174.
- Lhoste-Lachaume, Pierre. «Le libre-échange: L'organisation professionnelle et les ententes obligatoires». 95, no. 2 (mars-avril 1936), pp. 166-169.
- «Le libre-échange: Controverse à propos des accords professionnels. Lettre de René Auscher et réponse de Max Sorel et Daudé-Bancel». vol. 95, no. 3 (mai-juin 1936), pp. 321-323.
- L.E. «Le libre-échange Notes et informations: Le projet de loi Marchandreau sur les ententes professionnelles obligatoires». vol. 95, no. 3 (mai-juin 1936), pp. 323-325.
- Mourre, M. de (Baron). «Académie des sciences morales et politiques ». vol. 95, no. 3 (mai-juin 1936), pp. 332-333.
- Payen, Édouard. «L'avènement et les débuts d'un gouvernement marxiste». vol. 95, no. 3 (mai-juin 1936), pp. 257-265.
- E. R. «Société d'économie politique: La part du salaire dans la production industrielle». vol. 95, no. 4 (juillet-octobre 1936), pp. 447-463.
- «Le libre-échange: Pour les ententes professionnelles obligatoires». vol. 96, no. 3 (mai-juin 1937), p. 314.
- Lelong, Robert. «Société d'économie politique: La rationalisation et le redressement économique». vol. 96, no. 3 (mai-juin 1937), pp. 315-349.
- Carsow, Michel. «Marxisme et patronat». vol. 96, no. 4 (juillet-octobre 1937), pp. 408-415.
- Lhoste-Lachance, Pierre. «Le «bon» et le mauvais «libéralisme»». vol. 97, no. 2 (mars-avril 1938), pp. 186-189.
- Javal, Dr. Adolphe «Société d'économie politique: «Considérations sur le chômage»». vol. 97, no. 3 (mai-juin 1938), pp. 318-324.
- «Nécrologie: «Edgar Allix, président de la Société d'économie politique»». vol. 97, no. 4 (juillet-octobre 1938), pp. 470-471.
- E.P. «La production sidérurgique mondiale en 1937». vol. 97, no. 4 (juillet-octobre 1938), pp. 414-419.

D.- *The Economist*.

Les volumes de 1934 et d'avril-septembre 1938 sont manquants.

- « Oversea Correspondence: Germany. The Steel Works Union and the Armistice». vol. 88, no. 3932 (4 janvier 1919), p. 11.
- « Oversea Correspondence: France. Wealth of Alsace-Lorraine». vol. 88, no. 3936 (1^{er} février 1919), pp. 133-134.

- « Leading Articles. Future of British Iron and Steel Trades: I- American Competition». vol. 89, no. 3973 (18 octobre 1919), pp. 608-609.
- « Leading Articles. British Iron and Steel: II- German Competition». vol. 89, no. 3974 (25 octobre 1919), pp. 758-759.
- « Leading Articles. British Iron and Steel: III- French Competition». vol. 89, no. 3975 (1er novembre 1919), pp. 804-805.
- Birkett, M.S. « Letters to the Editor. British Iron and Steel». vol. 89, no. 3976 (8 novembre 1919), p. 868.
- « Leading Articles. Iron and Steel and Free Trade». vol. 89, no. 3983 (27 décembre 1919), p. 1182.
- « Oversea Correspondance: Germany. Iron Organisation». vol. 90, no. 4000 (24 avril 1920), p. 864.
- Oversea Correspondance: France. Iron and Steel Oversea Correspondance: France. Iron and Steel vol. 91, no. 4024 (9 octobre 1920), p. 551.
- « Oversea Correspondence: France. Steel Companies Amalgamate». vol. 92, no. 4052 (23 avril 1921), pp. 823-824,
- « Oversea Correspondence: Germany. Rationalising Industry». vol. 92, no. 4061 (25 juin 1921), p. 1370.
- « Leading Articles. Steel Famine and Britain's Chance». vol. 93, no. 4069 (20 août 1921), pp. 289-290.
- « Oversea Correspondence: France. Industrial Problems». vol. 43, no. 4081 (12 novembre 1921), p. 855.
- « Leading Articles. The Depression in the Iron and Steel Industry». vol. 94, no. 4094 (11 février 1922), pp. 221-222.
- « Leading Articles. The European Iron and Steel Trade». vol. 44, no. 4111 (10 juin 1922), pp. 1199-1201.
- « Notes of the Week. Lord Furness on an Iron and Steel Trade Trust». vol. 45, no. 4136 (2 décembre 1922), pp. 1024-1025.
- « Oversea Correspondence: France. Iron and Steel Position». vol. 96, no. 4143 (13 janvier 1923), pp. 58-59.
- « Oversea Correspondence. France. Iron and Steel Trade Difficulties». vol. 46, no. 4144 (27 janvier 1923), pp. 145-146.
- « Leading Articles. The Iron and Steel Industries in 1922». vol. 96, no. 4145 (3 février 1923), pp. 201-202.
- « Oversea Correspondence. France. Chances of Economic Entente with Germany». vol. 97, no. 4177 (15 septembre 1923), pp. 400-401.
- « Oversea Correspondence. France. German Competition». vol. 97, no. 4181 (13 octobre 1923), p. 563.
- « Oversea Correspondence: Germany. Trust Legislation». vol. 97, no. 4185 (10 novembre 1923), p. 837.
- « Leading Articles. Iron and Steel in 1923». vol. 98, no. 4197 (2 février 1924), pp. 188-189.
- « Oversea Correspondence: France. Iron and Steel». vol. 98, no. 4202 (8 mars 1924), pp. 531-532.
- « Leading Articles. The Ruhr Problem and the M.I.C.U.M. Contrats». vol. 98, no. 4206 (5 avril 1924), pp. 722-723.
- « Leading Articles. The Trust Position in Germany». vol. 98, no. 4209 (26 avril 1924), pp. 867-868.
- « Oversea Correspondence. Proposed Franco-German Steel Trust». vol. 99, no. 4237 (8 novembre 1924), p. 735.
- « Leading Articles. The Depression in the Iron and Steel Trade». vol. 100, no. 4259 (11 avril 1925), pp. 699-700.
- « Oversea Correspondence: Germany. Iron Industry». vol. 100, no. 4270 (27 juin 1925), p. 1295.
- « Oversea Correspondence: Germany. Iron Agreement». vol. 101, no. 4271 (4 juillet 1925), p. 21.
- « Oversea Correspondence: Germany. Industrial Combines». vol. 101, no. 4282 (19 septembre 1925), p. 456.
- « Leading Articles. German Industrial Reorganisation». vol. 101, no. 4288 (31 octobre 1925), pp. 694-695.
- « Leading Articles. The Plight of the Iron and Steel Industry - I». vol. 101, no. 4295 (19 décembre 1925), pp. 1031-1032.
- « Oversea Correspondence: Germany. « Heavy Industry » Trust». vol. 102, no. 4300 (23 janvier 1926), p. 150.
- « Leading Articles. The Plight of the Iron and Steel Industry - III». vol. 102, no. 4306 (6 mars 1926), pp. 453-455.
- « Oversea Correspondence: Germany. International Steel Negotiation». vol. 102, no. 4308 (20 mars 1926), p. 569.
- « Oversea Correspondence: Germany. Industry - Fusions». vol. 103, no. 4327 (31 juillet 1926), p. 209.

- « Leading Articles. The Economic Outlook in Alsace-Lorraine ». vol. 103, no. 4334 (18 septembre 1926), pp. 454-455.
- « Leading Articles. Trust and Combines in Coal, Iron and Steel ». vol. 103, no. 4336 (2 octobre 1926), pp. 532-533.
- « Notes of the Week. The International Steel Cartel ». vol. 103, no. 4336 (2 octobre 1926), p. 539.
- « Oversea Correspondence: Germany. Iron and Steel ». vol. 103, no. 4336 (2 octobre 1926), pp. 545-546.
- « Leading Articles. International Steel Pact ». vol. 103, no. 4337 (9 octobre 1926), pp. 571-572.
- « Oversea Correspondence: Germany. International Steel ». vol. 103, no. 4337 (9 octobre 1926), pp. 585-586.
- Rigg, Charles B. « Letters to the Editor. Trust and Combines in Coal, Iron and Steel ». vol. 103, no. 4337 (9 octobre 1926), pp. 589-590.
- « Leading Articles. The German Steel Industry ». vol. 103, no. 4338 (16 octobre 1926), pp. 618-620.
- « Leading Articles. The German Steel Industry and its Customers ». vol. 103, no. 4339 (23 octobre 1926), p. 667.
- « Oversea Correspondence: Germany. Steel Industry ». vol. 103, no. 4339 (23 octobre 1926), p. 679.
- « Oversea Correspondence: Germany. Steel Developments - Industry ». vol. 103, no. 4340 (30 octobre 1926), p. 728.
- « Leading Articles. Text of the International Steel Pact ». vol. 103, no. 4345 (4 décembre 1926), pp. 949-950.
- « Notes of the Week. Britain and the Steel Pact ». vol. 104, no. 4350 (8 janvier 1927), p. 57
- « Leading Articles. Britain and the International Trust Movement - I ». vol. 104, no. 4351 (15 janvier 1927), pp. 95-96.
- « Leading Articles. Britain and the International Trust Movement - II ». vol. 104, no. 4252 (22 janvier 1927), pp. 142-143.
- « Oversea Correspondence: Germany. Iron Industry ». vol. 104, no. 4353 (29 janvier 1927), p. 212.
- « Leading Articles. The Problems of the International Steel Pact ». vol. 104, no. 4354 (5 février 1927), p. 262.
- « Oversea Correspondence: Germany. Industrial Combinations -...- International Steel Cartel ». vol. 104, no. 4356 (19 février 1927), pp. 376-377.
- « Leading Articles. America and the Cartel Mouvement ». vol. 104, no. 4367 (7 mai 1927), pp. 951-952.
- « Leading Articles. The Iron and Steel Position ». vol. 105, no. 4384 (3 septembre 1927), pp. 385-386.
- « Oversea Correspondence: Germany. Steel Industry ». vol. 105, no. 4384 (3 septembre 1927), p. 399
- « Notes of the Week. Continental Steel Cartel ». vol. 105, no. 4399 (17 décembre 1927), pp. 1087-1088.
- « Oversea Correspondence: Germany. Steel Dispute ». vol. 105, no. 4399 (17 décembre 1927), pp. 1096-1097.
- « Leading Articles. Iron and Steel Prices and the Competition ». vol. 105, no. 4400 (24 décembre 1927), pp. 1134-1135.
- « Leading Articles. Iron and Steel in 1927 ». vol. 106, no. 4406 (4 février 1928), pp. 218-220.
- « Oversea Correspondence: France. Coal, Iron and Steel ». vol. 106, no. 4407 (11 février 1928), pp. 277-278.
- « Notes of the Week. Continental Iron and Steel ». vol. 106, no. 4409 (25 février 1928), pp. 370-371.
- « Notes of the Week. M. Yves Guyot ». vol. 106, no. 4409 (25 février 1928), p. 368.
- « Leading Articles. International Steel Trade ». vol. 107, no. 4436 (1^{er} septembre 1928), pp. 381-382.
- Skelton, H.J. « Letters to the Editor. International Steel Trade ». vol. 107, no. 4440 (29 septembre 1928), pp. 558-559.
- « Leading Articles. Steel Reorganisation: A First Step ». vol. 107, no. 4452 (22 décembre 1928), pp. 1149-1150.
- « Notes of the Week. The European Steel Cartel ». vol. 108, no. 4463 (9 mars 1929), p. 497.
- « Notes of the Week. The European Metallurgical Cartels ». vol. 108, no. 4465 (23 mars 1929), p. 625.
- « Leading Articles. Foreign Competition in Steel ». vol. 108, no. 4475 (1^{er} juin 1929), pp. 1202-1203.
- « Notes of the Week. American Development in France ». vol. 108, no. 4475 (1^{er} juin 1929), p. 1209.
- « Notes of the Week. The European Steel Cartel ». vol. 108, no. 4477 (15 juin 1929), p. 1340.
- « Notes of the Week. The Continental Steel Cartel ». vol. 108, no. 4479 (29 juin 1929), p. 1449.

- « Notes of the Week. The European Steel Cartel ». vol. 109, no. 4491 (21 septembre 1929), p. 516.
- « Notes of the Week. The International Steel Cartel ». vol. 109, no. 4494 (12 octobre 1929), p. 662.
- « Investments Notes. Coal, Iron and Steel Profits ». vol. 110, no. 4507 (11 janvier 1930), p. 80.
- « Notes of the Week. Continental Steel Cartel's New Developments ». vol. 110, no. 4510 (1^{er} février 1930), p. 231.
- « Leading Articles. German Steel and Coal Rationalisation ». vol. 110, no. 4513 (22 février 1930), pp. 399-400.
- « Notes of the Week. French Iron and Steel Situation ». vol. 110, no. 4520 (12 avril 1930), pp. 824-825.
- « Notes of the Week. The Continental Cartel and Steel Industries ». vol. 110, no. 4531 (28 juin 1930), pp. 1441-1442.
- « Oversea Correspondence: Germany. Cartels and Price ». vol. 111, no. 4539 (23 août 1930), pp. 362-363.
- « Notes of the Week. International Steel Cartel Developments ». vol. 111, no. 4541 (6 septembre 1930), pp. 438-439.
- « Leading Articles. Rationalisation and Unemployment ». vol. 111, no. 4542 (13 septembre 1930), pp. 473-474.
- « Leading Articles. International Cartels ». vol. 111, no. 4554 (6 décembre 1930), pp. 1052-1054.
- « Leading Articles. Iron and Steel in 1930 ». vol. 112, no. 4563 (7 février 1931), pp. 283-284.
- « Leading Articles. The Plight of the Iron and Steel Trade ». vol. 112, no. 4578 (23 mai 1931), pp. 1089-1091.
- « Notes of the Week. The Steel Masters Point of View ». vol. 112, no. 4579 (30 mai 1931), p. 1152.
- « Notes of the Week. Mr. Baldwin on a Steel Tariff ». vol. 113, no. 4584 (4 juillet 1931), pp. 13-14.
- « Leading Articles. The Steel Industry and Protection ». vol. 113, no. 4606 (5 décembre 1931), pp. 1054-1056.
- « Notes of the Week. Census of Production: Iron and Steel ». vol. 113, no. 4609 (26 décembre 1931), pp. 1227-1228.
- « Leading Articles. Iron and Steel Reorganisation - I ». vol. 114, no. 4610 (2 janvier 1932), pp. 9-10.
- « Leading Articles. Iron and Steel Reorganisation - II ». vol. 114, no. 4612 (16 janvier 1932), pp. 107-109.
- « Notes of the Week. International Cartels ». vol. 114, no. 4613 (23 janvier 1932), p. 170.
- « Investment Notes. Reorganisation Coal and Steel Companies ». vol. 114, no. 4623 (2 avril 1932), p. 147.
- « Leading Articles. Steel Reorganisation and Tariffs ». vol. 114, no. 4614 (14 juin 1932), pp. 1280-1281.
- « Notes of the Week. The Iron and Steel Tariff ». vol. 115, no. 4653 (29 octobre 1932), pp. 774-775.
- « Leading Articles. Iron and Steel Reorganisation ». vol. 116, no. 4675 (1^{er} avril 1933), pp. 678-679.
- « Oversea Correspondence: Germany. Steel Reorganisation ». vol. 117, no. 4711 (9 décembre 1933), pp. 1125-1126.
- « Oversea Correspondence: Germany. Great Britain and the Steel Cartel ». vol. 120, no. 4772 (9 février 1935), p. 308.
- « Leading Articles. Dissention in the Steel World ». vol. 120, no. 4776 (9 mars 1935), pp. 517-518.
- « Company Notes. Recovery in Heavy Industry ». vol. 120, no. 4478 (23 mars 1935), p. 674.
- « Oversea Correspondence: Germany. Germany and the British Steel Duties ». vol. 120, no. 4780 (6 avril 1935), p. 786.
- « Notes of the Week. British Steel and the Cartel ». vol. 120, no. 4782 (20 avril 1935), pp. 897-898.
- « Leading Articles. Iron and Steel Prospects ». vol. 120, no. 4783 (27 avril 1935), pp. 942-943.
- « Notes of the Week. Great Britain and the Steel Cartel ». vol. 120, no. 4790 (15 juin 1935), pp. 1356-1357.
- « Notes of the Week. The New Steel Agreement ». vol. 121, no. 4797 (3 août 1935), p. 227.
- « Leading Articles. Britain's Steel Industry ». vol. 122, no. 4821 (18 janvier 1936), pp. 115-116.
- « Notes of the Week. A Tariff Innovation ». vol. 123, no. 4842 (13 juin 1936), p. 596.
- « Notes of the Week. Britain and the Steel Cartel ». vol. 124, no. 4849 (1^{er} août 1936), pp. 217-218.
- « Notes of the Week. Declining Steel Exports ». vol. 125, no. 4865 (21 novembre 1936), p. 356.
- « Leading Articles. Policy in the Steel Industry ». vol. 125, no. 4868 (12 décembre 1936), pp. 509-510.
- « Notes of the Week. Iron and Steel Developments ». vol. 125, no. 4869 (19 décembre 1936), p. 579.

- « Leading Articles. Boom in Steel». vol. 126, no. 4873 (16 janvier 1937), pp. 104-106.
- « Notes of the Week. Iron and Steel». vol. 126, no. 4880 (6 mars 1937), p. 515.
- « Investment and Company Notes. Steel Company Results». vol. 126, no. 4881 (13 mars 1937), pp. 598-599.
- « Overseas Correspondence: France. Vested Interest Attacked». vol. 127, no. 4890 (15 mai 1937), p. 398.
- « Leading Articles. Expanding Steel Capacity». vol. 128, no. 4900 (24 juillet 1937), pp. 169-170.
- « Notes of the Week. Steel Prosperity and Depression». vol. 129, no. 4914 (30 octobre 1937), pp. 208-209.
- « Notes of the Week. Iron and Steel Development». vol. 129, no. 4919 (4 décembre 1937), p. 468.
- « Industry and Trade: Uneasiness in the Steel Cartel». vol. 130, no. 4927 (29 janvier 1938), p. 247.
- « Overseas Correspondence: France. Iron and Steel Output Down». vol. 138, no. 4963 (8 octobre 1938), p. 68.
- « Industry and Trade. Steel Price Truce in America». vol. 133, no. 4966 (29 octobre 1938), pp. 236-237.
- « The Business World. The Steel Industry's Efficiency». vol. 133, no. 4973 (17 décembre 1938), pp. 606-607.
- « Industry and Trade. International Steel Cartel». vol. 133, no. 4974 (24 décembre 1938), p. 675.
- « The Business World. Germany's War Economy - III: Germany's Iron and Steel». vol. 136, no. 5018 (28 octobre 1939), pp. 135-136.

E.- *Revue Hebdomadaire:*

- Weiller, Paul-Louis. « Enquête. Le retour à l'industrie». vol. 28, no. 30 (samedi 26 juillet 1919), pp. 454-465.
- Le Grix, François. « Journées parlementaires. Le débat sur les dettes». vol. 38, no. 30 (samedi 28 juillet 1929), pp. 482-498.
- Roz, Firmin. « Conférence de la « Société des Conférences». L'américanisme et nous». vol. 40, no. 8 (samedi 21 février 1931), pp. 267-290.
- Dovime, Georges. « Le capitalisme a-t-il fait faillite?». vol. 40, no. 51 (samedi 19 décembre 1931), pp. 297-306.
- Duboin, Jacques. « Une crise. Le problème de la réduction des heures de travail». vol. 41, no. 12 (samedi 19 mars 1932), pp. 336-356.
- Lacretelle, Pierre de. « Un vrai journaliste: Hypolyte de Villemessant, fondateur du Figaro». vol. 42, no. 42 (21 octobre 1933), pp. 340-358.
- Nicolle, P. et Mouilleseaux, L. « D'un nouvel équilibre économique». vol. 42, no. 52 (samedi 30 décembre 1933), pp. 584-597.
- Mathon, Eugène. « L'organisation corporative et le problème douanier». vol. 43, no. 11 (samedi 17 mars 1934), pp. 341-346.
- Dovimes, George. « Fin du producteur français». vol. 43, no. 27 (samedi 7 juillet 1934), pp. 37-52.
- Piettre, André. « Deux soeurs ennemies: économie libérale et économie dirigée». vol. 44, no. 31 (samedi 3 août 1935), pp. 30-44.
- Beau de Loménie, Emmanuel et Hardy, Jean. « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de MM. Gignoux, Lucius et Coutrot». vol. 46, no. 2 (samedi 9 janvier 1937), pp. 224-247.
- Beau de Loménie, Emmanuel et Hardy, Jean. « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de M. Jean Raty - Dans la région lilloise». vol. 46, no. 5 (samedi 30 janvier 1937), pp. 606-617
- Beau de Loménie, Emmanuel et Hardy, Jean. « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de M. Meneault». vol. 46, no. 7 (samedi 13 février 1937), pp. 215-234.

Beau de Loménie, Emmanuel et Hardy, Jean. « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Réponse de MM. Fabre et Jacques Thénard ». vol. 46, no. 11 (samedi 13 mars 1937), pp. 223-236.

Beau de Loménie, Emmanuel et Hardy, Jean. « Nos chefs d'industrie devant la réforme économique (Enquête). Conclusion ». vol. 46, no. 14 (samedi 3 avril 1937), pp. 94-114.

Meneault, Marcel. « Une confusion d'idées: La carence patronale, drame du temps présent ». vol. 46, no. 21 (samedi 22 mai 1937), pp. 464-477.

F.- *L'Économiste Européen:*

Théry, Edmond. « Alsace-Lorraine: Conséquences économiques du retour à la France. V.- Sidérurgie et métallurgie ». vol. 56, no. 1434 (29 août 1919), pp. 131-133.

Théry, Edmond. « Alsace-Lorraine: Conséquences économiques du retour à la France. V.- Sidérurgie et métallurgie ». vol. 56, no. 1435 (5 septembre 1919), pp. 147-149

« Métallurgie: Le développement de l'industrie métallurgique française, gage de l'emprunt ». vol. 57, no. 1462 (12 mars 1920), pp. 169-170.

Théry, René. « Les mines de fer et la sidérurgie en France. II- Pendant la guerre de 1914-1918 ». vol. 57, no. 1476 (18 juin 1920), pp. 389-390.

Théry, René. « Les mines de fer et la sidérurgie en France. III- Perspectives d'avenir ». vol. 57, no. 1477 (25 juin 1920), pp. 404-407.

Théry, René. « Questions du jour: La crise mondiale de la sidérurgie ». vol. 61, no. 1564 (24 février 1922), pp. 117-118.

Théry, René. « Questions du jour: Le réveil de l'industrie sidérurgique dans le monde ». vol. 63, no. 1612 (26 janvier 1923), pp. 52-54.

Théry, René. « Questions du jour: L'industrie sidérurgique mondiale en 1923 ». vol. 65, no. 1675 (11 avril 1924), pp. 229-231.

Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale en 1924 ». vol. 67, no. 1719 (13 février 1925), pp. 100-101.

« Théry, Edmond 1854-1925 ». vol. 67, no. 1732 (15 mai 1925), pp. 305-306.

Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale en 1925 ». vol. 69, no. 1758 (22 janvier 1926), pp. 51-52.

« Informations internationales: Belgique. Constitution du cartel de l'acier ». vol. 70, no. 1805 (8 octobre 1926), p. 236.

Théry, René. « Questions du Jour: L'accord international de l'acier ». vol. 70, no. 1806 (15 octobre 1926), pp. 243-245

Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale en 1926 ». vol. 71, no. 1824 (18 février 1927), pp. 99-101.

Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale en 1927 ». vol. 73, no. 1878 (2 mars 1928), pp. 131-132.

Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale pendant l'année 1928 ». vol. 75, no. 1946 (21 juin 1929), pp. 387-388)

« Le cartel de l'acier ». vol. 76, no. 1972 (20 décembre 1929), p. 392

« Le cartel de l'acier ». vol. 77, no. 1975 (10 janvier 1930), p. 25.

« Le cartel de l'acier ». vol. 77, no. 1979 (7 février 1930), p. 90.

- Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale pendant l'année 1929». vol. 77, no. 1986 (28 mars 1930), pp. 195-197.
- Théry, René. « Questions du Jour: Vingt-cinq années d'évolution économique en France». vol. 77, no. 1987 (4 avril 1930), pp. 211 et 227.
- Théry, René. « Questions du Jour: Les bienfaits du « Juste milieu» économique». vol. 78, no. 2007 (22 août 1930), pp. 115-116.
- « Le cartel de l'acier». vol. 76, no. 2011 (19 septembre 1930), p. 186, 314, 410.
- Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale pendant l'année 1930». vol. 79, no. 2032 (13 février 1931), p. 99.
- Théry, René. « Questions du Jour: Nouvelles réflexions sur la crise économique». vol. 79, no. 2035 (6 mars 1931), p. 147.
- Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale en 1931». vol. 81, no. 2085 (19 février 1932), pp. 115-117.
- Théry, René. « Questions du Jour: La contraction universelle du commerce international». vol. 81, no. 2101 (10 juin 1932), pp. 371-373.
- Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale pendant l'année 1932». vol. 83, no. 2138 (24 février 1933), pp. 115-116.
- « Informations internationales: Grande-Bretagne. La rationalisation de l'industrie du fer et de l'acier». vol. 83, no. 2143 (31 mars 1933), p. 202.
- « Information internationale: Cartel International de l'acier». vol. 84, no. 2162 (11 août 1933), p. 89.
- Théry, René. « Questions du Jour: Les embûches de l'économie dirigée». vol. 84, no. 2165 (1^{er} septembre 1933), p. 131.
- Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale pendant l'année 1933». vol. 85, no. 2189 (16 février 1934), pp. 99-100.
- Théry, René. « Questions du jour: Les projets de réorganisation de notre économie nationale». vol. 87, no. 2237 (18 janvier 1935), pp. 35-37.
- Théry, René. « Questions du Jour: L'industrie sidérurgique mondiale pendant l'année 1935». vol. 87, no. 2251 (26 avril 1935), pp. 259-260.
- « Informations internationales: Cartel international de l'acier». vol. 87, no. 2253 (10 mai 1935), p. 298.
- « Informations internationales: Cartel international de l'acier». vol. 88, no. 2265 (2 août 1935), p. 74.
- « Informations internationales: Cartel international de l'acier. Le renouvellement du Comptoir sidérurgique de France». vol. 88, no. 2282 (23 novembre 1935), p. 345.

LES QUOTIDIENS:

A.- Le Temps:

- « L'Alsace et la Lorraine libérées. Les Aciéries Thyssen sont placées sous séquestre». vol. 59, no. 21019 (jeudi 23 janvier 1919), p. 1.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du vendredi 24 janvier. L'affaire des métaux». vol. 59, no. 21022 (dimanche 26 janvier 1919), p. 2.

- « Dernières nouvelles. Dépêches particulières de la Chambre. Avant la séance ». vol. 59, no. 21028 (samedi 1^{er} février 1919), p. 4.
- « Fragments d'histoire ». vol. 59, no. 21029 (dimanche 2 février 1919), p. 1.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du 31 janvier. Discours de M. Albert Thomas (ancien ministre de l'armement) ». vol. 59, no. 21029 (dimanche 2 février 1919), p. 3.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du 31 janvier. Discours de M. Aristide Briand (ancien président du Conseil) ». vol. 59, no. 21029 (dimanche 2 février 1919), p. 2-3.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du 31 janvier. Discours de M. Fernand Engrand ». vol. 59, no. 21029 (dimanche 2 février 1919), p. 2.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du 31 janvier. Discours de M. René Viviani (ancien président du conseil) ». vol. 59, no. 21029 (dimanche 2 février 1919), p. 2.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du 31 janvier. L'affaire des métaux ». vol. 59, no. 21029 (dimanche 2 février 1919), p. 2.
- « Pour la sécurité nationale. Une garantie « indispensable » ». vol. 59, no. 21029 (dimanche 2 février 1919), p. 1.
- « Questions économiques. Le bassin de Briey et la puissance métallurgique de l'Allemagne ». vol. 59, no. 21029 (dimanche 2 février 1919), p. 3.
- Lacroix, Général de « Briey ». vol. 59, no. 21033 (jeudi 6 février 1919), p. 1
- « L'Alsace et la Lorraine libérées. Les destructions en France envahie ». vol. 59, no. 21039 (mercredi 12 février 1919), p. 1-2.
- « Explications et vues d'avenir ». vol. 59, no. 21043 (dimanche 16 février 1919), p. 1.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du Vendredi 14 février (après-midi). Discours de M. Loucheur (Ministre de la reconstitution industrielle) ». vol. 59, no. 21043 (dimanche 16 février 1919), p. 2.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du Vendredi 14 février (après-midi). Notre politique industrielle de guerre et d'après-guerre ». vol. 59, no. 21043 (dimanche 16 février 1919), p. 2.
- « L'hymne à la production ». vol. 59, no. 21048 (vendredi 21 février 1919), p. 1.
- « La construction mécanique et le Comité des Forges ». vol. 59, no. 21048 (vendredi 21 février 1919), p. 3.
- « Journée parlementaire. La Chambre. Séance du vendredi 28 février 1919. La reconstitution industrielle ». vol. 59, no. 21057 (dimanche 2 mars 1919), p. 2.
- « Journée parlementaire. La Chambre. L'enquête sur la métallurgie ». vol. 59, no. 21063 (samedi 8 mars 1919), p. 2.
- « Nouvelles du jour. Les Allemands dans le bassin de Briey ». vol. 59, no. 21069 (samedi 8 mars 1919), p. 2.
- « Commerce, industrie et agriculture. Les syndicats patronaux ». vol. 59, no. 21065 (lundi, le 10 mars 1919), p. 2.
- « La Chambre. L'enquête sur la métallurgie ». vol. 59, no. 21070 (dimanche 16 mars 1919), p. 2.
- « La transformation des usines de guerre pour la production de paix ». vol. 59, no. 21075 (vendredi, le 21 mars 1919), p. 4.
- « La Chambre. L'enquête sur la métallurgie ». vol. 59, no. 21075 (vendredi 21 mars 1919), p. 2.
- « Journée parlementaire. La Chambre. L'enquête sur la métallurgie. La déposition du général Sarrail ». vol. 59, no. 21084 (dimanche 30 mars 1919), p. 2.
- « Journée parlementaire. La Chambre. L'enquête sur la métallurgie ». vol. 59, no. 21167 (samedi 21 juin 1919), p. 2.
- « Change et protectionisme ». vol. 59, no. 21244 (dimanche 7 septembre 1919), p. 1.

- « Journée parlementaire. La Chambre. L'enquête sur la métallurgie ». vol. 59, no. 21244 (dimanche 7 septembre 1919), p. 4.
- « Possibilités économiques ». vol. 59, no. 21250 (samedi 13 septembre 1919), p. 1.
- « L'Alsace et la Lorraine libérées. La liquidation des établissements métallurgiques séquestrés ». vol. 59, no. 21253 (mardi 16 septembre 1919), p. 1.
- « Journée parlementaire. L'enquête sur la métallurgie ». vol. 59, no. 21256 (vendredi 19 septembre 1919), p. 2.
- « Bulletin du jour. M. Poincaré devant les Chambre ». vol. 63, no. 22430 (samedi 13 janvier 1923), p. 1.
- « Études et enquêtes. L'électrométallurgie et les transports ferroviaires ». vol. 69, no. 24884 (lundi 7 octobre 1929), p. 4.
- « Études et notes financières. Les petits-fils de François de Wendel et Cie ». vol. 69, no. 24991 (lundi le 14 octobre 1929), p. 3.
- « Études et notes financières. Louvroil et Recquignies ». vol. 69, no. 24891 (lundi le 14 octobre 1929), p. 3.
- « Études Financières. Tréfileries et laminoirs du Havre ». vol. 69, no. 24905 (lundi le 28 octobre 1929), p. 3.
- « Congrès et expositions. Le Congrès de l'expansion économique française ». vol. 69, no. 24912 (lundi 4 novembre 1929), p. 4.
- « La vie économique. Informations. L'entente de l'acier décide une réduction de la production ». vol. 69, no. 24912 (lundi 4 novembre 1929), p. 4.
- « La vie économique. Informations. Dans les syndicats métallurgiques allemands ». vol. 69, no. 24926 (lundi 18 novembre 1929), p. 4.
- « La vie économique. Informations. Une importante fusion dans l'industrie métallurgique américaine ». vol. 69, no. 24929 (lundi 18 novembre 1929), p. 4.
- Loueilh, R. « La vie économique. Sous le signe de l'Union ». vol. 69, no. 24929 (lundi 18 novembre 1929), p. 4.
- « Aéronautique. La concentration dans l'Aviation et la Société générale aéronautique ». vol. 69, no. 24947 (lundi 9 décembre 1929), p. 3.
- « Informations. Les cartels internationaux ». vol. 69, no. 24947 (lundi 9 décembre 1929), p. 4.
- « Études et enquêtes. L'industrie française et la concurrence étrangère. IV- La métallurgie ». vol. 69, 24954 (lundi 16 décembre 1929), p. 4.
- « Études et enquêtes. L'industrie française et la concurrence étrangère. V- Conclusion ». vol. 69, no. 24961 (lundi 23 décembre 1929), p. 4.
- « Études et notes financières. Forges et aciéries du Nord et de l'Est ». vol. 69, no. 24961 (lundi 23 décembre 1929), pp. 2-3.
- « La vie économique. Les ententes et les cartels internationaux ». vol. 69, no. 24961 (lundi 23 décembre 1929), p. 4.
- « Notes industrielles et commerciales. Métallurgie. Les progrès de la métallurgie française et la création du Durapso ». vol. 69, no. 24968 (lundi 30 décembre 1929), p. 4.
- « Études financières. Forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt ». vol. 70, no. 24988 (lundi 20 janvier 1930), p. 2-3.
- « Études et enquêtes. L'industrie sidérurgique dans le monde et en France en 1929 ». vol. 70, no. 25002 (lundi 3 février 1930), p. 4.
- « Études et enquêtes. L'Union des industries métallurgiques et minières à Toulouse ». vol. 70, 25016 (lundi 17 février 1930), p. 4.
- « La vie économique. La médaille d'or Bessemer ». vol. 70, no. 25019 (jeudi 20 février 1930), p. 5.

- « Études et notes financières. Société Lorraine». vol. 70, no. 25023 (lundi 24 février 1930), p. 2-3.
- « La vie économique. Le nouveau comptoir des tôles». vol. 70, no. 25037 (lundi 10 mars 1930), p. 4.
- « Études financières. Commentry, Fourchambault et Decazeville». vol. 70, no. 25079 (lundi 21 avril 1930), p. 2.
- « Notes industrielles et commerciales. Métallurgie. Le perfectionnement des fours Martin». vol. 70, no. 25079 (lundi 21 avril 1930), p. 4.
- « Notes industrielles et commerciales. Construction mécaniques. Le travail à la chaîne». vol. 70, no. 25093 (lundi 5 mai 1930), p. 4.
- « Études financières. Aciéries de Longwy». vol. 70, no. 25100 (lundi 12 mai 1930), p. 2-3.
- « La vie économique. L'entente internationale de l'acier». vol. 70, no. 25107 (lundi 19 mai 1930), p. 4.
- « La vie économique. La baisse des prix des produits sidérurgiques en Allemagne». vol. 70, no. 25142 (lundi 23 juin 1930), p. 4.
- « Études financières. Alais, Frogès et Camargue (Péchiney)». vol. 70, no. 25156 (lundi 7 juillet 1930), p. 2.
- Millienne, René. « La vie économique. Le règne de la machine». vol. 70, no. 25169 (lundi 21 juillet 1930), p. 4.
- « Études financières. Ougrée Marihay». vol. 70, no. 25190 (lundi 11 août 1930), p. 2.
- « Études et notes financières. Schneider et Cie». vol. 70, no. 25225 (lundi 15 septembre 1930), p. 2.
- « Études et notes financières. Société française de constructions mécaniques. Anciens établissements Cail». vol. 70, no. 25246 (lundi 6 octobre 1930), p. 2.
- « Études financières. Aciéries de Paris et d'Outreau». vol. 70, no. 25246 (lundi 27 octobre 1930), p. 2.
- « Notes industrielles et commerciales. Organisation. Le chronométrage des temps de fabrication». vol. 70, no. 25295 (lundi 24 novembre 1930), p. 2.
- « Études financières. De Wendel et cie». vol. 70, no. 25300 (lundi 8 décembre 1930), p. 2.
- « Économie dirigée». vol. 73, no. 26367 (lundi 6 novembre 1933), p. 1.
- E. H. « Morale du capitalisme». vol. 73, no. 26409 (lundi 18 décembre 1933), p. 1.
- Pressac, Pierre de. « Cités et régions de France. Meuse, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Vosges. La situation politique». vol. 75, no. 26842 (jeudi 28 février 1935), p. 5.
- M. T. « Concurrence internationale». vol. 76, no. 27334 (lundi 7 juillet 1936), p. 6.
- Pupin, René. « Psychologie, misère et prospérité». vol. 76, no. 27334 (lundi 7 juillet 1936), p. 6.
- « La vie économique. À la Confédération générale du patronat français». vol. 76, no. 27430 (lundi 12 octobre 1936), p. 5.
- « Une lettre de M. C.-J. Gignoux au président du conseil». vol. 76, no. 27463 (samedi 14 novembre 1936), p. 8.
- « Une lettre du président du Comité des forges au président du conseil». vol. 76, 27464 (dimanche 15 novembre 1936), p. 6.

B.- Le Figaro:

- Avril, Auguste. « À la Chambre. Le bassin de Briey. La fin d'une légende. Discours de M. Engerand et de M. Viviani». vol. 65, no. 32 (samedi 1^{er} février 1919), p. 1-2.
- Avril, Auguste. « La Chambre. L'interpellation sur le Comité des forges. Discours de M. Loucheur». vol. 65, no. 46 (samedi 15 février 1919), p. 2.
- Capus, Alfred. « Le scandale parlementaire de Briey». vol. 65, no. 47 (dimanche 16 février 1919), p.1.
- Engerand, Fernand, député du Calvados. « Autour de Briey». vol. 65, no. 50 (mercredi 19 février 1919), p. 1.

- Avril, Auguste. À la Chambre. La reconstitution industrielle. vol. 65, no. 53 (samedi 22 février 1919), p. 2.
- Avril, Auguste. « À la Chambre. La reconstitution industrielle ». vol. 65, no. 60 (samedi 1^{er} mars 1919), p. 1.
- Agence Havas. « Le bassin de Briey ». vol. 65, no. 66 (vendredi 7 mars 1919), p. 1.
- Churchill, Winston. « Impressions d'Amérique. L'industrie et la vie sociale ». vol. 105, no. 34 (lundi 3 février 1930), pp. 1-2.
- Hély, Marc. « La vie féminine contemporaine. Le taylorisme dans le ménage ». vol. 105, no. 40 (dimanche 9 février 1930), p. 5.
- Romier, Lucien. « La révolution économique ». vol. 110, no. 12 (samedi 12 janvier 1935), p. 1.
- Romier, Lucien. « Discipline industrielle ». vol. 110, no. 14 (lundi 14 janvier 1935), p. 1.
- Romier, Lucien. « La durée du travail ». vol. 110, no. 32 (vendredi 1^{er} février 1935), p. 1.
- Romier, Lucien. « Portée d'un projet ». vol. 110, no. 42 (lundi 11 février 1935), p. 1.
- Romier, Lucien. « Conséquences... L'industrie ». vol. 111, no. 277 (samedi 3 octobre 1936), p. 1.
- Hobbe, C.-P. « Une enquête du Figaro. Est-il possible d'appliquer la loi de quarante heures? Dans la métallurgie de l'Est, oui... Si l'on réduit la production de 20% ou si l'on embauche 18.000 ouvriers étrangers ». vol. 111, no. 309 (mercredi 4 novembre 1936), p. 1 et 3.

C.- *L'Humanité:*

- Barthe, Édouard. «Le Comité des Forges contre la France». vol. 16, no. 5389 (samedi 18 janvier 1919), p. 1.
- «L'interpellation de Barthe. C'est la métallurgie qui a fait la guerre». vol. 16, no. 5394 (jeudi 23 janvier 1919), p. 1-2.
- Barthe, Édouard. «Autour d'une interpellation. Sur les pratiques du Comité des Forges, le bassin de Briey et la guerre». vol. 16, no. 5395 (vendredi 24 janvier 1919), p. 1.
- Cachin, Marcel. «L'interpellation de Barthe». vol. 16, no. 5396 (samedi 25 janvier 1919), p. 1.
- Rouanet, Gustave. «L'interpellation Barthe. La métallurgie contre la France. Les méfaits du Comité des Forges». vol. 16, no. 5396 (samedi 25 janvier 1919), pp. 1-2.
- Mistral, Paul. «La grosse métallurgie à l'oeuvre». vol. 16, no. 5399 (mardi 28 janvier 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «Le Comité des Forges contre la nation. Les manoeuvres de M. Pinot». vol. 16, no. 5400 (mercredi 29 janvier 1919), p. 1.
- Cachin, Marcel. «Comité des Forges contre la France. Quelques questions à M. Loucheur». vol. 16, no. 5401 (jeudi 30 janvier 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «Autour d'une interpellation. Les agissements du Comité des Forges. Pourquoi ces millions?» vol. 16, no. 5402 (vendredi 31 janvier 1919), p. 1.
- Cachin, Marcel. «Un grand débat socialiste». vol. 16, no. 5403 (samedi 1^{er} février 1919), p. 1.
- Rouanet, Gustave. «La Lumière commence à poindre... Barthe exécute le Comité des Forges. La Chambre vote l'affichage de leurs discours». vol. 16, no. 5403 (samedi 1^{er} février 1919), p. 1-2.
- Bracke (Desrousseaux, A.-M.) «Coins de voile». vol. 16, no. 5404 (dimanche 2 février 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «La question du bassin de Briey». vol. 16, no. 5413 (mardi 11 février 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «Au Comité des Forges. Les internationales de la métallurgie. Comment elles fonctionnent?» vol. 16, no. 5416 (vendredi 14 février 1919), p. 1.
- Rouanet, Gustave. «Les métallurgistes et l'affaire de Briey. Après les explications de M. Loucheur le gouvernement accepte l'enquête». vol. 16, no. 5417 (samedi 15 février 1919), p. 1.

- Barthe, Édouard. «Le Comité des Forges contre la Nation. Le discours de Loucheur». vol. 16, no. 5424 (samedi 22 février 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «Le Comité des Forges contre la Nation. Comment le pays a été rançonné». vol. 16, no. 5429 (jeudi 27 février 1919), p. 1.
- Mayeras, B. «Loucheur le malthusien». vol. 16, no. 5430 (vendredi 28 février 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «Le Comité des Forges contre la Nation. Comment le pays a été rançonné». vol. 16, no. 5431 (samedi 1^{er} mars 1919), p. 1.
- Rouanet, Gustave. «Les scandales de la métallurgie. La Chambre décide de nommer une commission d'enquête». vol. 16, no. 5431 (samedi 1^{er} mars 1919), p. 1-2.
- Barthe, Édouard. «L'hymne à la production». vol. 16, no. 5441 (mardi 11 mars 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «Au Comité des Forges. Le Bluff». vol. 16, no. 5443 (jeudi 13 mars 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «Le scandale du Comité des Forges. Injures et trahison. Où en est l'enquête parlementaire». vol. 16, no. 5463 (mercredi 2 avril 1919), p. 1.
- Camille, E.L. «À la commission d'enquête. Les défaillances du grand état-major». vol. 16, no. 5463 (mercredi 2 avril 1919), p. 1.
- Barthe, Édouard. «L'internationale des métaux. Devant le Congrès de la Paix». vol. 16, no. 5464 (jeudi 3 avril 1919), p. 1.
- «La métallurgie et la guerre. Grave déposition du général Ruffet». vol. 16, no. 5477 (mercredi 16 avril 1919), p. 1.
- Luquet, A. «Le Temps et les 8 heures». vol. 16, no. 5483 (mercredi 23 avril 1919), p. 1.
- M., A. «Après la grève des métaux. Le lock-out de la métallurgie». vol. 16, no. 5554 (jeudi 3 juillet 1919), p. 2.
- Morizet, André. «Joffre et le plan 17». vol. 16, no. 5557 (dimanche 4 juillet 1919), p. 1.
- «L'enquête sur la métallurgie. Le Maréchal Joffre dépose devant la commission». vol. 16, no. 5556 (samedi 5 juillet 1919), p. 1.
- «Sous la pression populaire, la débâcle commence... Le Gouvernement est battu à la Chambre par 227 voix contre 213 au cours des débuts sur la vie chère. Barthe». vol. 16, no. 5570 (samedi 19 juillet 1919), p. 1.
- «L'immunité de Briey et le «Temps»». vol. 16, no. 5577 (samedi 26 juillet 1919), p. 1.
- «L'immunité du Bassin de Briey.» vol. 16, no. 5578 (dimanche 27 juillet 1919), p. 1.
- Torrès, Henri. «Polémiques. Un drôle de pistolet!» vol. 16, no. 6229 (mercredi 13 avril 1921), p. 1.
- Labrousse, C.-E. «À la chambre (suite). Séance du matin. L'illusion de la taxe sur les importations allemandes». vol. 16, no. 6230 (jeudi 14 avril 1921), p. 2.
- France, Anatole. « Une lettre d'Anatole France. « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels »». vol. 18, no. 6688 (mardi 18 juillet 1922), p. 1.
- Ker, A. «La crise capitaliste. Les comptoirs métallurgiques disparaissent». vol. 18, no. 6857 (mercredi 3 janvier 1923), pp. 1-2.
- Dunois, Amédée. «L'impérialisme français se prépare à frapper l'Allemagne désarmée. Que décidera aujourd'hui la commission des réparations?» vol. 18, no. 6865 (mardi 9 janvier 1923), p. 1.
- Fourier, Marcel. «À la veille du mauvais coup. Le patriotisme du Comité des Forges: «La Ruhr et du coke»». vol. 18, no. 6865 (mardi 9 janvier 1923), p. 1-2.
- «Au nom du droit des peuples et des requins de la métallurgie. La Ruhr est occupée». vol. 18, no. 6868 (vendredi 12 janvier 1923), p. 1-2.

- «Le pseudo-complot. Le Comité des Forges contre les communistes». vol. 18, no. 6871 (mercredi 17 janvier 1923), p. 2.
- Delagarde, Victor. «Dans les usines de la métallurgie. «L'Usine» part en guerre contre l'offensive des salaires». vol. 18, no. 6874 (samedi 20 janvier 1923), p. 4.
- A. D. «Le Comité des Forges prétend qu'il n'est pour rien dans le coup de la Ruhr». vol. 18, no. 6885 (mercredi 31 janvier 1923), p. 3.
- Froelich, Paul. (député du Reichstag) «60% ou 40%». vol. 18, no. 6889 (dimanche 4 février 1923), p. 1.
- Sadoul, Jacques. «La politique des hauts fourneaux». vol. 18, no. 7085 (mardi 22 mai 1923), p. 1.
- «Notes économiques de la semaine. Schneider et la finance britannique». vol. 20, no. 7135 (mercredi 11 juillet 1923), p. 5.
- Sadoul, Jacques. «Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (1)» vol. 20, no. 7177 (mercredi 22 août 1923), p. 2.
- Sadoul, Jacques. «Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (suite) (2)» vol. 20, no. 7175 (jeudi 23 août 1923), p. 2.
- Sadoul, Jacques. «Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (suite) (3)» vol. 20, no. 7176 (vendredi 24 août 1923), p. 2.
- Sadoul, Jacques. «Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (suite) (4)» vol. 20, no. 7177 (samedi 25 août 1923), p. 2.
- Sadoul, Jacques. «Feuilleton. La France, puissance métallurgique. (suite et fin) (5)» vol. 20, no. 7178 (dimanche 26 août 1923), p. 2.
- Lauzon, R. «Notes économiques. La M.I.C.U.M. fourrier nécessaire du Comité des Forges». vol. 20, no. 7279 (dimanche 2 décembre 1923), p. 5.
- Souvarine, Doris. ««L'abominable vénalité» du «Temps» et celle de la «Liberté» et de la «Patrie». Les insulteurs de Jaurès pris la main dans le sac». vol. 20, no. 7291 (vendredi 14 décembre 1923), p. 1.
- «M. François-Poncet et le Comité des Forges». vol. 20, no. 7296 (mercredi 19 décembre 1923), p. 1-2.
- Le Parti communiste. «L'affiche du Parti communiste. Questions à M. le comte de la Rocque. Le Parti communiste demande des réponses précises». vol. 32, no. 13360 (mardi 16 juillet 1935), p. 4.
- Nizan, Paul. «Quand les ouvriers travaillent pour eux... II.- Lénine prend la parole». vol. 33, no. 13543 (mercredi 15 janvier 1936), p. 1 et 3.
- Nizan, Paul. «Quand les ouvriers travaillent pour eux... III.- De Taylor à Stakhanov». vol. 33, no. 13545 (vendredi 17 janvier 1936), p. 1 et 4.
- Nizan, Paul. «Quand les ouvriers travaillent pour eux... IV.- De la caserne à la liberté». vol. 33, no. 13546 (samedi 18 janvier 1936), p. 1 et 2.
- Hamon, Augustin. «Et voici les 200 familles... La féodalité financière maîtresse de la France». vol. 33, no. 13547 (dimanche 19 janvier 1936), p. 1 et 2.
- Hamon, Augustin. «Et voici les 200 familles. Les Mirabaud». vol. 33, no. 13549 (mardi 21 janvier 1936), p. 1 et 4.
- Hamon, Augustin. «Et voici les 200 familles... Les Neuffizes. V.- Les Origines». vol. 33, no. 13565 (jeudi 6 février 1936), p. 1 et 4.
- Duclos, Jacques. «Où va le franc». vol. 33, no. 13589 (dimanche 1^{er} mars 1936), p. 1 et 2.
- Hamon, Augustin. «Et voici les 200 familles. XI.- Encore les Mallet. Les luttes entre groupes financiers». vol. 33, no. 13593 (jeudi 5 mars 1936), p. 1 et 4.

- Hamon, Augustin. «Et voici les 200 familles... XII.- Jacques Ferray». vol. 33, no. 13595 (samedi 7 mars 1936), p. 4.
- Hamon, Augustin. «Et voici les 200 familles... XV.- Les Demachy». vol. 33, no. 13602 (samedi 14 mars 1936), p. 4.
- Hamon, Augustin. «Et voici les 200 familles... XVI.- Les Demachy et les de Wendel». vol. 33, no. 13604 (lundi 16 mars 1936), p. 1 et 4.
- Vaillant-Couturier, P. «Aujourd'hui la tête de mort contre la France». vol. 33, no. 13611 (lundi 23 mars 1936), p. 1.
- Hamon, Augustin. «Et voici les 200 familles... Les de Wendel». vol. 33, no. 13612 (mardi 24 mars 1936), p. 4.
- Duclos, Jacques. «Vive le Front Populaire! Tous les coups à la réaction». vol. 33, no. 13615 (vendredi 27 mars 1936), p. 1-2.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. I.- Nuits de Lorraine». vol. 33, no. 13638 (dimanche 19 avril 1936), p. 1 et 4.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. III.- Jusqu'aux stocks!» vol. 33, no. 13640 (mardi 21 avril 1936), p. 1 et 4.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. IV.- Où l'on découvre «la main de l'Allemagne»». vol. 33, no. no. 13641 (mercredi 22 avril 1936), p. 1 et 2.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. V.- Plus de 20 trains par jour». vol. 33, no. 13642 (jeudi 23 avril 1936), p. 1 et 4.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. VI.- Accusé, le Comité des Forges avoue». vol. 33, no. 13643 (vendredi 24 avril 1936), p. 1 et 7.
- Vaillant-Couturier, P. «Pour l'ordre votez communistes! Touché, Wendel!» vol. 33, no. 13643 (vendredi 24 avril 1936), p. 1.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. VII.- Les victimes répondent, M. de Wendel!» vol. 33, no. 13644 (samedi 25 avril 1936), p. 1 et 4.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. VII.- Hitler a donné 100 milliards!» vol. 33, no. 13645 (dimanche 26 avril 1936), p. 1-2.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. IX.- Oui, on en fait des obus». vol. 33, no. 13648 (mercredi 29 avril 1936), p. 1 et 4.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. X.- Le culot de M. de Wendel». vol. 33, no. 13649 (jeudi 30 avril 1936), p. 1-2.
- «Le Comité des Forges tente de faire pression sur les ouvriers». vol. 33, no. 13650 (vendredi 1^{er} mai 1936), p. 1.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. Les responsables vivent... et continuent». vol. 33, no. 13650 (vendredi 1^{er} mai 1936), p. 6.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. XII.- Une tradition de famille». vol. 33, no. 13692 (dimanche 3 mai 1936), p. 4.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. XIII.- Après le 7 mars». vol. 33, no. 13654 (mardi 5 mai 1936), p. 1-2.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. XIV.- M. de Wendel fait du chantage». vol. 33, no. 13655 (mercredi 6 mai 1936), p. 1 et 4.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. XV.- Les ennemis de la France». vol. 33, no. 13656 (jeudi 7 mai 1936), p. 1-2.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. XVI.- Croix de feu et croix gammée». vol. 33, no. 13657 (vendredi 8 mai 1936), p. 1-2.
- Mars, P. «La grande trahison du fer. XVI.- Assez!» vol. 33, no. 13658 (samedi 9 mai 1936), p. 1-2.
- Delon, Pierre. «Produire plus? La France le peut! Comment? Hauts fourneaux au ralenti. Une heure avec Chevalme, secrétaire général des métaux et membre du Conseil national économique». vol. 34, no. 14170 (mardi 5 octobre 1937), p. 5.
- Delon, Pierre. «Produire plus? La France le peut! Comment? Coup d'oeil sur l'Amérique». vol. 34, no. 14174 (samedi 9 octobre 1937), p. 5.

- Delon, Pierre. «Produire plus? La France le peut! Comment? La production des fonderies n'a pas été restreinte par l'application des lois sociales affirment les techniciens les plus autorisés». vol. 34, no. 14179 (jeudi 14 octobre 1937), p. 5.
- Delon, Pierre. «Produire plus? La France le peut! Comment? J'aime mon pays... nous dit un banquier, et les manoeuvres des financiers contre le franc et la France m'indignent». vol. 34, no. 14183 (lundi 18 octobre 1937), p. 5.
- Delon, Pierre. «Produire plus? La France le peut! Comment? Les banques populaires n'aident pas suffisamment les petits propriétaires». vol. 34, no. 14189 (dimanche 24 octobre 1937), p. 5.

2. DICTIONNAIRES, ENCYCLOPÉDIES UTILES À LA DÉFINITION DU SUJET

- Bernard, Yves et Colli, Jean, dir. « Concentration ». *Dictionnaire économique et financier*, 5^e éd. Paris, Seuil, 1989. pp. 404-407.
- Bonin, Hubert. « Concentration économique ». *Encyclopaedia Universalis*. Paris, Encyclopaedia Universalis, 1984, vol. 16, pp. 860-865.
- Chardonnet, Jean. « Sidérurgie (Industrie) ». *Encyclopaedia Universalis*. Paris, Encyclopaedia Universalis, 1989, vol. 20, pp.1054-1059.
- Houssiaux, Jacques. 1929-1970 « Ententes et cartels ». *Encyclopaedia Universalis*. Paris, Encyclopaedia Universalis, 1989, vol. 8, pp. 434-438.
- Weill, Adrienne R. « Métallurgie A. Histoire ». *Encyclopaedia Universalis*. Paris, Encyclopaedia Universalis, 1989, vol. 15, pp. 142-148.

3. ARTICLES OU BILANS HISTORIOGRAPHIQUES; ÉTAT DE LA QUESTION

- Caron, François. « La stratégie des investissements en France aux 19^e et 20^e siècles ». *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 54, no 1 (1976), pp. 64-117.
- Clough, Shepard-Bancroft. « Retardative factors in French economic development in the 19th and 20th centuries ». *The Journal of Economic History*, vol. 6, no 1 (mai 1946), pp. 191-196.
- Kuisel, Richard F. *Le capitalisme et l'État en France, modernisation et dirigisme au XX^e siècle*. Paris, Gallimard, 1984, 467 p. (Bibliothèque des histoires)
- Lévy-Leboyer, Maurice. « La grande entreprise: un modèle français? » in Lévy-Leboyer, Maurice et Casanova, Jean-Claude, dir. *Entre l'État et le marché: L'économie française des années 1880 à nos jours*. Paris, Gallimard, 1991. pp. 365-410.
- Lévy-Leboyer, Maurice. « Le patronat français, 1912-1973 » in Lévy-Leboyer, Maurice, éd. *Le patronat de la seconde industrialisation*. Paris, Les éditions ouvrières, Cahiers du Mouvement social, no 4, 1979. pp. 137-188.

4. OUVRAGES GÉNÉRAUX (SYNTHÈSES SUR L'ÈRE SPATIO-TEMPORELLE)

- Agulhon, Maurice. V5: *La République de Jules Ferry à François Mitterrand, 1880 à nos jours*. Paris, Hachette, 1987-1990. 465+550 p. 2 vol. (Histoire de France Hachette)
- Ambrosi, Ch., Baleste, M. et Tacel, M. *Économie contemporaine, T. 1 1929-1960*. Paris, Delagrave, 1960.
- Artaud, Denise. *La reconstruction de l'Europe, 1919-1929*. Paris, PUF, 1973. (Dossier Clio)
- Asselain, Jean-Charles. *Histoire économique de la France du 18^e siècle à nos jours. T.2 De 1919 à la fin des années 70*. Paris, Seuil, 1984. 209 p. (Points Histoire)
- Barbier, Frédéric. *Bibliographie de l'histoire de France*. Paris, Masson, 1987. 283 p.
- Bauer, Michel et Cohen, Élie. *Qui gouverne les groupes industriels? Essai sur l'exercice du pouvoir du et dans le groupe industriel*. Paris, Les éditions du Seuil, 1981. 278 p. (Sociologie)
- Beaud, Michel. *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours. 3^e éd.* Paris, Seuil, 1987. 374 p. (Points Économie)
- Becker, Jacques et Berstein, Serge. *Nouvelle histoire de la France contemporaine. T. 12: Victoire et frustrations 1914-1929*. Paris, Seuil, 1990. 455 p.

- Bellanger, Claude, Godechot, Jacques, Guiral, Pierre et Terrou Femand. *Histoire générale de la Presse française, T. III, 1871-1940*. Paris, PUF, 1969-1976. 688 p.
- Bernard, Phillippe. *La fin d'un monde 1914-1929*. Paris, Seuil, 1975. 250 p. (Point Histoire)
- Bettelheim, Charles. *Bilan de l'économie française 1919-1946*. Paris, PUF, 1947. 291 p.
- Biard, Roger. *La sidérurgie française. Contribution à l'étude d'une grande industrie française*. Paris, Éditions sociales, 1958. 316 p.
- Birnbaum, Pierre et al. *La classe dirigeante française, dissociation, interpénétration, intégration*. Paris, PUF, 1978. 189 p.
- Bloch, Marc Léopold Benjamin. *L'étrange défaite: témoignage écrit en 1940; suivi de Écrits clandestins, 1942-1944*. Paris, Colin, 1957. 262 p.
- Bodin, Louis. *Front populaire, 1936*. 3^e éd. Paris, Armand Colin, 1972. 276 p.
- Bonin, Hubert. *Histoire économique de la France depuis 1880*. Paris, Masson, 1988. 333 p. («Un siècle d'histoire»)
- Borne, Dominique et Dubief, Henri. *Nouvelle histoire de la France contemporaine. Tome 13: La crise des années 30, 1929-1938*. Paris, Seuil, 1989. 322 p.
- Boudet, Jacques. *Le monde des affaires en France de 1830 à nos jours*. Paris, Société d'édition de dictionnaires et d'encyclopédies, 1952. 768 p.
- Braudel, Fernand. & Labrousse, Ernest., dir. *Histoire économique et sociale de la France. T.4: L'ère industrielle et la Société d'aujourd'hui: siècle 1880-1980. V.2: Le temps des Guerres mondiales et de la Grande crise (1914- vers 1950)*. Paris, PUF, 1980.
- Brogie, Gabriel de. *Histoire politique de la revue des deux mondes de 1829 à 1979*. Paris, Librairie académique Perrin, 1979. 381 p.
- Brun, G. *Technocrates et technocratie en France de 1918 à 1945*. Paris, éditions Albatros, 1979. 324 p.
- Cabanis, André. *Introduction à l'histoire économique et sociale de la France au XIX^e et XX^e siècle*. Toulouse, Privat, 1977. 247 p. (Sociétas)
- Caillot, Patrice. *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale, des origines à 1944: 47, Lot-et-Garonne*. Paris, Bibliothèque nationale, 1981. 73 p.
- Caron, François. *Histoire économique de la France, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Armand Colin, 1981. 320 p. (Collection U)
- Carpentier, Jean et Lebrun, François. *Histoire de France*. Paris, Seuil, 1987. 488 p. (Points Histoire)
- Carré, J.-J., Dubois, P. et Malinvaud, E. *La croissance française. Un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*. 2^e éd. aug. Paris, Seuil, 1977. 729 p.
- Carter, Edward C., Forster, Robert et Moody, John N., dir. *Enterprises and Entrepreneurs in Nineteenth and Twentieth Century France*. Baltimore et Londres, John Hopkins UP, 1976. 207 p.
- Chadeau, Emmanuel. *Annuaire statistique de l'économie française au XIX^e et XX^e siècles. T.1 L'économie nationale aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1988. 258 p.
- Chadeau, Emmanuel. *L'économie du risque. Les entrepreneurs 1850-1980*. Paris, O. Orban, 1988. 328 p.
- Chandler, Alfred Dupont. *Stratégies et structures de l'entreprise*. Paris, Éditions d'organisation, 1972. 543 p.
- Chandler, Alfred Dupont jr et Takashi, Hikina. *Scale and scope: the dynamics of industrial capitalism*. Cambridge et Londres, Cambridge et Londres, Belknap Press of Harvard University Press, 1990. 860 p.
- Chardonnet, Jean. *Les grands types de complexes industriels*. Paris, Colin, 1953. 196 p. (Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques: no. 39)

- Chiatî, Mahmoud. *Les ententes industrielles internationales*. Paris, Thèse de doctorat, 199 p.
- Daumard, Adeline. *Les bourgeois et la bourgeoisie en France*. Paris, Aubier, 1987. 430 p.
- Delefortrie-Soubeyroux, N. *Les dirigeants de l'industrie française*. Paris, Colin, 1961. 280 p.
- Delfaud P. et Guillaume P. *Nouvelle histoire économique, t. II: Le XX^e siècle*. Paris, Armand Colin, 1976. 400 p.
(Collection U)
- Dewerpe, Alain. *Le monde du travail en France, 1800-1950*. Paris, Armand Colin, 1989. 189 p. (Cursus)
- Dreyfus, Michel. *Les Sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France*. Paris, Éd. ouvrières, 1987. 298 p.
(Coll. Mouvement social)
- Dyas, G.P. *The Strategy and Structure of the French Industrial Enterprise*. Université Havard, Thèse de doctorat, 1972.
- Ehrmann, Henry. *La politique du patronat français, 1936-1955*. Paris, Armand Colin, 1959. 416 p.
- Ehrmann, Henry. *Organised business in France*. Princeton, Princeton University Press, 1957. 514 p.
- Estier, Claude. *La gauche hebdomadaire, 1914-1962*. Paris, Armand Colin, 1962. 287 p. (Kiosque; les faits, la presse, l'opinion; 21)
- Faucher, Jean-André et Jacquemart, Noël. *Le quatrième Pouvoir. La Presse française de 1830 à 1960*. Paris, 1969. 335 p.
- Flamant, Maurice. *Histoire économique et sociale contemporaine*. Paris, Montchrestien, 1976. 647 p.
- Fohlen C. *La France de l'entre-deux guerres 1917-1939*. Paris, Casteman, 1972. 226 p.
- Fridenson, Patrick et Strauss, André, dir. *Le capitalisme français 19^e-20^e siècles. Blocages et dynamismes d'une croissance*. Paris, Fayard, 1987.
- Galbraith, J.K. *La crise économique de 1929*. Paris, Payot, 1970. 219 p.
- Gueslin, André. *L'État, l'économie et la société française, XIX^e-XX^e siècle*. Paris, Hachette, 1992. 249 p. (Hachette supérieur; Carré histoire; 12)
- Houssiaux, Jacques. *Pouvoir des monopoles. Essai sur les structures industrielles du capitalisme contemporain*. Paris, Sirey, 1958. 416 p.
- Jeanneney, J.-M., et Barbier-Jeanneney. *Les économies occidentales du 19^e siècle à nos jours*. Paris, 1985. 2 vol.
- Jeanneney, Jean-Noël. *L'argent caché: milieux des affaires et pouvoirs politiques dans la France du XX^e siècle*. Paris, Fayard, 1981. 364 p.
- Kemp, T. *The French Economy (1913-1939)*. New York, St. Martin's Press, 1972. 182 p.
- Lambert, Max. *Structure et problème des grandes industries françaises. Tome 1*. Paris, P.U.F., 1945. 383 p.
- Landes, David S. *L'Europe technicienne: révolution technique et libre essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours*. Paris, Gallimard, 1975. 779 p.
- Lefranc, Georges. *Les organisations patronales en France*. Paris, Payot, 1976. 420 p.
- Lequin, Yves, dir. *Histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Armand Colin, 1983. 3 vol.
- Lévy-Leboyer, Maurice, éd. *Le patronat de la seconde industrialisation*. Paris, Les éditions ouvrières, Cahiers du Mouvement social, no 4, 1979. 320 p. (Cahiers du mouvement social; no 4)
- Lévy-Leboyer, Maurice et Casanova, Jean-Claude, dir. *Entre l'État et le marché: L'économie française des années 1880 à nos jours*. Paris, Gallimard, 1991. 694 p.
- Lewinsohn, Richard. *Trusts et cartels dans l'économie mondiale*. Paris, Librairie de Medicis, 1950. 386 p.
- Livois, René de. *Histoire de la presse française*. Paris, C.F.A., 1975. 660 p. 2 vol.

- Margairaz, Michel. *L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion, 1932-1952. T.1 et 2.* Paris, Imprimerie nationale, Comité pour l'histoire économique et financière. Ministère des Finances, 1991. 717 p. 2 vol. (Histoire économique et financière de la France)
- Mathias, Peter et Pollard, Sidney. *The Cambridge Economic History of Europe.* Cambridge, Cambridge University Press, 1966.
- Mogenet, Maurice. *Un siècle d'économie française 1863-1963.* Paris, Les éditions Crédit Lyonnais, 1963. 243 p.
- Morin, François. *La structure financière du capitalisme français.* Paris, Calmann-Lévy, 1974. 316 p.
- Néré, Jacques. *La crise de 1929.* Paris, Armand Colin, 1973. 225 p.
- Noiriel, Gérard. *Les ouvriers dans la société française: XIX-XX^e siècle.* Paris, Seuil, 1986. 317 p. (Point Histoire; 88)
- Nora, Pierre et Agulhon, Maurice, dir. *Les lieux de mémoires. III. Les France.* Paris, Gallimard, 1984-1992. 3 vol.
- Parent, Jean. *La concentration industrielle.* Paris, PUF, 1970. 222 p.
- Parent, Jean. *Les firmes industrielles. T2: Croissance des firmes et structures industrielles.* Paris, PUF, 1978.
- Philip André. et Loïc. *Histoire des faits économiques et sociaux de 1800 à nos jours.* Paris, Aubier-Montaigne, 1976.
- Poidevin, Raymond. *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914.* Paris, Armand Collin, 1969. 917 p.
- Priouret, Roger-Auguste. *Origines du patronat français.* Paris, B. Grasset, 1963. 283 p.
- Rémond, René et Sirinelli, Jean François. *Histoire de France. T. 6: Notre siècle, de 1918 à 1991.* Paris, Fayard, 1988. 958 p. (Histoire de France; dir. Jean Favier)
- Rémond, René et Bourdin, Janine. *La France et les Français 1938-1939.* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978. pp. 139-157.
- Sauvy, Alfred et Hirsch, Anita. *Histoire économique de la France entre les deux guerres. 2^e éd. rév.* Paris, Économica, 1984. 3 vol.
- Schumpeter, Joseph-Alois. *Capitalisme, socialisme et démocratie.* Paris, Payot, 1972. 417 p. (Payothèque)
- Soutou, Georges. *L'or et le sang: Les but de guerres économiques de la Première Guerre Mondiale.* Paris, Fayard, 1989. 963 p. (Nouvelles études historiques)
- Zylberberg, André. *L'économie mathématique en France, 1870-1914.* Paris, Économica, 1990. 171 p.

5. OUVRAGES SPÉCIALISÉS (MONOGRAPHIES EN RAPPORT AVEC LE SUJET)

- Les cartels internationaux.* Paris, Documentation française, 1957. 179 p. (France. Direction de la documentation. Recueil et monographies)
- Pont-à-Mousson a cent ans, 1856-1956.* Nancy, Berger-Levrault, 1957. 755 p. 2 vol.
- Amaury, Francine. *Histoire du plus grand Quotidien de la IIIe république, « le Petit Parisien » 1876-1944. T.II: « Le Petit Parisien » instrument de propagande au service du Régime.* Paris, PUF, 1972. 1352 p.
- Bariéty, Jacques. *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale: 10 novembre 1918-10 janvier 1925: de l'exécution à la négociation.* Paris, Édition Pedone, 1977. 797 p. (Publications de la Sorbonne; série internationale)
- Baudant, Alain. *Pont-à-Mousson (1918-1939). Stratégies industrielles d'une dynastie lorraine.* Paris, Publications de la Sorbonne, 1980. 507 p. (Série N.S. Recherches; 40)
- Baumier, Jean. *La fin des maîtres de forges.* Paris, Plon, 1981. 269 p.

- Beaucarnot, Jean-Louis. *Les Schneider, une dynastie*. Paris, Hachette, 1986. 254 p.
- Belhoste, Jean-François. *Histoire des usines d'Allevard des origines à 1970*. Grenoble, Didier-Richard, 1982. 292 p.
- Bonnet, Serge. *L'homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains. T.2: 1930-1959*. 2^e éd. Nancy, Metz, Presses universitaires de Nancy, Éditions Serpenoise, 1986. 413 p.
- Bonnet, Serge. *L'Homme du fer. Mineurs et ouvriers sidérurgistes lorrains. T.1: 1889-1930*. Nancy, Metz, Presses universitaires de Nancy, Éditions Serpenoise, 1986. 302 p.
- Chardonnet, Jean. *La sidérurgie française*. Paris, Colin, 1954. 228 p.
- Chardot, Jacques. *Les cartels dans la métallurgie*. Paris, Thèse de doctorat, 160 p.
- Colombier L. *La métallurgie du fer*. Paris, Dunod, 1948. 326 p.
- Desgranges, P. *Le Comptoir sidérurgique de France (les comptoirs de vente de la sidérurgie française des origines à 1940)*. Paris, Thèse de doctorat, 1976. 215 p. multig.
- François-Poncet, André. *Théodore Laurent 1863-1953. L'industriel, l'homme*. Paris, 1955. 175 p.
- Fritsch, Pierre. *Les Wendel, rois de l'acier français*. Paris, Robert Laffont, 1976. 280 p.
- Gendarme René. *La région industrielle du nord. Essai d'analyse économique*. Paris, Armand Colin, 1954. 305 p. (Études d'analyse économique et Mémoires)
- Gignoux, C. *Histoire d'une entreprise française (Pechiney)*. Paris, Hachette, 1955. 254 p.
- Gillet, Marcel. *La société de Commentry-Fourchambault et Decazeville, 1854-1954*. Paris, 1955.
- Guillet, Léon. *Les étapes de la métallurgie*. Paris, PUF, 1948. 126 p. (Que sais-je?;96)
- Guillet, Léon. *Les techniques de la métallurgie*. Paris, PUF, 1948. 125 p. (Que sais-je?)
- Haby, R. *Les houillères de Lorraine et leurs régions*. Paris, SABRI, 1965. 781 p.
- Hardy-Hemery, Odette. *De la croissance à la désindustrialisation. Un siècle dans le Valenciennois*. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1984. 401 p.
- Hardy-Hemery, Odette. *Industrie, patronat et ouvriers de Valenciennois pendant le premier XX^e siècle. Développements et restaurations capitalistes à l'âge du charbon et de l'acier*. Lille III, Atelier de reproduction de thèse, 1985. 5 vol.
- Hau, Michel. *L'Industrialisation de l'Alsace (1803-1939)*. Strasbourg, Association des publications près les universités de Strasbourg, 1987. 549 p.
- Jeanneney, Jean-Noel. *François de Wendel en République: l'argent et le pouvoir. 1914-1940*. Paris, Atelier de reproduction des thèses, Université de Lille, 1976. 3 vol., 1510 p.
- Jeanneney, Jean-Noel. *François de Wendel en République: l'argent et le pouvoir. 1914-1940*. Paris, Seuil, 1976. 669 p. (L'univers historique)
- Kolboom, Ingo. *La revanche patronale: le patronat français face au front populaire*. Paris, Flammarion, 1986. 390 p.
- Kuisel, Richard F. *Ernest Mercier. French technocrat*. Berkeley, University of California Press, 1967. 184 p.
- Lambert, Jean. *Le patron, de l'avènement à la contestation*. Paris, Bloud et Gay, 1969. 245 p.
- Léfranc, Georges. *Essais sur les problèmes socialistes et syndicaux*. Paris, Payot, 1970. 264 p.
- Lerat, Serge. *Géographie de la métallurgie. L'élaboration des métaux*. Paris, Éditions M-Th. Genin, 1975. 377 p. (Librairie technique)
- Martin, Roger. *Patron de droit divin*. Paris, Gallimard, 1984. 568 p.

- Moine, Jean-Marie. *Les Barons du fer: les maîtres de forge en Lorraine du milieu du XIX^e siècle aux années trente. Histoire sociale d'un patronat sidérurgique*. Nancy, Metz, Presses universitaires de Nancy, Éd. Serpenoise, 1989. 568 p.
- Noiriel, Gérard. *Longwy: immigrés et prolétaires: 1880-1980*. Paris, P.U.F., 1984. 400 p.
- Omnes, Catherine. *De l'atelier au groupe industriel: Vallourec, 1882-1978*. Paris, Ann Arbor, Éditions de la maison des Sciences de l'Homme: Villeneuve d'Asq., Presses universitaires de Lille, University Microfilms International, 1980. 452 p. (travaux et documents)
- Omnes, Catherine. *Histoire économique et financière de la métallurgie française de première transformation: L'industrie du tube d'acier, 1880-1970*. Paris X, Thèse de doctorat (Lettres), 3^e cycle, 1977. 522 p.
- Perpillou, M. A. *Les industries métallurgiques. La métallurgie du fer*. Paris, Centre de documentation universitaire de la Sorbonne, Paris-V, 1961. 78 p.
- Pinçon, M. *L'Acierie Thomé à Nouzonville (Ardennes)*. Paris, C.S.U., 1984.
- Prêcheur, Claude. *La Lorraine sidérurgique*. Paris, SABRI, 1959. 631 p.
- Prêcheur, Claude. « La métallurgie dans la vallée de la meuse et les vallées affluentes » in *Mémoires et Documents*. Tome I. Paris, DES, 1949. pp. 107-114.
- Priouret, Roger-Auguste. *La France et le management*. Paris, Denoël, 1970. 413 p. (Coll. Défi)
- Rideau, Émile. *Essor et problème d'une région française. Houillères et sidérurgies de Moselle*. Paris, Les Éditions ouvrières, 1956. 243 p.
- Rieben, Henri. *Des Ententes de Maîtres de Forges au Plan Schuman*. 2^e éd. Lausanne, Ambilly-Annemasse, Presses de Savoie, (1954) 1970. 556 p.
- Rondeau, Daniel et Boudin, François. *Chagrin lorrain, la vie ouvrière en Lorraine, 1870-1914*. Paris, Seuil, 1979. 145 p.
- Roy, Joseph-Antoine. *Histoire de la famille Schneider et du Creusot*. Paris, Marcel Rivière, 1962. 156 p.
- Sédillot, René. *Deux cent cinquante ans d'industrie en Lorraine. La maison de Wendel de 1704 à nos jours*. Paris, Riss et cie, 1958. 421 p.
- Sédillot, René. *Les deux cents familles*. Paris, Librairie académique Perrin, 1988. (Vérités et légendes)
- Selliers, Ph. de et Marzewski Jan. *Les origines et l'évolution de la sidérurgie européenne. Structures comparées de l'Est et de l'Ouest européens*. Nancy, Centre Européen Universitaire, 1952. 74 p.
- Verry, Maurice. *Les laminoirs ardennais. Déclin d'une aristocratie professionnelle*. Paris, Éditions ouvrières, 1956. 155 p.

6. CHOIX D'ARTICLES OU DE CHAPITRES DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS

- Actes du colloque « Le fer à travers les âges » in *Homme et techniques*. Nancy, Faculté des lettres de l'Université de Nancy, Annales de l'Est. Mémoire: no. 16, 1956. 592 p.
- Baudant, Alain. « Chapitre XX: Culture d'entreprise, valeurs et pouvoirs à Pont-à-Mousson (1856-1939) » in Fridenson, Patrick et Strauss, André, dir. *Le capitalisme français 19^e-20^e siècles. Blocages et dynamismes d'une croissance*. Paris, Fayard, 1987. pp. 367-386.
- Beaud, Claude-Ph. « Investments and profits of the multinational Schneider group, 1894-1943 » in Teichova, Alice, Lévy-Leboyer, Maurice et Nussbaum, Helga, éd. *Multinational Enterprise in Historical Perspective*. Cambridge, Cambridge University Press, 1986. pp. 87-102.

- Bergeron, Louis. « Livre 2: Permanence et renouvellement du patronat. Chapitre 7: Vers un renouvellement des entreprises et des hommes » in Lequin, Yves, dir. *Histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles. V.2: La société*. Paris, Armand Colin, 1983. pp. 273-292.
- Caron, François. « L'entreprise » in Nora, Pierre, dir. *Les lieux de mémoires. III. Les France. vol. 2: Traditions*. Paris, Gallimard, 1992. pp. 322-375. (Bibliothèque illustrée des histoires)
- Caron, François. « L'évolution de la concentration des entreprises en France au XX^e siècle » in Caron, François, éd. *Entreprises et Entrepreneurs, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1983. pp. 184-198.
- Cayez, Pierre. « Quelques aspects du patronat français pendant la deuxième étape de l'industrialisation » in Lévy-Leboyer, Maurice, éd. *Le patronat de la seconde industrialisation*. Paris, Les éditions ouvrières, Cahiers du *Mouvement social*, no 4, 1979. pp. 191-200.
- Davenport-Hines, R.P.T. « Vickers and Schneider: a comparison of new British and French multinational strategies 1916-1926 » in Lévy-Leboyer, Maurice, Teichova, Alice, et Nussbaum, Helga. *Historical studies in international corporate business*. Paris et Cambridge, Éditions de la maison des sciences de l'homme et Cambridge University Press, 1989. pp. 123-134.
- Fridenson, Patrick. « Le patronat français » in Rémond, René et Bourdin, Janine. *La France et les Français, 1938-1939*. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978. pp. 139-157.
- Hardy-Hémery, Odette. « Chapitre IV: Croissance et marchés sidérurgiques: les avatars des forges et aciéries du Nord-Est (1817-1948) » in Fridenson, Patrick et Strauss, André, dir. *Le capitalisme français 19^e-20^e siècles. Blocages et dynamismes d'une croissance*. Paris, Fayard, 1987. pp. 119-134.
- Hirsch, Anita et Sauvy, Alfred. « Cartels et ententes » in Sauvy, Alfred (avec la collaboration d'Anita Hirsch). *Histoire économique de la France entre les deux guerres. Tome 2. 2^e éd. rév.* Paris, Économica, 1984. pp. 97-125.
- Karpick, Lucien. « La profession libérale. Un cas, le barreau » in Nora, Pierre, dir. *Les lieux de mémoires. III. Les France. vol. 2: Traditions*. Paris, Gallimard, 1992. pp. 284-321. (Bibliothèque illustrée des histoires)
- Lequin, Yves. « Chapitre 3: La montée des antagonisme collectifs » in Lequin, Yves, dir. *Histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles. V.2: La société*. Paris, Armand Colin, 1983. pp. 433-480.
- Lévy-Leboyer, Maurice. « Innovation and Business Strategies in Nineteenth- and Twentieth- Century France » in Carter, Edward C., Forster, Robert et Moody, John N., dir. *Enterprises and Entrepreneurs in Nineteenth and Twentieth-Century France*. Baltimore et Londres, John Hopkins UP, 1976. pp. 87-136.
- Lévy-Leboyer, Maurice. « The large corporation in modern France » in Chandler, Alfred Dupont, Daems H. *Managerial hierarchies, comparative perspectives on the rise of the modern industrial enterprises*. Cambridge, Harvard University Press, 1980. pp. 117-160.
- Livet, Pierre. « Les dix dernières années de la III^e république vues à travers les éditoriaux d'un journal radical » in *L'union démocratique de la Haute-Savoie*. Strasbourg, Imprimerie de la faculté des lettres, 1965.
- Marseille, Jacques. « Le commerce entre la France et l'Allemagne pendant les « années 1930 » » in *La France et l'Allemagne, 1932-1936. Colloque, Paris, 1977*. Paris, CNRS, 1980. pp. 279-284.
- Morsel, Henri. « Chapitre 17: D'une guerre à l'autre » in Lequin, Yves, dir. *Histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles. V.1: Un peuple et son pays*. Paris, Armand Colin, 1984. pp. 497-522.

- Morsel, Henri. « Le patronat alpin français et la seconde révolution industrielle 1869-1939 » in Lévy-Leboyer, Maurice, dir. *Le patronat de la seconde industrialisation*. Paris, Les éditions ouvrières, Cahiers du *Mouvement social*, no 4, 1979. pp. 137-188.
- Moutet, Aimée. « Ingénieurs et rationalisation en France de la guerre à la crise (1914-1929) » in Thépot, A., dir. *L'ingénieur dans la société française*. Paris, Éditions ouvrières, Actes du colloque du Creusot, 1980, 1985. pp. 71-108.
- Omnes, Catherine. « Structures capitalistes et stratégies de croissance. Vallourec et l'industrie du tube d'acier. 1880-1976 » in Caron, François, dir. *Entreprises et Entrepreneurs, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, Association des historiens économistes, Congrès (1980), 1983. pp. 164-183.
- Paxton, Robert O. « L'affaire des carbures et l'abolition du délit de coalition, 1915-1926 » in Fridenson, Patrick, dir. *1914-1918: l'autre front*. Paris, Éditions ouvrières, Cahiers du *Mouvement social*, 2, 1977. pp. 145-169.
- Sauvy, Alfred. « Idées économiques et malthusianisme » in Sauvy, Alfred et Hirsch, Anita. *Histoire économique de la France entre les deux guerres. Volume II. 2^e éd. rév.* Paris, Économica, 1984. pp. 391-415.
- Sauvy, Alfred. « L'industrie » in Sauvy, Alfred et Hirsch, Anita. *Histoire économique de la France entre les deux guerres. Tome 2. 2^e éd. rév.* Paris, Économica, 1984. pp. 79-94.
- Thépot, André. « Les ingénieurs du corps des Mines, le patronat et la seconde industrialisation » in Lévy-Leboyer, Maurice, dir. *Le patronat de la seconde industrialisation*. Paris, Éditions ouvrières, Cahiers du *Mouvement social*, no 4, 1979. pp. 237-246.
- Toutain, Jean-Claude. « Les structures du commerce extérieur de la France, 1789-1970 » in Lévy-Leboyer, Maurice, dir. *Association des historiens économistes. La position internationale de la France: aspects économiques et financiers XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Éditions de l'école des Hautes Études en sciences sociales, 1977. pp. 53-74.
- Nussbaum, Helga. « International Cartels and Multinational Enterprises » in Teichova, Alice, Lévy-Leboyer, Maurice et Nussbaum, Helga, dir. *Multinational enterprise in historical perspective*. Cambridge, Cambridge University Press et Maison des sciences de l'homme, 1986. pp. 131-144.

7. ARTICLES DANS DES REVUES SAVANTES

- « Le patronat ». *Actes de la recherche en science sociale*, 1978, no 20-21 (mars-avril 1978), pp. 3-82.
- Arthaud, Denise. « A propos de l'occupation de la Ruhr ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 17, no 1 (janvier-mars 1970), pp. 1-21.
- Bariety, Jacques. « Le rôle d'Émile Mayrisch entre les Sidérurgies allemandes et françaises après la Première Guerre Mondiale ». *Relations internationales*, no 1, (mai 1974), pp. 123-134.
- Baudant, Alain. « Une entreprise française face à l'exportation: Pont-à-Mousson, 1860-1940 ». *Revue économique*, vol. 31, no 4 (juillet 1980), pp. 685-705.
- Beaud, Claude. « Une multinationale au lendemain de la Première Guerre mondiale: Schneider et l'Union européenne industrielle et financière ». *Histoire, Économie, Société*, vol. 2, no. 4 (1983), pp. 625-645.
- Breton, Yves. « Les économistes, le pouvoir politique et l'ordre social en France en 1830 et 1851 ». *Histoire, économie et société*, vol. 4, no. 2 (1985) pp. 233-252.
- Bussière, Éric. « Stratégies industrielles et structures de management dans la sidérurgie française: le cas Marine-Homécourt dans l'entre-deux-guerres ». *Revue historique*, vol. 280, no 1 (1988), pp. 27-51.

- Cahen, L. « La concentration des établissements en France de 1896 à 1936 ». *Études et conjonctures*, (septembre 1954), pp. 850-881.
- Caron, François. « Le changement technique contemporain: approches historiques: introduction, technique et histoire économique ». *Histoire, Économie, Société*, vol. 12, no 1 (1983), p. 7-17
- Caron, François. « Liens entre la structure des entreprises et la révolution industrielle en France au XX^e siècle ». *Revue internationale d'Histoire de la Banque*, no 22-23 (1981), pp. 74-89.
- Charles, Christophe. « Entretien avec Ernest Labrousse ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 32/33 (avril-juin 1980), pp. 111-125.
- Courthéoux, Jean-Paul. « Les pouvoirs économiques et sociaux dans un secteur industriel: la sidérurgie ». *Revue d'Histoire économique et sociale*, vol. 38, no 3 (1960), pp. 339-376.
- Debeir, Jean-Claude. « Inflation et stabilisation en France (1919-1928) ». *Revue économique*, vol. 31, no 4 (1980), pp. 622-647.
- Desaigues, Brigitte. « Le rang de la France a-t-il changé (1860-1970)? Évolution de la position internationale de la France ». *Revue d'économie politique*, vol. 95, no. 5 (1985), pp. 531-543.
- Didier, M., Malinvaud, E. « La concentration de l'industrie s'est-elle accentuée depuis le début du siècle? ». *Économie et Statistique*, no 36 (juillet-août 1972), pp.3-10.
- Fridenson, Patrick. « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) ». *Annales, E.S.C.*, vol. 42, no. 5 (septembre-octobre 1987),
- Gancarz, Patrick. « La métallurgie française face à la crise des années trente (1928-1938) ». *Le Mouvement Social*, no 154 (1991), pp. 197-212.
- Gille, Bertrand. « Finance internationale et trusts ». *Revue historique*, vol. 227, no. 2 (1962), pp. 291-326.
- Gille, Bertrand. « L'évolution de la technique sidérurgique. Esquisse d'un schéma ». *Revue d'histoire des mines et de la métallurgie*, vol. 2, no 2 (1970), pp. 121-226.
- Gille, Bertrand. « La croissance des grandes firmes ». *Revue d'histoire de la Sidérurgie*, vol. 4, no 2 (1963), pp. 127-135.
- Gille, Bertrand. « Recherches sur la concentration de l'industrie sidérurgique en France ». *Revue d'histoire de la Sidérurgie*, vol. 3, no 4 (1962), pp. 263-270.
- Gille, Bertrand. « Syndicalisme patronal dans la sidérurgie française ». *Revue d'histoire de la Sidérurgie*, 1964, vol. 5, pp. 209-250.
- Hardy-Hemery, Odette. « Problèmes de méthodes d'une analyse historique (I et II): Le Valenciennois industriel (1913-1950). Cohérence et incohérence d'un espace géonomique ». *Revue économique*, vol. 23, no 5 (septembre 1972) et no 6 (novembre 1972), pp. 786-811 et pp. 1076-1101.
- Kemp, T. « The French economy under the Franc Poincaré ». *Economic History Review*, vol. 24, no 1 (février 1971), pp. 82-99.
- Kuisel, Richard F. « Auguste Dutoeuf, Conscience of French Industry, 1926-47 ». *International Review of Social History*, vol. 20, no 2 (1975), pp. 149-174.
- Le Van-Lemesle, Lucette. « La crise et l'enseignement de l'économie politique en France ». *Recherches et travaux*, no 1 (novembre 1982), pp. 91-108.
- Leménoel, A. « Minerai de fer et sidérurgie en Basse Normandie dans la Mayenne et dans la Sarthe de 1835 à 1924 ». *Annales de Normandie*, (mars et juin 1982).

- Lévy-Leboyer, Maurice. « Le patronat français a-t-il été malthusien? ». *Le Mouvement social*, no 88 (juillet-septembre 1974), pp. 3-49.
- Maier, Charles. « Between Taylorism and Technocracy: European Ideologies and the Vision of Industrial Productivity in the 1920s ». *Journal of Contemporary History*, vol. 5, no 2 (1970), pp. 27-61.
- Maigret, Michel. « Les maîtres des forges longoviciens et leurs alliances familiales: l'exemple de la famille Labbé ». *Bulletin de l'association des amis du vieux Longwy*, no 2 (1972), p. 39-49
- Marczewski, J. « Le produit physique de l'économie française de 1789 à 1913 (comparaison avec la Grande-Bretagne) ». *Cahiers de l'I.S.E.A., série A.F.*, no 4 (juillet 1965),
- Markovitch, T.-J. « L'industrie française de 1789 à 1964 ». *Cahiers de l'I.S.E.A., série A.F.*, no 4 (juillet 1965), no 5 (mai 1966), no 6 (juin 1966), no 7 (nov. 1966), no 9 (septembre-octobre 1967),
- Mioche, Philippe. « Un tournant dans l'histoire sidérurgique: compétition et collaboration entre l'État et l'industrie ». *Histoire, Économie, Société*, vol. 8, no 1 (1989), p.119-140
- Morsel, Henri. « Contribution à l'histoire des ententes industrielles (à partir d'un exemple, l'industrie des chlorates) ». *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 54, no 1 (1976), pp. 118-129.
- Mothes, J. « L'industrie française ». *Études et Conjoncture*, numéro spécial, (1953),
- Moutet, Aimée. « Patrons de progrès ou patrons de combat? La politique de rationalisation de l'industrie française au lendemain de la Première Guerre mondiale ». *Recherches* (Paris), no 32-33 (1978), pp. 449-489.
- Moutet, Aimée. « Une rationalisation du travail dans l'industrie française des années 1930 ». *Annales: E.S.C.*, vol. 42, no 5 (1987), pp. 1061-1078.
- Noiriel, Gérard. « L'immigration en France, une histoire en friche ». *Annales É.S.C.*, (1986), pp. 751-769.
- Omnes, Catherine. « Contraintes du marché et stratégies patronales: l'industrie française du tube d'acier de 1880 à 1978 ». *Le Mouvement social*, no 110 (janvier-mars 1980), pp. 75-102.
- Punelle, Patrick. « Étude d'une mentalité patronale: le « Nord industriel » de 1930 à 1935 ». *Revue du Nord*, vol. 51, (oct-déc. 1969), pp. 641-650.
- Rioux, Jean-Pierre. « Les deux cents familles ». *L'histoire*, no. 84 (décembre 1985), pp. 20-24. (Dossier spécial les vrais et faux complots)
- Russo, F., dir. « Sidérurgie et croissance économique en France et en Grande-Bretagne (1735-1935) ». *Cahiers de l'ISÉA, série T*, no 158 (février 1965), 283 p.
- Schor, Ralph. « Une étude d'opinion: la droite française face à la crise mondiale de 1929 ». *L'information historique*, nos. 1 et 2 (1974) pp. 23-28 et 64-70.
- Toutain, Jean-Claude. « Le produit intérieur brut de la France de 1789 à 1982 ». *Économies et Sociétés*, vol. 21, no 5 (mai 1987), pp. 49-237.
- Walter, François. « Recherches sur le développement économique de la France, 1900-1955 ». *Cahiers de l'I.S.É.A., série D: Revenu national*, no 9, (mars 1957), 88 p.
- Wolff, Jacques. « Decazeville: expansion et déclin d'un pôle de croissances ». *Revue économique*, vol. 23, no 5 (septembre 1972), pp. 753-785.